



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Communes de

**CERVILLE, LANEUVELOTTÉ, PULNOY,
SEICHAMPS et VELAINÉ-SOUS-AMANCE**

Plan de Prévention des Risques Technologiques

Site STORENGY à CERVILLE

PARTIE 1 : Note de Présentation

PRESCRIPTION :

Arrêté Préfectoral n°PPRT 2011-001 du 19 avril 2011

ENQUÊTE PUBLIQUE : du 2 juin au 1^{er} juillet 2014

APPROBATION :

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY

Vu pour être annexé à notre arrêté n° 2012 0169
en date de ce jour

NANCY, le

30 SEP. 2014

AP



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Communes de

**CERVILLE, LANEUVELOTTÉ, PULNOY,
SEICHAMPS et VELAINÉ-SOUS-AMANCE**

Plan de Prévention des Risques Technologiques

Site STORENGY à CERVILLE

PARTIE 1 : Note de Présentation

PRESCRIPTION :

Arrêté Préfectoral n°PPRT 2011-001 du 19 avril 2011

ENQUÊTE PUBLIQUE : du 2 juin au 1^{er} juillet 2014

APPROBATION :

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	4
1.1. LA PREVENTION DU RISQUE TECHNOLOGIQUE POUR LES ETABLISSEMENTS A RISQUES	4
1.1.1. <i>Maîtrise des risques à la source</i>	4
1.1.2. <i>Maîtrise de l'urbanisation</i>	4
1.1.3. <i>Plan d'urgence</i>	5
1.1.4. <i>Information et concertation du public</i>	5
1.2. L'ELABORATION DU PPRT POUR LA SOCIETE STORENGY	5
2. CONTEXTE TERRITORIAL	6
2.1. PRESENTATION DU SITE STORENGY ET DE LA NATURE DES RISQUES	6
2.1.1. <i>Présentation du site et principe de stockage souterrain de gaz</i>	6
2.1.2. <i>Situation administrative de STORENGY</i>	7
2.1.3. <i>Contexte réglementaire d'élaboration du PPRT de STORENGY</i>	7
2.1.4. <i>Nature des risques associés à l'établissement STORENGY</i>	8
2.2. LES CONDITIONS ACTUELLES DE LA PREVENTION DES RISQUES SUR LE SITE STORENGY	8
2.2.1. <i>Etudes de dangers</i>	8
a. Généralités	8
b. Etudes de dangers de STORENGY	9
c. Cotation des phénomènes dangereux en probabilité, cinétique, intensité et gravité	10
2.2.2. <i>Démarche de Mesures de Maîtrise de Risques (MMR)</i>	10
a. Détermination des MMR	10
b. Mesures de maîtrise des risques mises en place	11
2.2.3. <i>Conditions actuelles de la gestion du risque technologique sur le territoire</i>	11
2.2.4. <i>Maîtrise des risques à la source</i>	11
2.2.5. <i>Plans d'urgence</i>	11
2.2.6. <i>Information et concertation du public</i>	12
2.2.7. <i>Maîtrise de l'urbanisation</i>	12
2.3. CONTEXTE GEOGRAPHIQUE COMMUNAL OU INTERCOMMUNAL	15
2.3.1. <i>Contexte géographique</i>	17
2.3.2. <i>Documents d'urbanisme</i>	17
2.3.3. <i>Contexte socio-économique</i>	17
2.4. ETAT ACTUEL DE GESTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES ET NATURELS SUR LE TERRITOIRE	18
3. JUSTIFICATION DU PPRT ET SON DIMENSIONNEMENT	19
3.1. RAISONS DE LA PRESCRIPTION DU PPRT	19
3.2. IDENTIFICATION ET CARACTERISATION DES PHENOMENES DANGEREUX	19
3.2.1. <i>Intensité des effets des phénomènes dangereux majeurs</i>	19
a. Effets de surpression	19
b. Effets thermiques	20
3.2.2. <i>Probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux majeurs</i>	20
3.2.3. <i>Cinétique des phénomènes dangereux majeurs</i>	21
3.2.4. <i>Synthèse des phénomènes dangereux retenus pour le PPRT</i>	21
3.3. PHENOMENES DANGEREUX NON PERTINENTS POUR LE PPRT	43
3.3.1. <i>Dangers liés à l'exploitation d'ICPE</i>	43
a. Dispositions générales d'exclusion	43
b. Evénements initiateurs spécifiques	43
3.3.2. <i>Dangers liés au sous sol</i>	44
3.4. PERIMETRE D'ETUDE ET PERIMETRE D'EXPOSITION AUX RISQUES	44
4. LES MODES DE PARTICIPATION AU PPRT	47
4.1. PROCEDURE D'ELABORATION	47
4.2. LES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIES A L'ELABORATION DU PPRT	48
4.3. LES MODALITES DE LA CONCERTATION	49
5. LES ETUDES TECHNIQUES	50
5.1. MODE DE QUALIFICATION DE L'ALEA	50
5.2. CARACTERISATION DES ENJEUX	54
5.2.1. <i>L'urbanisation</i>	54

5.2.2. <i>L'habitat</i>	55
5.2.3. <i>Les activités économiques</i>	55
5.2.4. <i>Principaux espaces accessibles au public</i>	55
a. Etablissements Recevant du Public (ERP).....	55
b. Espaces publics	55
5.2.5. <i>Les infrastructures de transport et ouvrages d'intérêt général</i>	56
a. Infrastructures routières.....	56
b. Transports en commun.....	56
c. Les ouvrages et équipements d'intérêt général.....	56
5.2.6. <i>Estimation de la population concernée</i>	56
5.2.7. <i>Synthèse des enjeux</i>	56
5.3. SUPERPOSITION DES ALEAS ET DES ENJEUX	57
5.4. ZONAGE BRUT	58
5.5. INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES.....	59
6. PHASE DE STRATEGIE DU PPRT	61
6.1. OBJECTIFS ET PRINCIPES	61
6.2. ORIENTATIONS PROPOSEES – LES CHOIX STRATEGIQUES	63
6.2.1. <i>Zone grise</i>	63
6.2.2. <i>Urbanisation future</i>	63
6.2.3. <i>Urbanisation existante</i>	64
6.2.4. <i>Les usages (conditions d'utilisation et d'exploitation)</i>	64
6.2.5. <i>Mesures foncières</i>	65
a. Préemption.....	65
b. Expropriation	65
7. BILAN DES CONSULTATIONS (A COMPLETER A L'ISSUE DE LA PROCEDURE)	67
7.1. BILAN DE LA CONCERTATION	67
7.2. AVIS DES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIES	67
7.3. ENQUETE PUBLIQUE (A COMPLETER A L'ISSUE DE CELLE-CI)	68
8. ELABORATION DU PPRT AUTOUR DE SITE STORENGY	72
8.1. PLAN DE ZONAGE	72
8.1.1. <i>Zones de type R</i>	72
8.1.2. <i>Zones de type r (r1, r2 et rs)</i>	72
8.1.3. <i>Zone grise</i>	73
8.2. REGLEMENT	73
8.2.1. <i>Dispositions générales</i>	73
8.2.2. <i>Zone de type R</i>	75
8.2.3. <i>Zones de type r (rs, r1 et r2)</i>	75
8.3. RECOMMANDATIONS	75

1. INTRODUCTION

Cette note de présentation vise à résumer et à expliquer la démarche d'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) ainsi que son contenu. A cet effet, elle présente notamment les enjeux humains, matériels ou environnementaux identifiés dans le périmètre d'étude.

Elle expose également les mesures retenues dans chaque zone ou secteur du plan et les raisons qui ont conduit au choix de ces mesures :

- pour réduire la situation de vulnérabilité des enjeux humains identifiés,
- pour maîtriser le développement de l'urbanisation future.

Elle vaut note de présentation au sens de l'article R. 123-8 du code de l'Environnement.

1.1. La prévention du risque technologique pour les établissements à risques

La France compte environ 500 000 établissements relevant de la législation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et 28 stockages souterrains de matières dangereuses. Ce classement est fonction de l'activité, de la nature et de la quantité de produits (hydrocarbures, explosifs, engrais, ...) stockés ou mis en œuvre. Pour chaque niveau de danger, un régime réglementaire et des contraintes spécifiques s'appliquent à ces établissements.

Les installations qui présentent les dangers les plus forts et les stockages souterrains sont soumises aux dispositions de la directive dite SEVESO II.

La politique de prévention des risques technologiques se décline, pour ces installations, selon quatre volets. Pour faciliter la compréhension de certains termes en lien avec les risques technologiques, un glossaire est joint à l'annexe 1.

1.1.1. Maîtrise des risques à la source

L'exploitant doit démontrer la maîtrise des risques sur son site et le maintien de ce niveau de maîtrise via une étude de dangers et en assurer dans le temps l'effectivité à travers un Système de Gestion de la Sécurité (SGS).

La priorité est en effet accordée à la maîtrise et à la réduction du risque à la source ; la sécurité s'exerçant d'abord au sein des entreprises.

Des prescriptions complémentaires de maîtrise des risques sont ainsi régulièrement imposées aux exploitants afin de réduire les risques à un niveau aussi bas que possible compte tenu des dernières connaissances et des meilleures technologies disponibles.

1.1.2. Maîtrise de l'urbanisation

Ce volet relatif à la maîtrise de l'urbanisation permet de limiter le nombre de personnes exposées en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux. Différents outils permettent de remplir cet objectif : Plan Local d'Urbanisme (PLU), Projet d'Intérêt Général (PIG), Servitudes d'Utilité Publique (SUP). Cependant ces instruments permettent uniquement l'interdiction de nouvelles constructions autour des installations à risque.

La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 a institué les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT). Ne s'appliquant qu'aux installations AS, SEVESO seuil haut et aux stockages souterrains, ces PPRT ont pour but non seulement de mieux encadrer l'urbanisation future autour des établissements AS, SEVESO seuil haut existants, mais également de résorber les situations difficiles héritées du passé par le délaissement et l'expropriation de biens existants. Les PPRT ont pour objectif de protéger les personnes et non les biens. Les dispositions réglementaires relatives aux plans de prévention des risques technologiques (extraits du livre V des parties législative et réglementaire du code de l'Environnement) sont jointes en annexe 2.

1.1.3. Plan d'urgence

L'exploitant et les pouvoirs publics conçoivent des plans d'urgence pour permettre de limiter les conséquences d'un accident majeur (Plan d'Opération Interne du ressort de l'exploitant : POI ; Plan Particulier d'Intervention du ressort des pouvoirs publics : PPI).

1.1.4. Information et concertation du public

Le développement d'une culture du risque est indispensable pour que chacun puisse jouer un rôle effectif dans la prévention des risques. Différentes instances de concertation sont mises en place autour des sites présentant des risques majeurs. Les Comités Locaux d'Information et de Concertation (CLIC), créés par la Loi « Risques » du 30 juillet 2003, constituent des lieux de débat et d'échange privilégiés sur la prévention des risques industriels entre les différents acteurs (exploitants, pouvoirs publics mais également riverains et salariés). En application des dispositions du décret n°2012-189 du 7 février 2012, les CLIC deviennent des CSS, Commissions de Suivi de Sites, à la date de renouvellement de leur composition.

Parallèlement, préfets et maires ont l'obligation d'informer préventivement les citoyens sur les risques via le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) et le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).

L'exploitant doit également informer les populations riveraines par la publication d'une plaquette d'information sur les risques présentés par son site et la conduite à tenir en cas d'accident majeur, dans le cadre de la mise en place du PPI.

Enfin, la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a introduit l'obligation d'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers par les vendeurs et bailleurs sur les risques auxquels un bien est exposé en cas d'accident majeur.

1.2. L'élaboration du PPRT pour la société STORENGY

Le site de stockage souterrain de gaz naturel de Cerville accueille les installations d'injection, de soutirage et de traitement du gaz. Le stockage *sensu stricto* est réalisé en aquifère et exploite les caractéristiques naturelles géologiques du sous-sol au droit des communes de Cerville, Laneuvelotte, Pulnoy, Lenoncourt, Seichamps et Velaine-sous-Amance. Cet établissement est soumis aux dispositions de la loi n°2003-8 du 3 janvier 2003 et des décrets n°2006-648 et 2006-649 du 2 juin 2006 qui concernent l'exploitation du stockage souterrain et aux dispositions de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 et du décret n°2005-1130 du 7 septembre 2005 en ce qui concerne la prévention des risques. A ce titre, il est soumis à l'ensemble des obligations ci-dessus et doit donc faire l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques.

La procédure officielle d'élaboration du PPRT pour ce site a été lancée par l'arrêté préfectoral n°PPRT 2011-001 en date du 19 avril 2011 (annexe 3).

La présente note de présentation a pour objectif d'expliquer et de justifier la démarche d'élaboration du PPRT et le contenu de ce plan. Elle accompagne le règlement, le plan de zonage réglementaire et le cahier de recommandations qui sont joints à ce document.

2. CONTEXTE TERRITORIAL

2.1. Présentation du site STORENGY et de la nature des risques

2.1.1. Présentation du site et principe de stockage souterrain de gaz

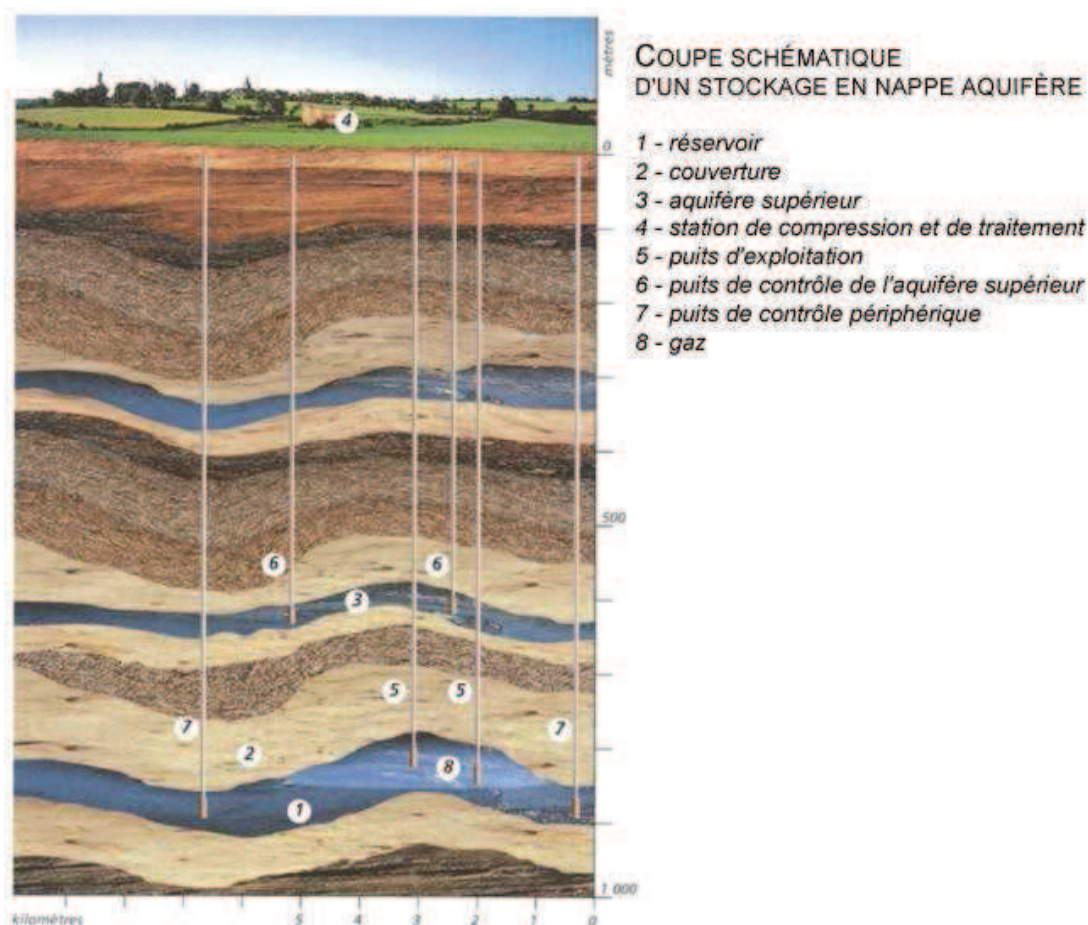
Le centre de stockage souterrain de gaz naturel implanté sur le territoire de la commune de Cerville est exploité par la société STORENGY.

Le gaz naturel est un produit utilisé principalement en combustion, pour des besoins de chauffage ; sa consommation varie donc fortement suivant les saisons. Or l'approvisionnement est régulier tout au long de l'année. Il est donc nécessaire de disposer de capacités de stockage importantes afin d'équilibrer dans le temps l'approvisionnement et la consommation.

Du fait de ses caractéristiques et des quantités en jeu, le gaz naturel ne peut être entreposé dans des capacités manufacturées, qui seraient trop volumineuses à réaliser ; seule la solution d'un stockage dans le sous sol est économiquement et industriellement envisageable. Pour le cas du centre de Cerville, il a été retenu un stockage dans une nappe phréatique, à savoir dans une formation géologique composée de :

- une couche supérieure en forme de dôme et étanche, appelée « couverture »,
- une couche inférieure possédant une porosité et une perméabilité suffisantes afin de permettre le stockage et la circulation du gaz ; de par ces propriétés, cette couche abrite également généralement un aquifère. Cette couche est appelée « réservoir ».

Le volume de gaz stocké à Cerville est au maximum de 1,5 milliards de mètres cubes, dont 650 millions de volume utile et 850 millions de gaz coussin..



En surface se trouvent les installations nécessaires à l'injection, au soutirage et au traitement du gaz :

- équipements de déshydratation, désulfuration, odorisation, compression du gaz : ces équipements constituent la station centrale,
- 38 puits d'exploitation permettant d'injecter et de soutirer le gaz,
- des tuyauteries de collecte assurant la circulation du gaz entre la station centrale et les puits d'exploitation,
- 6 puits de contrôle susceptibles de passer en gaz en fonction du remplissage du stockage,
- 8 puits de contrôle non susceptibles de passer en gaz.

Le gaz naturel est présent dans les tuyauteries et les équipements à une pression maximale de 67,7 barg.

2.1.2. Situation administrative de STORENGY

L'exploitation, au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, des installations de surface du stockage souterrain de gaz naturel combustible, est autorisée par arrêté préfectoral n°2006-622 du 8 décembre 2006 modifié. L'arrêté préfectoral n°2009-630 du 9 juillet 2009 transfère l'exploitation des installations de surface au bénéfice de Storengy. L'exploitation proprement dite du stockage souterrain de gaz naturel a été autorisée au titre du code minier par décret initial du 8 décembre 1972, autorisation renouvelée par décret du 25 mars 2003.

L'arrêté ministériel du 12 décembre 2011 autorise l'amodiation de la concession du stockage souterrain détenue par GDF-Suez au profit de la société Storengy.

Plus précisément, les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubriques	Activités	Capacité	Classement
1410	Fabrication industrielle de gaz inflammable, par désulfuration	9,2 t	A
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	17,6 m ³ éq.	D
2910 A	Installation de combustion (gaz, fuel)	8,44 MW	D
2910 B	Installations de combustion consommant des combustibles autres que ceux visés en 2910 A (économiseurs de triéthylèneglycol – TEG)	6,2 MW	A
2920-1	Installations de compression utilisant des fluides inflammables ou toxiques	12 MW	A
2920-2	Installations de compression (air)	528 kW	A

A : autorisation – D : déclaration

Le site est également visé par la directive européenne n° 96/82 du 09/12/96 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses dite « Directive Seveso », déclinée pour les stockages souterrains dans le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 et l'arrêté ministériel du 17 janvier 2003.

Conformément à l'article L.515-15 du code de l'Environnement applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement et à l'article L. 264-2 du code minier, le site STORENGY à Cerville doit faire l'objet d'un PPRT.

2.1.3. Contexte réglementaire d'élaboration du PPRT de STORENGY

La loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques a renforcé la politique de maîtrise des risques industriels sur le territoire national. Concernant les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation avec servitudes, elle prévoit notamment que :

- les études de dangers décrivent désormais la probabilité, la cinétique, l'intensité et la gravité de tous les accidents potentiels,
- des Comités Locaux d'Information et de Concertation (CLIC) soient mis en place pour

favoriser l'émergence d'une culture du risque technologique partagée par tous les acteurs de la société civile. En application des dispositions du décret n°2012-189 du 7 février 2012, les CLIC deviennent des CSS, Commissions de Suivi de Sites, à la date de renouvellement de leur composition,

- la maîtrise de l'urbanisation autour de ces sites soit renforcée par l'instauration de Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).

Un CLIC a été créé, par arrêté préfectoral du 7 mars 2006 et remplacé par une commission de suivi de site (CSS) par arrêté préfectoral n°2012-0154 du 27 mai 2013, autour du stockage souterrain de gaz naturel exploité par la société STORENGY à Cerville.

2.1.4. Nature des risques associés à l'établissement STORENGY

Sur le site exploité par la société STORENGY à Cerville, le principal danger concerne la fuite de gaz naturel combustible, principalement composé de méthane, susceptible de s'enflammer et d'engendrer, dans certaines conditions, une explosion et/ou un incendie. Le gaz naturel étant présent dans tous les équipements et les tuyauteries du site, le risque lié à cette matière dangereuse est donc lui aussi présent sur tout le site.

L'explosion génère une onde de surpression et la projection de fragments. L'incendie par feu torche de gaz naturel provoque des flux thermiques intenses.

Les effets susceptibles d'être générés à l'extérieur des établissements, en cas d'accident majeur au sein de STORENGY, sont des effets thermiques et de surpression qui peuvent être dus aux principaux phénomènes dangereux suivants :

- jets enflammés : inflammation immédiate d'une fuite alimentée en gaz. Les installations de la station centrale et des puits sont concernées par ce phénomène. Un jet peut être envisagé verticalement ou horizontalement,
- UVCE : l'UVCE (Unconfined Vapour Cloud Explosion) est une inflammation brutale d'un nuage de gaz combustible à l'air libre, accompagnée d'une explosion plus ou moins violente
- feux de nappes : incendie d'une nappe d'un liquide inflammable suite à une fuite sur un réservoir (fixe ou mobile) ou une tuyauterie, avec épandage et inflammation du liquide. Ce phénomène est limité aux stockages de méthanol, de THT, de gasoil et de TEG au niveau de la station centrale,
- explosions : ce phénomène est étudié au niveau des bâtiments de la station centrale ainsi qu'au niveau des manifolds.

Pour chaque scénario de fuite possible, les conséquences sont différentes. Pour le cas de STORENGY, la méthodologie suivie a consisté à évaluer les effets des phénomènes dangereux majeurs potentiels sur la base du fonctionnement et du non-fonctionnement des mesures de maîtrise des risques, conformément aux exigences réglementaires.

2.2. Les conditions actuelles de la prévention des risques sur le site STORENGY

2.2.1. Etudes de dangers

a. Généralités

L'étude de dangers, réalisée par l'exploitant, sous sa responsabilité, constitue le point de départ de la maîtrise des risques sur le site. Établie selon une méthodologie définie nationalement, elle doit permettre :

- de dresser un état des lieux des phénomènes dangereux et accidents majeurs représentatifs des risques susceptibles de survenir sur le site,
- de justifier que, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible est atteint, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques ainsi que de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation et d'établir si nécessaire un programme de réduction des risques à la source,

- d'élaborer des plans d'urgence (Plan d'Opération Interne pour l'exploitant et Plan Particulier d'Intervention pour l'Etat) en cas de situation accidentelle,
- de maîtriser l'urbanisation autour du site.

Cette évaluation du niveau de maîtrise des risques présentée par l'établissement se fait au moyen de l'analyse du risque, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que l'importance des dispositifs et dispositions d'exploitation – techniques, humains ou organisationnels – qui concourent à cette maîtrise. Elle décrit les scénarii qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels.

Aucun scénario d'accident ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. Comme introduit par la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques, les accidents majeurs susceptibles de se produire sur le site doivent être caractérisés en probabilité, cinétique, intensité et gravité.

Deux arrêtés ministériels techniques en date du 29 septembre 2005 sont venus préciser le contenu des études de dangers et en particulier le cadre réglementaire pour l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation. Ces arrêtés ont à leur tour été précisés par des circulaires et instructions ministérielles techniques afin de garantir une relative homogénéité dans l'instruction des études de dangers en particulier dans le cadre de l'élaboration des PPRT.

Obligation est faite aux exploitants de réactualiser cette étude à chaque modification notable des installations ou, *a minima*, pour les établissements de stockage souterrain, tous les 5 ans en tenant compte du retour d'expérience et des avancées techniques, afin d'avoir une approche dynamique de la gestion du risque.

b. Etudes de dangers de STORENGY

L'exploitant a remis son étude de dangers actualisée le 25 janvier 2010 au Préfet de Meurthe-et-Moselle. L'étude de dangers remise couvre à la fois les installations de surface et le stockage souterrain.

Par envoi au Préfet de Meurthe-et-Moselle reçu le 2 juin 2010, il a apporté des compléments portant principalement sur le risque foudre, la tenue au séisme de certains équipements, les phases de conditionnement, le respect de la réglementation « Equipements sous pression », les phénomènes de « coups de bélier », la cotation en probabilité et en gravité des phénomènes dangereux, ainsi que les effets de surpression.

Ces compléments étant insuffisants, l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 a mis en demeure la société STORENGY de fournir les éléments suivants :

- justification de la tenue au séisme des éléments indispensables à la sécurité,
- justification que les phases de reconditionnement et de purge des tuyauteries peuvent être écartées,
- évaluation majorante des distances d'effets en cas d'explosion de gaz,
- évaluation maximale de la gravité des effets affectant les voies de circulation,
- justification de l'acceptabilité au titre de la réglementation concernant les équipements sous pression de la présence de vannes de barrage en amont des organes de sécurité,
- précision concernant les mesures mises en œuvre afin de proposer de déclasser un phénomène dangereux.

Par courrier du 11 octobre 2010 au Préfet de Meurthe-et-Moselle, courrier électronique du 2 décembre 2010 à l'Inspection des Installations Classées et courrier du 4 mars 2011 au Préfet de Meurthe-et-Moselle, la société STORENGY a répondu aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010.

Par courrier du 21 juin 2011 à la DREAL, l'exploitant a fait part de ses remarques concernant le tableau établi par l'Inspection des Installations Classées récapitulant l'ensemble des phénomènes dangereux retenus accompagnés de leurs distances d'effets et de leur fréquence d'occurrence.

Par courrier électronique du 17 août 2012 à l'Inspection des Installations Classées de la DREAL, la

société STORENGY a fourni d'ultimes compléments concernant les volumes de gaz de l'espace inter-annulaire, la température des gaz, la protection cathodique et l'évaluation des risques (cumul des phénomènes dangereux, évaluation de la gravité des phénomènes dangereux portant sur les voies de circulation, évaluation de la criticité).

c. Cotation des phénomènes dangereux en probabilité, cinétique, intensité et gravité

Probabilité

L'exploitant a coté les phénomènes dangereux en probabilité, en prenant en compte des bases de données internationales. L'exploitant indique que sa méthode d'évaluation a fait l'objet de trois tiers expertises (pour les sites de Beynes, Trois-Fontaines-L'Abbaye et Saint-Illiers-La-Ville) sans remarque majeure. Il précise que le tiers expert, qui a réalisé ses propres calculs, a trouvé des résultats cohérents avec ceux de STORENGY, voire a obtenu des fréquences d'occurrence inférieures.

Cinétique

Tous les phénomènes dangereux identifiés sur le site sont considérés par l'exploitant à cinétique rapide.

Intensité

Conformément à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, l'exploitant a retenu les valeurs suivantes de référence pour les principaux types d'effets classés en trois catégories : surpression, thermique et toxique.

Effets	Thermique	Surpression	Toxique (concentration létale)
Seuils des effets létaux significatifs	8 kW/m ² ou 1800 [(kW/m ²) ^{4/3}].s	200 mbar	CL 5%
Seuils des effets létaux	5 kW/m ² ou 1 000 [(kW/m ²) ^{4/3}].s	140 mbar	CL 1%
Seuils des effets irréversibles	3 kW/m ² ou 600 [(kW/m ²) ^{4/3}].s	50 mbar	
Seuils des effets indirects par bris de vitres	/	20 mbar	

En ce qui concerne les structures (pour les effets de surpression et thermique) des seuils d'effets permettent de préciser les zones où des effets dominos sont à prendre en compte et plus largement celles où des dégâts matériels sont possibles.

Le site STORENGY ne présente pas de danger toxique.

Gravité

L'exploitant a utilisé l'échelle de gravité des conséquences humaines de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 sus-cité.

L'exploitant a supposé un nombre moyen de 2,5 habitants par maison et de 1,4 personnes par véhicule. La vulnérabilité des voies de circulation a été calculée à l'aide d'une formule interne à la société STORENGY, basée sur la vitesse réglementaire de circulation sur la voie et un trafic horaire correspondant à 10 % du trafic journalier (périodes de pointe).

Cette formule de calcul a été considérée comme acceptable.

2.2.2. Démarche de Mesures de Maîtrise de Risques (MMR)

a. Détermination des MMR

L'exploitant doit démontrer dans son étude de dangers que l'ensemble des mesures de prévention prises rend le niveau de risques sur son site aussi bas que possible à un coût économiquement acceptable compte tenu des connaissances actuelles. Cette démarche est nommée « Mesures de

Maîtrise des Risques » ou MMR. Elle s'appuie sur la cotation de chaque accident potentiel en termes de probabilité de survenue et de gravité des effets.

b. Mesures de maîtrise des risques mises en place

A l'issue de la démarche, des mesures de maîtrise des risques ont été identifiées mais ne sont pas encore prescrites à l'exploitant :

- limitation physique de la pression du gaz dans le stockage,
- recherche décennale des défauts sur la protection passive contre la corrosion,
- protection contre les agressions mécaniques des tuyauteries aériennes,
- contrôle de la protection cathodique, réalisé par du personnel disposant d'une certification en application de la norme NF EN 15257 (mars 2007 ou postérieure) en cours de validité avec vérification des caractéristiques des sols environnants décennale ou suite à une pollution industrielle des sols,
- étude de tenue au séisme de tous les équipements susceptibles de conduire à un ou plusieurs phénomènes dangereux dont les zones de dangers irréversibles dépassent les limites du site : cette étude doit permettre de déterminer les moyens techniques nécessaires à la protection parasismique des équipements. L'étude devra être réalisée 18 mois après notification de l'arrêt et les éventuels travaux de mise en conformité des équipements devront être terminés 5 ans après notification de l'arrêt.

2.2.3. Conditions actuelles de la gestion du risque technologique sur le territoire

Comme déjà évoqué, le risque technologique est constitué de trois composantes :

- l'intensité des phénomènes dangereux,
- la probabilité d'occurrence de ces phénomènes dangereux,
- la vulnérabilité des enjeux pouvant être impactés par ces phénomènes dangereux.

Gérer le risque technologique, c'est donc agir sur l'un de ces trois éléments avec, d'un point de vue global, plusieurs types de mesures :

- **la maîtrise du risque à la source** par l'exploitant permettant d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques ainsi que de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation,
- **les plans d'urgence** ayant pour objectif, quand le phénomène se déclenche, y compris en cas de très faible probabilité, de prévenir et de protéger les populations et de gérer les moyens d'intervention et les secours,
- **l'information des citoyens** leur permettant de prendre certaines décisions comportementales pour mieux réagir en cas de crise,
- **la maîtrise de l'urbanisation**, consistant à limiter les enjeux exposés au danger.

2.2.4. Maîtrise des risques à la source

Ce sujet est traité au paragraphe 2.2.2.d du présent document.

2.2.5. Plans d'urgence

L'établissement STORENGY dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI) à jour, opérationnel et régulièrement testé (les dernières mises à jour de ces documents ont été effectuées en 2011). Le POI doit permettre de gérer les situations accidentelles avant que les effets s'y rattachant ne s'amplifient et ne sortent des limites de l'établissement.

Un exercice de POI est organisé régulièrement.

Par ailleurs, la préfecture de Meurthe-et-Moselle a mis en place un Plan Particulier d'Intervention autour de l'établissement. Ce plan vise à établir les moyens à mettre en œuvre en cas de situation accidentelle sur le site dont les effets ne pourraient être confinés aux limites de l'établissement y compris en cas de très faible probabilité. Ainsi, l'organisation des services de protection civile, ainsi que l'ensemble des parties prenantes, industriel, services de l'Etat, communes, sont décrits dans ce plan. Les moyens d'avertissement et de protection des populations pouvant être impactées par les effets sont également décrits.

2.2.6. Information et concertation du public

L'information préventive des populations sur les risques majeurs est tout d'abord réalisée par l'élaboration de différents documents dont notamment le Dossier Départemental des Risques Majeurs de Meurthe-et-Moselle. Après une première identification des risques majeurs dans le département de Meurthe-et-Moselle menée en 1995, ce document a été profondément remanié, approuvé par arrêté préfectoral n°329/2011/SIDPC en date du 12 décembre 2011 et mis à disposition des responsables communaux et de la population meurthe-et-mosellane. Ce document est destiné à informer et sensibiliser les élus locaux et les citoyens sur les risques potentiels majeurs auxquels ils sont exposés. Il est consultable sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle (<http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr>, rubrique Publications puis Dossier Départemental des Risques Majeurs).

Conformément à l'article R. 125-11 du code de l'Environnement, le maire doit établir un document d'information communal sur les risques majeurs, naturels et technologiques (DICRIM). Ce dernier reprend les informations transmises par le préfet, et précise :

- les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde. Ces mesures comprennent, en tant que de besoin, les consignes de sécurité devant être mises en œuvre en cas de réalisation du risque,
- les actions de prévention, de protection ou de sauvegarde intéressant la commune,
- les événements et accidents significatifs à l'échelle de la commune,
- éventuellement les dispositions spécifiques dans le cadre du plan local d'urbanisme,
- les cartes délimitant les sites où sont situées des cavités souterraines ou des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol élaborées en application de l'article L. 563-6 du code de l'Environnement.

A ce jour le DICRIM a été élaboré pour les communes de Cerville, Lenoncourt, Laneuvelotte, Seichamps et Pulnoy.

Pour compléter ce dispositif, un Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) a été créé par arrêté préfectoral du 7 mars 2006.

Les établissements SEVESO doivent également informer les populations riveraines par la publication d'une **plaquette d'information** sur les risques présentés par leurs sites et la conduite à tenir en cas d'accident majeur, dans le cadre de la mise en place du PPI. Ce document, actualisé en 2002 est tenu à la disposition des élus locaux et du public, en mairie et en préfecture.

Enfin, conformément à l'article L. 125-5 du code de l'Environnement, l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires (IAL) des biens situés sur l'ensemble des communes incluses dans le périmètre d'étude prévu par l'arrêté préfectoral n° PPRT 2011-001 en date du 19 avril 2011 s'applique sur l'ensemble des communes. Ces informations sont consultables sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle (<http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr>, rubrique Politiques publiques puis Prévention des Risques puis Informations Acquéreurs Locataires).

2.2.7. Maîtrise de l'urbanisation

Recommandée aux collectivités territoriales en charge de l'urbanisme depuis de nombreuses années

par les services de l'Etat, elle permet de limiter le nombre de personnes exposées en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux.

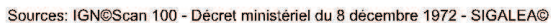
Les différents outils suivants permettent de remplir cet objectif :

- Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou Plan d'Occupation des Sols (POS),
- Projet d'Intérêt Général (PIG),
- Servitudes d'Utilité Publique (SUP).

Pour l'exploitation du site STORENGY de Cerville, le décret du 8 décembre 1972 modifié définit 2 périmètres dans lesquels les travaux en profondeur sont soumis à autorisation préfectorale préalable :

- travaux atteignant une profondeur supérieure à 120 mètres à l'intérieur du périmètre de stockage,
- travaux atteignant une profondeur supérieure à 350 mètres à l'intérieur du périmètre de protection.

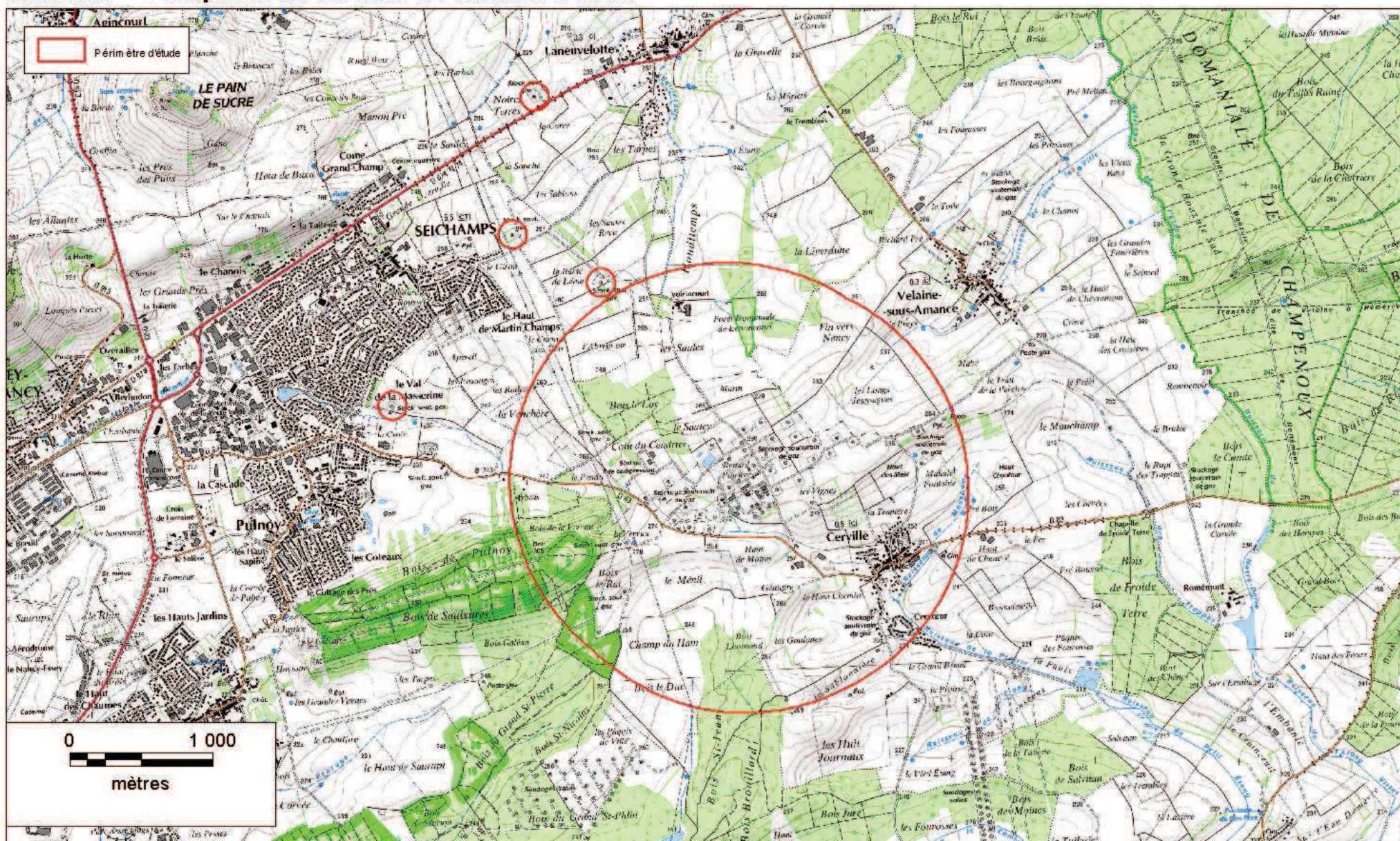
Ces périmètres de protection et de stockage sont reportés sur le plan ci-dessous. Ils portent sur la protection du stockage souterrain de gaz et son environnement proche souterrain sans lien avec les périmètres d'étude ou d'exposition aux risques du PPRT.



2.3. Contexte géographique communal ou intercommunal

Comme figuré sur la carte suivante, le secteur délimité par le périmètre d'étude du PPRT, prescrit par l'arrêté préfectoral du 19 avril 2011, couvre une zone plus large que les surfaces touchées par les phénomènes dangereux induits par la société STORENGY. En effet, au moment de la prescription de l'élaboration du PPRT, l'étude de danger n'était pas totalement finalisée ; aussi, il a été décidé de considérer un large secteur afin de pouvoir entamer le processus réglementaire sans risquer de mettre à jour des effets potentiels sur la population à l'extérieur du périmètre d'étude. Il couvre les communes de Cerville, Lenoncourt, Velaine-sur-Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy et Saulxures-les-Nancy. Ce périmètre d'étude a une superficie d'environ 785 hectares établi comme suit :

- Cerville : 52% (environ 407 hectares)
- Lenoncourt : 3% (environ 23 hectares)
- Velaine-sous-Amance : 11% (environ 87 hectares)
- Laneuvelotte : 21% (environ 168 hectares)
- Pulnoy : 8% (environ 60 hectares)
- Seichamps : 5% (environ 40 hectares)
- Saulxures-les-Nancy : inférieur à 0,1% (inférieur à 1 hectare).



2.3.1. Contexte géographique

La station centrale, d'une surface de 10,5 ha, est implantée sur le territoire de la commune de Cerville, à 10 km à l'est de Nancy. Le réseau des puits d'exploitation, collectes et puits de contrôle s'étend également sur les communes de Laneuvelotte, Velaine-sous-Amance, Saulxures-les-Nancy, Pulnoy et Seichamps.

Ces communes se situent à environ 10 km à l'Est de Nancy dans un secteur rural. L'urbanisation est concentrée dans les villages. La partie Ouest du périmètre d'étude est incluse dans l'agglomération nancéenne.

L'altitude de ces communes est comprise en 240 et 290 m (NGF). Le site de la station centrale de STORENGY est situé sur un anticlinal géologique se traduisant topographiquement par une butte.

Le périmètre d'étude inclut tout ou une partie des forêts domaniales de Lenoncourt et des forêts communales de Pulnoy et de Saulxures-les-Nancy.

2.3.2. Documents d'urbanisme

Le périmètre d'étude se trouve à cheval sur sept communes : Cerville, Laneuvelotte, Velaine-sous-Amance, Saulxures-les-Nancy, Pulnoy, Seichamps et Lenoncourt.

Les communes de Cerville, Lenoncourt, Laneuvelotte et Velaine-sous-Amance sont membres de la Communauté de Communes du Grand-Couronné et les communes de Pulnoy, Saulxures-les-Nancy et Seichamps de la communauté urbaine du Grand-Nancy (CUGN).

Commune	Documents d'urbanisme	Date d'approbation ou de révision	Date de dernière modification
Cerville	PLU	21/03/2005	22/04/2011
Lenoncourt	POS	27/11/2009	
Laneuvelotte	PLU	24/10/2006	
Pulnoy	PLU	06/07/2007	22/03/2012
Seichamps	PLU	29/06/2007	26/04/2012
Velaine-sous-Amance	POS	03/07/2003	
Saulxures-les-Nancy	PLU	28/01/2011	18/12/2012

2.3.3. Contexte socio-économique

Les caractéristiques principales des communes du secteur d'étude sont :

Commune	Superficie (données INSEE) (km ²)	Population (données INSEE 2009)
Cerville	8,91	584
Laneuvelotte	9,13	406
Seichamps	4,3	5012
Pulnoy	3,74	4516
Lenoncourt	11,53	584
Velaine-sous-Amance	6,48	278
Saulxures-les-Nancy	7,05	3901

La tendance démographique dans ce secteur géographique est globalement stable entre 1999 et 2009 (données INSEE 2009).

Le taux d'activité des 15-64 ans (données INSEE 2009) est compris entre 69,3 et 75,9 % soit légèrement supérieur à la moyenne départementale pour l'ensemble de ces communes.

L'habitat est presque exclusivement constitué de résidences principales.

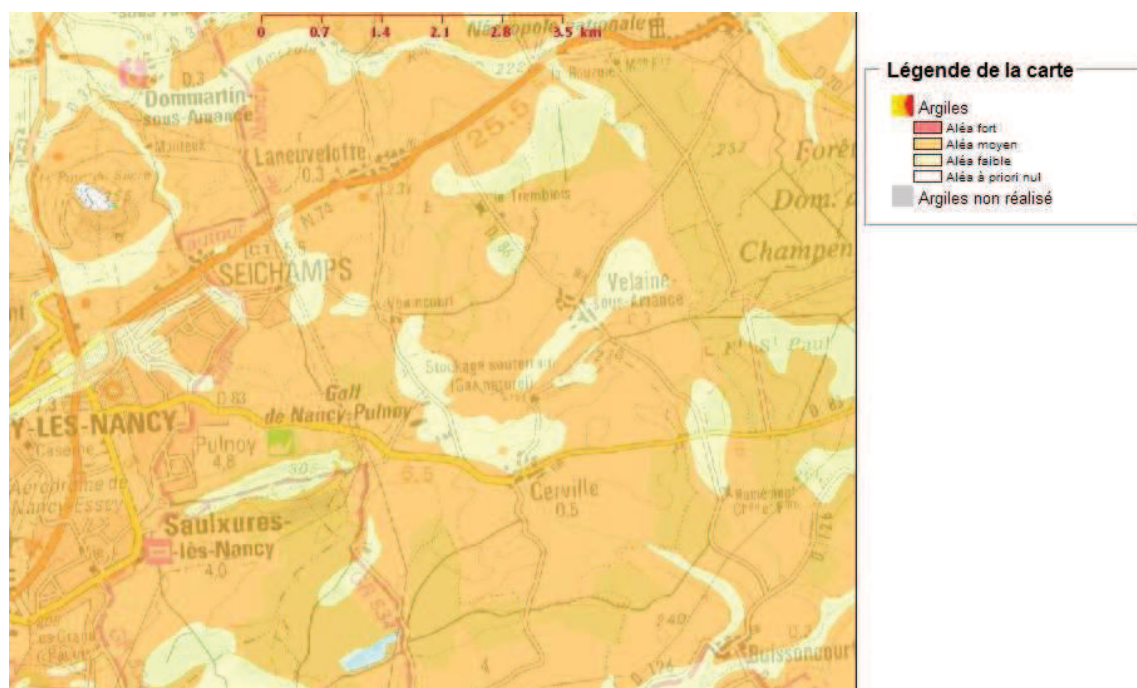
2.4. Etat actuel de gestion des risques technologiques et naturels sur le territoire

Aucune canalisation de transport de matières dangereuses, hormis celles desservant la plateforme gazière (STORENGY et GRTGaz), n'est recensée dans le périmètre d'étude.

Hors la station de compression de GRTGaz de Laneuvelotte, aucune ICPE industrielle n'est située dans le périmètre d'étude.

Sont recensées plusieurs exploitations agricoles avec activités d'élevage sur la commune de Cerville.

Le périmètre d'étude est également concerné par un risque lié au retrait – gonflement des argiles de niveau « moyen » ou « faible ».



Aléas Retrait / Gonflement des argiles dans le périmètre d'étude - Source des données : BRGM

3. JUSTIFICATION DU PPRT ET SON DIMENSIONNEMENT

3.1. Raisons de la prescription du PPRT

Comme déjà évoqué, conformément à l'article L. 515-15 du code de l'Environnement, l'État doit élaborer et mettre en œuvre un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) pour chaque établissement soumis à autorisation avec servitudes, susceptible d'engendrer des phénomènes dangereux ayant des effets à l'extérieur des limites du site, ce qui est aujourd'hui le cas de l'établissement STORENGY.

Le PPRT, de par les mesures qu'il prescrit, tant sur l'existant que sur l'urbanisation à venir, doit permettre de garantir que les occupations et utilisations du sol pouvant être touchées par les effets des phénomènes dangereux sont compatibles avec le niveau d'aléa en s'appuyant a minima sur les préconisations du guide méthodologique pour l'élaboration des PPRT établi par le Ministère en charge de l'Environnement.

Le PPRT, une fois approuvé, vaut servitude d'utilité publique. Il est porté à la connaissance des maires des communes situées dans le périmètre du plan en application de l'article L.121-2 du code de l'Urbanisme et est annexé aux plans locaux d'urbanisme, conformément à l'article L. 126-1 du même code. En l'absence de plan local d'urbanisme, le PPRT s'applique seul, sous réserve d'avoir fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R. 515-46 du code de l'Environnement (annexe 2).

La procédure officielle d'élaboration du PPRT autour du site STORENGY de Cerville a été lancée par l'arrêté préfectoral de prescription du 19 avril 2009 (annexe 3) sur proposition de l'Inspection des Installations Classées dans son rapport du 14 janvier 2011 et après réunion du Comité Local d'Information et de Concertation le 3 décembre 2010. Le délai d'approbation du PPRT a été prorogé par arrêtés préfectoraux motivés des 18 octobre 2012 et 28 mars 2014.

3.2. Identification et caractérisation des phénomènes dangereux

Les études de dangers caractérisent, pour chacun des phénomènes dangereux identifiés, leur probabilité d'occurrence, leur cinétique et l'intensité de leurs effets. Cette évaluation est faite selon les éléments définis par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 (dit arrêté PCIG – probabilité, cinétique, intensité, gravité).

L'aléa technologique est la résultante du croisement de la probabilité d'occurrence et de l'intensité des effets des phénomènes dangereux.

Les études de dangers détaillent l'ensemble des mesures de maîtrise des risques existantes ou complémentaires proposées par les exploitants et actées par arrêté préfectoral complémentaire (cf. paragraphe 2.2). L'évaluation des probabilités, des gravités des phénomènes dangereux et accidents examinés par les exploitants tiennent compte de ces mesures complémentaires de maîtrise des risques.

3.2.1. Intensité des effets des phénomènes dangereux majeurs

Du fait de la présence de substances inflammables au sein du site STORENGY, des effets thermiques et de surpression peuvent être observés consécutivement à des fuites.

a. Effets de surpression

Les effets de surpression peuvent provoquer des lésions aux tympans, aux poumons, la projection de personnes à terre ou sur un obstacle, l'effondrement des structures sur les personnes, ainsi que des blessures indirectes par bris de vitre. L'effet de projection (impact de projectile) est une conséquence directe de l'effet de surpression. Les connaissances scientifiques relatives à ces effets de projection restent cependant extrêmement faibles : comme stipulé par la circulaire technique du 10 mai 2010, les zones d'effets de projection ne peuvent être directement prises en compte pour la démarche PPRT. L'exploitant doit cependant prendre en compte les effets dominos générés par les fragments sur des

installations et équipements proches dans les études de dangers.

En application de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 portant sur l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études des dangers des installations classées soumises à autorisation, arrêté dit « PCIG » (pour « Probabilité, Cinétique, Intensité, Gravité »), les seuils retenus pour les effets sur l'homme sont les suivants :

	Zone des effets indirects par bris de vitre sur l'homme (*)	Zone des dangers significatifs pour la vie humaine	Zone des dangers graves pour la vie humaine	Zone des dangers très graves pour la vie humaine (*)
Effets de surpression	20 mbar	50 mbar	140 mbar	200 mbar

(*) : Ces deux zones de danger ont été nouvellement introduites par la réglementation ; elles n'existaient pas avant la loi « Risques » n°2003-699 du 30 juillet 2003.

b. Effets thermiques

Les effets thermiques provoquent des brûlures internes ou externes, partielles ou totales des personnes exposées.

Les seuils retenus par l'arrêté PCIG pour les effets thermiques sur l'homme sont les suivants :

	Zone des dangers significatifs pour la vie humaine	Zone des dangers graves pour la vie humaine	Zone des dangers très graves pour la vie humaine (*)
Effets thermiques	3 kW/m ² ou 600 [(kW/m ²) ^{4/3}].s	5 kW/m ² ou 1000 [(kW/m ²) ^{4/3}].s	8 kW/m ² ou 1800 [(kW/m ²) ^{4/3}].s

(*) : Ces deux zones de danger ont été nouvellement introduites par la réglementation ; elles n'existaient pas avant la loi « Risques » n°2003-699 du 30 juillet 2003.

3.2.2. Probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux majeurs

La probabilité d'occurrence d'un phénomène dangereux est déterminée en prenant en considération la fiabilité des mesures de maîtrise des risques permettant la prévention de ce phénomène. Cette fiabilité correspond à une probabilité de fonctionnement (et donc de dysfonctionnement) de la mesure de maîtrise des risques.

L'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 a créé cinq classes de probabilité, allant de A pour un événement courant à E pour un événement extrêmement rare, ou de manière quantitative de 10⁻² (ou supérieur) à 10⁻⁵ (ou inférieur) événement par an. Cette échelle de probabilité est rappelée ci-dessous et doit être employée par les exploitants dans leur évaluation des risques.

Classe de probabilité Type d'appréciation	E	D	C	B	A
qualitative Les définitions entre guillemets ne sont valables que si le nombre d'installations et le retour d'expérience sont suffisants	« événement possible mais extrêmement peu probable » : <i>N'est pas impossible au vu des connaissances actuelles, mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années installations.</i>	« événement très improbable » : <i>S'est déjà produit dans ce secteur d'activité mais a fait l'objet de mesures correctives réduisant significativement sa probabilité.</i>	« événement improbable » : <i>Un événement similaire déjà rencontré dans le secteur d'activité ou dans ce type d'organisation au niveau mondial sans que les éventuelles corrections intervenues depuis apportent une garantie de réduction significative de sa probabilité.</i>	« événement probable » : <i>S'est produit et/ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation</i>	« événement courant » : <i>S'est produit sur le site considéré et/ou peut se produire à plusieurs reprises pendant la durée de vie de l'installation malgré d'éventuelles mesures correctives.</i>
semi-quantitative	Cette échelle est intermédiaire entre les échelles qualitative et quantitative et permet de tenir compte des mesures de maîtrise des risques mises en place, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005				
Quantitative (par unité et par an)		10 ⁻⁵	10 ⁻⁴	10 ⁻³	10 ⁻²

3.2.3. Cinétique des phénomènes dangereux majeurs

L'évaluation de la cinétique d'évolution des phénomènes dangereux et de propagation de leurs effets tient compte de la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité, afin de permettre la planification et le choix des éventuelles mesures à prendre à l'extérieur du site industriel.

L'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 précise dans son article 8 que la cinétique de déroulement d'un accident est qualifiée de lente, dans son contexte, si elle permet la mise en œuvre de mesures de sécurité suffisantes, dans le cadre d'un plan d'urgence externe, pour protéger les personnes exposées situées à l'extérieur des installations qui font l'objet du plan d'urgence avant qu'elles ne soient atteintes par les effets du phénomène dangereux.

Dans le cas de STORENGY, la cinétique des phénomènes dangereux est toujours considérée comme rapide.

3.2.4. Synthèse des phénomènes dangereux retenus pour le PPRT

Au terme de la démarche de Mesures de Maîtrise de Risques (MMR) exposée au paragraphe 2.2, les phénomènes dangereux dont les effets continuent de sortir des limites des sites SEVESO Haut sont retenus pour l'élaboration du PPRT.

Au final, pour le site STORENGY, 500 phénomènes dangereux sont à prendre en considération pour l'élaboration du PPRT ; ils figurent dans le tableau suivant.

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
1	Rupture du collecteur amont de la déshydratation - rejet vertical	D	thermique	243	318	415	
2	Rupture du collecteur amont de la déshydratation - rejet vertical	D	surpression	0	0	0	
3	Rupture du collecteur amont de la déshydratation - rejet horizontal	E	thermique	496	560	652	
4	Rupture du collecteur amont de la déshydratation - rejet horizontal	E	surpression	160	180	280	440
5	Rupture du collecteur aval de la déshydratation - rejet vertical	D	thermique	243	318	415	
6	Rupture du collecteur aval de la déshydratation - rejet vertical	D	surpression	0	0	0	
7	Rupture du collecteur aval de la déshydratation - rejet horizontal	E	thermique	496	560	652	
8	Rupture du collecteur aval de la déshydratation - rejet horizontal	E	surpression	160	180	280	440
9	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 1	D	thermique	64	72	84	
10	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 1	E	surpression	0	0	26	39
11	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 1	C	thermique	31	35	40	
12	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 1	E	surpression	0	0	13	26
13	Rejet continu de gaz avec inflammation suite au blocage d'une soupape de l'atelier déshydratation - Tour 1	D	thermique	36	49	65	
14	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 2	D	thermique	64	72	84	
15	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 2	E	surpression	0	0	26	39
16	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 2	C	thermique	31	35	40	
17	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 2	E	surpression	0	0	13	26
18	Rejet continu de gaz avec inflammation suite au blocage d'une soupape de l'atelier déshydratation - Tour 2	D	thermique	36	49	65	
19	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 3	D	thermique	64	72	84	
20	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 3	E	surpression	0	0	26	39
21	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 3	C	thermique	31	35	40	
22	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 3	E	surpression	0	0	13	26
23	Rejet continu de gaz avec inflammation suite au blocage d'une soupape de l'atelier déshydratation - Tour 3	D	thermique	36	49	65	
24	Rupture du collecteur amont de la désulfuration - rejet vertical	D	thermique	243	318	415	
25	Rupture du collecteur amont de la désulfuration - rejet vertical	D	surpression	0	0	0	
26	Rupture du collecteur amont de la désulfuration - rejet horizontal	E	thermique	496	560	652	
27	Rupture du collecteur amont de la désulfuration - rejet horizontal	E	surpression	160	180	280	440
28	Rupture du collecteur aval de la désulfuration - rejet vertical	D	thermique	243	318	415	
29	Rupture du collecteur aval de la désulfuration - rejet vertical	D	surpression	0	0	0	
30	Rupture du collecteur aval de la désulfuration - rejet horizontal	E	thermique	496	560	652	
31	Rupture du collecteur aval de la désulfuration - rejet horizontal	E	surpression	160	180	280	440
32	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 1	D	thermique	64	72	84	
33	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 1	E	surpression	0	0	26	39
34	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 1	C	thermique	31	35	40	
35	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 1	E	surpression	0	0	13	26

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
36	Rejet continu de gaz avec inflammation suite au blocage d'une soupape de l'atelier désulfuration - Tour 1	D	thermique	36	49	65	
37	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 2	D	thermique	64	72	84	
38	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 2	E	surpression	0	0	26	39
39	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 2	C	thermique	31	35	40	
40	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 2	E	surpression	0	0	13	26
41	Rejet continu de gaz avec inflammation suite au blocage d'une soupape de l'atelier désulfuration - Tour 2	D	thermique	36	49	65	
42	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 3	D	thermique	64	72	84	
43	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 3	E	surpression	0	0	26	39
44	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 3	C	thermique	31	35	40	
45	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 3	E	surpression	0	0	13	26
46	Rejet continu de gaz avec inflammation suite au blocage d'une soupape de l'atelier désulfuration - Tour 3	D	thermique	36	49	65	
47	Rupture de la canalisation d'aspiration au niveau des filtres des électro-compresseurs avec rejet vertical de gaz enflammé	E	thermique	202	265	346	
48	Rupture de la canalisation d'aspiration au niveau des filtres des électro-compresseurs avec rejet vertical de gaz enflammé	E	surpression	0	0	0	
49	Rupture de la canalisation d'aspiration au niveau des filtres des électro-compresseurs avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	thermique	425	479	557	
50	Rupture de la canalisation d'aspiration au niveau des filtres des électro-compresseurs avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	surpression	80	90	140	230
51	Perforation importante de la canalisation d'aspiration de l'électro-compresseur Est avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	thermique	66	76	91	
52	Perforation importante de la canalisation d'aspiration de l'électro-compresseur Est avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	surpression	0	26	39	
53	Perforation limitée de la canalisation d'aspiration de l'électro-compresseur Est avec rejet horizontal de gaz enflammé	C	thermique	31	35	40	
54	Perforation limitée de la canalisation d'aspiration de l'électro-compresseur Est avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	surpression			13	26
55	Perforation importante de la canalisation d'aspiration de l'électro-compresseur Ouest avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	thermique	66	76	91	
56	Perforation importante de la canalisation d'aspiration de l'électro-compresseur Ouest avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	surpression	0	24	30	
57	Perforation limitée de la canalisation d'aspiration de l'électro-compresseur Ouest avec rejet horizontal de gaz enflammé	C	thermique	31	35	40	
58	Perforation limitée de la canalisation d'aspiration de l'électro-compresseur Ouest avec rejet horizontal de gaz enflammé	C	surpression	0	26	39	
59	Explosion dans le bâtiment électro-compresseur Est	C	surpression	0	0	0	
60	Explosion dans le bâtiment électro-compresseur Ouest	C	surpression	0	0	0	
61	Rupture d'une Rampe de comptage NEC avec rejet de gaz vertical enflammé	E	thermique	202	265	346	
62	Perforation importante d'une Rampe de comptage NEC avec rejet de gaz enflammé	E	thermique	57	68	83	
63	Perforation limitée d'une Rampe de comptage NEC avec rejet de gaz enflammé	C	thermique	30	36	43	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
64	Rupture d'une rampe Manifold avec rejet vertical de gaz enflammé - Groupe 1	D	thermique	74	97	128	
65	Rupture d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 1	E	thermique	168	187	216	
66	Rupture d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 1	E	surpression	50	60	90	155
67	Perforation importante d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 1	D	thermique	64	72	84	
68	Perforation importante d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 1	E	surpression	20	32	90	180
69	Perforation limitée d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 1	C	thermique	31	35	40	
70	Perforation limitée d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 1	E	surpression	0	0	13	26
71	Rejet continu de gaz avec inflammation suite au blocage d'une soupape au niveau des rampes Manifold - Groupe 1	D	thermique	36	49	65	
72	Rupture d'une rampe Manifold avec rejet vertical de gaz enflammé - Groupe 2	D	thermique	74	97	128	
73	Rupture d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 2	E	thermique	168	187	216	
74	Rupture d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 2	E	surpression	50	60	90	155
75	Perforation importante d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 2	D	thermique	64	72	84	
76	Perforation importante d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 2	D	surpression	25	35	100	200
77	Perforation limitée d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 2	C	thermique	31	35	40	
78	Perforation limitée d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 2	C	surpression	0	0	13	26
79	Rejet continu de gaz avec inflammation suite au blocage d'une soupape au niveau des rampes Manifold - Groupe 2	D	thermique	36	49	65	
80	Rupture du collecteur principal en aval du Manifold avec rejet vertical de gaz enflammé	D	thermique	266	347	453	
81	Rupture du collecteur principal en aval du Manifold avec rejet vertical de gaz enflammé	D	surpression	0	0	0	
82	Rupture du collecteur principal en aval du Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	thermique	565	640	745	
83	Rupture du collecteur principal en aval du Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	surpression	160	180	280	440
84	Perforation importante du collecteur principal en aval du Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé	D	thermique	64	72	84	
85	Perforation importante du collecteur principal en aval du Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé	D	surpression	0	0	26	39
86	Perforation limitée du collecteur principal en aval du Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé	C	thermique	31	35	40	
87	Perforation limitée du collecteur principal en aval du Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	surpression	0	0	13	26
88	Rupture de la canalisation du skid gaz carburant d'alimentation des régénérations avec rejet de gaz enflammé	D	thermique	64	72	84	
89	Rupture de la canalisation du skid gaz carburant d'alimentation des régénérations avec rejet de gaz enflammé	E	surpression	0	0	26	39
90	Rupture du by-pass de la vanne MSTs avec rejet horizontal de gaz enflammé	D	thermique	144	159	183	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
91	Rupture du by-pass de la vanne MSTS avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	surpression	31	35	40	
92	Rejet enflammé de gaz lors d'une mise à l'évent de l'atelier Traitement et de l'Atelier Compression	C	thermique			13	26
93	Explosion dans le bâtiment Morgana	C	surpression	0	0	0	
94	Feu de flaque suite à une perte de confinement de méthanol et / ou THT	D	thermique	39	46	55	
95	Feu de flaque suite à une perte de confinement de TEG	D	thermique	16	19	22	
96	Feu de flaque suite à une perte de confinement de gasoil	D	thermique	23	26	31	
97	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA6)	E	thermique	83	107	139	
98	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA6)	E	thermique	57	73	94	
99	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA6)	D	thermique	11	13	17	
100	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA7)	E	thermique	83	107	139	
101	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA7)	E	thermique	57	73	94	
102	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA7)	D	thermique	11	13	17	
103	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA12)	E	thermique	83	107	139	
104	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA12)	E	thermique	57	73	94	
105	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA12)	D	thermique	11	13	17	
106	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA13)	E	thermique	83	107	139	
107	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA13)	E	thermique	57	73	94	
108	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA13)	D	thermique	11	13	17	
109	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA14)	E	thermique	83	107	139	
110	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA14)	E	thermique	57	73	94	
111	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA14)	D	thermique	11	13	17	
112	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA15)	E	thermique	83	107	139	
113	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA15)	E	thermique	57	73	94	
114	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA15)	D	thermique	11	13	17	
115	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA18)	E	thermique	83	107	139	
116	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA18)	E	thermique	57	73	94	
117	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA18)	D	thermique	11	13	17	
118	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA19)	E	thermique	83	107	139	
119	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA19)	E	thermique	57	73	94	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
120	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA19)	D	thermique	11	13	17	
121	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA20)	E	thermique	83	107	139	
122	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA20)	E	thermique	57	73	94	
123	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA20)	D	thermique	11	13	17	
124	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA21)	E	thermique	83	107	139	
125	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA21)	E	thermique	57	73	94	
126	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA21)	D	thermique	11	13	17	
127	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA22)	E	thermique	83	107	139	
128	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA22)	E	thermique	57	73	94	
129	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA22)	D	thermique	11	13	17	
130	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA23)	E	thermique	83	107	139	
131	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA23)	E	thermique	57	73	94	
132	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA23)	D	thermique	11	13	17	
133	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA24)	E	thermique	83	107	139	
134	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA24)	E	thermique	57	73	94	
135	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA24)	D	thermique	11	13	17	
136	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA25)	E	thermique	83	107	139	
137	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA25)	E	thermique	57	73	94	
138	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA25)	D	thermique	11	13	17	
139	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA26)	E	thermique	83	107	139	
140	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA26)	E	thermique	57	73	94	
141	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA26)	D	thermique	11	13	17	
142	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA27)	E	thermique	83	107	139	
143	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA27)	E	thermique	57	73	94	
144	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA27)	D	thermique	11	13	17	
145	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA28)	E	thermique	83	107	139	
146	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA28)	E	thermique	57	73	94	
147	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA28)	D	thermique	11	13	17	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
148	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA29)	E	thermique	83	107	139	
149	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA29)	E	thermique	57	73	94	
150	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA29)	D	thermique	11	13	17	
151	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA30)	E	thermique	83	107	139	
152	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA30)	E	thermique	57	73	94	
153	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA30)	D	thermique	11	13	17	
154	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA31)	E	thermique	83	107	139	
155	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA31)	E	thermique	57	73	94	
156	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA31)	D	thermique	11	13	17	
157	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA32)	E	thermique	83	107	139	
158	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA32)	E	thermique	57	73	94	
159	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA32)	D	thermique	11	13	17	
160	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA33)	E	thermique	83	107	139	
161	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA33)	E	thermique	57	73	94	
162	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA33)	D	thermique	11	13	17	
163	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA34)	E	thermique	83	107	139	
164	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA34)	E	thermique	57	73	94	
165	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA34)	D	thermique	11	13	17	
166	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA35)	E	thermique	83	107	139	
167	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA35)	E	thermique	57	73	94	
168	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA35)	D	thermique	11	13	17	
169	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA36)	E	thermique	83	107	139	
170	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA36)	E	thermique	57	73	94	
171	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA36)	D	thermique	11	13	17	
172	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA37)	E	thermique	83	107	139	
173	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA37)	E	thermique	57	73	94	
174	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA37)	D	thermique	11	13	17	
175	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA38)	E	thermique	83	107	139	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
176	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA38)	E	thermique	57	73	94	
177	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA38)	D	thermique	11	13	17	
178	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA39)	E	thermique	83	107	139	
179	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA39)	E	thermique	57	73	94	
180	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA39)	D	thermique	11	13	17	
181	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA40)	E	thermique	83	107	139	
182	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA40)	E	thermique	57	73	94	
183	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA40)	D	thermique	11	13	17	
184	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA41)	E	thermique	83	107	139	
185	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA41)	E	thermique	57	73	94	
186	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA41)	D	thermique	11	13	17	
187	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA42)	E	thermique	83	107	139	
188	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA42)	E	thermique	57	73	94	
189	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA42)	D	thermique	11	13	17	
190	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA43)	E	thermique	83	107	139	
191	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA43)	E	thermique	57	73	94	
192	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA43)	D	thermique	11	13	17	
193	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA47)	E	thermique	83	107	139	
194	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA47)	E	thermique	57	73	94	
195	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA47)	D	thermique	11	13	17	
196	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA48)	E	thermique	83	107	139	
197	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA48)	E	thermique	57	73	94	
198	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA48)	D	thermique	11	13	17	
199	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA49)	E	thermique	83	107	139	
200	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA49)	E	thermique	57	73	94	
201	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA49)	D	thermique	11	13	17	
202	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA50)	E	thermique	83	107	139	
203	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA50)	E	thermique	57	73	94	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
204	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA50)	D	thermique	11	13	17	
205	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA51)	E	thermique	83	107	139	
206	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA51)	E	thermique	57	73	94	
207	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA51)	D	thermique	11	13	17	
208	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA52)	E	thermique	83	107	139	
209	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA52)	E	thermique	57	73	94	
210	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA52)	D	thermique	11	13	17	
211	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA6)	E	thermique	83	107	139	
212	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA6)	E	thermique	168	187	216	
213	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA6)	E	surpression	50	60	90	155
214	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA6)	D	thermique	32	37	45	
215	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA6)	E	surpression	0	0	13	26
216	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA6)	E	thermique	47	63	84	
217	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA6)	E	thermique	56	74	97	
218	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA7)	E	thermique	83	107	139	
219	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA7)	E	thermique	168	187	216	
220	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA7)	E	surpression	50	60	90	155
221	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA7)	D	thermique	32	37	45	
222	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA7)	E	surpression	0	0	13	26
223	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA7)	E	thermique	47	63	84	
224	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA7)	E	thermique	56	74	97	
225	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA12)	E	thermique	83	107	139	
226	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA12)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
227	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA12)	E	surpression	50	60	90	155
228	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA12)	D	thermique	32	37	45	
229	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA12)	E	surpression	0	0	13	26
230	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA12)	E	thermique	47	63	84	
231	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA12)	E	thermique	56	74	97	
232	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA13)	E	thermique	83	107	139	
233	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA13)	E	thermique	168	187	216	
234	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA13)	E	surpression	50	60	90	155
235	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA13)	D	thermique	32	37	45	
236	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA13)	E	surpression	0	0	13	26
237	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA13)	E	thermique	47	63	84	
238	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA13)	E	thermique	56	74	97	
239	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA14)	E	thermique	83	107	139	
240	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA14)	E	thermique	168	187	216	
241	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA14)	E	surpression	50	60	90	155
242	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA14)	D	thermique	32	37	45	
243	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA14)	E	surpression	0	0	13	26
244	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA14)	E	thermique	47	63	84	
245	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA14)	E	thermique	56	74	97	
246	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA15)	E	thermique	83	107	139	
247	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA15)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
248	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA15)	E	surpression	50	60	90	155
249	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA15)	D	thermique	32	37	45	
250	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA15)	E	surpression	0	0	13	26
251	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA15)	E	thermique	47	63	84	
252	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA15)	E	thermique	56	74	97	
253	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA18)	E	thermique	83	107	139	
254	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA18)	E	thermique	168	187	216	
255	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA18)	E	surpression	50	60	90	155
256	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA18)	D	thermique	32	37	45	
257	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA18)	E	surpression	0	0	13	26
258	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA18)	E	thermique	47	63	84	
259	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA18)	E	thermique	56	74	97	
260	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA19)	E	thermique	83	107	139	
261	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA19)	E	thermique	168	187	216	
262	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA19)	E	surpression	50	60	90	155
263	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA19)	D	thermique	32	37	45	
264	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA19)	E	surpression	0	0	13	26
265	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA19)	E	thermique	47	63	84	
266	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA19)	E	thermique	56	74	97	
267	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA20)	E	thermique	83	107	139	
268	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA20)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
269	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA20)	E	surpression	50	60	90	155
270	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA20)	D	thermique	32	37	45	
271	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA20)	E	surpression	0	0	13	26
272	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA20)	E	thermique	47	63	84	
273	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA20)	E	thermique	56	74	97	
274	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA21)	E	thermique	83	107	139	
275	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA21)	E	thermique	168	187	216	
276	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA21)	E	surpression	50	60	90	155
277	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA21)	D	thermique	32	37	45	
278	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA21)	E	surpression	0	0	13	26
279	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA21)	E	thermique	47	63	84	
280	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA21)	E	thermique	56	74	97	
281	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA22)	E	thermique	83	107	139	
282	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA22)	E	thermique	168	187	216	
283	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA22)	E	surpression	50	60	90	155
284	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA22)	D	thermique	32	37	45	
285	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA22)	E	surpression	0	0	13	26
286	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA22)	E	thermique	47	63	84	
287	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA22)	E	thermique	56	74	97	
288	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA23)	E	thermique	83	107	139	
289	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA23)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
290	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA23)	E	surpression	50	60	90	155
291	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA23)	D	thermique	32	37	45	
292	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA23)	E	surpression	0	0	13	26
293	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA23)	E	thermique	47	63	84	
294	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA23)	E	thermique	56	74	97	
295	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA24)	E	thermique	83	107	139	
296	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA24)	E	thermique	168	187	216	
297	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA24)	E	surpression	50	60	90	155
298	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA24)	D	thermique	32	37	45	
299	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA24)	E	surpression	0	0	13	26
300	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA24)	E	thermique	47	63	84	
301	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA24)	E	thermique	56	74	97	
302	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA25)	E	thermique	83	107	139	
303	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA25)	E	thermique	168	187	216	
304	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA25)	E	surpression	50	60	90	155
305	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA25)	D	thermique	32	37	45	
306	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA25)	E	surpression	0	0	13	26
307	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA25)	E	thermique	47	63	84	
308	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA25)	E	thermique	56	74	97	
309	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA26)	E	thermique	83	107	139	
310	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA26)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
311	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA26)	E	surpression	50	60	90	155
312	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA26)	D	thermique	32	37	45	
313	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA26)	E	surpression	0	0	13	26
314	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA26)	E	thermique	47	63	84	
315	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA26)	E	thermique	56	74	97	
316	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA27)	E	thermique	83	107	139	
317	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA27)	E	thermique	168	187	216	
318	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA27)	E	surpression	50	60	90	155
319	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA27)	D	thermique	32	37	45	
320	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA27)	E	surpression	0	0	13	26
321	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA27)	E	thermique	47	63	84	
322	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA27)	E	thermique	56	74	97	
323	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA28)	E	thermique	83	107	139	
324	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA28)	E	thermique	168	187	216	
325	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA28)	E	surpression	50	60	90	155
326	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA28)	D	thermique	32	37	45	
327	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA28)	E	surpression	0	0	13	26
328	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA28)	E	thermique	47	63	84	
329	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA28)	E	thermique	56	74	97	
330	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA29)	E	thermique	83	107	139	
331	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA29)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
332	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA29)	E	surpression	50	60	90	155
333	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA29)	D	thermique	32	37	45	
334	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA29)	E	surpression	0	0	13	26
335	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA29)	E	thermique	47	63	84	
336	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA29)	E	thermique	56	74	97	
337	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA30)	E	thermique	83	107	139	
338	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA30)	E	thermique	168	187	216	
339	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA30)	E	surpression	50	60	90	155
340	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA30)	D	thermique	32	37	45	
341	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA30)	E	surpression	0	0	13	26
342	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA30)	E	thermique	47	63	84	
343	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA30)	E	thermique	56	74	97	
344	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA31)	E	thermique	83	107	139	
345	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA31)	E	thermique	168	187	216	
346	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA31)	E	surpression	50	60	90	155
347	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA31)	D	thermique	32	37	45	
348	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA31)	E	surpression	0	0	13	26
349	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA31)	E	thermique	47	63	84	
350	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA31)	E	thermique	56	74	97	
351	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA32)	E	thermique	83	107	139	
352	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA32)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
353	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA32)	E	surpression	50	60	90	155
354	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA32)	D	thermique	32	37	45	
355	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA32)	E	surpression	0	0	13	26
356	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA32)	E	thermique	47	63	84	
357	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA32)	E	thermique	56	74	97	
358	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA33)	E	thermique	83	107	139	
359	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA33)	E	thermique	168	187	216	
360	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA33)	E	surpression	50	60	90	155
361	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA33)	D	thermique	32	37	45	
362	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA33)	E	surpression	0	0	13	26
363	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA33)	E	thermique	47	63	84	
364	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA33)	E	thermique	56	74	97	
365	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA34)	E	thermique	83	107	139	
366	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA34)	E	thermique	168	187	216	
367	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA34)	E	surpression	50	60	90	155
368	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA34)	D	thermique	32	37	45	
369	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA34)	E	surpression	0	0	13	26
370	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA34)	E	thermique	47	63	84	
371	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA34)	E	thermique	56	74	97	
372	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA35)	E	thermique	83	107	139	
373	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA35)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
374	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA35)	E	surpression	50	60	90	155
375	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA35)	D	thermique	32	37	45	
376	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA35)	E	surpression	0	0	13	26
377	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA35)	E	thermique	47	63	84	
378	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA35)	E	thermique	56	74	97	
379	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA36)	E	thermique	83	107	139	
380	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA36)	E	thermique	168	187	216	
381	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA36)	E	surpression	50	60	90	155
382	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA36)	D	thermique	32	37	45	
383	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA36)	E	surpression	0	0	13	26
384	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA36)	E	thermique	47	63	84	
385	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA36)	E	thermique	56	74	97	
386	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA37)	E	thermique	83	107	139	
387	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA37)	E	thermique	168	187	216	
388	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA37)	E	surpression	50	60	90	155
389	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA37)	D	thermique	32	37	45	
390	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA37)	E	surpression	0	0	13	26
391	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA37)	E	thermique	47	63	84	
392	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA37)	E	thermique	56	74	97	
393	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA38)	E	thermique	83	107	139	
394	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA38)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
395	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA38)	E	surpression	50	60	90	155
396	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA38)	D	thermique	32	37	45	
397	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA38)	E	surpression	0	0	13	26
398	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA38)	E	thermique	47	63	84	
399	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA38)	E	thermique	56	74	97	
400	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA39)	E	thermique	83	107	139	
401	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA39)	E	thermique	168	187	216	
402	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA39)	E	surpression	50	60	90	155
403	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA39)	D	thermique	32	37	45	
404	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA39)	E	surpression	0	0	13	26
405	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA39)	E	thermique	47	63	84	
406	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA39)	E	thermique	56	74	97	
407	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA40)	E	thermique	83	107	139	
408	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA40)	E	thermique	168	187	216	
409	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA40)	E	surpression	50	60	90	155
410	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA40)	D	thermique	32	37	45	
411	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA40)	E	surpression	0	0	13	26
412	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA40)	E	thermique	47	63	84	
413	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA40)	E	thermique	56	74	97	
414	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA41)	E	thermique	83	107	139	
415	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA41)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
416	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA41)	E	surpression	50	60	90	155
417	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA41)	D	thermique	32	37	45	
418	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA41)	E	surpression	0	0	13	26
419	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA41)	E	thermique	47	63	84	
420	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA41)	E	thermique	56	74	97	
421	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA42)	E	thermique	83	107	139	
422	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA42)	E	thermique	168	187	216	
423	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA42)	E	surpression	50	60	90	155
424	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA42)	D	thermique	32	37	45	
425	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA42)	E	surpression	0	0	13	26
426	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA42)	E	thermique	47	63	84	
427	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA42)	E	thermique	56	74	97	
428	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA43)	E	thermique	83	107	139	
429	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA43)	E	thermique	168	187	216	
430	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA43)	E	surpression	50	60	90	155
431	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA43)	D	thermique	32	37	45	
432	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA43)	E	surpression	0	0	13	26
433	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA43)	E	thermique	47	63	84	
434	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA43)	E	thermique	56	74	97	
435	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA47)	E	thermique	83	107	139	
436	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA47)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
437	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA47)	E	surpression	50	60	90	155
438	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA47)	D	thermique	32	37	45	
439	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA47)	E	surpression	0	0	13	26
440	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA47)	E	thermique	47	63	84	
441	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA47)	E	thermique	56	74	97	
442	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA48)	E	thermique	83	107	139	
443	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA48)	E	thermique	168	187	216	
444	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA48)	E	surpression	50	60	90	155
445	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA48)	D	thermique	32	37	45	
446	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA48)	E	surpression	0	0	13	26
447	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA48)	E	thermique	47	63	84	
448	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA48)	E	thermique	56	74	97	
449	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA49)	E	thermique	83	107	139	
450	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA49)	E	thermique	168	187	216	
451	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA49)	E	surpression	50	60	90	155
452	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA49)	D	thermique	32	37	45	
453	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA49)	E	surpression	0	0	13	26
454	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA49)	E	thermique	47	63	84	
455	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA49)	E	thermique	56	74	97	
456	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA50)	E	thermique	83	107	139	
457	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA50)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
458	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA50)	E	surpression	50	60	90	155
459	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA50)	D	thermique	32	37	45	
460	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA50)	E	surpression	0	0	13	26
461	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA50)	E	thermique	47	63	84	
462	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA50)	E	thermique	56	74	97	
463	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA51)	E	thermique	83	107	139	
464	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA51)	E	thermique	168	187	216	
465	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA51)	E	surpression	50	60	90	155
466	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA51)	D	thermique	32	37	45	
467	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA51)	E	surpression	0	0	13	26
468	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA51)	E	thermique	47	63	84	
469	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA51)	E	thermique	56	74	97	
470	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA52)	E	thermique	83	107	139	
471	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA52)	E	thermique	168	187	216	
472	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA52)	E	surpression	50	60	90	155
473	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA52)	D	thermique	32	37	45	
474	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA52)	E	surpression	0	0	13	26
475	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA52)	E	thermique	47	63	84	
476	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA52)	E	thermique	56	74	97	
477	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (C03)	D	thermique	24	27	32	
478	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (C03)	E	surpression	0	0	13	26
479	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (C03)	E	thermique	17	24	31	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
480	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (C03)	E	thermique	56	74	97	
481	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA9)	D	thermique	24	27	32	
482	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA9)	E	surpression	0	0	13	26
483	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA9)	E	thermique	17	24	31	
484	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA9)	E	thermique	56	74	97	
485	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA5)	D	thermique	24	27	32	
486	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA5)	E	surpression	0	0	13	26
487	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA5)	E	thermique	20	28	37	
488	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA5)	E	thermique	56	74	97	
489	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA8)	D	thermique	24	27	32	
490	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA8)	E	surpression	0	0	13	26
491	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA8)	E	thermique	20	28	37	
492	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA8)	E	thermique	56	74	97	
493	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA16)	D	thermique	24	27	32	
494	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA16)	E	surpression	0	0	13	26
495	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA16)	E	thermique	32	43	58	
496	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA16)	E	thermique	56	74	97	
497	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA56)	D	thermique	24	27	32	
498	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA56)	E	surpression	0	0	13	26
499	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA56)	E	thermique	32	43	58	
500	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA56)	E	thermique	56	74	97	

Nota : Les échelles de probabilité sont précisées à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. Ainsi, l'indice probabilité E correspond au niveau de probabilité le plus faible de cette échelle définie par la réglementation nationale, et équivaut à une fréquence d'occurrence inférieure à une fois tous les 100 000 ans.

3.3. Phénomènes dangereux non pertinents pour le PPRT

3.3.1. Dangers liés à l'exploitation d'ICPE

a. Dispositions générales d'exclusion

Conformément à la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003, les événements initiateurs suivants ne sont pas retenus dans l'étude des dangers :

- chute de météorite,
- séismes d'amplitude supérieure aux séismes de référence définis par la réglementation,
- crues d'amplitude supérieure aux crues de référence définies par la réglementation,
- événements climatiques d'intensité supérieure aux événements historiquement connus ou prévisibles pouvant affecter l'installation, selon les règles en vigueur,
- chute d'avion hors des zones de proximité d'aéroport ou aérodrome, c'est-à-dire à plus de 2000 m de tout point des pistes de décollage ou atterrissage (les installations de Cerville sont à plus de 2000 m de l'aérodrome de Nancy-Essey),
- rupture de barrage de classe A ou B au sens de l'article R.214-112 du code de l'Environnement ou d'une digue de classe A, B ou C au sens de l'article R.214-113 de ce même code,
- actes de malveillance.

Par ailleurs, la circulaire technique du 10 mai 2010 précise :

« Seuls les phénomènes dangereux dont la probabilité est rendue suffisamment faible peuvent être exclus du champ PPRT, en application de la règle suivante :

Les phénomènes dangereux dont la classe de probabilité est E, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, sont exclus du PPRT à la condition que :

- *cette classe de probabilité repose sur une mesure de sécurité passive vis-à-vis de chaque scénario identifié,*
- *ou cette classe de probabilité repose sur au moins deux mesures techniques de sécurité pour chaque scénario identifié, et qu'elle soit maintenue en cas de défaillance d'une mesure de sécurité technique ou organisationnelle, en place ou prescrite.*

Dans le cas où ces deux conditions s'avèreraient inadaptées, le Préfet peut proposer d'autres critères d'exclusion de phénomènes dangereux du champ du PPRT après avis de la Direction de la Prévention des Pollutions et des Risques. »

b. Evénements initiateurs spécifiques

Conformément à la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003, plusieurs événements externes peuvent ne pas être retenus comme événement initiateur des phénomènes dangereux définis par l'exploitant.

Pour ce qui concerne la foudre, la réglementation définie dans l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 est respectée. L'analyse du risque foudre, datée du 17 mai 2010, a été fournie et examinée sans remarque.

Concernant le séisme, la société STORENGY a justifié dans son courrier du 4 mars 2011 que deux éléments de ses installations peuvent résister au séisme de référence : les vannes de connexion entre le centre de stockage d'une part et le réseau de transport d'autre part, ainsi que les vannes de subsurface permettant d'isoler le stockage souterrain des installations de surface.

Cependant l'exploitant n'a apporté aucune justification quant à la tenue au séisme de l'ensemble des autres tuyauteries et équipements. Aussi il sera imposé par arrêté préfectoral qu'il justifie la tenue au séisme de l'ensemble des équipements susceptibles de conduire, en cas de séisme, à un ou plusieurs phénomènes dangereux dont les zones de dangers irréversibles dépassent les limites du site par l'élaboration une étude permettant de déterminer les moyens techniques nécessaires à leurs protection

parasismique.

Aucun des phénomènes dangereux figurant dans le tableau en partie 3.2.4 n'a été exclu.

3.3.2. Dangers liés au sous sol

Dans le cas d'un stockage en nappe aquifère, comme c'est le cas sur le site de Cerville, l'effondrement brutal du stockage n'est pas retenu. En effet aucune matière n'a été extraite du sous sol, le gaz injecté remplace l'eau de la nappe phréatique. L'inflammation du gaz dans le sous-sol n'est pas non plus possible, du fait de l'absence de comburant.

De même l'exploitation du sel à 2,5 km du stockage n'est pas retenue comme événement initiateur potentiel d'un incident sur site, du fait que le stockage est environ 200 mètres plus profond que les couches de sel exploitées.

Le phénomène de remontée de gaz à travers les terrains pourrait avoir plusieurs origines :

- un défaut d'étanchéité de la cimentation du puits,
- un surremplissage du réservoir menant à une sortie latérale du gaz,
- une rupture mécanique de la couverture (liée par exemple à une pression de stockage trop importante),
- le cheminement du gaz à travers une faille,
- une entrée capillaire du gaz dans la couverture,
- une atteinte au stockage par un forage tiers.

Ce phénomène est exclu du fait de la mise en œuvre des dispositions suivantes :

- conception et maintien dans le temps d'une cimentation adéquate et de bonne qualité,
- conception et maintien dans le temps d'installations de surface ne permettant jamais d'atteindre la pression de fracturation de la couverture (estimée à 90 bars),
- conception et maintien dans le temps d'installations de surface ne permettant jamais d'atteindre la pression capillaire de déplacement de la couverture (mesurée à 90 bars),
- contrôle de la qualité de l'eau ainsi que suivi en pression dans l'aquifère supérieur,
- détection de gaz dans le niveau réservoir hors du périmètre de stockage (puits de contrôle périphérique),
- établissement d'un périmètre de protection et mise en place d'une procédure de permis de forage à proximité du stockage, en surface (réalisée depuis le décret d'autorisation du stockage datant du 8 décembre 1972),
- surveillance visuelle (rondes) en surface,
- contrôle et régulation du volume stocké (régulation à l'injection et puits de contrôle de l'interface eau-gaz),
- contrôle et régulation de la pression du stockage, au niveau de tous les puits, à une valeur inférieure à la pression de fracturation de la couverture,
- contrôle et régulation de la pression du stockage, au niveau de tous les puits, à une valeur inférieure à la pression capillaire de déplacement de la couverture,
- surveillance de la pression de gaz dans l'annulaire de contrôle.

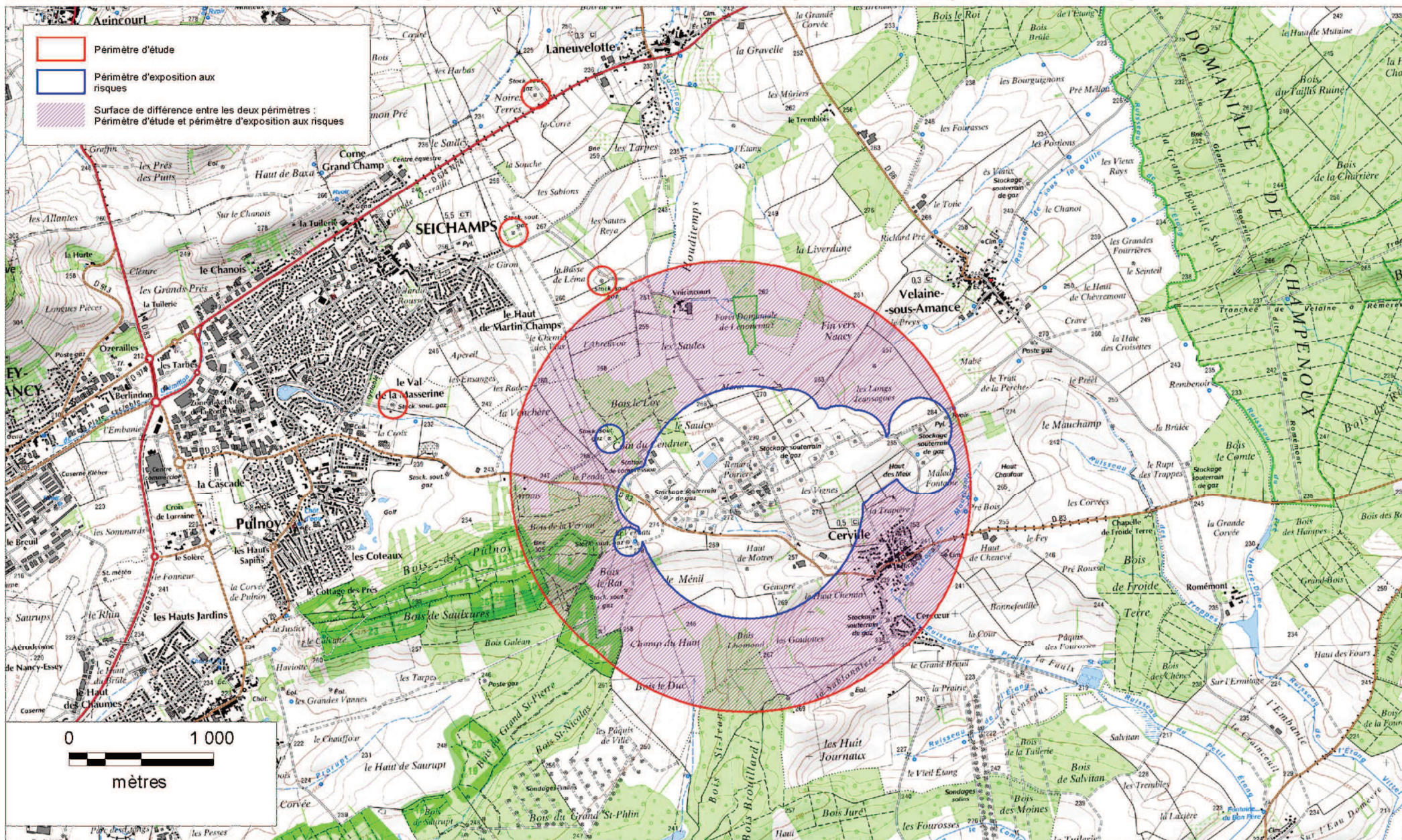
3.4. Périmètre d'étude et périmètre d'exposition aux risques

Le périmètre d'étude du PPRT a été initialement défini en avril 2011 par la courbe enveloppe des effets de l'ensemble des phénomènes dangereux décrits dans l'étude de dangers de l'installation classée SEVESO haut (AS) et retenus pour le PPRT.

Or, l'étude de danger a notablement évolué et les raisons listées au paragraphe précédent ont permis d'exclure les phénomènes d'UVCE en cas de rupture totale d'une tuyauterie de gaz. De fait, le périmètre d'exposition aux risques, c'est-à-dire le périmètre réglementé par le PPRT, est finalement réduit comme illustré ci-après.

La réduction de périmètre entre périmètre d'étude et périmètre d'exposition aux risques correspond à

une superficie d'environ 525 ha : le règlement du PPRT ne portera pas sur ces terrains.



4. LES MODES DE PARTICIPATION AU PPRT

4.1. Procédure d'élaboration

Les modalités d'élaboration du PPRT sont définies par le code de l'Environnement (articles R. 515-39 à R. 515-50 joints en annexe 2) ainsi que par un guide méthodologique élaboré par le ministère en charge de l'Ecologie.

L'élaboration du PPRT s'effectue en plusieurs étapes, détaillées par le schéma ci-après :

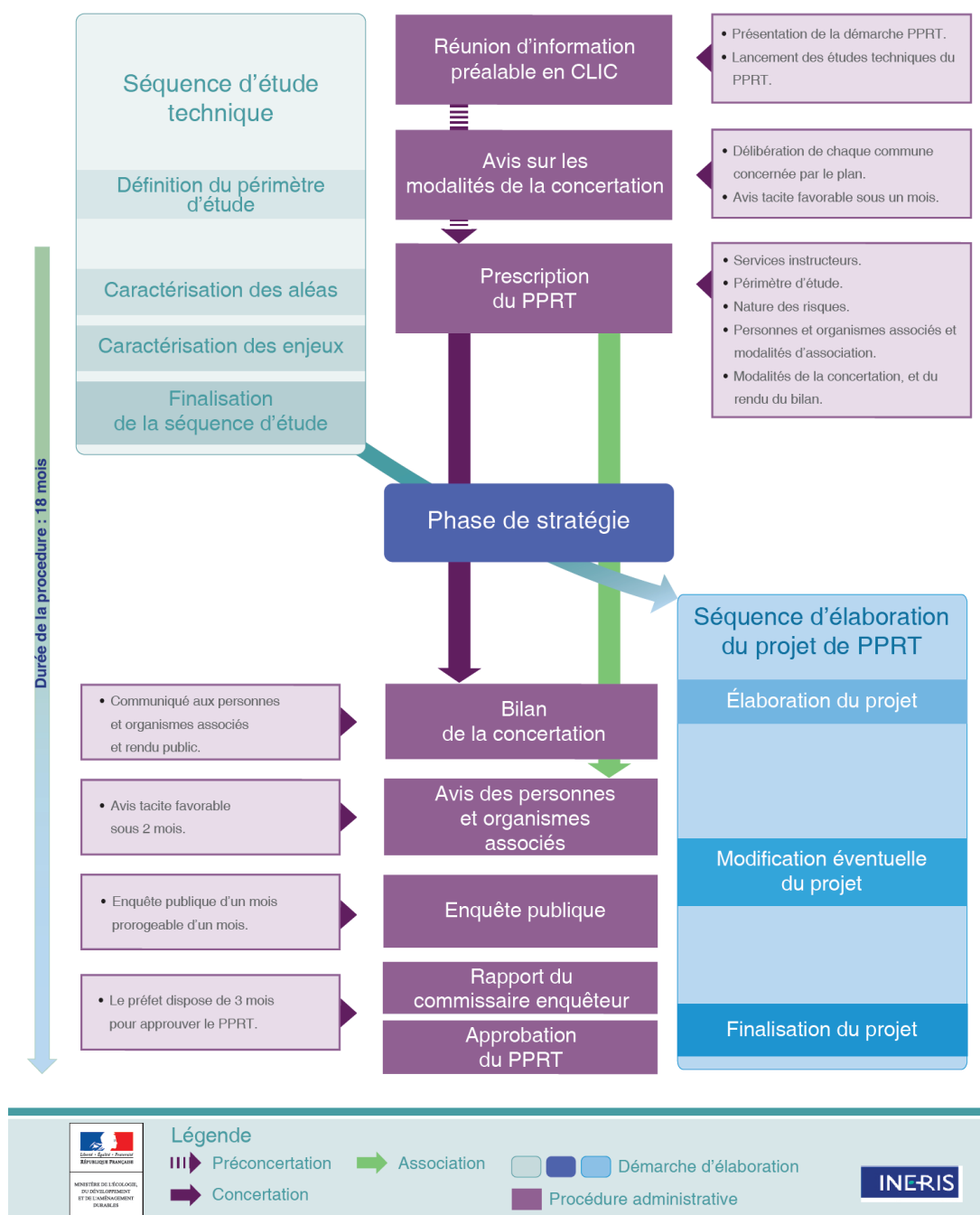
- Réunion d'information préalable en CLIC : cette réunion est destinée à présenter la démarche d'élaboration du PPRT. Elle marque le lancement officiel de sa réalisation. La première réunion du CLIC à laquelle le PPRT était à l'ordre du jour s'est tenue le 3 décembre 2010.
- Phase d'études techniques, durant laquelle les services instructeurs de l'État en charge de la rédaction du PPRT mènent les analyses (caractérisations des aléas et des enjeux) conduisant notamment à définir le périmètre d'étude du PPRT ainsi que son zonage brut. La prescription du PPRT par arrêté préfectoral a eu lieu pendant cette phase d'études techniques, dès lors que celle-ci a été suffisamment avancée, par arrêté préfectoral en date du 19 avril 2011 joint en annexe 3.
- Phase de stratégie, durant laquelle le zonage réglementaire et les mesures pour la maîtrise de l'urbanisation afférentes sont définis, en association avec les personnes et organismes associés (POA) à l'élaboration du projet de PPRT. Pendant cette phase ont lieu des réunions de ce groupe de travail. Ces réunions ont eu lieu les :
 - o 29 juin 2011 : présentation de la démarche, du rôle des POA et de l'avancement de la phase technique,
 - o 14 décembre 2012 : présentation des enjeux, lancement des investigations complémentaires,
 - o 19 mars 2013 : présentation des résultats des investigations complémentaires, du zonage prévisionnel et des lignes directrices du règlement.
- A l'issue de la phase de stratégie, le projet de PPRT est finalisé, soumis à l'avis des personnes et organismes associés puis à une enquête publique. Les personnes et organismes associés sont également consultés sur le bilan de la concertation.
- A l'issue de l'enquête publique et après la prise en compte des observations du public, le PPRT est approuvé par le Préfet de Meurthe-et-Moselle. Le PPRT doit être approuvé dans les 18 mois à compter de la date de l'arrêté de prescription. Si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations, le Préfet peut, par arrêté motivé, fixer un nouveau délai. Cela a été le cas pour le PPRT de STORENGY en raison notamment de la complexité à évaluer les risques spécifiques des stockages souterrains de gaz.

Durant toute la période d'élaboration du projet de plan, l'ensemble des personnes concernées (exploitant, collectivités locales, État, associations, public...) est informé et consulté via les modalités d'association et de concertation définies dans l'arrêté préfectoral de prescription et décrites au paragraphe 4.2 ci-après.

Ainsi, le projet de plan est élaboré en groupe de travail par les personnes et organismes associés sur proposition des services instructeurs et éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de la concertation et des avis émis par les organismes associés ou lors de l'enquête publique.

Élaboration des PPRT

Procédure administrative et démarche d'élaboration



Procédure d'élaboration du PPRT (source : MEDDTL)

4.2. Les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT

La conduite des PPRT est menée avec les différents acteurs impliqués afin d'instaurer un climat de confiance nécessaire à l'appropriation des risques et des choix qui fondent le projet de PPRT. Il est ainsi plus aisé d'aboutir à une vision commune de la démarche de prévention.

Conformément à l'arrêté préfectoral en date du 19 avril 2011 prescrivant l'élaboration du PPRT (annexe 3), les personnes et organismes associés pour la mise en place du PPRT autour du site STORENGY de Cerville sont, outre les représentants des services de l'État :

- le représentant de la société STORENGY,
- les Maires des communes de Cerville, Laitre-sous-Amance, Lenoncourt, Seichamps, Pulnoy, Velaine-sous-Amance et Saulxures-les-Nancy ou leurs représentants,
- le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ou son représentant,
- le Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) créé autour des installations qui font l'objet du PPRT, représenté par les deux membres qu'il a désignés :
 - o Monsieur Daniel HANRIOT (riverain),
 - o Monsieur Gérald FERRY (riverain).

Par ailleurs, en fonction de l'ordre du jour, le représentant de la société GRTGaz exploitant une installation classée pour la protection de l'environnement riveraine du site STORENGY et les riverains ou leur représentant, dont les biens ou les activités sont potentiellement concernés par les mesures foncières (Monsieur RAMPON, riverain propriétaire et Monsieur LANBLIN, riverain propriétaire et exploitant agricole) ont participé aux réunions de POA.

Ces réunions ont permis à chacun des acteurs d'avoir une information complète au travers des éléments concernant les aléas et les enjeux décrits ci-après, les pratiques et usages locaux. Les personnes et organismes associés ont pu y exprimer leurs souhaits sur le projet de règlement PPRT en gardant à l'esprit le cadre fixé par le guide national méthodologique PPRT. Les comptes-rendus de ces réunions sont donnés à l'annexe 4.

4.3. Les modalités de la concertation

La concertation, permettant au plus grand nombre d'être informé et impliqué dans la démarche d'élaboration du PPRT, vient compléter l'association afin de développer une culture commune du risque par la mise en place du dialogue local.

Suite à la consultation des conseils municipaux des communes concernées par le périmètre d'étude, l'arrêté préfectoral en date du 19 avril 2011 prescrivant l'élaboration du PPRT a défini les modalités de la concertation suivante :

- l'arrêté préfectoral de prescription du PPRT, les comptes-rendus et les documents de séance des réunions d'association sont tenus à la disposition du public dans les mairies de Cerville, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Velaine-sous-Amance, Lenoncourt et Saulxures-les-Nancy, pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public,
- ces documents sont également consultables sur le site internet de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine (<http://www.lorraine.developpement-durable.gouv.fr/>),
- mise en place d'un registre dans chacune des mairies précitées permettant de recueillir des observations des habitants et personnes intéressées sur le projet de plan,
- après la dernière réunion des personnes et organismes associés, sur demande du Préfet de la Meurthe-et-Moselle, le projet de plan est mis à la disposition du public dans les mairies précitées pendant un mois. Le projet de plan est accompagné d'un registre de recueil des remarques du public.

A l'issue de cette période d'un mois, les communes transmettent à la préfecture de la Meurthe-et-Moselle tous les registres contenant l'ensemble des remarques émises par le public au cours de la phase de concertation. Les services instructeurs rédigent le bilan de la concertation à partir de ces documents et, le cas échéant, des comptes-rendus des réunions publiques.

5. LES ETUDES TECHNIQUES

5.1. Mode de qualification de l'aléa

La détermination des aléas technologiques retenus pour la maîtrise de l'urbanisation, sur la base de l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, résulte de l'analyse de ce document par l'Inspection des Installations Classées de la DREAL.

L'identification d'un niveau d'aléas consiste à attribuer, en chaque point inclus dans le périmètre d'exposition aux risques et concerné par au moins un phénomène dangereux, un des 7 niveaux d'aléas définis ci-après pour chaque type d'effet, à partir du niveau d'intensité des effets attendus en ce point et du cumul des probabilités d'occurrence.

Les sept niveaux d'aléas sont ainsi définis : Très Fort plus (TF+), Très Fort (TF), Fort plus (F+), Fort (F), Moyen plus (M+), Moyen (M), Faible (Fai). Les classes de probabilités sont celles reprises dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. Elles sont échelonnées d'une classe A pour les événements « courants » à E pour les événements « possibles mais extrêmement peu probables ».

Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique ou de surpression sur les personnes, en un point donné	Très grave			Grave			Significatif			Indirect
Cumul des classes de probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux en un point donné	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	Tous
Niveau d'aléa	TF+	TF	F+	F	M+	M	Fai			

Echelle des niveaux d'aléas

Ainsi, à titre d'illustration, l'attribution d'un niveau d'aléa « Très Fort plus » (TF+) à un point donné du périmètre d'exposition aux risques signifie que ce point est soumis potentiellement à au moins un phénomène dangereux avec des effets dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées très graves et dont le cumul des classes de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux conduisant à cet effet et à ce niveau d'intensité est strictement supérieur à D (événement très improbable).

Pour le site STORENGY, le travail réalisé à partir des études de dangers et des divers compléments remis par les exploitants, ainsi que l'application des circulaires, évoquées dans les différents paragraphes ci-avant, ont permis à l'Inspection des Installations Classées de valider la liste des phénomènes dangereux à prendre en compte pour la réalisation de la cartographie des aléas (cf. chapitre 2).

A partir des données du tableau des phénomènes dangereux retenus pour le PPRT (cf. chapitre 3), la cartographie des aléas technologiques mise en forme avec le logiciel SIGALEA développé par l'INERIS pour le compte du ministère en charge de l'Ecologie est réalisée et donnée ci-après. Cette cartographie fait apparaître le zonage construit en fonction de l'intensité et de la probabilité des phénomènes dangereux pouvant impacter un point donné.

Les cartes établies selon ces principes et outils sont présentées et commentées ci-après. Il est à noter que les intensités et la probabilité affectées à chaque phénomène dangereux sont établies en fonction des connaissances actuelles. Par ailleurs, **les incertitudes liées aux modélisations et à l'évaluation de la probabilité font que les limites des différentes zones d'aléas ne peuvent être strictement considérées comme des barrières étanches et ne sauraient avoir de valeur absolue. Il est néanmoins nécessaire d'établir des limites pour réglementer l'urbanisation tout en développant une connaissance et une culture du risque pour les particuliers.**

La carte d'aléa des effets de surpression générés par STORENGY est donnée ci-dessous. Cette carte appelle les commentaires suivants :

- les aléas les plus forts (TF+ à F, couleurs rouge et jaune) traduisent le risque fort de décès en cas d'explosion majeure sur le site.
- les aléas qualifiés de moyen (M et M+, couleurs bleues) correspondent à une intensité des effets de surpression pouvant générer 1% de décès parmi les personnes exposées, ainsi que des effets irréversibles (blessures graves du fait d'une chute par exemple),
- la zone verte correspond à l'aléa le plus faible pour les effets de surpression. Cette zone correspond au risque de blessures par bris de vitre en cas d'explosion (effets indirects par bris de vitre).



PPRT de Cerville (Storengy) Carte d'aléa des effets de surpression



Sources:
Dossier: Storengy_Cerville_15112012
Rédaction/Édition: CT-AG - 17/11/2012 - MAPINFO® V 9 - SIGALEA® V 4.0.4 - ©INERIS 2011

SIGALEA

La carte d'aléa des effets thermiques générés par STORENGY est donnée ci-dessous.

- les aléas les plus forts (TF+ à F, couleurs rouge et jaune) traduisent le risque fort de décès en cas d'accident majeur sur le site générant des effets thermiques (jets enflammés et flash thermiques en cas d'explosions de nuages de gaz inflammables pour l'essentiel),
- les aléas qualifiés de moyen (M et M+, couleurs bleues : l'intensité des effets thermiques est telle qu'un événement majeur peut générer 1% de décès parmi les personnes exposées, ainsi que des effets irréversibles (brûlures du 3ème degré par exemple),



PPRT de Cerville (Storengy) Carte d'aléa des effets thermiques



Sources:
Dossier: Storengy_Cerville_15112012
Rédaction/Édition: CT-AG - 17/11/2012 - MAPINFO® V 9 - SIGALEA® V 4.0.4 - ©INERIS 2011

SIGALEA

La carte ci-dessous constitue une synthèse des aléas, tous les types d'effets étant confondus. Elle représente les différents niveaux d'aléas en tout point du périmètre d'exposition aux risques engendrés par un effet thermique ou de surpression pouvant être créé par les différents phénomènes dangereux.



PPRT de Cerville (Storengy) Enveloppes des aléas tous types d'effets confondus



Sources:
Dossier: Storengy_Cerville_15112012
Rédaction/Édition: CT-AG - 17/11/2012 - MAPINFO® V 9 - SIGALEA® V 4.0.4 - ©INERIS 2011

SIGALEA

5.2. Caractérisation des enjeux

L'objet de cette étude technique est de recenser et caractériser l'ensemble des éléments d'occupation du sol dans le périmètre d'étude. Ainsi, toutes les structures pouvant être le siège d'une occupation humaine sont recensées. Ces structures sont diverses et regroupent les habitats, les activités économiques, les établissements recevant du public et les infrastructures de transport. Cette étude aide à définir la stratégie d'élaboration du PPRT.

Toutefois, comme évoqué aux paragraphes 2.3 et 3.4 le périmètre d'étude du PPRT de Storengy couvre une zone beaucoup plus large que le périmètre réel d'exposition aux risques. Ainsi, il a été décidé que l'étude de caractérisation des enjeux, engagée après la finalisation de l'étude des dangers et après la détermination du périmètre réel d'exposition aux risques, soit menée uniquement dans ce dernier périmètre.

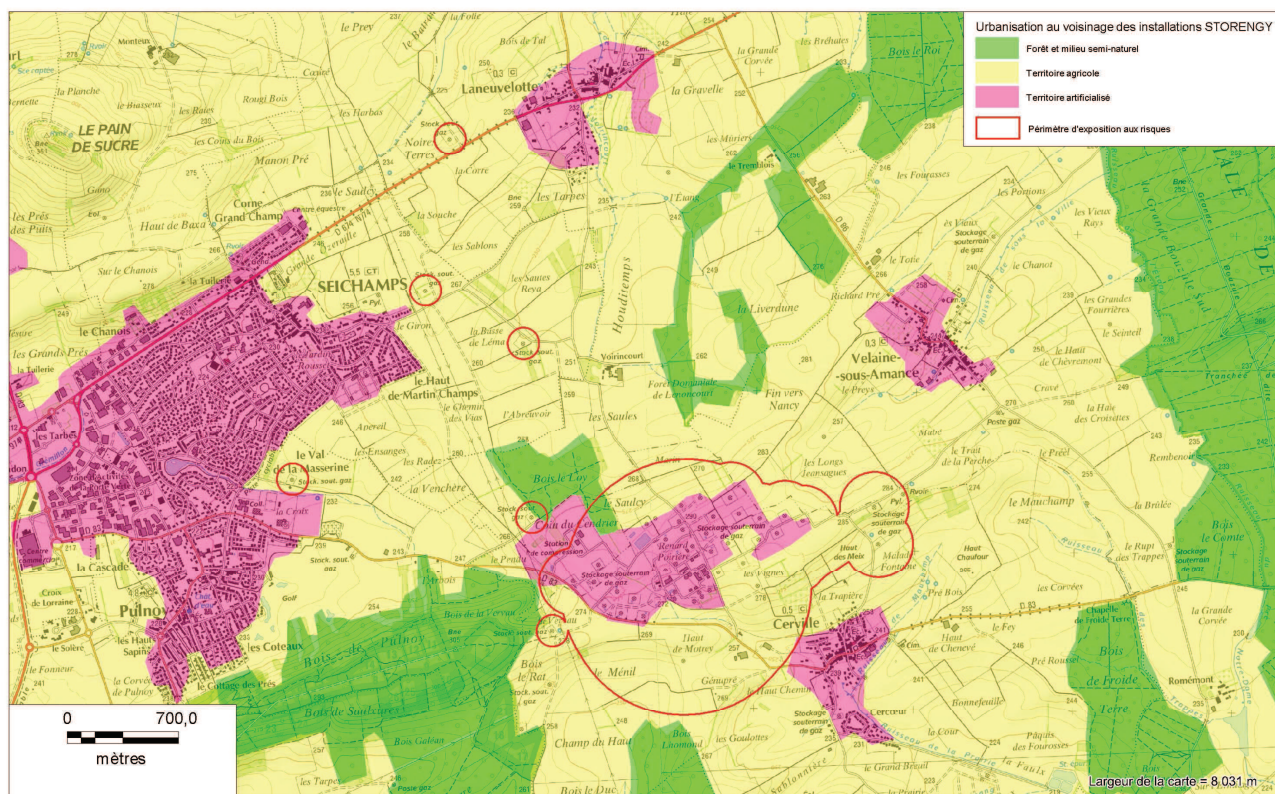
5.2.1. L'urbanisation

Le périmètre d'exposition aux risques du PPRT couvre une superficie d'environ 261 ha répartis sur les communes de Cerville, Pulnoy, Laneuvelotte, Seichamps et Velaine-sous-Amance.

L'urbanisation à proximité de la station centrale est faible. Certains puits de contrôle sont quant à eux situés à proximité de zones urbanisées ou urbanisables.

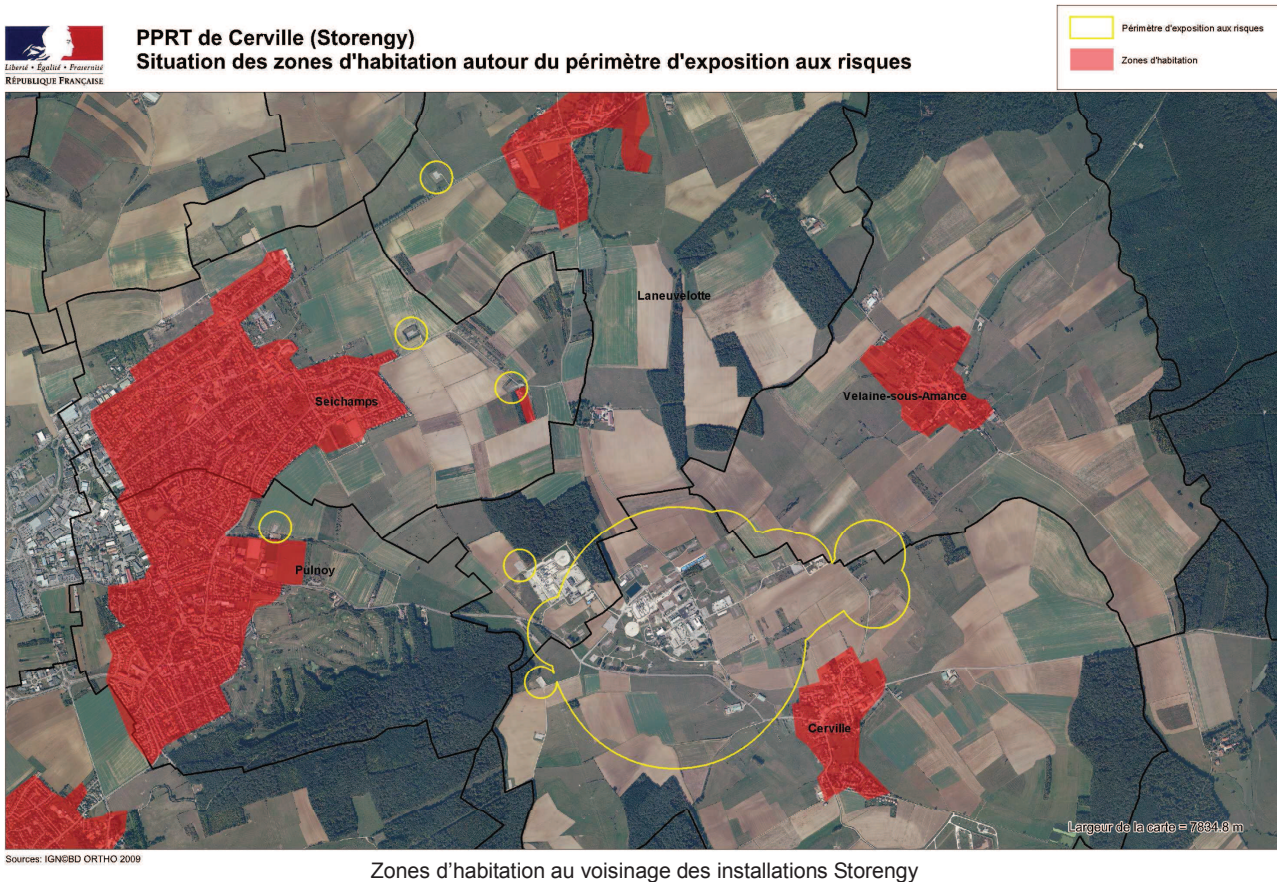


PPRT de Cerville (Storengy)
Urbanisation au voisinage des installations STORENGY



Urbanisation au voisinage des installations Storengy

5.2.2. L'habitat



Les zones les plus urbanisées sont situées à l'ouest du périmètre d'exposition aux risques.

5.2.3. Les activités économiques

L'activité économique à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques concerne presque exclusivement les activités industrielles (dont celles liées à la plate-forme gazière). Le secteur du commerce et des services est également fortement marqué sur les communes impactées par le périmètre d'exposition aux risques ; toutefois, les implantations de ces entreprises sont hors de ce périmètre.

Sont également implantées dans le périmètre d'exposition aux risques plusieurs exploitations agricoles en polyculture (élevage et culture céréalière).

Il faut également noter la présence, non loin de la station centrale, d'un bâtiment à usage de garage au croisement de la route de Nancy et de la route départementale RD83.

5.2.4. Principaux espaces accessibles au public

a. Etablissements Recevant du Public (ERP)

Au sein du périmètre d'exposition aux risques, il n'y a aucun ERP. Il est toutefois à noter la présence d'une aire d'accueil des gens du voyage sur le territoire de la commune de Seichamps dont le déplacement est prévu.

b. Espaces publics

Il s'agit pour l'essentiel de chemins de randonnée pédestre également accessibles aux cyclistes et cavaliers. Les chemins d'exploitation agricole et forestière sont également empruntés par les promeneurs.

Sur la commune de Pulnoy, un parc urbain met à disposition des riverains des structures de jeux et bancs.

Parmi ces éléments, un « city stade » est partiellement impacté par le périmètre d'étude.

5.2.5. Les infrastructures de transport et ouvrages d'intérêt général

Le périmètre d'exposition aux risques du PPRT de STORENGY comprend des infrastructures de transport routières desservies par des lignes de transport en commun et voies de loisirs en mode doux.

a. Infrastructures routières

Le périmètre d'exposition aux risques est traversé par plusieurs infrastructures routières :

- la route D83, permettant la liaison entre Nancy et les communes de l'est nancéen,
- la route D674, permettant la liaison entre Laneuvelotte et la périphérie de Nancy,
- des routes du réseau secondaires, liaisons entre les communes situées à l'est de Nancy et les communes périphériques de Nancy dont Seichamps, Pulnoy et Saulxures-les-Nancy.

b. Transports en commun

Le périmètre est traversé par plusieurs lignes de transport en commun urbain et interurbain, détaillées comme suit :

- la ligne TED R370 qui emprunte la route D83 entre Seichamps et Cerville,
- la ligne TED R360 qui emprunte la route D674 entre les communes limitrophes de Nancy et Laneuvelotte.

c. Les ouvrages et équipements d'intérêt général

Le périmètre d'étude est traversé par les équipements et ouvrages d'intérêt général suivant :

- lignes à haute tension, en particulier la ligne Bezaumont-Houdreville (2 x 400 kV) et les lignes Essey-Laneuveville-Laneuvelotte-Champigneulles (2 x 63 kV), implantées à l'ouest des installations Storengy en secteur agricole,
- canalisations de transport de matières dangereuses : il s'agit uniquement de canalisations de transport de gaz desservant la plate-forme gazière.

5.2.6. Estimation de la population concernée

Deux types de population présente dans le périmètre d'étude sont distingués : la population liée à l'habitation et celle liée à l'emploi.

Sur la base des données INSEE disponibles, la population estimée liée à l'habitation est de l'ordre de 15 000 personnes pour l'ensemble des communes concernées par le périmètre d'étude.

Pour la partie emploi, la population estimée est de l'ordre de 3 200 personnes pour l'ensemble des communes concernées par le périmètre d'étude, y compris l'établissement à l'origine des risques qui représente 50 emplois au 1^{er} janvier 2013.

5.2.7. Synthèse des enjeux

Le périmètre d'étude relatif au PPRT de STORENGY, dominé par les zones à vocation agricole, inclut également des habitations, un terrain de sport (city stade) et commerces de proximité sans toutefois comporter d'ERP sensibles.

Les habitations et le commerce de proximité sont localisés en périphérie du périmètre d'étude. Les activités agricoles sont dispersées sur le périmètre d'étude.

En termes d'infrastructures, les routes présentes dans le périmètre d'étude permettent la desserte des communes en particulier à partir de l'agglomération nancéenne.

Les cartes de synthèse des enjeux sont jointes en annexe 5.

5.3. Superposition des aléas et des enjeux

La superposition de la carte de synthèse des enjeux et de la cartographie des aléas permet d'avoir une perception de l'impact global des aléas sur le territoire. Elle constitue le fondement technique de la démarche de finalisation des études nécessaires à l'élaboration du PPRT.

Les cartes présentant l'identification des enjeux situés sur le territoire exposé aux risques technologiques avec la superposition des aléas (tous types d'aléas confondus) sont jointes en annexe 6.

Le périmètre d'exposition aux risques (261 hectares) présente la répartition suivante (superficies données en hectare et arrondies au centième d'hectare) :

		Fai	M	M+	F	F+	TF	TF+	Total
Cerville	Zone boisée	0,08	0	0	0	0	0	0	0,08
	Zone agricole	31,48	0,57	20,31	0	52,75	21,64	20,2	146,95
	Zone urbanisée	0	0	0	0	1,09	8,24	48,02	57,35
Lenoncourt	Zone boisée								
	Zone agricole								
	Zone urbanisée								
Pulnoy	Zone boisée	0	0	0	0	0	0	0	0
	Zone agricole	1,07	0	0,75	0	0,83	0	0,40	3,05
	Zone urbanisée	0,18	0	0	0	0	0	0	0,18
Seichamps	Zone boisée	0	0	0	0	0	0	0	0
	Zone agricole	2,29	0	1,36	0	1,56	0	0,39	5,60
	Zone urbanisée	0,21	0	0,13	0	0,09	0	0	0,43
Laneuvelotte	Zone boisée	1,81	0	1,10	0	1,01	0	0	3,92
	Zone agricole	3,82	0	1,50	0	2,55	0,08	0,39	8,34
	Zone urbanisée	2,89	0	1,36	0	5,69	4,10	2,28	16,32
Velaine-sous-Amance	Zone boisée	0	0	0	0	0	0	0	0
	Zone agricole	4,44	0	2,68	0	10,17	0,76	0,13	18,18
	Zone urbanisée	0	0	0	0	0,64	0,02	0	0,66
Saulxures-les-Nancy	Zone boisée								
	Zone agricole								
	Zone urbanisée								
Total		48,27	0,57	29,19	0	76,38	34,84	71,81	261,06

Nota : Les communes de Saulxures-les-Nancy et de Lenoncourt initialement dans le périmètre d'étude sont hors périmètre d'exposition aux risques.

Les zones urbanisées (74,33 ha) le sont exclusivement du fait des équipements des sociétés Storengy et GRTGaz : bâtiments techniques et administratifs. Les zones boisées sont très peu impactées par les aléas du PPRT avec seulement 4 hectares. Ainsi, les zones agricoles (culture et élevage) sont prépondérantes dans le périmètre d'exposition au risque (182,73 ha).

Les zones d'aléas « très fort plus » (TF+) : l'emprise de ces zones reste limitée en surface au regard de celle du périmètre d'exposition au risque. Hors la propriété de l'industriel, ces terrains sont essentiellement des zones agricoles.

Les zones d'aléas « très fort » (TF) : la surface de terrains concernée par le niveau d'aléa TF est de 34,84 ha. Cette zone est en grande partie à l'extérieur du site et en zone agricole. Dans cette zone se situe un bâtiment à usage de garage.

Les zones d'aléas « fort plus » (F+) : les zones F+ concernent 76,38 ha. A noter la présence d'un bâtiment d'élevage d'une exploitation agricole ainsi que de bâtiments de la société GRTGaz. Cette zone est la plus étendue.

Les zones d'aléas « fort » (F) : cette zone est déterminée par la méthode de calcul des aléas, mais dans le cas de ce PPRT, elle est réduite à néant.

Les zones d'aléas « moyen plus » (M+) : cette zone de 29,19 ha s'étend principalement sur des terrains agricoles. Cette zone comporte un bâtiment d'élevage d'une exploitation agricole.

Les zones d'aléas « moyen » (M) : cette zone ne concerne que 0,57ha.

Les zones d'aléas « faible » (Fai) : cette zone de 48,27 ha est principalement en milieu agricole et présente une zone urbanisée du fait de la présence de la société GRTgaz. De plus, plusieurs routes la traversent.

Les principaux enjeux impactés par les aléas TF+ à M sont :

- des activités agricoles,
- les infrastructures routières.

Il n'y a pas d'habitation dans les zones d'aléas.

5.4. Zonage brut

Le zonage brut constitue une donnée d'entrée de la phase stratégie du PPRT. Il délimite à la fois les zones de principe de maîtrise de l'urbanisation future et les secteurs potentiels d'expropriation ou de délaissement (= mesures foncières) possibles inclus dans les zones.

Il est établi à partir des aléas, avec la prise en compte de l'ensemble des types d'effets (toxique, thermique, surpression). Il est conçu sur la base des principes de zonage pour la maîtrise de l'urbanisation future, tels qu'ils sont définis par le guide méthodologique « Plan de Prévention des Risques Technologiques » réalisé par le ministère en charge de l'Ecologie (cf. tableau ci-dessous) :

Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique ou de surpression sur les personnes, en un point donné		Très graves			Graves			Significatifs			Indirects par bris de vitre *	
Cumul des classes de probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux en un point donné		>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	<D
Niveaux d'aléas		TF+	TF	F+	F			M+	M		Fai	
Réglementation future	Effets toxique et thermique											
	Effets de surpression											

*uniquement pour les effets de surpression

Correspondance entre niveau d'aléas et principes de réglementation future

- les niveaux d'aléas les plus forts TF+ à F correspondent à des zones dont le principe de maîtrise de l'urbanisation future à appliquer est l'interdiction (zones rouge foncé et clair) ;
- les niveaux d'aléas les moins forts M+ à Fai correspondent à des zones dont le principe de maîtrise de l'urbanisation future à appliquer est l'autorisation sous conditions qui sont définies dans le règlement du PPRT (zones bleu foncé et clair).

À noter que le guide méthodologique des PPRT prévoit de manière générale que le niveau d'aléas faible pour les effets thermiques et toxiques ne fait l'objet d'aucun principe de réglementation sur le futur. Le chapitre « Phase de stratégie du PPRT » et le chapitre « Elaboration du PPRT » exposent les raisons qui ont conduit à imposer dans le cas présent des restrictions en zone d'aléa thermique faible.

Les principes retenus pour le zonage brut fournissent une base pour le futur zonage réglementaire. Ils permettent également d'identifier les zones où des mesures d'expropriation ou de délaissement pourraient être nécessaires selon les règles données dans le tableau ci-dessous :

Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique, ou de surpression sur les personnes, en un point donné		Très graves			Graves		
Cumul des classes de probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux en un point donné		>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E
Niveaux d'aléas		TF+	TF	F+	F	M+	
Réglementation sur l'existant Mesures foncières	Conditions d'inscription des enjeux vulnérables dans un secteur d'expropriation possible	D'office pour le bâti résidentiel. Modulable pour les activités	Selon contexte local (association)	Non proposé			
	Conditions d'inscription des enjeux vulnérables dans un secteur de délaissement possible	Pour mémoire, secteur d'expropriation possible (délaissement automatique après DUP)	D'office pour le bâti résidentiel. Modulable pour les activités		Selon contexte local (association)	Non proposé	

Conditions d'inscription des enjeux vulnérables dans un secteur d'expropriation ou de délaissement possible

Il convient de noter :

- les mesures foncières potentielles peuvent être appliquées dans les zones de couleur rouge foncé et orange. Dans le cadre du PPRT de Storengy à Cerville, une mesure foncière en zone orange est nécessaire,
- les règles d'établissement du zonage brut telles qu'exposées ci-dessus sont issues du guide national d'élaboration des PPRT. Ce guide a été complété par divers documents permettant de traiter certains cas particuliers comme les activités économiques.

5.5. Investigations complémentaires

La superposition des enjeux et des aléas présentée ci-avant permet d'identifier, si nécessaire, des investigations complémentaires dont l'objectif est d'apporter des éléments permettant de mieux adapter la réponse réglementaire du PPRT, en gardant à l'esprit que le PPRT tend à protéger prioritairement les vies humaines. Ces investigations ne sont cependant pas systématiques et sont fonction du contexte local.

Les investigations complémentaires doivent permettre :

- d'estimer la valeur vénale des biens dans les secteurs d'expropriation ou de délaissement possibles : c'est l'estimation foncière, L'estimation a été demandée pour un bien à usage de garage, sur le territoire de la commune de Cerville, qui est situé en zone d'aléa Très Fort (TF) thermique et Faible (Fai) surpression.
- de déterminer si des travaux de renforcement du bâti existant sont nécessaires et, le cas échéant, possibles pour garantir la sécurité des personnes : c'est l'étude de vulnérabilité.

En effet, le bâti peut contribuer, éventuellement sous réserve de mesures spécifiques de conception, à protéger les personnes des effets d'un aléa technologique. Ainsi il est en général possible de renforcer le bâti existant ou de prévoir des mesures adaptées pour le bâti futur pour réduire la situation de vulnérabilité des personnes exposées. Cependant, cette protection n'est pas absolue car ces actions peuvent être inopérantes lorsque l'intensité de l'aléa est trop forte ; à noter aussi que certaines mesures peuvent ne pas être opérantes vis-à-vis d'effets de nature différente ou cumulés. Les prescriptions correspondantes dépendent du type d'effet (toxique, thermique ou surpression) et de ses caractéristiques (intensité, durée d'exposition, cinétique, etc.).

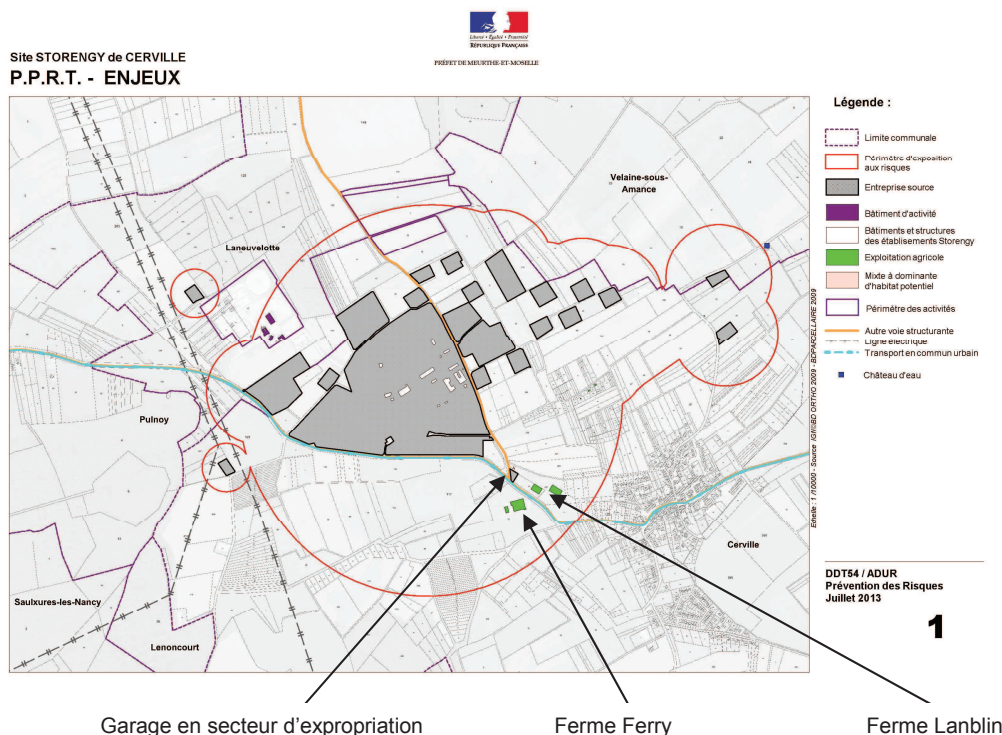
Il est rappelé que l'objectif du PPRT est la protection des personnes et non des biens. Il s'agit donc de vérifier si les bâtis permettent de protéger les personnes à l'intérieur et non de garantir un minimum de dégâts matériels. Ainsi, les bâtiments qui ne présentent pas d'occupation humaine

(bâtiment vide ou de stockage par exemple) sont recensés mais ne font pas l'objet d'une étude de renforcement.

Dans ce contexte, une étude complémentaire de « vulnérabilité » destinée à déterminer des mesures de protection des personnes ainsi que leur coût, a été réalisée sur les bâtiments situés dans des zones d'aléas moyen plus à fort plus (M+ à F+), en dehors de la zone grise, qui correspond à l'emprise foncière de l'établissement SEVESO. La réalisation de ces investigations a été confiée à un bureau d'études spécialisé, CETE de l'Est, et a porté sur les bâtiments suivants :

- Ferme Ferry : exploitation agricole avec bâtiment d'élevage et présence d'une occupation humaine permanente à des fins professionnelles, sur la commune de Cerville,
- Ferme Lanblin : exploitation agricole avec bâtiment d'élevage et présence d'une occupation humaine permanente à des fins professionnelles, sur la commune de Cerville.

Ces deux bâtiments ne sont soumis qu'à des effets de type thermiques.



Carte de localisation des enjeux dans le périmètre d'exposition aux risques (station centrale uniquement)

Le choix de ne représenter, sur la carte ci-dessus, que les enjeux présents dans le périmètre d'exposition aux risques de la station centrale permet d'illustrer la présence d'enjeux nécessitant des investigations complémentaires.

Ces investigations ont été menées en janvier et février 2013 sur la base de visites de terrains, une caractérisation des structures et une étude de leur résistance vis-à-vis des phénomènes dangereux.

L'exploitation de ces résultats dans le cadre de la phase stratégie du PPRT est détaillée au chapitre suivant. Il convient d'ores et déjà de relever qu'une protection optimale des biens présents dans les zones de mesures foncières ne peut être envisagée qu'en retenant la constitution d'un local de mise à l'abri dans chacune des 2 exploitations agricoles (compte tenu des caractéristiques des bâtiments et des activités qui y sont faites). En effet, l'élaboration du PPRT ne peut prévoir d'aménagement pour un coût supérieur à 5% du chiffre d'affaires des exploitations agricoles l'année de l'approbation du plan.

6. PHASE DE STRATEGIE DU PPRT

6.1. Objectifs et principes

La phase de stratégie vise à conduire, avec les personnes et organismes associés, la mise en forme partagée des principes de zonage du PPRT. Elle s'appuie sur l'ensemble des éléments recueillis lors de la séquence des études techniques. Elle permet de définir :

- les zones de maîtrise de l'urbanisation future (urbanisme et dispositions constructives),
- les secteurs potentiels d'expropriation et de délaissement possibles pour des biens existants dans une zone d'interdiction,
- des objectifs de performance que les bâtiments existants devront atteindre pour réduire leur vulnérabilité, ainsi que leur inscription en zones de prescription ou de recommandation,
- des règles pour les usages (infrastructures routières, transports collectifs, équipements recevant du public, ...).

Elle repose sur :

- des principes de réglementation édictés au niveau national, qui encadrent les grandes orientations du PPRT (cf. également le paragraphe 5.4 sur le zonage brut),
- les niveaux d'aléas et la vulnérabilité des personnes,
- les conclusions des études de vulnérabilité (possibilité technique de protection / coût),
- la valeur vénale estimée des biens,
- le contexte local : stratégies d'urbanisme, historique, type d'activité, contexte socio-économiques,
- la concertation avec les personnes et organismes associés.

Les principes de réglementation sont synthétisés dans le tableau en page suivante (extrait du guide méthodologique d'élaboration des PPRT). Les dispositions prévues par le PPRT sont de trois natures :

- ne pas aggraver le risque existant : le PPRT peut imposer une interdiction ou une réglementation pour toute construction nouvelle, toute extension de construction existante, toute réalisation d'aménagement ou d'ouvrages ou tout changement de destination, pour chacune des zones en fonction du type et du niveau d'aléas,
- le diminuer : le PPRT peut prescrire des mesures destinées à protéger les populations dans le périmètre d'exposition aux risques,
- le supprimer : le PPRT peut instaurer des mesures d'expropriation ou de délaissement dans les secteurs les plus exposés aux aléas.

Pour ce qui est des règles de construction ou d'amélioration du bâti existant, le règlement du PPRT fixe des objectifs de performance permettant de définir le résultat à atteindre en terme de résistance du bâti et de protection des personnes, assortis d'un délai de réalisation. Ceci permet de prendre en compte la grande variabilité de solutions techniques et architecturales, tout en laissant de la souplesse pour les évolutions techniques futures dans le domaine de la construction et en laissant le choix de la solution au propriétaire qui les met en œuvre. Dans certains cas néanmoins, des mesures génériques relevant plus du moyen que de l'objectif peuvent être prescrites.

Plan de Prévention des Risques Technologiques
Site STORENGY à CERVILLE

Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique, ou de surpression sur les personnes, en un point donné	Très grave			Grave			Significatif			Indirect par bris de vitre (uniquement effet de surpression)	
Cumul des classes de probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux en un point donné	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	<D
Niveaux d'aléas	TF+	TF	F+		F	M+		M	Fai		

Réglementation future	Mesures relatives à l'urbanisme	Effet toxique et thermique	Principe d'interdiction strict.	Principe d'interdiction avec quelques aménagements		Quelques constructions possibles sous réserve de remplir une des deux conditions suivantes : - aménagement de constructions existantes non destinées à accueillir de nouvelles populations - constructions, en faible densité, des dents creuses.	Constructions possibles sous conditions. Prescriptions obligatoires pour ERP et industries. Pas d'ERP difficilement évacuable.	Sans objet
		Effet de surpression	Principe d'interdiction strict.	Principe d'interdiction avec quelques aménagements		Ces constructions feront l'objet de prescriptions adaptées à l'aléa		Idem aléa M pour effet toxique et thermique
	Mesures physiques sur le bâti futur	Effet toxique et thermique	Aucune construction neuve n'est autorisée (sauf pour les rares exceptions évoquées dans les paragraphes précédents)	Prescriptions obligatoires pour les activités industrielles autorisées		Prescriptions obligatoires		Recommandations
		Effet de surpression	Pas de prescriptions techniques.	Prescriptions obligatoires pour les activités industrielles autorisées		Prescriptions obligatoires		Prescriptions obligatoires

Réglementation sur l'existant	Mesures foncières	Conditions d'inscription des enjeux vulnérables dans un secteur d'expropriation possible	D'office pour le bâti résidentiel. Modulable pour les activités	Selon contexte local (association)	Non proposé			
		Conditions d'inscription des enjeux vulnérables dans un secteur de délaissement possible	Secteur d'expropriation possible (délaissement automatique une fois la DUP prise)	D'office pour le bâti résidentiel. Modulable pour les activités		Selon contexte local (association)	Non proposé	
	Mesures physiques sur le bâti existant vulnérable	Effet toxique et thermique	Mesures obligatoires (prescriptions), même si ces mesures ne permettent de faire face qu'à un aléa moins important. Aucune prescription au sein d'un secteur d'expropriation possible.			Mesures obligatoires (voir prescriptions techniques pour cette zone)		Recommandations
		Effet de surpression	Mesures obligatoires (prescriptions) même si cette mesure ne permet de faire face qu'à un aléa moins important. Aucune prescription au sein d'un secteur d'expropriation possible.			Mesures obligatoires (voir prescriptions techniques pour cette zone)		Recommandations

Source : MEDDTL

Correspondance entre les niveaux d'aléas et les principes de réglementation

Des restrictions d'usage peuvent être définies par le PPRT. Ces restrictions peuvent notamment concerner les infrastructures, le transport de matières dangereuses, les transports collectifs, les équipements accueillant du public mais ne peuvent concerner des terrains nus. Sur ces derniers, seul le pouvoir de police du maire s'applique.

6.2. Orientations proposées – Les choix stratégiques

Ce chapitre expose la stratégie retenue pour chacune des zones du projet de zonage réglementaire. Le chapitre 8 explicite l'élaboration de ce zonage.

6.2.1. Zone grise

La zone grise correspond à toute ou partie de l'emprise foncière de l'établissement objet du PPRT. C'est une zone d'interdiction de tout bâtiment ou toute activité ou usage non liés à ces établissements. Les bâtiments administratifs et annexes sont intégrés à cette zone. En effet, leur accès est sécurisé et réglementé ; il se fait sous la responsabilité de l'exploitant.

La définition de cette zone grise tient compte des limites de site prises en considération par STORENGY dans ses études de dangers qui ont servi de base à la détermination des aléas (elles correspondent à l'emprise foncière des installations).

Dans cette zone, seules sont autorisées les installations en lien avec l'exploitation du stockage souterrain de gaz à l'origine des risques.

Il est précisé que les activités opérées par GRT Gaz (Station de compression de Laneuvelotte et Station d'interconnexion de Cerville) sont exclues de la zone grisée car elles ne concourent pas directement à l'activité de stockage souterrain de gaz naturel.

6.2.2. Urbanisation future

La stratégie retenue pour l'urbanisation future est le résultat d'un travail en association et d'une concertation avec les acteurs concernés, au travers des réunions des Personnes et Organismes Associés mais également au travers de rencontres individualisées avec les collectivités locales, les industriels, les gestionnaires d'infrastructures, les opérateurs économiques et les associations de riverains (cf. chapitre 7) à partir du guide méthodologique d'élaboration des PPRT et des notes de doctrine du ministère en charge de l'Ecologie.

Elle tient donc ainsi compte du contexte local et des évolutions envisagées, tout en considérant les aléas technologiques.

Les principes suivants ont été retenus par les Personnes et Organismes Associés en matière d'urbanisation future :

- la zone R (rouge foncé) est définie avec un principe d'interdiction stricte,
- les zones rs, r1 et r2 sont soumises au principe d'interdiction. Il ne peut y être envisagé la création d'activités nouvelles qui généreraient une augmentation de la vulnérabilité c'est-à-dire une augmentation du nombre de personnes permanentes exposées.

A noter que pour les zones de type r et conformément aux principes édictés par le ministère, tout projet devra être conçu et réalisé afin d'assurer la protection des occupants et usagers vis-à-vis des effets caractéristiques de ces zones.

Chacune de ces zones fait l'objet de dispositions particulières, qui sont explicitées dans le règlement du PPRT.

6.2.3. Urbanisation existante

La stratégie retenue pour l'urbanisation existante est le résultat d'un travail en association et d'une concertation avec les acteurs concernés, qui s'appuie sur les principes du guide méthodologique d'élaboration du PPRT et les notes de doctrine du ministère en charge de l'Ecologie qui ont suivi.

a) Zones de type R et r

Les bâtis présents dans ces zones d'aléas sont les suivants :

- un bâtiment à usage de garage : ce bâtiment sera exproprié,
- deux bâtiments d'exploitation agricole : il est prescrit des mesures de renforcement du bâti pouvant porter sur la création d'un local de protection à défaut de la faisabilité d'un renforcement global du bâti,
- des bâtiments administratifs et techniques de la société GRTGaz : les mesures visant à la réduction de la vulnérabilité sont prescrites. Il est à noter que l'exploitation de la station de compression et de la station d'interconnexion présente des dangers similaires à ceux de STORENGY, pour lesquels GRTGaz doit mener une démarche Etudes de dangers et mettre en œuvre des mesures de réduction des risques.

6.2.4. Les usages (conditions d'utilisation et d'exploitation)

La stratégie retenue pour les conditions d'utilisation et d'exploitation (dénommées « usages » dans la suite du présent paragraphe) est le résultat d'un travail en association et d'une concertation avec les acteurs concernés, au travers des réunions des Personnes et Organismes Associés mais également au travers de rencontres individualisées avec les collectivités locales, les industriels, les gestionnaires d'infrastructures, les opérateurs économiques et les associations de riverains (cf. chapitre 7) à partir du guide méthodologique d'élaboration des PPRT et des notes de doctrine du ministère en charge de l'Ecologie.

Elle tient donc ainsi compte du contexte local et des évolutions envisagées, tout en considérant les aléas technologiques.

Compte tenu de la typologie des enjeux présents dans le périmètre, quatre types d'usages ont été mis en avant dans la gestion des usages :

- les activités liées aux infrastructures en général ; voiries, stationnement, équipements urbains
- les usages liés aux transports en commun,
- les usages liés à l'occupation du bâti existant,
- les usages liés à la fréquentation des espaces naturels et agricoles.

Ces quatre types d'usages sont soumis à des conditions restrictives en rapport avec les aléas et leurs niveaux d'intensité.

Ainsi, le règlement du PPRT prévoit :

- pour les infrastructures : des prescriptions relatives à des activités (réalisations de travaux) et des interdictions spécifiques essentiellement axées sur l'occupation du domaine public par des véhicules motorisés et associés en ce qui concerne les voiries et stationnements. Les équipements urbains favorisant l'arrêt des usagers doivent être supprimés à l'exception de l'aire de jeux de Pulnoy citée au paragraphe 5.2.4.b (cf nota ci-après),
- pour les transports en commun : la création de nouvelles lignes de desserte est interdite,
- pour le bâti présent : le principe retenu consiste en la mise en place de consignes de sécurité à destination des usagers des bâtiments autres que les habitations,
- pour les usages des loisirs et professionnels des espaces naturels et agricoles : le principe retenu consiste à des prescriptions relatives aux activités (réalisation de travaux), à des interdictions de tout projet visant à permettre une fréquentation facilitée des espaces (balisage

de sentiers de randonnée, ...) et à des prescriptions spécifiques pour les dispositifs existants permettant une fréquentation facilitée des espaces.

Nota : L'aire de jeux de Pulnoy se trouve partiellement impactée par le périmètre d'exposition aux risques, un « city stade » peut être impacté par des aléas de type thermique faible, c'est-à-dire un flux thermique compris entre 3 et 5 kW/m² avec une probabilité d'occurrence très faible. Ce flux thermique peut provoquer des brûlures graves mais non létales en cas d'exposition prolongée. Etant donné que ce city stade présente une issue orientée à l'opposé de l'origine du phénomène dangereux, et que le Plan Particulier d'Intervention autour de Storengy prévoit les conditions d'évacuation et de mise à l'abri des populations, il n'apparaît pas nécessaire de supprimer cette installation.

En ce qui concerne les mesures pour les infrastructures routières existantes il convient de noter qu'il ne peut y avoir de mesures foncières sur ces infrastructures car ce sont des biens publics inaliénables.

Par ailleurs, les infrastructures routières étant impactées par les 2 types d'effet (surpression et thermique) : une protection optimale serait techniquement difficile à mettre en œuvre et engendrerait un coût excédant largement la valeur vénale du bien. La circulaire du 30 mars 2012, transposable aux infrastructures routières, préconise de privilégier les dispositions réglementaires du Plan Particulier d'Intervention qui sont particulièrement adaptées pour définir les mesures organisationnelles visant à gérer le trafic en cas d'urgence (report de trafic, fermeture de l'accès, ...).

6.2.5. Mesures foncières

Dans le cas du PPRT de Storengy à Cerville, les mesures foncières retenues et proposées à l'issue de la phase stratégie relèvent de l'expropriation

a. Préemption

Conformément à l'article L. 515-16 du code de l'Environnement, le droit de préemption peut être institué dans les zones réglementant les projets (zones de type R et r), par délibération des communes dès lors qu'elles sont dotées d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), ou par l'établissement public de coopération intercommunal (EPCI) compétent, dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'Urbanisme.

Il confère à la commune concernée le droit d'acquérir un immeuble ou partie d'immeuble, nu ou bâti, ainsi que certains droits immobiliers à un prix fixé à l'amiable ou par le juge de l'expropriation. Ce droit régi par le code de l'urbanisme ne peut s'exercer que si le bien fait l'objet, de la part de son propriétaire, d'une aliénation, volontaire ou non, à titre onéreux (vente, échange, adjudication, ...). L'acquisition doit avoir pour finalité de réduire l'exposition au risque technologique.

Dans toute zone de préemption d'un PPRT, tout propriétaire immobilier ou son représentant (notaire par exemple) doit proposer à la personne publique titulaire du droit de préemption, d'acquérir son bien dans les conditions prévues par l'article L. 211-5 du code de l'Urbanisme. Cette personne publique n'est pas tenue de procéder à cette acquisition.

Les biens préemptés par la commune sont financés uniquement par cette dernière. Aucune aide financière de l'État ou de l'exploitant des établissements à l'origine des aléas n'est prévue pour l'exercice de ce droit : les biens préemptés ne font pas partie de la convention de financement tripartite évoqué ci-dessous pour les biens délaissés. En revanche, au regard du II de l'article L. 515-19 du code de l'Environnement, les terrains préemptés doivent faire partie de la convention d'aménagement et de gestion des terrains.

b. Expropriation

Le garage situé au sud du site STORENGY sur la commune de Cerville est exposé à des aléas importants : Très Fort (TF) pour les effets thermiques et Faible pour les effets de surpression.

De ce fait, tout usage doit y être proscrit.

L'expropriation est régie par le code de l'Expropriation. Elle est menée par et au profit de la collectivité. Il appartient donc à la commune de Cerville de demander l'expropriation de ce bien dès l'approbation du PPRT par le Préfet.

Il est également nécessaire que la convention tripartite de financement (ou la mise en œuvre du financement par défaut) ait été signée. Ce financement est porté par l'Etat, les collectivités locales et l'industriel à l'origine des risques selon les modalités définies à l'article L.515-19 du code de l'Environnement (annexe 2). Cette phase sera engagée après approbation du PPRT.

7. BILAN DES CONSULTATIONS

7.1. Bilan de la concertation

Conformément aux modalités de concertation fixées à l'article 5 de l'arrêté préfectoral de prescription du PPRT, et afin que les riverains du site STORENGY puissent s'exprimer sur le projet de PPRT, les comptes rendus des réunions d'association ainsi que les documents élaborés au cours de ces réunions des personnes et organismes associés (notamment cartographie et règlement) ont été mis à la disposition des riverains sur Internet et dans les mairies des communes concernées. Les documents étaient accompagnés d'un registre leur permettant d'y reporter leurs éventuelles remarques pendant la période de consultation. Ces dispositifs venaient en complément de la mise à disposition sur le site internet de la DREAL LORRAINE des documents en lien avec la phase d'association (comptes rendus de réunion, ...).

Cette mise à disposition en mairies a été initiée dès la prescription du PPRT. Il est à noter qu'il s'agissait d'une concertation précédant l'enquête publique réglementaire qui se déroulera ultérieurement. Aucune observation n'a été formulée.

La mise à disposition des différents documents d'élaboration du PPRT sur le site Internet de DREAL Lorraine n'a appelé aucune observation particulière.

Le bilan de la concertation complet se trouve en annexe 7 (Bilan de la concertation) de la présente note.

7.2. Avis des personnes et organismes associés

Conformément aux dispositions de l'article R.515-43 du code de l'environnement, les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT ont été consultés sur le projet de plan par courrier en date du 4 octobre 2013.

A défaut de réponse dans un délai de 2 mois, les avis ont été réputés favorables.

Le tableau ci-dessous reprend les avis exprimés :

Personnes et organismes associés	Avis	Suites données
Commune de Cerville	Avis favorable sous réserve du maintien de l'aire de jeux de Pulnoy. Délibération en date du 8 novembre 2013	Le projet de règlement de PPRT a été modifié pour prendre en compte cette réserve.
Commune de Laneuvelotte	Avis favorable assorti d'une demande d'exception aux dispositions du règlement du PPRT pour l'aire de jeux de Pulnoy. Délibération en date du 9 décembre 2013	Le projet de règlement de PPRT a été modifié pour prendre en compte cette demande.
Commune de Lenoncourt	Avis favorable « sous réserve du respect des engagements actés lors de la phase de concertation ». Délibération en date du 6 décembre 2013	Le projet de règlement de PPRT prend en compte les engagements actés lors de la phase de concertation avec les POA.
Commune de Pulnoy	Avis favorable sous réserve du	Le projet de règlement de PPRT

	respect des engagements actés lors de la phase de concertation et assorti d'une demande d'exception aux dispositions du règlement du PPRT pour le city stade. Délibération en date du 21 novembre 2013	prend en compte les engagements actés lors de la phase de concertation avec les POA et a été modifié pour prendre en compte la demande d'exception.
Commune de Saulxures-les-Nancy	Avis favorable Délibération en date du 5 novembre 2013	
Commune de Seichamps	Avis favorable Délibération en date du 2 décembre 2013	
Commune de Velaine-sous-Amance	Délibération acceptant le projet d'élaboration du PPRT. Délibération en date du 7 novembre 2013	
Communauté Urbaine du Grand Nancy	Avis favorable sous réserve du maintien des infrastructures existantes. Délibération en date du 29 novembre 2013	Le projet de règlement distingue les dispositions applicables aux projets des dispositions s'appliquant aux installations et activités existantes.
Storengy	Commentaires sur la rédaction ou la précision de quelques éléments du projet de règlement du PPRT. Courrier en date du 2 décembre 2013.	

Ces observations n'ont pas conduit à une modification du plan de zonage. Le projet de règlement a été modifié pour tenir compte de l'observation concernant le citystade de Pulnoy : l'aire de jeux telle qu'elle existait à la date de prescription du PPRT peut être laissée en place avec mise en place d'une signalisation claire et visible informant les usagers des risques et de la conduite à tenir en cas d'accident.

Par ailleurs, bien que non POA, certaines personnes et services avaient participé ponctuellement à la phase de concertation. Ces personnes et services ont été sollicitées pour avis sur le projet de règlement du PPRT. Par courrier en date du 29 novembre 2013, le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle a indiqué que les documents n'appelaient aucune objection de sa part. Au-delà du délai de réponse de 2 mois, l'avis des autres personnes et services a été réputé favorable.

Lors de la réunion du 4 décembre 2013, la Commission de Suivi de Sites (CSS anciennement dénommée CLIC) a été appelée à émettre un avis sur le projet de PPRT qui lui a été présenté. Le bilan de cette concertation a également été présenté à cette occasion. La CSS a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents ou représentés.

L'ensemble des avis reçus ainsi que le compte-rendu de la réunion de la CSS du 4 décembre 2013, lors de laquelle celle-ci s'est prononcée par vote sur le projet de PPRT se trouvent en annexe 8 de la présente note.

7.3. Enquête publique

Conformément à l'article R.515-44 du code de l'environnement, le projet de PPRT comprenant les pièces citées à l'article R.514-41 (présente note et ses annexes, plan de zonage réglementaire, règlement et recommandations) a été soumis dans son état d'avancement à l'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral n°2012-0169 EP en date du 5 mai 2014. Conformément à ce même

article (R.515-44), le bilan de la concertation et l'avis des personnes et organismes associés ont été intégrés au dossier mis à l'enquête publique.

L'enquête publique s'est déroulée du 2 juin au 1^{er} juillet 2014 inclus. Le périmètre d'étude du PPRT prescrit par l'arrêté préfectoral n°2011-001 du 19 avril 2011 inclut les communes de CERVILLE, LENONCOURT, VELAINES-SOUS-AMANCE, LANEUVELOTTE, SEICHAMPS, PULNOY et SAULXURES-LES-NANCY. L'enquête publique s'est déroulée dans ces communes.

7.3.1. Déroulement de l'enquête publique – Observations recueillies

Conformément à l'arrêté préfectoral portant ouverture de l'enquête publique, 10 permanences ont été tenues par le commissaire-enquêteur. Au cours de ces permanences, neuf personnes sont venues déposer des observations/questions sur les registres d'enquête des communes de CERVILLE, une personne a exprimé oralement ses observations au commissaire-enquêteur à PULNOY et une copie d'une délibération du conseil municipal de CERVILLE a été remise au commissaire-enquêteur. Aucune intervention n'a été recensée sur le registre d'enquête des autres communes.

Le commissaire-enquêteur a fait part de ces observations à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle : les services de l'Etat ont répondu à ces observations et aux interrogations du commissaire-enquêteur lors d'une réunion en date du 17 juillet 2014 et par mémoire en réponse en date du 21 juillet 2014.

Le commissaire-enquêteur a fait parvenir son rapport d'enquête et son avis au Préfet par transmission en date du 25 juillet 2014.

Les observations recueillies et réponses apportées sont détaillées ci-après

Concernant le déplacement des chemins hors des zones d'effet

- Observation de Monsieur VITON : « Voir pour déplacer partiellement hors zone de dangers et prendre les chemins déjà existants et élargir et aménager ceux-ci ».
- Eléments de réponse apportés par les services instructeurs (mémoire en réponse) : « au vu des conclusions de l'étude de dangers la suppression des chemins de randonnée ne se justifie pas. Par contre, afin de ne pas augmenter la vulnérabilité (c'est-à-dire augmenter le nombre de personnes présentes à un instant t à proximité du site industriel STORENGY), il est proposé dans le projet de règlement d'une part de ne pas favoriser les arrêts des randonneurs et de supprimer le balisage des chemins en impasse et d'autre part d'interdire la création de nouveaux itinéraires. Le déplacement des chemins ne se justifie pas. »

Concernant les lignes à haute tension et une défaillance de l'alimentation électrique du site Storengy

- Observation de Monsieur VITON : « En cas d'incendie que deviendraient les lignes à haute tension si elles étaient touchées par les flammes, que se passerait-il en cas de rupture électrique
- Eléments de réponse apportés par les services instructeurs (mémoire en réponse) : « La question de Monsieur VITON porte sur ce qu'il arrive aux lignes électriques en cas d'incendie à proximité. La gestion d'une situation de coupure d'une ligne électrique à haute tension est identique quelle que soit la cause (chute d'arbre, neige, tempête, incendie, etc) et relève des obligations du gestionnaire du réseau de transport d'électricité et/ou d'un volet du plan ORSEC départemental»
- Observation du commissaire-enquêteur : « comment serait gérée la sécurité du site dont les commandes fonctionnent électriquement »
- Eléments de réponse apportés par les services instructeurs (mémoire en réponse) : « Les lignes électriques mentionnées n'alimentent pas le site STORENGY en direct. D'autre part, STORENGY a étudié dans son étude de dangers la perte des utilités électriques, quelle qu'en soit la cause : l'exploitant a défini les moyens nécessaires à une telle gestion (notamment groupes électrogènes). Pour rappel, un PPRT a pour objectif la protection des populations exposées par la maîtrise de l'urbanisation autour des sites concernés. La mise en œuvre des mesures de gestion d'urgence dépend d'autres réglementations. »

Concernant le déplacement de la RD83 hors de la zone à risque

- Observation de Monsieur NICOLAS : « le projet de règlement PPRT Storengy prévoit (titre II articles II.2.4, II.3.4, II.4.4 et II.5.4) des dispositions ambiguës en regard des flux de déplacement collectifs des populations de CERVILLE et autres utilisateurs de la RD 83. Le réseau routier actuel ne dispose que de cette voie départementale vers le centre urbain de Nancy. Quelles dispositions de remplacement sont prévues si l'évolution des communes menait à une nécessité de création d'un nouveau transport collectif ? En effet toute création d'un mode collectif de transport routier des personnes obligerait à utiliser soit des voies non compatibles avec le tonnage des véhicules, soit des trajets alambiqués »
- Observation de Madame et Monsieur FOUGEROLLE : « la D83 étant dans une zone à risque fort doit voir son tracé modifié pour la sécurité de tous. Nous demandons une modification de son tracé en amont de cette zone à risque »
- Observation de Messieurs WOLFF et TURLOT : « compte tenu de la constante augmentation du trafic sur le CD83 (3000v/j), il paraît judicieux de créer une nouvelle voie de contournement de la zone à risque qui concernerait à la fois le transport public, collectif et voitures particulières »
- Eléments de réponse apportés par les services instructeurs (mémoire en réponse) : « si un PPRT doit prendre des mesures pour limiter les populations exposées aux risques, il doit également tenir compte de l'existant et définir des mesures proportionnelles et adaptées aux enjeux et aux risques. Au vu de l'analyse des risques, le déplacement de la RD83 ne se justifie pas. »

Concernant l'interdiction de création de nouvelles lignes de transport en commun

- Observation de Madame SCHEFFER : « le PPRT prévoit une interdiction de création de nouvelles lignes de transport en commun en zone R. La RD83 passant en zone R, la commune de Cerville serait donc condamnée à ne jamais être mieux desservie en matière de transport qu'à l'heure actuelle, c'est-à-dire pas grand-chose ? Pas très écologique. »
- Observation de Madame FROGMAGET, maire de CERVILLE et de Monsieur KIERREN, 1^{er} adjoint au maire de CERVILLE : « il est paradoxal dans une démarche d'incitation à l'utilisation des transports collectifs au titre de la préservation de l'environnement de se voir imposer des restrictions de circulation. A notre sens le paragraphe concernant les transports en commun dans la partie règlement et dans la note de présentation doit être modifié. Pour ne pas entraver les transports en commun et le développement local, nous demandons à ce que seule la création de nouveaux axes structurants soit interdite dans les zones R, rs, r1 et r2. Notre conseil municipal a délibéré dans ce sens. »
- Eléments de réponse apportés par les services instructeurs (mémoire en réponse) : « cette disposition du règlement répond à la même logique de limitation des populations exposées aux risques technologiques. Il convient donc de ne pas augmenter significativement le nombre de personnes qui seraient exposées en cas d'accident sur le site industriel ».
Il a également été rappelé au Maire de CERVILLE que la disposition susvisée du règlement porte uniquement sur la création de nouvelles lignes de transport en commun, les lignes existantes pouvant être aménagées afin de répondre au mieux aux besoins des usagers desservis.

7.3.2. Avis et conclusions du commissaire-enquêteur

Vu

- le respect des prescriptions du code de l'environnement sur les PPRT
- le respect des procédures de la concertation et de l'enquête publique
- l'information et la publicité faites à destination du public
- les délibérations et avis des POA consultés
- le rapport de présentation, l'étude de dangers, le guide méthodologique d'élaboration des PPRT
- les registres d'enquête et les observations formulées par le public
- le mémoire en réponse du pétitionnaire au procès-verbal de synthèse des observations du public

considérant

- que le PPRT évite le renouvellement d'une catastrophe de type AZF

- que les mesures prises pour le zonage et le règlement sont globalement adaptées
le commissaire enquêteur émet un avis favorable sans réserve au projet de plan de prévention des risques technologiques du site Storengy de Cerville.

L'avis et le rapport d'enquête du commissaire enquêteur ainsi que les observations formulées sur le registre ouvert dans la commune de CERVILLE sont joints en annexe 9.

8. ELABORATION DU PPRT AUTOUR DE SITE STORENGY

8.1. Plan de zonage

Le périmètre d'exposition aux risques tel que défini à l'article L.515-15 du code de l'Environnement correspond à l'enveloppe des aléas. A l'intérieur de ce périmètre, le plan délimite une zone réglementée, d'interdiction ou d'autorisation sous réserve de prescriptions et un secteur d'expropriation définis en fonction du type de risques, de leur intensité, de leur probabilité et de leur cinétique.

Le zonage a été établi à partir des principes édictés par le guide d'élaboration des PPRT, sur la base du zonage brut (cf. paragraphe 5.4), des orientations définies par le ministère (guide PPRT, doctrine sur les activités économiques), de l'étude de vulnérabilité (cf. paragraphe 5.5) et de la stratégie développée avec les personnes et organismes associés (cf. chapitre 6).

Il est à noter que les zones peuvent généralement être touchées par plusieurs types d'effets. Par conséquent, chaque zone pourra potentiellement être affectée par plusieurs effets avec des niveaux d'intensité et d'aléas différents, ce qui conduit à découper certaines zones en « sous zones ». Le nombre conséquent de phénomènes dangereux pris en compte pour le PPRT de STORENGY conduit ainsi à des sous-zones distinguées par la nature et l'intensité des effets qui les impactent. Afin de rendre le plan de zonage plus facile à lire et à appliquer, des regroupements ont été opérés afin d'aboutir à des zones réglementées homogènes adaptées au niveau de chaque aléa ainsi qu'à la nature des enjeux présents.

Ces principes ont été appliqués et les points singuliers sont explicités ci-après.

8.1.1. Zones de type R

Compte tenu de la nature des aléas présents et de l'orientation urbanistique des terrains touchés par ces zones « R », le principe retenu y est l'interdiction stricte de construire à l'exception des aménagements nécessaires à l'exploitation des installations de l'entreprise à l'origine du risque.

Ces zones sont directement établies sur la base du guide précité.

La zone « R » est concernée par des aléas :

- thermique de niveau « très fort plus » (TF+) à « très fort » (TF),
- de surpression « très fort plus » (TF+) à faible (Fai).

8.1.2. Zones de type r (r1, r2 et rs)

Compte tenu de la nature des aléas présents, le principe retenu y est l'interdiction stricte avec possibilité de quelques aménagements liés à l'exploitation d'industries gazières. L'affectation des terrains concernés en zones de type r est exclusivement industrielle et/ou artisanale.

Les zones de type « r » sont concernées par des d'aléas tous types d'effet confondus allant de « Fort plus » (F+) à « Faible » (Fai). Ces aléas se décomposent ainsi :

- aléa thermique de niveau « Fort plus » (F+) à « Faible » (Fai),
- aléa de surpression de niveau faible (Fai).

Autour de la station centrale, la nature des aléas ayant une cinétique très rapide due au caractère hautement inflammable du gaz naturel ainsi que la faible urbanisation ont amené à étendre le principe d'interdiction des constructions nouvelles jusqu'à la limite du périmètre d'exposition au risque. Les enjeux déjà présents dans ces zones (en zone d'aléa M+ et F+) sont soumis à des aménagements qui leur sont prescrits. Ces prescriptions sont en tout état de cause requises pour les enjeux situés dans ces niveaux d'aléas.

Autour de chacun des puits à l'origine de phénomène dangereux, un principe similaire a été retenu. Il s'agit d'étendre le principe d'interdiction des constructions nouvelles jusqu'à la limite du périmètre d'exposition au risque. Aucun enjeu existant se trouve en zone « r » autour des puits..

L'extension de ce principe d'interdiction est motivée par un souhait d'une meilleure sécurité des personnes et a été préférée à des prescriptions concernant le bâti futur. De plus, la pression d'urbanisation est faible ou les surfaces concernées sont restreintes.

En conclusion, il a été choisi de définir trois types de zone « r » suivant le type d'aléas rencontrés:

- la zone « r1 » est concernée par des aléas de type thermiques exclusivement, de niveau « Fort plus » (F+),
- la zone « r2 » est concernée par des aléas de type thermiques exclusivement, de niveau « Moyen plus » (M+) à « Faible » (Fai),
- la zone « rs » est très similaire à la zone « r1 » mais toutefois soumise à un aléa de surpression ». Ainsi, elle est concernée par des aléas de type thermiques de niveau « Fort plus » (F+) et par des aléas de surpression de niveau « Faible » (Fai).

8.1.3. Zone grise

Comme développé au paragraphe 6.2.1, cette zone correspond à l'emprise foncière des établissements objet du PPRT et correspond à une zone d'interdiction de tout bâtiment ou toute activité ou usage non liés à ces établissements. A noter que la notion de « lieux de sommeil » mentionnée dans le règlement exclut les lieux destinés aux fonctions de garde des services de sécurité et de lutte incendie des établissements à l'origine des risques, où les personnes sont nécessairement présentes sur leur temps de travail, qui peuvent donc être maintenus ou mis en place dans cette zone.

Dans le cadre de ce PPRT, la zone grise est fortement morcelée du fait de la spécificité des installations de la société Storengy qui sont étendues. En effet, la société STORENGY a la propriété foncière de la station centrale, des puits d'exploitation et des puits de contrôle parfois éloignés de plusieurs centaines de mètres, mais sans la maîtrise des espaces intercalés.

8.2. Règlement

8.2.1. Dispositions générales

Conformément à l'article L. 515-16 du code de l'Environnement, à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, et en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique, le PPRT :

- délimite les zones dans lesquelles la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes sont interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation¹ ou à l'exploitation²,
- prescrit les mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du plan, qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants et utilisateurs dans les délais que le plan détermine.

Pour chacune des zones, le règlement définit, pour les projets nouveaux et les biens existants, les infrastructures interdites et celles autorisées avec ou sans conditions.

¹ L'utilisation correspond à la destination, à la vocation des zones. Elle regroupe les règles relatives à l'affectation et aux différents usages possibles pour les constructions.

² L'exploitation précise les conditions de fonctionnement d'une activité. Il s'agit des règles relatives aux pratiques et à la gestion des différents usages possibles.

Les prescriptions imposées dans le règlement fixent un objectif visant à assurer la sécurité des personnes soumises à un certain niveau d'aléas. En effet, le PPRT n'a pas vocation à assurer la tenue des bâtiments sans dégradation face aux aléas technologiques mais uniquement à protéger les personnes qui s'y trouvent au moment et dans les premiers temps suivants un éventuel accident technologique.

Le projet de règlement est structuré de la manière suivante :

- Titre I : Portée du PPRT – Dispositions générales
- Titre II : Réglementation des projets

Ce titre est consacré aux dispositions applicables aux projets (projets nouveaux et projets sur biens et activités existants). Un premier chapitre définit les dispositions communes. Les chapitres suivants sont consacrés à chaque zone définie sur le plan de zonage. Outre les règles d'urbanisme, ce titre définit les dispositions constructives à respecter pour les projets autorisés par le règlement.

- Titre III : Mesures foncières
- Titre IV : Mesures de protection des populations

Ce titre est consacré aux dispositions applicables aux constructions, ouvrages, installations et voies de communication existants à la date d'approbation du PPRT. Il définit en particulier les dispositions à mettre en œuvre sur le bâti existant en vue de protéger ses occupants, dans la limite de 10% de la valeur vénale ou estimée du bien ou dans la limite de 5% du chiffre d'affaires l'année de l'approbation du plan pour les activités économiques.

- Titre V : Servitudes d'utilité publique

Les données ont servi à l'élaboration de plusieurs documents cartographiques :

- le plan de zonage réglementaire issu de la phase stratégie et explicité plus haut,
- les cartes d'intensités qui doivent permettre de déterminer les objectifs de performance à atteindre en fonction du type d'effet et de la localisation du projet ou du bien existant.

Compte tenu de l'étendue du périmètre d'exposition aux risques, l'ensemble des données géographiques a été regroupé sous forme d'un atlas. Ces cartes sont annexées au présent document (annexe 10).

Des guides techniques ont été réalisés à la demande du ministère pour aider les propriétaires et leurs maîtres d'œuvre à diagnostiquer les mesures précises à mettre en œuvre afin d'atteindre les objectifs de performance relatifs aux bâtis afin de protéger les personnes. Ces guides sont notamment disponibles sur le site Internet national des installations classées : <http://www.installationsclassées.developpement-durable.gouv.fr/> (thématique « risques accidentels » puis « Plan de Prévention des Risques Technologiques »).

Ces guides sont établis par type d'effet :

Type d'effet	Guide correspondant
Thermique : - thermique continu - thermique transitoire	- Complément technique – Effet thermique - Complément technique – Effet thermique transitoire
Surpression	Complément technique – Effet de surpression et son cahier applicatif. Deux guides pédagogiques ont par ailleurs été établis pour le renforcement des fenêtres dans les zones d'aléas de niveau faible de surpression (intensité comprise entre 20 et 50 mbar) : l'un à destination des particuliers et l'autre pour les professionnels.

Ils peuvent utilement être exploités pour concevoir la protection vis-à-vis des effets thermiques ou de surpression.

8.2.2. Zone de type R

Pour ce qui concerne les règles d'urbanisme, c'est le principe d'interdiction tel qu'édicte par le guide d'élaboration du PPRT qui a été retenu. Etant donné l'absence d'enjeux recensés dans cette zone, aucune disposition ne vise à permettre un développement ultérieur de l'existant à l'exception des industries gazières.

Pour ce qui concerne les usages (conditions d'exploitation et d'utilisation), les travaux de voirie et l'entretien / exploitation des zones boisées et agricoles sont autorisés sous conditions. Des restrictions d'usage sont introduites, notamment pour le stationnement et/ou l'occupation de véhicules ainsi que pour toutes les activités et usages exposant les personnes.

8.2.3. Zones de type r (rs, r1 et r2)

Pour ce qui concerne l'urbanisation future, les règles prévues pour les zones de type r tolèrent les mêmes exceptions que pour la zone « R » ainsi que l'extension des installations agricoles déjà en place, tant que celles-ci sont compatibles avec leur environnement et n'entraînent pas une augmentation de la vulnérabilité. Il est également autorisé de créer des infrastructures concourant uniquement à la desserte des établissements à l'origine des risques.

Pour ce qui concerne les dispositions constructives, les règles suivantes sont retenues selon les principes édictés par le guide PPRT :

Zone	Prescriptions sur le bâti futur (projets)		Prescriptions sur le bâti existant	
	Suppression	Thermique	Suppression	Thermique
rs	Oui	Oui	Oui	Oui
r1	Non	Oui	Non	Oui
r2	Non	Oui	Non	Oui

Pour ce qui concerne les usages, ceux-ci sont réglementés en vue de protéger la population notamment dans les secteurs boisés, agricoles et l'usage des voiries sans que la circulation des riverains ne soit remise en cause.

8.3. Recommandations

Le PPRT comprend, en plus du règlement, un cahier de recommandations. Ces recommandations sont celles prévues par le point V de l'article L. 515-16 du code de l'Environnement. Elles complètent le règlement PPRT en apportant des éléments relatifs à des mesures qui seraient de nature à améliorer la sécurité des personnes.

La mise en œuvre des recommandations n'est pas obligatoire. Les propriétaires des biens concernés et gestionnaires des infrastructures ainsi que les autorités compétentes pourront prendre l'initiative de les adopter ou non.

Dans le cas présent, les recommandations concernent (les recommandations sont fonction des zones) :

- les biens dont les travaux de renforcement prescrits dépassent 10% de la valeur vénale ou estimée du bien ou 5% du chiffre d'affaires l'année de l'approbation du plan pour les activités économiques,
- les biens et projets qui font l'objet de prescriptions pour un type d'effet et de recommandations pour un autre type, en application des principes du guide d'élaboration d'un PPRT,
- des restrictions d'utilisation et d'exploitation relatives à (ces restrictions étant fonction des zones) :

- l'exploitation et l'entretien de forêts (recommandations visant à limiter le temps de présence humaine),
- l'organisation de rassemblements ou manifestations de nature à exposer le public (rassemblement de type rassemblement musical en plein air, concours agricole, manifestations sportives, ...),
- les usages liés aux infrastructures et notamment la problématique du stationnement des véhicules de transport de matières dangereuses,
- l'occupation de véhicules habitables,
- les travaux de voirie,
- la création de sentiers de randonnée/piste cyclables,
- la création de nouveaux tracés destinés aux transports en commun,
- l'affichage de consignes de sécurité dans les bâtiments existants,
- la vente ambulante et activités assimilées.



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Communes de

**CERVILLE, LANEUVELOTTÉ, PULNOY,
SEICHAMPS et VELAINÉ-SOUS-AMANCE**

Plan de Prévention des Risques Technologiques

Site STORENGY à CERVILLE

PARTIE 1 : Note de Présentation

PRESCRIPTION :

Arrêté Préfectoral n°PPRT 2011-001 du 19 avril 2011

ENQUÊTE PUBLIQUE : du 2 juin au 1^{er} juillet 2014

APPROBATION :

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	4
1.1. LA PREVENTION DU RISQUE TECHNOLOGIQUE POUR LES ETABLISSEMENTS A RISQUES	4
1.1.1. <i>Maîtrise des risques à la source</i>	4
1.1.2. <i>Maîtrise de l'urbanisation</i>	4
1.1.3. <i>Plan d'urgence</i>	5
1.1.4. <i>Information et concertation du public</i>	5
1.2. L'ELABORATION DU PPRT POUR LA SOCIETE STORENGY	5
2. CONTEXTE TERRITORIAL	6
2.1. PRESENTATION DU SITE STORENGY ET DE LA NATURE DES RISQUES	6
2.1.1. <i>Présentation du site et principe de stockage souterrain de gaz</i>	6
2.1.2. <i>Situation administrative de STORENGY</i>	7
2.1.3. <i>Contexte réglementaire d'élaboration du PPRT de STORENGY</i>	7
2.1.4. <i>Nature des risques associés à l'établissement STORENGY</i>	8
2.2. LES CONDITIONS ACTUELLES DE LA PREVENTION DES RISQUES SUR LE SITE STORENGY	8
2.2.1. <i>Etudes de dangers</i>	8
a. Généralités	8
b. Etudes de dangers de STORENGY	9
c. Cotation des phénomènes dangereux en probabilité, cinétique, intensité et gravité	10
2.2.2. <i>Démarche de Mesures de Maîtrise de Risques (MMR)</i>	10
a. Détermination des MMR	10
b. Mesures de maîtrise des risques mises en place	11
2.2.3. <i>Conditions actuelles de la gestion du risque technologique sur le territoire</i>	11
2.2.4. <i>Maîtrise des risques à la source</i>	11
2.2.5. <i>Plans d'urgence</i>	11
2.2.6. <i>Information et concertation du public</i>	12
2.2.7. <i>Maîtrise de l'urbanisation</i>	12
2.3. CONTEXTE GEOGRAPHIQUE COMMUNAL OU INTERCOMMUNAL	15
2.3.1. <i>Contexte géographique</i>	17
2.3.2. <i>Documents d'urbanisme</i>	17
2.3.3. <i>Contexte socio-économique</i>	17
2.4. ETAT ACTUEL DE GESTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES ET NATURELS SUR LE TERRITOIRE	18
3. JUSTIFICATION DU PPRT ET SON DIMENSIONNEMENT	19
3.1. RAISONS DE LA PRESCRIPTION DU PPRT	19
3.2. IDENTIFICATION ET CARACTERISATION DES PHENOMENES DANGEREUX	19
3.2.1. <i>Intensité des effets des phénomènes dangereux majeurs</i>	19
a. Effets de surpression	19
b. Effets thermiques	20
3.2.2. <i>Probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux majeurs</i>	20
3.2.3. <i>Cinétique des phénomènes dangereux majeurs</i>	21
3.2.4. <i>Synthèse des phénomènes dangereux retenus pour le PPRT</i>	21
3.3. PHENOMENES DANGEREUX NON PERTINENTS POUR LE PPRT	43
3.3.1. <i>Dangers liés à l'exploitation d'ICPE</i>	43
a. Dispositions générales d'exclusion	43
b. Evénements initiateurs spécifiques	43
3.3.2. <i>Dangers liés au sous sol</i>	44
3.4. PERIMETRE D'ETUDE ET PERIMETRE D'EXPOSITION AUX RISQUES	44
4. LES MODES DE PARTICIPATION AU PPRT	47
4.1. PROCEDURE D'ELABORATION	47
4.2. LES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIES A L'ELABORATION DU PPRT	48
4.3. LES MODALITES DE LA CONCERTATION	49
5. LES ETUDES TECHNIQUES	50
5.1. MODE DE QUALIFICATION DE L'ALEA	50
5.2. CARACTERISATION DES ENJEUX	54
5.2.1. <i>L'urbanisation</i>	54

5.2.2. <i>L'habitat</i>	55
5.2.3. <i>Les activités économiques</i>	55
5.2.4. <i>Principaux espaces accessibles au public</i>	55
a. Etablissements Recevant du Public (ERP).....	55
b. Espaces publics	55
5.2.5. <i>Les infrastructures de transport et ouvrages d'intérêt général</i>	56
a. Infrastructures routières.....	56
b. Transports en commun.....	56
c. Les ouvrages et équipements d'intérêt général.....	56
5.2.6. <i>Estimation de la population concernée</i>	56
5.2.7. <i>Synthèse des enjeux</i>	56
5.3. SUPERPOSITION DES ALEAS ET DES ENJEUX	57
5.4. ZONAGE BRUT	58
5.5. INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES.....	59
6. PHASE DE STRATEGIE DU PPRT	61
6.1. OBJECTIFS ET PRINCIPES	61
6.2. ORIENTATIONS PROPOSEES – LES CHOIX STRATEGIQUES	63
6.2.1. <i>Zone grise</i>	63
6.2.2. <i>Urbanisation future</i>	63
6.2.3. <i>Urbanisation existante</i>	64
6.2.4. <i>Les usages (conditions d'utilisation et d'exploitation)</i>	64
6.2.5. <i>Mesures foncières</i>	65
a. Préemption.....	65
b. Expropriation	65
7. BILAN DES CONSULTATIONS (A COMPLETER A L'ISSUE DE LA PROCEDURE)	67
7.1. BILAN DE LA CONCERTATION	67
7.2. AVIS DES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIES.....	67
7.3. ENQUETE PUBLIQUE (A COMPLETER A L'ISSUE DE CELLE-CI)	68
8. ELABORATION DU PPRT AUTOUR DE SITE STORENGY	72
8.1. PLAN DE ZONAGE	72
8.1.1. <i>Zones de type R</i>	72
8.1.2. <i>Zones de type r (r1, r2 et rs)</i>	72
8.1.3. <i>Zone grise</i>	73
8.2. REGLEMENT	73
8.2.1. <i>Dispositions générales</i>	73
8.2.2. <i>Zone de type R</i>	75
8.2.3. <i>Zones de type r (rs, r1 et r2)</i>	75
8.3. RECOMMANDATIONS	75

1. INTRODUCTION

Cette note de présentation vise à résumer et à expliquer la démarche d'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) ainsi que son contenu. A cet effet, elle présente notamment les enjeux humains, matériels ou environnementaux identifiés dans le périmètre d'étude.

Elle expose également les mesures retenues dans chaque zone ou secteur du plan et les raisons qui ont conduit au choix de ces mesures :

- pour réduire la situation de vulnérabilité des enjeux humains identifiés,
- pour maîtriser le développement de l'urbanisation future.

Elle vaut note de présentation au sens de l'article R. 123-8 du code de l'Environnement.

1.1. La prévention du risque technologique pour les établissements à risques

La France compte environ 500 000 établissements relevant de la législation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et 28 stockages souterrains de matières dangereuses. Ce classement est fonction de l'activité, de la nature et de la quantité de produits (hydrocarbures, explosifs, engrais, ...) stockés ou mis en œuvre. Pour chaque niveau de danger, un régime réglementaire et des contraintes spécifiques s'appliquent à ces établissements.

Les installations qui présentent les dangers les plus forts et les stockages souterrains sont soumises aux dispositions de la directive dite SEVESO II.

La politique de prévention des risques technologiques se décline, pour ces installations, selon quatre volets. Pour faciliter la compréhension de certains termes en lien avec les risques technologiques, un glossaire est joint à l'annexe 1.

1.1.1. Maîtrise des risques à la source

L'exploitant doit démontrer la maîtrise des risques sur son site et le maintien de ce niveau de maîtrise via une étude de dangers et en assurer dans le temps l'effectivité à travers un Système de Gestion de la Sécurité (SGS).

La priorité est en effet accordée à la maîtrise et à la réduction du risque à la source ; la sécurité s'exerçant d'abord au sein des entreprises.

Des prescriptions complémentaires de maîtrise des risques sont ainsi régulièrement imposées aux exploitants afin de réduire les risques à un niveau aussi bas que possible compte tenu des dernières connaissances et des meilleures technologies disponibles.

1.1.2. Maîtrise de l'urbanisation

Ce volet relatif à la maîtrise de l'urbanisation permet de limiter le nombre de personnes exposées en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux. Différents outils permettent de remplir cet objectif : Plan Local d'Urbanisme (PLU), Projet d'Intérêt Général (PIG), Servitudes d'Utilité Publique (SUP). Cependant ces instruments permettent uniquement l'interdiction de nouvelles constructions autour des installations à risque.

La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 a institué les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT). Ne s'appliquant qu'aux installations AS, SEVESO seuil haut et aux stockages souterrains, ces PPRT ont pour but non seulement de mieux encadrer l'urbanisation future autour des établissements AS, SEVESO seuil haut existants, mais également de résorber les situations difficiles héritées du passé par le délaissement et l'expropriation de biens existants. Les PPRT ont pour objectif de protéger les personnes et non les biens. Les dispositions réglementaires relatives aux plans de prévention des risques technologiques (extraits du livre V des parties législative et réglementaire du code de l'Environnement) sont jointes en annexe 2.

1.1.3. Plan d'urgence

L'exploitant et les pouvoirs publics conçoivent des plans d'urgence pour permettre de limiter les conséquences d'un accident majeur (Plan d'Opération Interne du ressort de l'exploitant : POI ; Plan Particulier d'Intervention du ressort des pouvoirs publics : PPI).

1.1.4. Information et concertation du public

Le développement d'une culture du risque est indispensable pour que chacun puisse jouer un rôle effectif dans la prévention des risques. Différentes instances de concertation sont mises en place autour des sites présentant des risques majeurs. Les Comités Locaux d'Information et de Concertation (CLIC), créés par la Loi « Risques » du 30 juillet 2003, constituent des lieux de débat et d'échange privilégiés sur la prévention des risques industriels entre les différents acteurs (exploitants, pouvoirs publics mais également riverains et salariés). En application des dispositions du décret n°2012-189 du 7 février 2012, les CLIC deviennent des CSS, Commissions de Suivi de Sites, à la date de renouvellement de leur composition.

Parallèlement, préfets et maires ont l'obligation d'informer préventivement les citoyens sur les risques via le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) et le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).

L'exploitant doit également informer les populations riveraines par la publication d'une plaquette d'information sur les risques présentés par son site et la conduite à tenir en cas d'accident majeur, dans le cadre de la mise en place du PPI.

Enfin, la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a introduit l'obligation d'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers par les vendeurs et bailleurs sur les risques auxquels un bien est exposé en cas d'accident majeur.

1.2. L'élaboration du PPRT pour la société STORENGY

Le site de stockage souterrain de gaz naturel de Cerville accueille les installations d'injection, de soutirage et de traitement du gaz. Le stockage *sensu stricto* est réalisé en aquifère et exploite les caractéristiques naturelles géologiques du sous-sol au droit des communes de Cerville, Laneuvelotte, Pulnoy, Lenoncourt, Seichamps et Velaine-sous-Amance. Cet établissement est soumis aux dispositions de la loi n°2003-8 du 3 janvier 2003 et des décrets n°2006-648 et 2006-649 du 2 juin 2006 qui concernent l'exploitation du stockage souterrain et aux dispositions de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 et du décret n°2005-1130 du 7 septembre 2005 en ce qui concerne la prévention des risques. A ce titre, il est soumis à l'ensemble des obligations ci-dessus et doit donc faire l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques.

La procédure officielle d'élaboration du PPRT pour ce site a été lancée par l'arrêté préfectoral n°PPRT 2011-001 en date du 19 avril 2011 (annexe 3).

La présente note de présentation a pour objectif d'expliquer et de justifier la démarche d'élaboration du PPRT et le contenu de ce plan. Elle accompagne le règlement, le plan de zonage réglementaire et le cahier de recommandations qui sont joints à ce document.

2. CONTEXTE TERRITORIAL

2.1. Présentation du site STORENGY et de la nature des risques

2.1.1. Présentation du site et principe de stockage souterrain de gaz

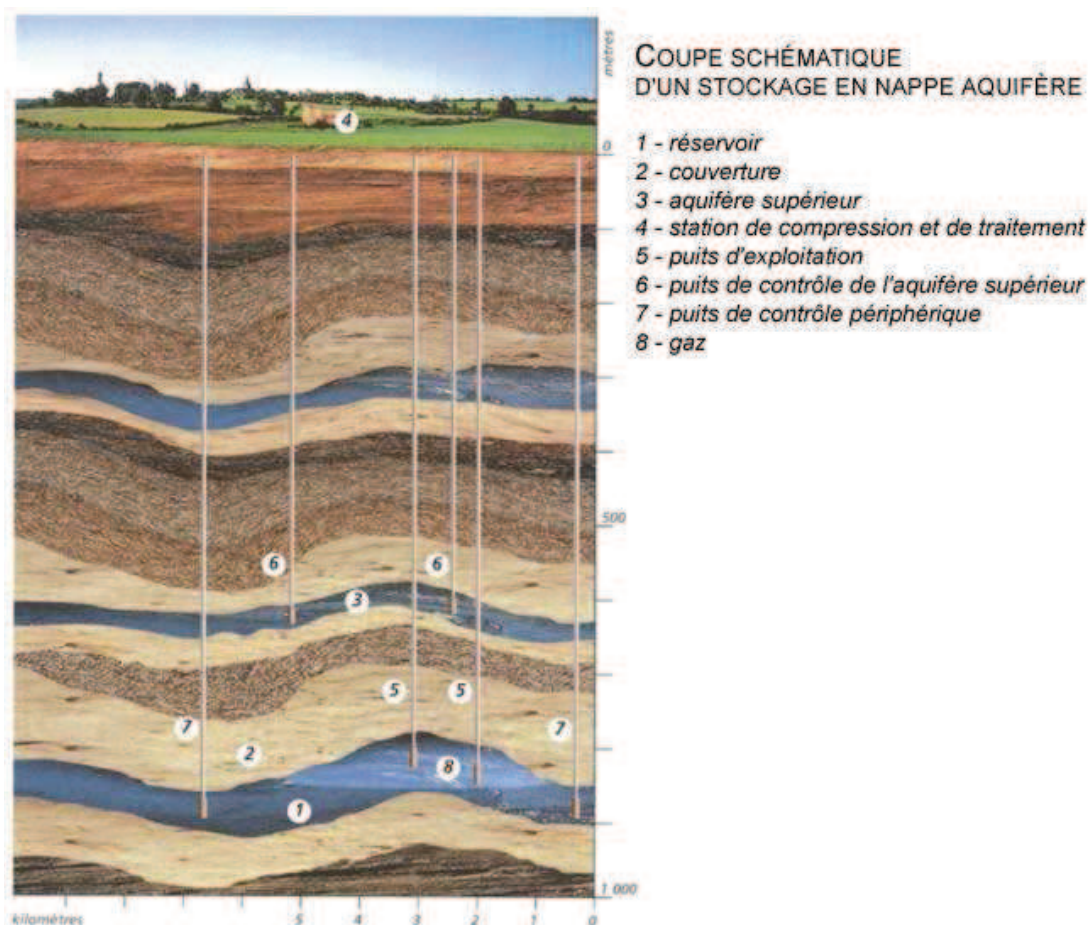
Le centre de stockage souterrain de gaz naturel implanté sur le territoire de la commune de Cerville est exploité par la société STORENGY.

Le gaz naturel est un produit utilisé principalement en combustion, pour des besoins de chauffage ; sa consommation varie donc fortement suivant les saisons. Or l'approvisionnement est régulier tout au long de l'année. Il est donc nécessaire de disposer de capacités de stockage importantes afin d'équilibrer dans le temps l'approvisionnement et la consommation.

Du fait de ses caractéristiques et des quantités en jeu, le gaz naturel ne peut être entreposé dans des capacités manufacturées, qui seraient trop volumineuses à réaliser ; seule la solution d'un stockage dans le sous sol est économiquement et industriellement envisageable. Pour le cas du centre de Cerville, il a été retenu un stockage dans une nappe phréatique, à savoir dans une formation géologique composée de :

- une couche supérieure en forme de dôme et étanche, appelée « couverture »,
- une couche inférieure possédant une porosité et une perméabilité suffisantes afin de permettre le stockage et la circulation du gaz ; de par ces propriétés, cette couche abrite également généralement un aquifère. Cette couche est appelée « réservoir ».

Le volume de gaz stocké à Cerville est au maximum de 1,5 milliards de mètres cubes, dont 650 millions de volume utile et 850 millions de gaz coussin..



En surface se trouvent les installations nécessaires à l'injection, au soutirage et au traitement du gaz :

- équipements de déshydratation, désulfuration, odorisation, compression du gaz : ces équipements constituent la station centrale,
- 38 puits d'exploitation permettant d'injecter et de soutirer le gaz,
- des tuyauteries de collecte assurant la circulation du gaz entre la station centrale et les puits d'exploitation,
- 6 puits de contrôle susceptibles de passer en gaz en fonction du remplissage du stockage,
- 8 puits de contrôle non susceptibles de passer en gaz.

Le gaz naturel est présent dans les tuyauteries et les équipements à une pression maximale de 67,7 barg.

2.1.2. Situation administrative de STORENGY

L'exploitation, au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, des installations de surface du stockage souterrain de gaz naturel combustible, est autorisée par arrêté préfectoral n°2006-622 du 8 décembre 2006 modifié. L'arrêté préfectoral n°2009-630 du 9 juillet 2009 transfère l'exploitation des installations de surface au bénéfice de Storengy. L'exploitation proprement dite du stockage souterrain de gaz naturel a été autorisée au titre du code minier par décret initial du 8 décembre 1972, autorisation renouvelée par décret du 25 mars 2003.

L'arrêté ministériel du 12 décembre 2011 autorise l'amodiation de la concession du stockage souterrain détenue par GDF-Suez au profit de la société Storengy.

Plus précisément, les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubriques	Activités	Capacité	Classement
1410	Fabrication industrielle de gaz inflammable, par désulfuration	9,2 t	A
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	17,6 m ³ éq.	D
2910 A	Installation de combustion (gaz, fuel)	8,44 MW	D
2910 B	Installations de combustion consommant des combustibles autres que ceux visés en 2910 A (économiseurs de triéthylèneglycol – TEG)	6,2 MW	A
2920-1	Installations de compression utilisant des fluides inflammables ou toxiques	12 MW	A
2920-2	Installations de compression (air)	528 kW	A

A : autorisation – D : déclaration

Le site est également visé par la directive européenne n° 96/82 du 09/12/96 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses dite « Directive Seveso », déclinée pour les stockages souterrains dans le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 et l'arrêté ministériel du 17 janvier 2003.

Conformément à l'article L.515-15 du code de l'Environnement applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement et à l'article L. 264-2 du code minier, le site STORENGY à Cerville doit faire l'objet d'un PPRT.

2.1.3. Contexte réglementaire d'élaboration du PPRT de STORENGY

La loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques a renforcé la politique de maîtrise des risques industriels sur le territoire national. Concernant les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation avec servitudes, elle prévoit notamment que :

- les études de dangers décrivent désormais la probabilité, la cinétique, l'intensité et la gravité de tous les accidents potentiels,
- des Comités Locaux d'Information et de Concertation (CLIC) soient mis en place pour

favoriser l'émergence d'une culture du risque technologique partagée par tous les acteurs de la société civile. En application des dispositions du décret n°2012-189 du 7 février 2012, les CLIC deviennent des CSS, Commissions de Suivi de Sites, à la date de renouvellement de leur composition,

- la maîtrise de l'urbanisation autour de ces sites soit renforcée par l'instauration de Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).

Un CLIC a été créé, par arrêté préfectoral du 7 mars 2006 et remplacé par une commission de suivi de site (CSS) par arrêté préfectoral n°2012-0154 du 27 mai 2013, autour du stockage souterrain de gaz naturel exploité par la société STORENGY à Cerville.

2.1.4. Nature des risques associés à l'établissement STORENGY

Sur le site exploité par la société STORENGY à Cerville, le principal danger concerne la fuite de gaz naturel combustible, principalement composé de méthane, susceptible de s'enflammer et d'engendrer, dans certaines conditions, une explosion et/ou un incendie. Le gaz naturel étant présent dans tous les équipements et les tuyauteries du site, le risque lié à cette matière dangereuse est donc lui aussi présent sur tout le site.

L'explosion génère une onde de surpression et la projection de fragments. L'incendie par feu torche de gaz naturel provoque des flux thermiques intenses.

Les effets susceptibles d'être générés à l'extérieur des établissements, en cas d'accident majeur au sein de STORENGY, sont des effets thermiques et de surpression qui peuvent être dus aux principaux phénomènes dangereux suivants :

- jets enflammés : inflammation immédiate d'une fuite alimentée en gaz. Les installations de la station centrale et des puits sont concernées par ce phénomène. Un jet peut être envisagé verticalement ou horizontalement,
- UVCE : l'UVCE (Unconfined Vapour Cloud Explosion) est une inflammation brutale d'un nuage de gaz combustible à l'air libre, accompagnée d'une explosion plus ou moins violente
- feux de nappes : incendie d'une nappe d'un liquide inflammable suite à une fuite sur un réservoir (fixe ou mobile) ou une tuyauterie, avec épandage et inflammation du liquide. Ce phénomène est limité aux stockages de méthanol, de THT, de gasoil et de TEG au niveau de la station centrale,
- explosions : ce phénomène est étudié au niveau des bâtiments de la station centrale ainsi qu'au niveau des manifolds.

Pour chaque scénario de fuite possible, les conséquences sont différentes. Pour le cas de STORENGY, la méthodologie suivie a consisté à évaluer les effets des phénomènes dangereux majeurs potentiels sur la base du fonctionnement et du non-fonctionnement des mesures de maîtrise des risques, conformément aux exigences réglementaires.

2.2. Les conditions actuelles de la prévention des risques sur le site STORENGY

2.2.1. Etudes de dangers

a. Généralités

L'étude de dangers, réalisée par l'exploitant, sous sa responsabilité, constitue le point de départ de la maîtrise des risques sur le site. Établie selon une méthodologie définie nationalement, elle doit permettre :

- de dresser un état des lieux des phénomènes dangereux et accidents majeurs représentatifs des risques susceptibles de survenir sur le site,
- de justifier que, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible est atteint, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques ainsi que de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation et d'établir si nécessaire un programme de réduction des risques à la source,

- d'élaborer des plans d'urgence (Plan d'Opération Interne pour l'exploitant et Plan Particulier d'Intervention pour l'Etat) en cas de situation accidentelle,
- de maîtriser l'urbanisation autour du site.

Cette évaluation du niveau de maîtrise des risques présentée par l'établissement se fait au moyen de l'analyse du risque, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que l'importance des dispositifs et dispositions d'exploitation – techniques, humains ou organisationnels – qui concourent à cette maîtrise. Elle décrit les scénarii qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels.

Aucun scénario d'accident ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. Comme introduit par la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques, les accidents majeurs susceptibles de se produire sur le site doivent être caractérisés en probabilité, cinétique, intensité et gravité.

Deux arrêtés ministériels techniques en date du 29 septembre 2005 sont venus préciser le contenu des études de dangers et en particulier le cadre réglementaire pour l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation. Ces arrêtés ont à leur tour été précisés par des circulaires et instructions ministérielles techniques afin de garantir une relative homogénéité dans l'instruction des études de dangers en particulier dans le cadre de l'élaboration des PPRT.

Obligation est faite aux exploitants de réactualiser cette étude à chaque modification notable des installations ou, *a minima*, pour les établissements de stockage souterrain, tous les 5 ans en tenant compte du retour d'expérience et des avancées techniques, afin d'avoir une approche dynamique de la gestion du risque.

b. Etudes de dangers de STORENGY

L'exploitant a remis son étude de dangers actualisée le 25 janvier 2010 au Préfet de Meurthe-et-Moselle. L'étude de dangers remise couvre à la fois les installations de surface et le stockage souterrain.

Par envoi au Préfet de Meurthe-et-Moselle reçu le 2 juin 2010, il a apporté des compléments portant principalement sur le risque foudre, la tenue au séisme de certains équipements, les phases de conditionnement, le respect de la réglementation « Equipements sous pression », les phénomènes de « coups de bélier », la cotation en probabilité et en gravité des phénomènes dangereux, ainsi que les effets de surpression.

Ces compléments étant insuffisants, l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 a mis en demeure la société STORENGY de fournir les éléments suivants :

- justification de la tenue au séisme des éléments indispensables à la sécurité,
- justification que les phases de reconditionnement et de purge des tuyauteries peuvent être écartées,
- évaluation majorante des distances d'effets en cas d'explosion de gaz,
- évaluation maximale de la gravité des effets affectant les voies de circulation,
- justification de l'acceptabilité au titre de la réglementation concernant les équipements sous pression de la présence de vannes de barrage en amont des organes de sécurité,
- précision concernant les mesures mises en œuvre afin de proposer de déclasser un phénomène dangereux.

Par courrier du 11 octobre 2010 au Préfet de Meurthe-et-Moselle, courrier électronique du 2 décembre 2010 à l'Inspection des Installations Classées et courrier du 4 mars 2011 au Préfet de Meurthe-et-Moselle, la société STORENGY a répondu aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010.

Par courrier du 21 juin 2011 à la DREAL, l'exploitant a fait part de ses remarques concernant le tableau établi par l'Inspection des Installations Classées récapitulant l'ensemble des phénomènes dangereux retenus accompagnés de leurs distances d'effets et de leur fréquence d'occurrence.

Par courrier électronique du 17 août 2012 à l'Inspection des Installations Classées de la DREAL, la

société STORENGY a fourni d'ultimes compléments concernant les volumes de gaz de l'espace inter-annulaire, la température des gaz, la protection cathodique et l'évaluation des risques (cumul des phénomènes dangereux, évaluation de la gravité des phénomènes dangereux portant sur les voies de circulation, évaluation de la criticité).

c. Cotation des phénomènes dangereux en probabilité, cinétique, intensité et gravité

Probabilité

L'exploitant a coté les phénomènes dangereux en probabilité, en prenant en compte des bases de données internationales. L'exploitant indique que sa méthode d'évaluation a fait l'objet de trois tiers expertises (pour les sites de Beynes, Trois-Fontaines-L'Abbaye et Saint-Illiers-La-Ville) sans remarque majeure. Il précise que le tiers expert, qui a réalisé ses propres calculs, a trouvé des résultats cohérents avec ceux de STORENGY, voire a obtenu des fréquences d'occurrence inférieures.

Cinétique

Tous les phénomènes dangereux identifiés sur le site sont considérés par l'exploitant à cinétique rapide.

Intensité

Conformément à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, l'exploitant a retenu les valeurs suivantes de référence pour les principaux types d'effets classés en trois catégories : surpression, thermique et toxique.

Effets	Thermique	Surpression	Toxique (concentration létale)
Seuils des effets létaux significatifs	8 kW/m ² ou 1800 [(kW/m ²) ^{4/3}].s	200 mbar	CL 5%
Seuils des effets létaux	5 kW/m ² ou 1 000 [(kW/m ²) ^{4/3}].s	140 mbar	CL 1%
Seuils des effets irréversibles	3 kW/m ² ou 600 [(kW/m ²) ^{4/3}].s	50 mbar	
Seuils des effets indirects par bris de vitres	/	20 mbar	

En ce qui concerne les structures (pour les effets de surpression et thermique) des seuils d'effets permettent de préciser les zones où des effets dominos sont à prendre en compte et plus largement celles où des dégâts matériels sont possibles.

Le site STORENGY ne présente pas de danger toxique.

Gravité

L'exploitant a utilisé l'échelle de gravité des conséquences humaines de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 sus-cité.

L'exploitant a supposé un nombre moyen de 2,5 habitants par maison et de 1,4 personnes par véhicule. La vulnérabilité des voies de circulation a été calculée à l'aide d'une formule interne à la société STORENGY, basée sur la vitesse réglementaire de circulation sur la voie et un trafic horaire correspondant à 10 % du trafic journalier (périodes de pointe).

Cette formule de calcul a été considérée comme acceptable.

2.2.2. Démarche de Mesures de Maîtrise de Risques (MMR)

a. Détermination des MMR

L'exploitant doit démontrer dans son étude de dangers que l'ensemble des mesures de prévention prises rend le niveau de risques sur son site aussi bas que possible à un coût économiquement acceptable compte tenu des connaissances actuelles. Cette démarche est nommée « Mesures de

Maîtrise des Risques » ou MMR. Elle s'appuie sur la cotation de chaque accident potentiel en termes de probabilité de survenue et de gravité des effets.

b. Mesures de maîtrise des risques mises en place

A l'issue de la démarche, des mesures de maîtrise des risques ont été identifiées mais ne sont pas encore prescrites à l'exploitant :

- limitation physique de la pression du gaz dans le stockage,
- recherche décennale des défauts sur la protection passive contre la corrosion,
- protection contre les agressions mécaniques des tuyauteries aériennes,
- contrôle de la protection cathodique, réalisé par du personnel disposant d'une certification en application de la norme NF EN 15257 (mars 2007 ou postérieure) en cours de validité avec vérification des caractéristiques des sols environnants décennale ou suite à une pollution industrielle des sols,
- étude de tenue au séisme de tous les équipements susceptibles de conduire à un ou plusieurs phénomènes dangereux dont les zones de dangers irréversibles dépassent les limites du site : cette étude doit permettre de déterminer les moyens techniques nécessaires à la protection parasismique des équipements. L'étude devra être réalisée 18 mois après notification de l'arrêt et les éventuels travaux de mise en conformité des équipements devront être terminés 5 ans après notification de l'arrêt.

2.2.3. Conditions actuelles de la gestion du risque technologique sur le territoire

Comme déjà évoqué, le risque technologique est constitué de trois composantes :

- l'intensité des phénomènes dangereux,
- la probabilité d'occurrence de ces phénomènes dangereux,
- la vulnérabilité des enjeux pouvant être impactés par ces phénomènes dangereux.

Gérer le risque technologique, c'est donc agir sur l'un de ces trois éléments avec, d'un point de vue global, plusieurs types de mesures :

- **la maîtrise du risque à la source** par l'exploitant permettant d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques ainsi que de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation,
- **les plans d'urgence** ayant pour objectif, quand le phénomène se déclenche, y compris en cas de très faible probabilité, de prévenir et de protéger les populations et de gérer les moyens d'intervention et les secours,
- **l'information des citoyens** leur permettant de prendre certaines décisions comportementales pour mieux réagir en cas de crise,
- **la maîtrise de l'urbanisation**, consistant à limiter les enjeux exposés au danger.

2.2.4. Maîtrise des risques à la source

Ce sujet est traité au paragraphe 2.2.2.d du présent document.

2.2.5. Plans d'urgence

L'établissement STORENGY dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI) à jour, opérationnel et régulièrement testé (les dernières mises à jour de ces documents ont été effectuées en 2011). Le POI doit permettre de gérer les situations accidentelles avant que les effets s'y rattachant ne s'amplifient et ne sortent des limites de l'établissement.

Un exercice de POI est organisé régulièrement.

Par ailleurs, la préfecture de Meurthe-et-Moselle a mis en place un Plan Particulier d'Intervention autour de l'établissement. Ce plan vise à établir les moyens à mettre en œuvre en cas de situation accidentelle sur le site dont les effets ne pourraient être confinés aux limites de l'établissement y compris en cas de très faible probabilité. Ainsi, l'organisation des services de protection civile, ainsi que l'ensemble des parties prenantes, industriel, services de l'Etat, communes, sont décrits dans ce plan. Les moyens d'avertissement et de protection des populations pouvant être impactées par les effets sont également décrits.

2.2.6. Information et concertation du public

L'information préventive des populations sur les risques majeurs est tout d'abord réalisée par l'élaboration de différents documents dont notamment le Dossier Départemental des Risques Majeurs de Meurthe-et-Moselle. Après une première identification des risques majeurs dans le département de Meurthe-et-Moselle menée en 1995, ce document a été profondément remanié, approuvé par arrêté préfectoral n°329/2011/SIDPC en date du 12 décembre 2011 et mis à disposition des responsables communaux et de la population meurthe-et-mosellane. Ce document est destiné à informer et sensibiliser les élus locaux et les citoyens sur les risques potentiels majeurs auxquels ils sont exposés. Il est consultable sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle (<http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr>, rubrique Publications puis Dossier Départemental des Risques Majeurs).

Conformément à l'article R. 125-11 du code de l'Environnement, le maire doit établir un document d'information communal sur les risques majeurs, naturels et technologiques (DICRIM). Ce dernier reprend les informations transmises par le préfet, et précise :

- les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde. Ces mesures comprennent, en tant que de besoin, les consignes de sécurité devant être mises en œuvre en cas de réalisation du risque,
- les actions de prévention, de protection ou de sauvegarde intéressant la commune,
- les événements et accidents significatifs à l'échelle de la commune,
- éventuellement les dispositions spécifiques dans le cadre du plan local d'urbanisme,
- les cartes délimitant les sites où sont situées des cavités souterraines ou des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol élaborées en application de l'article L. 563-6 du code de l'Environnement.

A ce jour le DICRIM a été élaboré pour les communes de Cerville, Lenoncourt, Laneuvelotte, Seichamps et Pulnoy.

Pour compléter ce dispositif, un Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) a été créé par arrêté préfectoral du 7 mars 2006.

Les établissements SEVESO doivent également informer les populations riveraines par la publication d'une **plaquette d'information** sur les risques présentés par leurs sites et la conduite à tenir en cas d'accident majeur, dans le cadre de la mise en place du PPI. Ce document, actualisé en 2002 est tenu à la disposition des élus locaux et du public, en mairie et en préfecture.

Enfin, conformément à l'article L. 125-5 du code de l'Environnement, l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires (IAL) des biens situés sur l'ensemble des communes incluses dans le périmètre d'étude prévu par l'arrêté préfectoral n° PPRT 2011-001 en date du 19 avril 2011 s'applique sur l'ensemble des communes. Ces informations sont consultables sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle (<http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr>, rubrique Politiques publiques puis Prévention des Risques puis Informations Acquéreurs Locataires).

2.2.7. Maîtrise de l'urbanisation

Recommandée aux collectivités territoriales en charge de l'urbanisme depuis de nombreuses années

par les services de l'Etat, elle permet de limiter le nombre de personnes exposées en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux.

Les différents outils suivants permettent de remplir cet objectif :

- Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou Plan d'Occupation des Sols (POS),
- Projet d'Intérêt Général (PIG),
- Servitudes d'Utilité Publique (SUP).

Pour l'exploitation du site STORENGY de Cerville, le décret du 8 décembre 1972 modifié définit 2 périmètres dans lesquels les travaux en profondeur sont soumis à autorisation préfectorale préalable :

- travaux atteignant une profondeur supérieure à 120 mètres à l'intérieur du périmètre de stockage,
- travaux atteignant une profondeur supérieure à 350 mètres à l'intérieur du périmètre de protection.

Ces périmètres de protection et de stockage sont reportés sur le plan ci-dessous. Ils portent sur la protection du stockage souterrain de gaz et son environnement proche souterrain sans lien avec les périmètres d'étude ou d'exposition aux risques du PPRT.

PPRT de Cerville (Storengy)

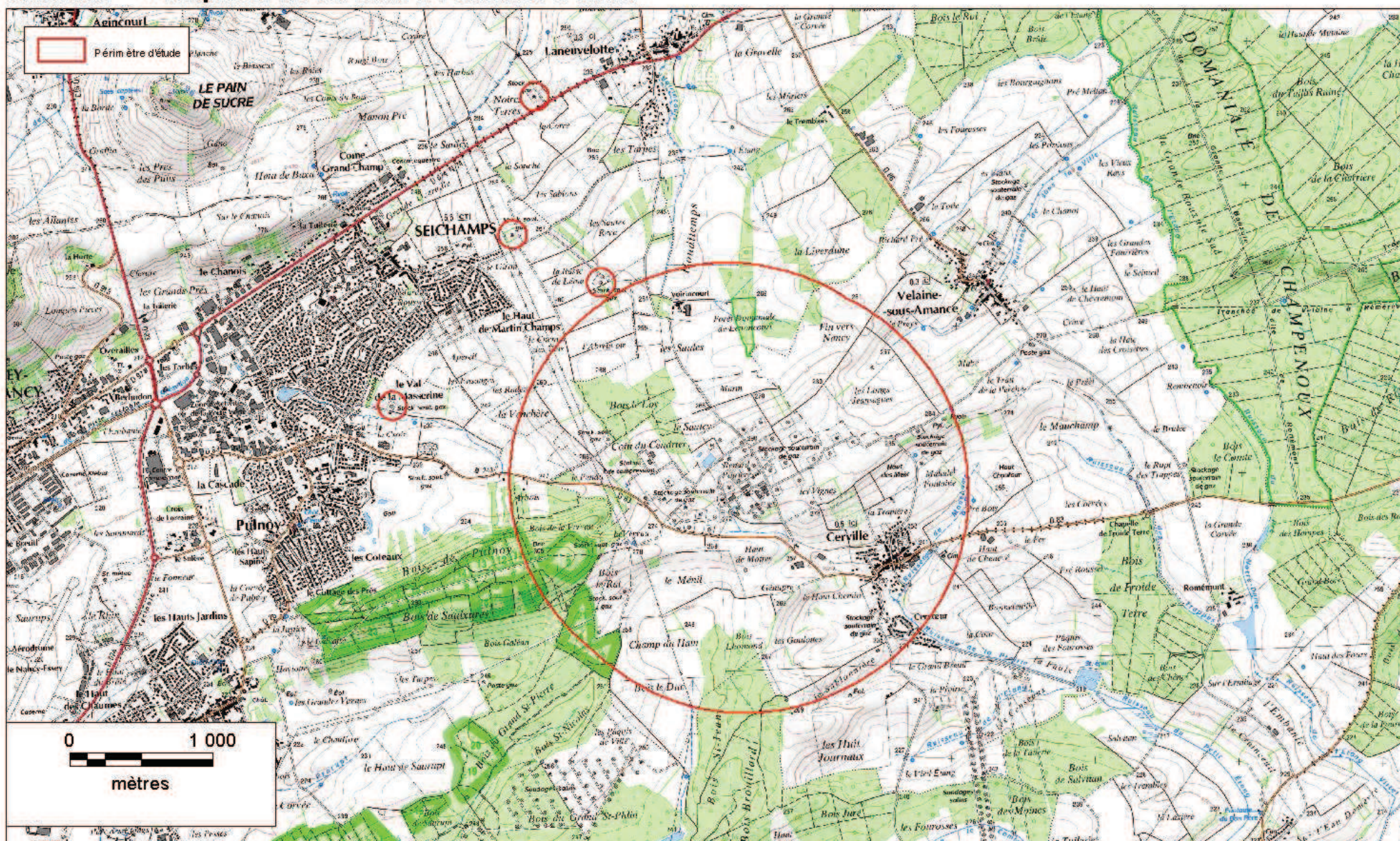
Périmètres de stockage et de protection du stockage - Périmètre d'étude du PPRT



2.3. Contexte géographique communal ou intercommunal

Comme figuré sur la carte suivante, le secteur délimité par le périmètre d'étude du PPRT, prescrit par l'arrêté préfectoral du 19 avril 2011, couvre une zone plus large que les surfaces touchées par les phénomènes dangereux induits par la société STORENGY. En effet, au moment de la prescription de l'élaboration du PPRT, l'étude de danger n'était pas totalement finalisée ; aussi, il a été décidé de considérer un large secteur afin de pouvoir entamer le processus réglementaire sans risquer de mettre à jour des effets potentiels sur la population à l'extérieur du périmètre d'étude. Il couvre les communes de Cerville, Lenoncourt, Velaine-sur-Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy et Saulxures-les-Nancy. Ce périmètre d'étude a une superficie d'environ 785 hectares établi comme suit :

- Cerville : 52% (environ 407 hectares)
- Lenoncourt : 3% (environ 23 hectares)
- Velaine-sous-Amance : 11% (environ 87 hectares)
- Laneuvelotte : 21% (environ 168 hectares)
- Pulnoy : 8% (environ 60 hectares)
- Seichamps : 5% (environ 40 hectares)
- Saulxures-les-Nancy : inférieur à 0,1% (inférieur à 1 hectare).



2.3.1. Contexte géographique

La station centrale, d'une surface de 10,5 ha, est implantée sur le territoire de la commune de Cerville, à 10 km à l'est de Nancy. Le réseau des puits d'exploitation, collectes et puits de contrôle s'étend également sur les communes de Laneuvelotte, Velaine-sous-Amance, Saulxures-les-Nancy, Pulnoy et Seichamps.

Ces communes se situent à environ 10 km à l'Est de Nancy dans un secteur rural. L'urbanisation est concentrée dans les villages. La partie Ouest du périmètre d'étude est incluse dans l'agglomération nancéenne.

L'altitude de ces communes est comprise en 240 et 290 m (NGF). Le site de la station centrale de STORENGY est situé sur un anticlinal géologique se traduisant topographiquement par une butte.

Le périmètre d'étude inclut tout ou une partie des forêts domaniales de Lenoncourt et des forêts communales de Pulnoy et de Saulxures-les-Nancy.

2.3.2. Documents d'urbanisme

Le périmètre d'étude se trouve à cheval sur sept communes : Cerville, Laneuvelotte, Velaine-sous-Amance, Saulxures-les-Nancy, Pulnoy, Seichamps et Lenoncourt.

Les communes de Cerville, Lenoncourt, Laneuvelotte et Velaine-sous-Amance sont membres de la Communauté de Communes du Grand-Couronné et les communes de Pulnoy, Saulxures-les-Nancy et Seichamps de la communauté urbaine du Grand-Nancy (CUGN).

Commune	Documents d'urbanisme	Date d'approbation ou de révision	Date de dernière modification
Cerville	PLU	21/03/2005	22/04/2011
Lenoncourt	POS	27/11/2009	
Laneuvelotte	PLU	24/10/2006	
Pulnoy	PLU	06/07/2007	22/03/2012
Seichamps	PLU	29/06/2007	26/04/2012
Velaine-sous-Amance	POS	03/07/2003	
Saulxures-les-Nancy	PLU	28/01/2011	18/12/2012

2.3.3. Contexte socio-économique

Les caractéristiques principales des communes du secteur d'étude sont :

Commune	Superficie (données INSEE) (km ²)	Population (données INSEE 2009)
Cerville	8,91	584
Laneuvelotte	9,13	406
Seichamps	4,3	5012
Pulnoy	3,74	4516
Lenoncourt	11,53	584
Velaine-sous-Amance	6,48	278
Saulxures-les-Nancy	7,05	3901

La tendance démographique dans ce secteur géographique est globalement stable entre 1999 et 2009 (données INSEE 2009).

Le taux d'activité des 15-64 ans (données INSEE 2009) est compris entre 69,3 et 75,9 % soit légèrement supérieur à la moyenne départementale pour l'ensemble de ces communes.

L'habitat est presque exclusivement constitué de résidences principales.

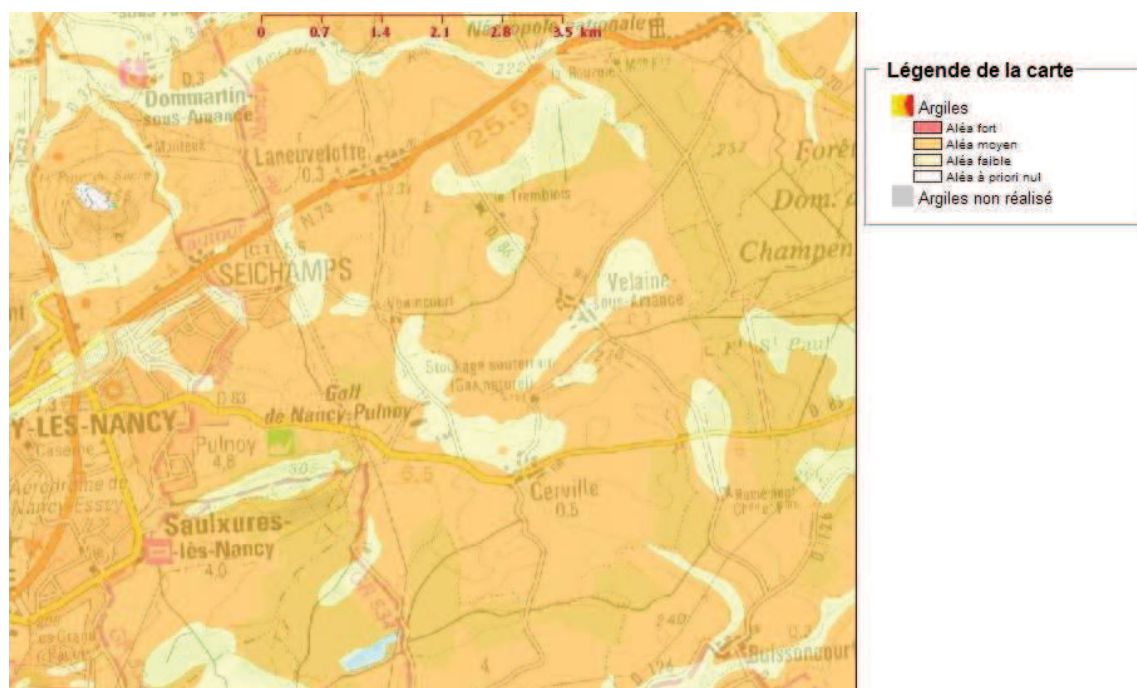
2.4. Etat actuel de gestion des risques technologiques et naturels sur le territoire

Aucune canalisation de transport de matières dangereuses, hormis celles desservant la plateforme gazière (STORENGY et GRTGaz), n'est recensée dans le périmètre d'étude.

Hors la station de compression de GRTGaz de Laneuvelotte, aucune ICPE industrielle n'est située dans le périmètre d'étude.

Sont recensées plusieurs exploitations agricoles avec activités d'élevage sur la commune de Cerville.

Le périmètre d'étude est également concerné par un risque lié au retrait – gonflement des argiles de niveau « moyen » ou « faible ».



Aléas Retrait / Gonflement des argiles dans le périmètre d'étude - Source des données : BRGM

3. JUSTIFICATION DU PPRT ET SON DIMENSIONNEMENT

3.1. Raisons de la prescription du PPRT

Comme déjà évoqué, conformément à l'article L. 515-15 du code de l'Environnement, l'État doit élaborer et mettre en œuvre un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) pour chaque établissement soumis à autorisation avec servitudes, susceptible d'engendrer des phénomènes dangereux ayant des effets à l'extérieur des limites du site, ce qui est aujourd'hui le cas de l'établissement STORENGY.

Le PPRT, de par les mesures qu'il prescrit, tant sur l'existant que sur l'urbanisation à venir, doit permettre de garantir que les occupations et utilisations du sol pouvant être touchées par les effets des phénomènes dangereux sont compatibles avec le niveau d'aléa en s'appuyant à minima sur les préconisations du guide méthodologique pour l'élaboration des PPRT établi par le Ministère en charge de l'Environnement.

Le PPRT, une fois approuvé, vaut servitude d'utilité publique. Il est porté à la connaissance des maires des communes situées dans le périmètre du plan en application de l'article L.121-2 du code de l'Urbanisme et est annexé aux plans locaux d'urbanisme, conformément à l'article L. 126-1 du même code. En l'absence de plan local d'urbanisme, le PPRT s'applique seul, sous réserve d'avoir fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R. 515-46 du code de l'Environnement (annexe 2).

La procédure officielle d'élaboration du PPRT autour du site STORENGY de Cerville a été lancée par l'arrêté préfectoral de prescription du 19 avril 2009 (annexe 3) sur proposition de l'Inspection des Installations Classées dans son rapport du 14 janvier 2011 et après réunion du Comité Local d'Information et de Concertation le 3 décembre 2010. Le délai d'approbation du PPRT a été prorogé par arrêtés préfectoraux motivés des 18 octobre 2012 et 28 mars 2014.

3.2. Identification et caractérisation des phénomènes dangereux

Les études de dangers caractérisent, pour chacun des phénomènes dangereux identifiés, leur probabilité d'occurrence, leur cinétique et l'intensité de leurs effets. Cette évaluation est faite selon les éléments définis par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 (dit arrêté PCIG – probabilité, cinétique, intensité, gravité).

L'aléa technologique est la résultante du croisement de la probabilité d'occurrence et de l'intensité des effets des phénomènes dangereux.

Les études de dangers détaillent l'ensemble des mesures de maîtrise des risques existantes ou complémentaires proposées par les exploitants et actées par arrêté préfectoral complémentaire (cf. paragraphe 2.2). L'évaluation des probabilités, des gravités des phénomènes dangereux et accidents examinés par les exploitants tiennent compte de ces mesures complémentaires de maîtrise des risques.

3.2.1. Intensité des effets des phénomènes dangereux majeurs

Du fait de la présence de substances inflammables au sein du site STORENGY, des effets thermiques et de surpression peuvent être observés consécutivement à des fuites.

a. Effets de surpression

Les effets de surpression peuvent provoquer des lésions aux tympans, aux poumons, la projection de personnes à terre ou sur un obstacle, l'effondrement des structures sur les personnes, ainsi que des blessures indirectes par bris de vitre. L'effet de projection (impact de projectile) est une conséquence directe de l'effet de surpression. Les connaissances scientifiques relatives à ces effets de projection restent cependant extrêmement faibles : comme stipulé par la circulaire technique du 10 mai 2010, les zones d'effets de projection ne peuvent être directement prises en compte pour la démarche PPRT. L'exploitant doit cependant prendre en compte les effets dominos générés par les fragments sur des

installations et équipements proches dans les études de dangers.

En application de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 portant sur l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études des dangers des installations classées soumises à autorisation, arrêté dit « PCIG » (pour « Probabilité, Cinétique, Intensité, Gravité »), les seuils retenus pour les effets sur l'homme sont les suivants :

	Zone des effets indirects par bris de vitre sur l'homme (*)	Zone des dangers significatifs pour la vie humaine	Zone des dangers graves pour la vie humaine	Zone des dangers très graves pour la vie humaine (*)
Effets de surpression	20 mbar	50 mbar	140 mbar	200 mbar

(*) : Ces deux zones de danger ont été nouvellement introduites par la réglementation ; elles n'existaient pas avant la loi « Risques » n°2003-699 du 30 juillet 2003.

b. Effets thermiques

Les effets thermiques provoquent des brûlures internes ou externes, partielles ou totales des personnes exposées.

Les seuils retenus par l'arrêté PCIG pour les effets thermiques sur l'homme sont les suivants :

	Zone des dangers significatifs pour la vie humaine	Zone des dangers graves pour la vie humaine	Zone des dangers très graves pour la vie humaine (*)
Effets thermiques	3 kW/m ² ou 600 [(kW/m ²) ^{4/3}].s	5 kW/m ² ou 1000 [(kW/m ²) ^{4/3}].s	8 kW/m ² ou 1800 [(kW/m ²) ^{4/3}].s

(*) : Ces deux zones de danger ont été nouvellement introduites par la réglementation ; elles n'existaient pas avant la loi « Risques » n°2003-699 du 30 juillet 2003.

3.2.2. Probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux majeurs

La probabilité d'occurrence d'un phénomène dangereux est déterminée en prenant en considération la fiabilité des mesures de maîtrise des risques permettant la prévention de ce phénomène. Cette fiabilité correspond à une probabilité de fonctionnement (et donc de dysfonctionnement) de la mesure de maîtrise des risques.

L'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 a créé cinq classes de probabilité, allant de A pour un événement courant à E pour un événement extrêmement rare, ou de manière quantitative de 10⁻² (ou supérieur) à 10⁻⁵ (ou inférieur) événement par an. Cette échelle de probabilité est rappelée ci-dessous et doit être employée par les exploitants dans leur évaluation des risques.

Classe de probabilité Type d'appréciation	E	D	C	B	A
qualitative Les définitions entre guillemets ne sont valables que si le nombre d'installations et le retour d'expérience sont suffisants	« événement possible mais extrêmement peu probable » : <i>N'est pas impossible au vu des connaissances actuelles, mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années installations.</i>	« événement très improbable » : <i>S'est déjà produit dans ce secteur d'activité mais a fait l'objet de mesures correctives réduisant significativement sa probabilité.</i>	« événement improbable » : <i>Un événement similaire déjà rencontré dans le secteur d'activité ou dans ce type d'organisation au niveau mondial sans que les éventuelles corrections intervenues depuis apportent une garantie de réduction significative de sa probabilité.</i>	« événement probable » : <i>S'est produit et/ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation</i>	« événement courant » : <i>S'est produit sur le site considéré et/ou peut se produire à plusieurs reprises pendant la durée de vie de l'installation malgré d'éventuelles mesures correctives.</i>
semi-quantitative	Cette échelle est intermédiaire entre les échelles qualitative et quantitative et permet de tenir compte des mesures de maîtrise des risques mises en place, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005				
Quantitative (par unité et par an)		10 ⁻⁵	10 ⁻⁴	10 ⁻³	10 ⁻²

3.2.3. Cinétique des phénomènes dangereux majeurs

L'évaluation de la cinétique d'évolution des phénomènes dangereux et de propagation de leurs effets tient compte de la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité, afin de permettre la planification et le choix des éventuelles mesures à prendre à l'extérieur du site industriel.

L'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 précise dans son article 8 que la cinétique de déroulement d'un accident est qualifiée de lente, dans son contexte, si elle permet la mise en œuvre de mesures de sécurité suffisantes, dans le cadre d'un plan d'urgence externe, pour protéger les personnes exposées situées à l'extérieur des installations qui font l'objet du plan d'urgence avant qu'elles ne soient atteintes par les effets du phénomène dangereux.

Dans le cas de STORENGY, la cinétique des phénomènes dangereux est toujours considérée comme rapide.

3.2.4. Synthèse des phénomènes dangereux retenus pour le PPRT

Au terme de la démarche de Mesures de Maîtrise de Risques (MMR) exposée au paragraphe 2.2, les phénomènes dangereux dont les effets continuent de sortir des limites des sites SEVESO Haut sont retenus pour l'élaboration du PPRT.

Au final, pour le site STORENGY, 500 phénomènes dangereux sont à prendre en considération pour l'élaboration du PPRT ; ils figurent dans le tableau suivant.

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
1	Rupture du collecteur amont de la déshydratation - rejet vertical	D	thermique	243	318	415	
2	Rupture du collecteur amont de la déshydratation - rejet vertical	D	surpression	0	0	0	
3	Rupture du collecteur amont de la déshydratation - rejet horizontal	E	thermique	496	560	652	
4	Rupture du collecteur amont de la déshydratation - rejet horizontal	E	surpression	160	180	280	440
5	Rupture du collecteur aval de la déshydratation - rejet vertical	D	thermique	243	318	415	
6	Rupture du collecteur aval de la déshydratation - rejet vertical	D	surpression	0	0	0	
7	Rupture du collecteur aval de la déshydratation - rejet horizontal	E	thermique	496	560	652	
8	Rupture du collecteur aval de la déshydratation - rejet horizontal	E	surpression	160	180	280	440
9	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 1	D	thermique	64	72	84	
10	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 1	E	surpression	0	0	26	39
11	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 1	C	thermique	31	35	40	
12	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 1	E	surpression	0	0	13	26
13	Rejet continu de gaz avec inflammation suite au blocage d'une soupape de l'atelier déshydratation - Tour 1	D	thermique	36	49	65	
14	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 2	D	thermique	64	72	84	
15	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 2	E	surpression	0	0	26	39
16	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 2	C	thermique	31	35	40	
17	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 2	E	surpression	0	0	13	26
18	Rejet continu de gaz avec inflammation suite au blocage d'une soupape de l'atelier déshydratation - Tour 2	D	thermique	36	49	65	
19	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 3	D	thermique	64	72	84	
20	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 3	E	surpression	0	0	26	39
21	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 3	C	thermique	31	35	40	
22	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier déshydratation - Tour 3	E	surpression	0	0	13	26
23	Rejet continu de gaz avec inflammation suite au blocage d'une soupape de l'atelier déshydratation - Tour 3	D	thermique	36	49	65	
24	Rupture du collecteur amont de la désulfuration - rejet vertical	D	thermique	243	318	415	
25	Rupture du collecteur amont de la désulfuration - rejet vertical	D	surpression	0	0	0	
26	Rupture du collecteur amont de la désulfuration - rejet horizontal	E	thermique	496	560	652	
27	Rupture du collecteur amont de la désulfuration - rejet horizontal	E	surpression	160	180	280	440
28	Rupture du collecteur aval de la désulfuration - rejet vertical	D	thermique	243	318	415	
29	Rupture du collecteur aval de la désulfuration - rejet vertical	D	surpression	0	0	0	
30	Rupture du collecteur aval de la désulfuration - rejet horizontal	E	thermique	496	560	652	
31	Rupture du collecteur aval de la désulfuration - rejet horizontal	E	surpression	160	180	280	440
32	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 1	D	thermique	64	72	84	
33	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 1	E	surpression	0	0	26	39
34	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 1	C	thermique	31	35	40	
35	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 1	E	surpression	0	0	13	26

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
36	Rejet continu de gaz avec inflammation suite au blocage d'une soupape de l'atelier désulfuration - Tour 1	D	thermique	36	49	65	
37	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 2	D	thermique	64	72	84	
38	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 2	E	surpression	0	0	26	39
39	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 2	C	thermique	31	35	40	
40	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 2	E	surpression	0	0	13	26
41	Rejet continu de gaz avec inflammation suite au blocage d'une soupape de l'atelier désulfuration - Tour 2	D	thermique	36	49	65	
42	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 3	D	thermique	64	72	84	
43	Perforation importante au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 3	E	surpression	0	0	26	39
44	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 3	C	thermique	31	35	40	
45	Perforation limitée au niveau des installations de l'atelier désulfuration - Tour 3	E	surpression	0	0	13	26
46	Rejet continu de gaz avec inflammation suite au blocage d'une soupape de l'atelier désulfuration - Tour 3	D	thermique	36	49	65	
47	Rupture de la canalisation d'aspiration au niveau des filtres des électro-compresseurs avec rejet vertical de gaz enflammé	E	thermique	202	265	346	
48	Rupture de la canalisation d'aspiration au niveau des filtres des électro-compresseurs avec rejet vertical de gaz enflammé	E	surpression	0	0	0	
49	Rupture de la canalisation d'aspiration au niveau des filtres des électro-compresseurs avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	thermique	425	479	557	
50	Rupture de la canalisation d'aspiration au niveau des filtres des électro-compresseurs avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	surpression	80	90	140	230
51	Perforation importante de la canalisation d'aspiration de l'électro-compresseur Est avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	thermique	66	76	91	
52	Perforation importante de la canalisation d'aspiration de l'électro-compresseur Est avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	surpression	0	26	39	
53	Perforation limitée de la canalisation d'aspiration de l'électro-compresseur Est avec rejet horizontal de gaz enflammé	C	thermique	31	35	40	
54	Perforation limitée de la canalisation d'aspiration de l'électro-compresseur Est avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	surpression			13	26
55	Perforation importante de la canalisation d'aspiration de l'électro-compresseur Ouest avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	thermique	66	76	91	
56	Perforation importante de la canalisation d'aspiration de l'électro-compresseur Ouest avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	surpression	0	24	30	
57	Perforation limitée de la canalisation d'aspiration de l'électro-compresseur Ouest avec rejet horizontal de gaz enflammé	C	thermique	31	35	40	
58	Perforation limitée de la canalisation d'aspiration de l'électro-compresseur Ouest avec rejet horizontal de gaz enflammé	C	surpression	0	26	39	
59	Explosion dans le bâtiment électro-compresseur Est	C	surpression	0	0	0	
60	Explosion dans le bâtiment électro-compresseur Ouest	C	surpression	0	0	0	
61	Rupture d'une Rampe de comptage NEC avec rejet de gaz vertical enflammé	E	thermique	202	265	346	
62	Perforation importante d'une Rampe de comptage NEC avec rejet de gaz enflammé	E	thermique	57	68	83	
63	Perforation limitée d'une Rampe de comptage NEC avec rejet de gaz enflammé	C	thermique	30	36	43	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
64	Rupture d'une rampe Manifold avec rejet vertical de gaz enflammé - Groupe 1	D	thermique	74	97	128	
65	Rupture d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 1	E	thermique	168	187	216	
66	Rupture d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 1	E	surpression	50	60	90	155
67	Perforation importante d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 1	D	thermique	64	72	84	
68	Perforation importante d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 1	E	surpression	20	32	90	180
69	Perforation limitée d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 1	C	thermique	31	35	40	
70	Perforation limitée d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 1	E	surpression	0	0	13	26
71	Rejet continu de gaz avec inflammation suite au blocage d'une soupape au niveau des rampes Manifold - Groupe 1	D	thermique	36	49	65	
72	Rupture d'une rampe Manifold avec rejet vertical de gaz enflammé - Groupe 2	D	thermique	74	97	128	
73	Rupture d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 2	E	thermique	168	187	216	
74	Rupture d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 2	E	surpression	50	60	90	155
75	Perforation importante d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 2	D	thermique	64	72	84	
76	Perforation importante d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 2	D	surpression	25	35	100	200
77	Perforation limitée d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 2	C	thermique	31	35	40	
78	Perforation limitée d'une rampe Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé - Groupe 2	C	surpression	0	0	13	26
79	Rejet continu de gaz avec inflammation suite au blocage d'une soupape au niveau des rampes Manifold - Groupe 2	D	thermique	36	49	65	
80	Rupture du collecteur principal en aval du Manifold avec rejet vertical de gaz enflammé	D	thermique	266	347	453	
81	Rupture du collecteur principal en aval du Manifold avec rejet vertical de gaz enflammé	D	surpression	0	0	0	
82	Rupture du collecteur principal en aval du Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	thermique	565	640	745	
83	Rupture du collecteur principal en aval du Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	surpression	160	180	280	440
84	Perforation importante du collecteur principal en aval du Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé	D	thermique	64	72	84	
85	Perforation importante du collecteur principal en aval du Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé	D	surpression	0	0	26	39
86	Perforation limitée du collecteur principal en aval du Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé	C	thermique	31	35	40	
87	Perforation limitée du collecteur principal en aval du Manifold avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	surpression	0	0	13	26
88	Rupture de la canalisation du skid gaz carburant d'alimentation des régénérations avec rejet de gaz enflammé	D	thermique	64	72	84	
89	Rupture de la canalisation du skid gaz carburant d'alimentation des régénérations avec rejet de gaz enflammé	E	surpression	0	0	26	39
90	Rupture du by-pass de la vanne MSTs avec rejet horizontal de gaz enflammé	D	thermique	144	159	183	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
91	Rupture du by-pass de la vanne MSTS avec rejet horizontal de gaz enflammé	E	surpression	31	35	40	
92	Rejet enflammé de gaz lors d'une mise à l'évent de l'atelier Traitement et de l'Atelier Compression	C	thermique			13	26
93	Explosion dans le bâtiment Morgana	C	surpression	0	0	0	
94	Feu de flaque suite à une perte de confinement de méthanol et / ou THT	D	thermique	39	46	55	
95	Feu de flaque suite à une perte de confinement de TEG	D	thermique	16	19	22	
96	Feu de flaque suite à une perte de confinement de gasoil	D	thermique	23	26	31	
97	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA6)	E	thermique	83	107	139	
98	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA6)	E	thermique	57	73	94	
99	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA6)	D	thermique	11	13	17	
100	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA7)	E	thermique	83	107	139	
101	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA7)	E	thermique	57	73	94	
102	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA7)	D	thermique	11	13	17	
103	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA12)	E	thermique	83	107	139	
104	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA12)	E	thermique	57	73	94	
105	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA12)	D	thermique	11	13	17	
106	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA13)	E	thermique	83	107	139	
107	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA13)	E	thermique	57	73	94	
108	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA13)	D	thermique	11	13	17	
109	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA14)	E	thermique	83	107	139	
110	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA14)	E	thermique	57	73	94	
111	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA14)	D	thermique	11	13	17	
112	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA15)	E	thermique	83	107	139	
113	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA15)	E	thermique	57	73	94	
114	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA15)	D	thermique	11	13	17	
115	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA18)	E	thermique	83	107	139	
116	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA18)	E	thermique	57	73	94	
117	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA18)	D	thermique	11	13	17	
118	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA19)	E	thermique	83	107	139	
119	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA19)	E	thermique	57	73	94	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
120	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA19)	D	thermique	11	13	17	
121	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA20)	E	thermique	83	107	139	
122	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA20)	E	thermique	57	73	94	
123	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA20)	D	thermique	11	13	17	
124	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA21)	E	thermique	83	107	139	
125	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA21)	E	thermique	57	73	94	
126	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA21)	D	thermique	11	13	17	
127	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA22)	E	thermique	83	107	139	
128	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA22)	E	thermique	57	73	94	
129	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA22)	D	thermique	11	13	17	
130	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA23)	E	thermique	83	107	139	
131	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA23)	E	thermique	57	73	94	
132	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA23)	D	thermique	11	13	17	
133	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA24)	E	thermique	83	107	139	
134	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA24)	E	thermique	57	73	94	
135	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA24)	D	thermique	11	13	17	
136	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA25)	E	thermique	83	107	139	
137	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA25)	E	thermique	57	73	94	
138	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA25)	D	thermique	11	13	17	
139	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA26)	E	thermique	83	107	139	
140	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA26)	E	thermique	57	73	94	
141	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA26)	D	thermique	11	13	17	
142	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA27)	E	thermique	83	107	139	
143	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA27)	E	thermique	57	73	94	
144	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA27)	D	thermique	11	13	17	
145	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA28)	E	thermique	83	107	139	
146	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA28)	E	thermique	57	73	94	
147	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA28)	D	thermique	11	13	17	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
148	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA29)	E	thermique	83	107	139	
149	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA29)	E	thermique	57	73	94	
150	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA29)	D	thermique	11	13	17	
151	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA30)	E	thermique	83	107	139	
152	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA30)	E	thermique	57	73	94	
153	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA30)	D	thermique	11	13	17	
154	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA31)	E	thermique	83	107	139	
155	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA31)	E	thermique	57	73	94	
156	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA31)	D	thermique	11	13	17	
157	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA32)	E	thermique	83	107	139	
158	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA32)	E	thermique	57	73	94	
159	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA32)	D	thermique	11	13	17	
160	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA33)	E	thermique	83	107	139	
161	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA33)	E	thermique	57	73	94	
162	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA33)	D	thermique	11	13	17	
163	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA34)	E	thermique	83	107	139	
164	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA34)	E	thermique	57	73	94	
165	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA34)	D	thermique	11	13	17	
166	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA35)	E	thermique	83	107	139	
167	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA35)	E	thermique	57	73	94	
168	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA35)	D	thermique	11	13	17	
169	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA36)	E	thermique	83	107	139	
170	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA36)	E	thermique	57	73	94	
171	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA36)	D	thermique	11	13	17	
172	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA37)	E	thermique	83	107	139	
173	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA37)	E	thermique	57	73	94	
174	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA37)	D	thermique	11	13	17	
175	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA38)	E	thermique	83	107	139	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
176	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA38)	E	thermique	57	73	94	
177	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA38)	D	thermique	11	13	17	
178	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA39)	E	thermique	83	107	139	
179	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA39)	E	thermique	57	73	94	
180	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA39)	D	thermique	11	13	17	
181	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA40)	E	thermique	83	107	139	
182	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA40)	E	thermique	57	73	94	
183	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA40)	D	thermique	11	13	17	
184	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA41)	E	thermique	83	107	139	
185	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA41)	E	thermique	57	73	94	
186	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA41)	D	thermique	11	13	17	
187	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA42)	E	thermique	83	107	139	
188	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA42)	E	thermique	57	73	94	
189	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA42)	D	thermique	11	13	17	
190	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA43)	E	thermique	83	107	139	
191	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA43)	E	thermique	57	73	94	
192	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA43)	D	thermique	11	13	17	
193	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA47)	E	thermique	83	107	139	
194	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA47)	E	thermique	57	73	94	
195	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA47)	D	thermique	11	13	17	
196	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA48)	E	thermique	83	107	139	
197	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA48)	E	thermique	57	73	94	
198	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA48)	D	thermique	11	13	17	
199	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA49)	E	thermique	83	107	139	
200	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA49)	E	thermique	57	73	94	
201	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA49)	D	thermique	11	13	17	
202	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA50)	E	thermique	83	107	139	
203	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA50)	E	thermique	57	73	94	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
204	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA50)	D	thermique	11	13	17	
205	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA51)	E	thermique	83	107	139	
206	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA51)	E	thermique	57	73	94	
207	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA51)	D	thermique	11	13	17	
208	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'une collecte (VA52)	E	thermique	83	107	139	
209	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation importante d'une collecte (VA52)	E	thermique	57	73	94	
210	Rejet vertical de gaz enflammé suite à la perforation limitée d'une collecte (VA52)	D	thermique	11	13	17	
211	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA6)	E	thermique	83	107	139	
212	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA6)	E	thermique	168	187	216	
213	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA6)	E	surpression	50	60	90	155
214	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA6)	D	thermique	32	37	45	
215	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA6)	E	surpression	0	0	13	26
216	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA6)	E	thermique	47	63	84	
217	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA6)	E	thermique	56	74	97	
218	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA7)	E	thermique	83	107	139	
219	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA7)	E	thermique	168	187	216	
220	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA7)	E	surpression	50	60	90	155
221	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA7)	D	thermique	32	37	45	
222	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA7)	E	surpression	0	0	13	26
223	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA7)	E	thermique	47	63	84	
224	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA7)	E	thermique	56	74	97	
225	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA12)	E	thermique	83	107	139	
226	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA12)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
227	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA12)	E	surpression	50	60	90	155
228	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA12)	D	thermique	32	37	45	
229	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA12)	E	surpression	0	0	13	26
230	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA12)	E	thermique	47	63	84	
231	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA12)	E	thermique	56	74	97	
232	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA13)	E	thermique	83	107	139	
233	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA13)	E	thermique	168	187	216	
234	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA13)	E	surpression	50	60	90	155
235	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA13)	D	thermique	32	37	45	
236	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA13)	E	surpression	0	0	13	26
237	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA13)	E	thermique	47	63	84	
238	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA13)	E	thermique	56	74	97	
239	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA14)	E	thermique	83	107	139	
240	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA14)	E	thermique	168	187	216	
241	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA14)	E	surpression	50	60	90	155
242	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA14)	D	thermique	32	37	45	
243	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA14)	E	surpression	0	0	13	26
244	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA14)	E	thermique	47	63	84	
245	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA14)	E	thermique	56	74	97	
246	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA15)	E	thermique	83	107	139	
247	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA15)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
248	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA15)	E	surpression	50	60	90	155
249	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA15)	D	thermique	32	37	45	
250	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA15)	E	surpression	0	0	13	26
251	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA15)	E	thermique	47	63	84	
252	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA15)	E	thermique	56	74	97	
253	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA18)	E	thermique	83	107	139	
254	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA18)	E	thermique	168	187	216	
255	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA18)	E	surpression	50	60	90	155
256	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA18)	D	thermique	32	37	45	
257	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA18)	E	surpression	0	0	13	26
258	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA18)	E	thermique	47	63	84	
259	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA18)	E	thermique	56	74	97	
260	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA19)	E	thermique	83	107	139	
261	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA19)	E	thermique	168	187	216	
262	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA19)	E	surpression	50	60	90	155
263	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA19)	D	thermique	32	37	45	
264	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA19)	E	surpression	0	0	13	26
265	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA19)	E	thermique	47	63	84	
266	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA19)	E	thermique	56	74	97	
267	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA20)	E	thermique	83	107	139	
268	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA20)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
269	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA20)	E	surpression	50	60	90	155
270	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA20)	D	thermique	32	37	45	
271	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA20)	E	surpression	0	0	13	26
272	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA20)	E	thermique	47	63	84	
273	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA20)	E	thermique	56	74	97	
274	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA21)	E	thermique	83	107	139	
275	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA21)	E	thermique	168	187	216	
276	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA21)	E	surpression	50	60	90	155
277	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA21)	D	thermique	32	37	45	
278	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA21)	E	surpression	0	0	13	26
279	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA21)	E	thermique	47	63	84	
280	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA21)	E	thermique	56	74	97	
281	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA22)	E	thermique	83	107	139	
282	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA22)	E	thermique	168	187	216	
283	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA22)	E	surpression	50	60	90	155
284	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA22)	D	thermique	32	37	45	
285	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA22)	E	surpression	0	0	13	26
286	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA22)	E	thermique	47	63	84	
287	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA22)	E	thermique	56	74	97	
288	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA23)	E	thermique	83	107	139	
289	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA23)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
290	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA23)	E	surpression	50	60	90	155
291	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA23)	D	thermique	32	37	45	
292	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA23)	E	surpression	0	0	13	26
293	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA23)	E	thermique	47	63	84	
294	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA23)	E	thermique	56	74	97	
295	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA24)	E	thermique	83	107	139	
296	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA24)	E	thermique	168	187	216	
297	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA24)	E	surpression	50	60	90	155
298	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA24)	D	thermique	32	37	45	
299	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA24)	E	surpression	0	0	13	26
300	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA24)	E	thermique	47	63	84	
301	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA24)	E	thermique	56	74	97	
302	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA25)	E	thermique	83	107	139	
303	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA25)	E	thermique	168	187	216	
304	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA25)	E	surpression	50	60	90	155
305	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA25)	D	thermique	32	37	45	
306	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA25)	E	surpression	0	0	13	26
307	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA25)	E	thermique	47	63	84	
308	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA25)	E	thermique	56	74	97	
309	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA26)	E	thermique	83	107	139	
310	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA26)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
311	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA26)	E	surpression	50	60	90	155
312	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA26)	D	thermique	32	37	45	
313	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA26)	E	surpression	0	0	13	26
314	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA26)	E	thermique	47	63	84	
315	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA26)	E	thermique	56	74	97	
316	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA27)	E	thermique	83	107	139	
317	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA27)	E	thermique	168	187	216	
318	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA27)	E	surpression	50	60	90	155
319	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA27)	D	thermique	32	37	45	
320	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA27)	E	surpression	0	0	13	26
321	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA27)	E	thermique	47	63	84	
322	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA27)	E	thermique	56	74	97	
323	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA28)	E	thermique	83	107	139	
324	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA28)	E	thermique	168	187	216	
325	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA28)	E	surpression	50	60	90	155
326	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA28)	D	thermique	32	37	45	
327	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA28)	E	surpression	0	0	13	26
328	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA28)	E	thermique	47	63	84	
329	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA28)	E	thermique	56	74	97	
330	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA29)	E	thermique	83	107	139	
331	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA29)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
332	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA29)	E	surpression	50	60	90	155
333	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA29)	D	thermique	32	37	45	
334	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA29)	E	surpression	0	0	13	26
335	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA29)	E	thermique	47	63	84	
336	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA29)	E	thermique	56	74	97	
337	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA30)	E	thermique	83	107	139	
338	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA30)	E	thermique	168	187	216	
339	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA30)	E	surpression	50	60	90	155
340	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA30)	D	thermique	32	37	45	
341	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA30)	E	surpression	0	0	13	26
342	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA30)	E	thermique	47	63	84	
343	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA30)	E	thermique	56	74	97	
344	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA31)	E	thermique	83	107	139	
345	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA31)	E	thermique	168	187	216	
346	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA31)	E	surpression	50	60	90	155
347	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA31)	D	thermique	32	37	45	
348	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA31)	E	surpression	0	0	13	26
349	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA31)	E	thermique	47	63	84	
350	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA31)	E	thermique	56	74	97	
351	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA32)	E	thermique	83	107	139	
352	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA32)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
353	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA32)	E	surpression	50	60	90	155
354	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA32)	D	thermique	32	37	45	
355	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA32)	E	surpression	0	0	13	26
356	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA32)	E	thermique	47	63	84	
357	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA32)	E	thermique	56	74	97	
358	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA33)	E	thermique	83	107	139	
359	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA33)	E	thermique	168	187	216	
360	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA33)	E	surpression	50	60	90	155
361	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA33)	D	thermique	32	37	45	
362	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA33)	E	surpression	0	0	13	26
363	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA33)	E	thermique	47	63	84	
364	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA33)	E	thermique	56	74	97	
365	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA34)	E	thermique	83	107	139	
366	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA34)	E	thermique	168	187	216	
367	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA34)	E	surpression	50	60	90	155
368	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA34)	D	thermique	32	37	45	
369	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA34)	E	surpression	0	0	13	26
370	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA34)	E	thermique	47	63	84	
371	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA34)	E	thermique	56	74	97	
372	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA35)	E	thermique	83	107	139	
373	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA35)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
374	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA35)	E	surpression	50	60	90	155
375	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA35)	D	thermique	32	37	45	
376	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA35)	E	surpression	0	0	13	26
377	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA35)	E	thermique	47	63	84	
378	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA35)	E	thermique	56	74	97	
379	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA36)	E	thermique	83	107	139	
380	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA36)	E	thermique	168	187	216	
381	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA36)	E	surpression	50	60	90	155
382	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA36)	D	thermique	32	37	45	
383	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA36)	E	surpression	0	0	13	26
384	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA36)	E	thermique	47	63	84	
385	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA36)	E	thermique	56	74	97	
386	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA37)	E	thermique	83	107	139	
387	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA37)	E	thermique	168	187	216	
388	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA37)	E	surpression	50	60	90	155
389	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA37)	D	thermique	32	37	45	
390	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA37)	E	surpression	0	0	13	26
391	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA37)	E	thermique	47	63	84	
392	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA37)	E	thermique	56	74	97	
393	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA38)	E	thermique	83	107	139	
394	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA38)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
395	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA38)	E	surpression	50	60	90	155
396	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA38)	D	thermique	32	37	45	
397	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA38)	E	surpression	0	0	13	26
398	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA38)	E	thermique	47	63	84	
399	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA38)	E	thermique	56	74	97	
400	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA39)	E	thermique	83	107	139	
401	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA39)	E	thermique	168	187	216	
402	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA39)	E	surpression	50	60	90	155
403	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA39)	D	thermique	32	37	45	
404	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA39)	E	surpression	0	0	13	26
405	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA39)	E	thermique	47	63	84	
406	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA39)	E	thermique	56	74	97	
407	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA40)	E	thermique	83	107	139	
408	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA40)	E	thermique	168	187	216	
409	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA40)	E	surpression	50	60	90	155
410	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA40)	D	thermique	32	37	45	
411	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA40)	E	surpression	0	0	13	26
412	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA40)	E	thermique	47	63	84	
413	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA40)	E	thermique	56	74	97	
414	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA41)	E	thermique	83	107	139	
415	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA41)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
416	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA41)	E	surpression	50	60	90	155
417	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA41)	D	thermique	32	37	45	
418	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA41)	E	surpression	0	0	13	26
419	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA41)	E	thermique	47	63	84	
420	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA41)	E	thermique	56	74	97	
421	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA42)	E	thermique	83	107	139	
422	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA42)	E	thermique	168	187	216	
423	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA42)	E	surpression	50	60	90	155
424	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA42)	D	thermique	32	37	45	
425	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA42)	E	surpression	0	0	13	26
426	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA42)	E	thermique	47	63	84	
427	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA42)	E	thermique	56	74	97	
428	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA43)	E	thermique	83	107	139	
429	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA43)	E	thermique	168	187	216	
430	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA43)	E	surpression	50	60	90	155
431	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA43)	D	thermique	32	37	45	
432	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA43)	E	surpression	0	0	13	26
433	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA43)	E	thermique	47	63	84	
434	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA43)	E	thermique	56	74	97	
435	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA47)	E	thermique	83	107	139	
436	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA47)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
437	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA47)	E	surpression	50	60	90	155
438	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA47)	D	thermique	32	37	45	
439	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA47)	E	surpression	0	0	13	26
440	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA47)	E	thermique	47	63	84	
441	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA47)	E	thermique	56	74	97	
442	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA48)	E	thermique	83	107	139	
443	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA48)	E	thermique	168	187	216	
444	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA48)	E	surpression	50	60	90	155
445	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA48)	D	thermique	32	37	45	
446	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA48)	E	surpression	0	0	13	26
447	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA48)	E	thermique	47	63	84	
448	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA48)	E	thermique	56	74	97	
449	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA49)	E	thermique	83	107	139	
450	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA49)	E	thermique	168	187	216	
451	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA49)	E	surpression	50	60	90	155
452	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA49)	D	thermique	32	37	45	
453	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA49)	E	surpression	0	0	13	26
454	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA49)	E	thermique	47	63	84	
455	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA49)	E	thermique	56	74	97	
456	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA50)	E	thermique	83	107	139	
457	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA50)	E	thermique	168	187	216	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
458	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA50)	E	surpression	50	60	90	155
459	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA50)	D	thermique	32	37	45	
460	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA50)	E	surpression	0	0	13	26
461	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA50)	E	thermique	47	63	84	
462	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA50)	E	thermique	56	74	97	
463	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA51)	E	thermique	83	107	139	
464	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA51)	E	thermique	168	187	216	
465	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA51)	E	surpression	50	60	90	155
466	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA51)	D	thermique	32	37	45	
467	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA51)	E	surpression	0	0	13	26
468	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA51)	E	thermique	47	63	84	
469	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA51)	E	thermique	56	74	97	
470	Phase exploitation - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA52)	E	thermique	83	107	139	
471	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA52)	E	thermique	168	187	216	
472	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à la rupture de la liaison aérienne du col de cygne entre la tête de puits et la collecte (VA52)	E	surpression	50	60	90	155
473	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA52)	D	thermique	32	37	45	
474	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA52)	E	surpression	0	0	13	26
475	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA52)	E	thermique	47	63	84	
476	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA52)	E	thermique	56	74	97	
477	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (C03)	D	thermique	24	27	32	
478	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (C03)	E	surpression	0	0	13	26
479	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (C03)	E	thermique	17	24	31	

N° du PhD	Commentaire	Proba Indice	Type d'effet	Effet Très Grave	Effet Grave	Effet Significatif	Bris de Vitres
480	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (C03)	E	thermique	56	74	97	
481	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA9)	D	thermique	24	27	32	
482	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA9)	E	surpression	0	0	13	26
483	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA9)	E	thermique	17	24	31	
484	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA9)	E	thermique	56	74	97	
485	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA5)	D	thermique	24	27	32	
486	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA5)	E	surpression	0	0	13	26
487	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA5)	E	thermique	20	28	37	
488	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA5)	E	thermique	56	74	97	
489	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA8)	D	thermique	24	27	32	
490	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA8)	E	surpression	0	0	13	26
491	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA8)	E	thermique	20	28	37	
492	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA8)	E	thermique	56	74	97	
493	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA16)	D	thermique	24	27	32	
494	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA16)	E	surpression	0	0	13	26
495	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA16)	E	thermique	32	43	58	
496	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA16)	E	thermique	56	74	97	
497	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA56)	D	thermique	24	27	32	
498	Phase exploitation - Rejet horizontal de gaz enflammé suite à une perforation limitée (DN 25) de la tête de puits (VA56)	E	surpression	0	0	13	26
499	Phase de travaux en pression - Rejet vertical de gaz enflammé suite à la rupture d'un élément de sas en opération de wire-line classique (VA56)	E	thermique	32	43	58	
500	Phase de reprise de puits - Rejet vertical de gaz enflammé suite à l'éruption en plein cuvelage (VA56)	E	thermique	56	74	97	

Nota : Les échelles de probabilité sont précisées à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. Ainsi, l'indice probabilité E correspond au niveau de probabilité le plus faible de cette échelle définie par la réglementation nationale, et équivaut à une fréquence d'occurrence inférieure à une fois tous les 100 000 ans.

3.3. Phénomènes dangereux non pertinents pour le PPRT

3.3.1. Dangers liés à l'exploitation d'ICPE

a. Dispositions générales d'exclusion

Conformément à la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003, les événements initiateurs suivants ne sont pas retenus dans l'étude des dangers :

- chute de météorite,
- séismes d'amplitude supérieure aux séismes de référence définis par la réglementation,
- crues d'amplitude supérieure aux crues de référence définies par la réglementation,
- événements climatiques d'intensité supérieure aux événements historiquement connus ou prévisibles pouvant affecter l'installation, selon les règles en vigueur,
- chute d'avion hors des zones de proximité d'aéroport ou aérodrome, c'est-à-dire à plus de 2000 m de tout point des pistes de décollage ou atterrissage (les installations de Cerville sont à plus de 2000 m de l'aérodrome de Nancy-Essey),
- rupture de barrage de classe A ou B au sens de l'article R.214-112 du code de l'Environnement ou d'une digue de classe A, B ou C au sens de l'article R.214-113 de ce même code,
- actes de malveillance.

Par ailleurs, la circulaire technique du 10 mai 2010 précise :

« Seuls les phénomènes dangereux dont la probabilité est rendue suffisamment faible peuvent être exclus du champ PPRT, en application de la règle suivante :

Les phénomènes dangereux dont la classe de probabilité est E, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, sont exclus du PPRT à la condition que :

- *cette classe de probabilité repose sur une mesure de sécurité passive vis-à-vis de chaque scénario identifié,*
- *ou cette classe de probabilité repose sur au moins deux mesures techniques de sécurité pour chaque scénario identifié, et qu'elle soit maintenue en cas de défaillance d'une mesure de sécurité technique ou organisationnelle, en place ou prescrite.*

Dans le cas où ces deux conditions s'avèreraient inadaptées, le Préfet peut proposer d'autres critères d'exclusion de phénomènes dangereux du champ du PPRT après avis de la Direction de la Prévention des Pollutions et des Risques. »

b. Evénements initiateurs spécifiques

Conformément à la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003, plusieurs événements externes peuvent ne pas être retenus comme événement initiateur des phénomènes dangereux définis par l'exploitant.

Pour ce qui concerne la foudre, la réglementation définie dans l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 est respectée. L'analyse du risque foudre, datée du 17 mai 2010, a été fournie et examinée sans remarque.

Concernant le séisme, la société STORENGY a justifié dans son courrier du 4 mars 2011 que deux éléments de ses installations peuvent résister au séisme de référence : les vannes de connexion entre le centre de stockage d'une part et le réseau de transport d'autre part, ainsi que les vannes de subsurface permettant d'isoler le stockage souterrain des installations de surface.

Cependant l'exploitant n'a apporté aucune justification quant à la tenue au séisme de l'ensemble des autres tuyauteries et équipements. Aussi il sera imposé par arrêté préfectoral qu'il justifie la tenue au séisme de l'ensemble des équipements susceptibles de conduire, en cas de séisme, à un ou plusieurs phénomènes dangereux dont les zones de dangers irréversibles dépassent les limites du site par l'élaboration une étude permettant de déterminer les moyens techniques nécessaires à leurs protection

parasismique.

Aucun des phénomènes dangereux figurant dans le tableau en partie 3.2.4 n'a été exclu.

3.3.2. Dangers liés au sous sol

Dans le cas d'un stockage en nappe aquifère, comme c'est le cas sur le site de Cerville, l'effondrement brutal du stockage n'est pas retenu. En effet aucune matière n'a été extraite du sous sol, le gaz injecté remplace l'eau de la nappe phréatique. L'inflammation du gaz dans le sous-sol n'est pas non plus possible, du fait de l'absence de comburant.

De même l'exploitation du sel à 2,5 km du stockage n'est pas retenue comme événement initiateur potentiel d'un incident sur site, du fait que le stockage est environ 200 mètres plus profond que les couches de sel exploitées.

Le phénomène de remontée de gaz à travers les terrains pourrait avoir plusieurs origines :

- un défaut d'étanchéité de la cimentation du puits,
- un surremplissage du réservoir menant à une sortie latérale du gaz,
- une rupture mécanique de la couverture (liée par exemple à une pression de stockage trop importante),
- le cheminement du gaz à travers une faille,
- une entrée capillaire du gaz dans la couverture,
- une atteinte au stockage par un forage tiers.

Ce phénomène est exclu du fait de la mise en œuvre des dispositions suivantes :

- conception et maintien dans le temps d'une cimentation adéquate et de bonne qualité,
- conception et maintien dans le temps d'installations de surface ne permettant jamais d'atteindre la pression de fracturation de la couverture (estimée à 90 bars),
- conception et maintien dans le temps d'installations de surface ne permettant jamais d'atteindre la pression capillaire de déplacement de la couverture (mesurée à 90 bars),
- contrôle de la qualité de l'eau ainsi que suivi en pression dans l'aquifère supérieur,
- détection de gaz dans le niveau réservoir hors du périmètre de stockage (puits de contrôle périphérique),
- établissement d'un périmètre de protection et mise en place d'une procédure de permis de forage à proximité du stockage, en surface (réalisée depuis le décret d'autorisation du stockage datant du 8 décembre 1972),
- surveillance visuelle (rondes) en surface,
- contrôle et régulation du volume stocké (régulation à l'injection et puits de contrôle de l'interface eau-gaz),
- contrôle et régulation de la pression du stockage, au niveau de tous les puits, à une valeur inférieure à la pression de fracturation de la couverture,
- contrôle et régulation de la pression du stockage, au niveau de tous les puits, à une valeur inférieure à la pression capillaire de déplacement de la couverture,
- surveillance de la pression de gaz dans l'annulaire de contrôle.

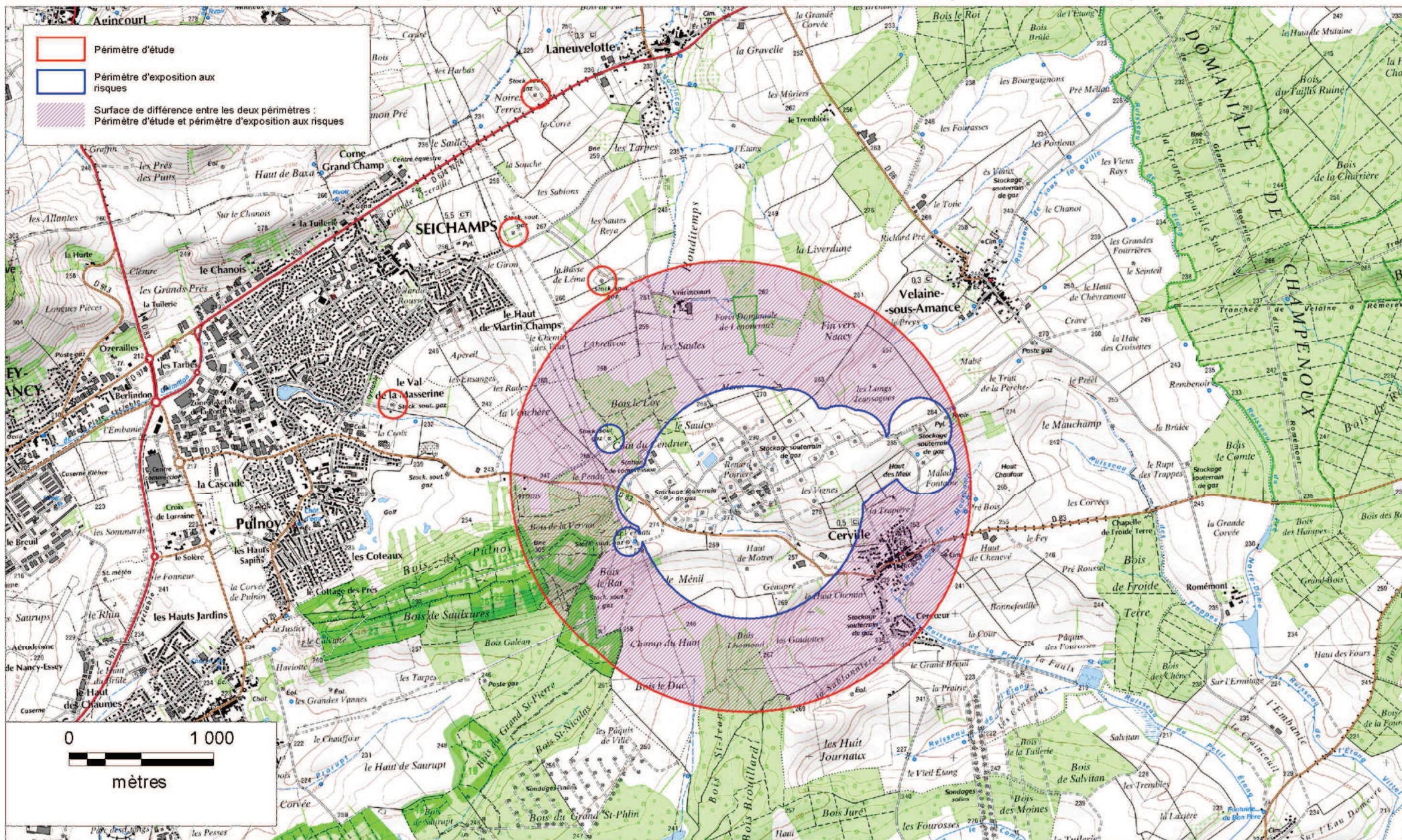
3.4. Périmètre d'étude et périmètre d'exposition aux risques

Le périmètre d'étude du PPRT a été initialement défini en avril 2011 par la courbe enveloppe des effets de l'ensemble des phénomènes dangereux décrits dans l'étude de dangers de l'installation classée SEVESO haut (AS) et retenus pour le PPRT.

Or, l'étude de danger a notablement évolué et les raisons listées au paragraphe précédent ont permis d'exclure les phénomènes d'UVCE en cas de rupture totale d'une tuyauterie de gaz. De fait, le périmètre d'exposition aux risques, c'est-à-dire le périmètre réglementé par le PPRT, est finalement réduit comme illustré ci-après.

La réduction de périmètre entre périmètre d'étude et périmètre d'exposition aux risques correspond à

une superficie d'environ 525 ha : le règlement du PPRT ne portera pas sur ces terrains.



4. LES MODES DE PARTICIPATION AU PPRT

4.1. Procédure d'élaboration

Les modalités d'élaboration du PPRT sont définies par le code de l'Environnement (articles R. 515-39 à R. 515-50 joints en annexe 2) ainsi que par un guide méthodologique élaboré par le ministère en charge de l'Ecologie.

L'élaboration du PPRT s'effectue en plusieurs étapes, détaillées par le schéma ci-après :

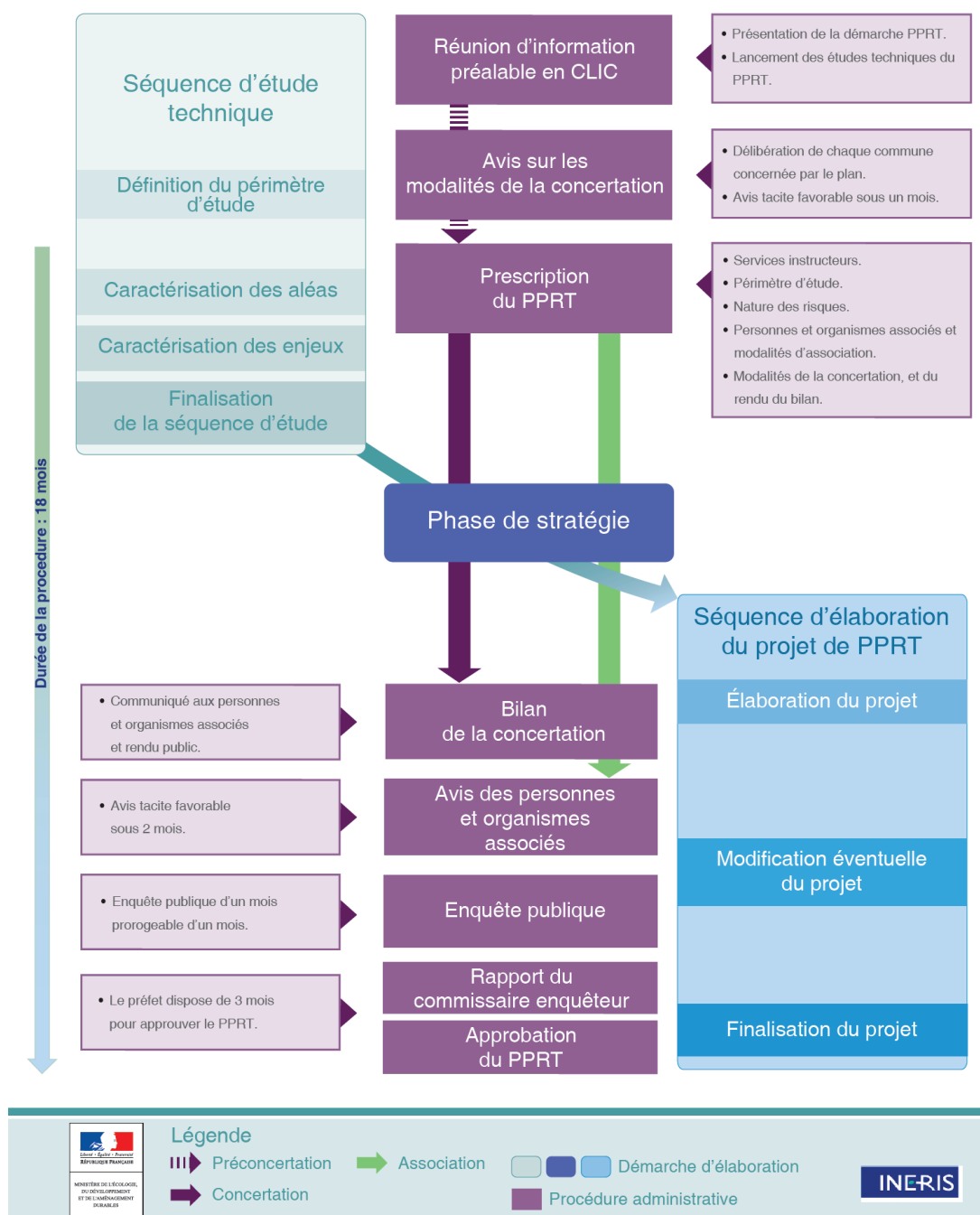
- Réunion d'information préalable en CLIC : cette réunion est destinée à présenter la démarche d'élaboration du PPRT. Elle marque le lancement officiel de sa réalisation. La première réunion du CLIC à laquelle le PPRT était à l'ordre du jour s'est tenue le 3 décembre 2010.
- Phase d'études techniques, durant laquelle les services instructeurs de l'État en charge de la rédaction du PPRT mènent les analyses (caractérisations des aléas et des enjeux) conduisant notamment à définir le périmètre d'étude du PPRT ainsi que son zonage brut. La prescription du PPRT par arrêté préfectoral a eu lieu pendant cette phase d'études techniques, dès lors que celle-ci a été suffisamment avancée, par arrêté préfectoral en date du 19 avril 2011 joint en annexe 3.
- Phase de stratégie, durant laquelle le zonage réglementaire et les mesures pour la maîtrise de l'urbanisation afférentes sont définis, en association avec les personnes et organismes associés (POA) à l'élaboration du projet de PPRT. Pendant cette phase ont lieu des réunions de ce groupe de travail. Ces réunions ont eu lieu les :
 - o 29 juin 2011 : présentation de la démarche, du rôle des POA et de l'avancement de la phase technique,
 - o 14 décembre 2012 : présentation des enjeux, lancement des investigations complémentaires,
 - o 19 mars 2013 : présentation des résultats des investigations complémentaires, du zonage prévisionnel et des lignes directrices du règlement.
- A l'issue de la phase de stratégie, le projet de PPRT est finalisé, soumis à l'avis des personnes et organismes associés puis à une enquête publique. Les personnes et organismes associés sont également consultés sur le bilan de la concertation.
- A l'issue de l'enquête publique et après la prise en compte des observations du public, le PPRT est approuvé par le Préfet de Meurthe-et-Moselle. Le PPRT doit être approuvé dans les 18 mois à compter de la date de l'arrêté de prescription. Si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations, le Préfet peut, par arrêté motivé, fixer un nouveau délai. Cela a été le cas pour le PPRT de STORENGY en raison notamment de la complexité à évaluer les risques spécifiques des stockages souterrains de gaz.

Durant toute la période d'élaboration du projet de plan, l'ensemble des personnes concernées (exploitant, collectivités locales, État, associations, public...) est informé et consulté via les modalités d'association et de concertation définies dans l'arrêté préfectoral de prescription et décrites au paragraphe 4.2 ci-après.

Ainsi, le projet de plan est élaboré en groupe de travail par les personnes et organismes associés sur proposition des services instructeurs et éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de la concertation et des avis émis par les organismes associés ou lors de l'enquête publique.

Élaboration des PPRT

Procédure administrative et démarche d'élaboration



4.2. Les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT

La conduite des PPRT est menée avec les différents acteurs impliqués afin d'instaurer un climat de confiance nécessaire à l'appropriation des risques et des choix qui fondent le projet de PPRT. Il est ainsi plus aisé d'aboutir à une vision commune de la démarche de prévention.

Conformément à l'arrêté préfectoral en date du 19 avril 2011 prescrivant l'élaboration du PPRT (annexe 3), les personnes et organismes associés pour la mise en place du PPRT autour du site STORENGY de Cerville sont, outre les représentants des services de l'État :

- le représentant de la société STORENGY,
- les Maires des communes de Cerville, Laitre-sous-Amance, Lenoncourt, Seichamps, Pulnoy, Velaine-sous-Amance et Saulxures-les-Nancy ou leurs représentants,
- le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ou son représentant,
- le Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) créé autour des installations qui font l'objet du PPRT, représenté par les deux membres qu'il a désignés :
 - o Monsieur Daniel HANRIOT (riverain),
 - o Monsieur Gérald FERRY (riverain).

Par ailleurs, en fonction de l'ordre du jour, le représentant de la société GRTGaz exploitant une installation classée pour la protection de l'environnement riveraine du site STORENGY et les riverains ou leur représentant, dont les biens ou les activités sont potentiellement concernés par les mesures foncières (Monsieur RAMPON, riverain propriétaire et Monsieur LANBLIN, riverain propriétaire et exploitant agricole) ont participé aux réunions de POA.

Ces réunions ont permis à chacun des acteurs d'avoir une information complète au travers des éléments concernant les aléas et les enjeux décrits ci-après, les pratiques et usages locaux. Les personnes et organismes associés ont pu y exprimer leurs souhaits sur le projet de règlement PPRT en gardant à l'esprit le cadre fixé par le guide national méthodologique PPRT. Les comptes-rendus de ces réunions sont donnés à l'annexe 4.

4.3. Les modalités de la concertation

La concertation, permettant au plus grand nombre d'être informé et impliqué dans la démarche d'élaboration du PPRT, vient compléter l'association afin de développer une culture commune du risque par la mise en place du dialogue local.

Suite à la consultation des conseils municipaux des communes concernées par le périmètre d'étude, l'arrêté préfectoral en date du 19 avril 2011 prescrivant l'élaboration du PPRT a défini les modalités de la concertation suivante :

- l'arrêté préfectoral de prescription du PPRT, les comptes-rendus et les documents de séance des réunions d'association sont tenus à la disposition du public dans les mairies de Cerville, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Velaine-sous-Amance, Lenoncourt et Saulxures-les-Nancy, pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public,
- ces documents sont également consultables sur le site internet de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine (<http://www.lorraine.developpement-durable.gouv.fr/>),
- mise en place d'un registre dans chacune des mairies précitées permettant de recueillir des observations des habitants et personnes intéressées sur le projet de plan,
- après la dernière réunion des personnes et organismes associés, sur demande du Préfet de la Meurthe-et-Moselle, le projet de plan est mis à la disposition du public dans les mairies précitées pendant un mois. Le projet de plan est accompagné d'un registre de recueil des remarques du public.

A l'issue de cette période d'un mois, les communes transmettent à la préfecture de la Meurthe-et-Moselle tous les registres contenant l'ensemble des remarques émises par le public au cours de la phase de concertation. Les services instructeurs rédigent le bilan de la concertation à partir de ces documents et, le cas échéant, des comptes-rendus des réunions publiques.

5. LES ETUDES TECHNIQUES

5.1. Mode de qualification de l'aléa

La détermination des aléas technologiques retenus pour la maîtrise de l'urbanisation, sur la base de l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, résulte de l'analyse de ce document par l'Inspection des Installations Classées de la DREAL.

L'identification d'un niveau d'aléas consiste à attribuer, en chaque point inclus dans le périmètre d'exposition aux risques et concerné par au moins un phénomène dangereux, un des 7 niveaux d'aléas définis ci-après pour chaque type d'effet, à partir du niveau d'intensité des effets attendus en ce point et du cumul des probabilités d'occurrence.

Les sept niveaux d'aléas sont ainsi définis : Très Fort plus (TF+), Très Fort (TF), Fort plus (F+), Fort (F), Moyen plus (M+), Moyen (M), Faible (Fai). Les classes de probabilités sont celles reprises dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. Elles sont échelonnées d'une classe A pour les événements « courants » à E pour les événements « possibles mais extrêmement peu probables ».

Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique ou de surpression sur les personnes, en un point donné	Très grave			Grave			Significatif			Indirect
Cumul des classes de probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux en un point donné	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	Tous
Niveau d'aléa	TF+	TF	F+	F	M+	M	Fai			

Echelle des niveaux d'aléas

Ainsi, à titre d'illustration, l'attribution d'un niveau d'aléa « Très Fort plus » (TF+) à un point donné du périmètre d'exposition aux risques signifie que ce point est soumis potentiellement à au moins un phénomène dangereux avec des effets dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées très graves et dont le cumul des classes de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux conduisant à cet effet et à ce niveau d'intensité est strictement supérieur à D (événement très improbable).

Pour le site STORENGY, le travail réalisé à partir des études de dangers et des divers compléments remis par les exploitants, ainsi que l'application des circulaires, évoquées dans les différents paragraphes ci-avant, ont permis à l'Inspection des Installations Classées de valider la liste des phénomènes dangereux à prendre en compte pour la réalisation de la cartographie des aléas (cf. chapitre 2).

A partir des données du tableau des phénomènes dangereux retenus pour le PPRT (cf. chapitre 3), la cartographie des aléas technologiques mise en forme avec le logiciel SIGALEA développé par l'INERIS pour le compte du ministère en charge de l'Ecologie est réalisée et donnée ci-après. Cette cartographie fait apparaître le zonage construit en fonction de l'intensité et de la probabilité des phénomènes dangereux pouvant impacter un point donné.

Les cartes établies selon ces principes et outils sont présentées et commentées ci-après. Il est à noter que les intensités et la probabilité affectées à chaque phénomène dangereux sont établies en fonction des connaissances actuelles. Par ailleurs, **les incertitudes liées aux modélisations et à l'évaluation de la probabilité font que les limites des différentes zones d'aléas ne peuvent être strictement considérées comme des barrières étanches et ne sauraient avoir de valeur absolue. Il est néanmoins nécessaire d'établir des limites pour réglementer l'urbanisation tout en développant une connaissance et une culture du risque pour les particuliers.**

La carte d'aléa des effets de surpression générés par STORENGY est donnée ci-dessous. Cette carte appelle les commentaires suivants :

- les aléas les plus forts (TF+ à F, couleurs rouge et jaune) traduisent le risque fort de décès en cas d'explosion majeure sur le site.
- les aléas qualifiés de moyen (M et M+, couleurs bleues) correspondent à une intensité des effets de surpression pouvant générer 1% de décès parmi les personnes exposées, ainsi que des effets irréversibles (blessures graves du fait d'une chute par exemple),
- la zone verte correspond à l'aléa le plus faible pour les effets de surpression. Cette zone correspond au risque de blessures par bris de vitre en cas d'explosion (effets indirects par bris de vitre).



PPRT de Cerville (Storengy) Carte d'aléa des effets de surpression



Sources:
Dossier: Storengy_Cerville_15112012
Rédaction/Édition: CT-AG - 17/11/2012 - MAPINFO® V 9 - SIGALEA® V 4.0.4 - ©INERIS 2011

SIGALEA

La carte d'aléa des effets thermiques générés par STORENGY est donnée ci-dessous.

- les aléas les plus forts (TF+ à F, couleurs rouge et jaune) traduisent le risque fort de décès en cas d'accident majeur sur le site générant des effets thermiques (jets enflammés et flash thermiques en cas d'explosions de nuages de gaz inflammables pour l'essentiel),
- les aléas qualifiés de moyen (M et M+, couleurs bleues : l'intensité des effets thermiques est telle qu'un événement majeur peut générer 1% de décès parmi les personnes exposées, ainsi que des effets irréversibles (brûlures du 3ème degré par exemple),



PPRT de Cerville (Storengy) Carte d'aléa des effets thermiques



Sources:
Dossier: Storengy_Cerville_15112012
Rédaction/Édition: CT-AG - 17/11/2012 - MAPINFO® V 9 - SIGALEA® V 4.0.4 - ©INERIS 2011

SIGALEA

La carte ci-dessous constitue une synthèse des aléas, tous les types d'effets étant confondus. Elle représente les différents niveaux d'aléas en tout point du périmètre d'exposition aux risques engendrés par un effet thermique ou de surpression pouvant être créé par les différents phénomènes dangereux.



PPRT de Cerville (Storengy) Enveloppes des aléas tous types d'effets confondus



Sources:
Dossier: Storengy_Cerville_15112012
Rédaction/Édition: CT-AG - 17/11/2012 - MAPINFO® V 9 - SIGALEA® V 4.0.4 - ©INERIS 2011

SIGALEA

5.2. Caractérisation des enjeux

L'objet de cette étude technique est de recenser et caractériser l'ensemble des éléments d'occupation du sol dans le périmètre d'étude. Ainsi, toutes les structures pouvant être le siège d'une occupation humaine sont recensées. Ces structures sont diverses et regroupent les habitats, les activités économiques, les établissements recevant du public et les infrastructures de transport. Cette étude aide à définir la stratégie d'élaboration du PPRT.

Toutefois, comme évoqué aux paragraphes 2.3 et 3.4 le périmètre d'étude du PPRT de Storengy couvre une zone beaucoup plus large que le périmètre réel d'exposition aux risques. Ainsi, il a été décidé que l'étude de caractérisation des enjeux, engagée après la finalisation de l'étude des dangers et après la détermination du périmètre réel d'exposition aux risques, soit menée uniquement dans ce dernier périmètre.

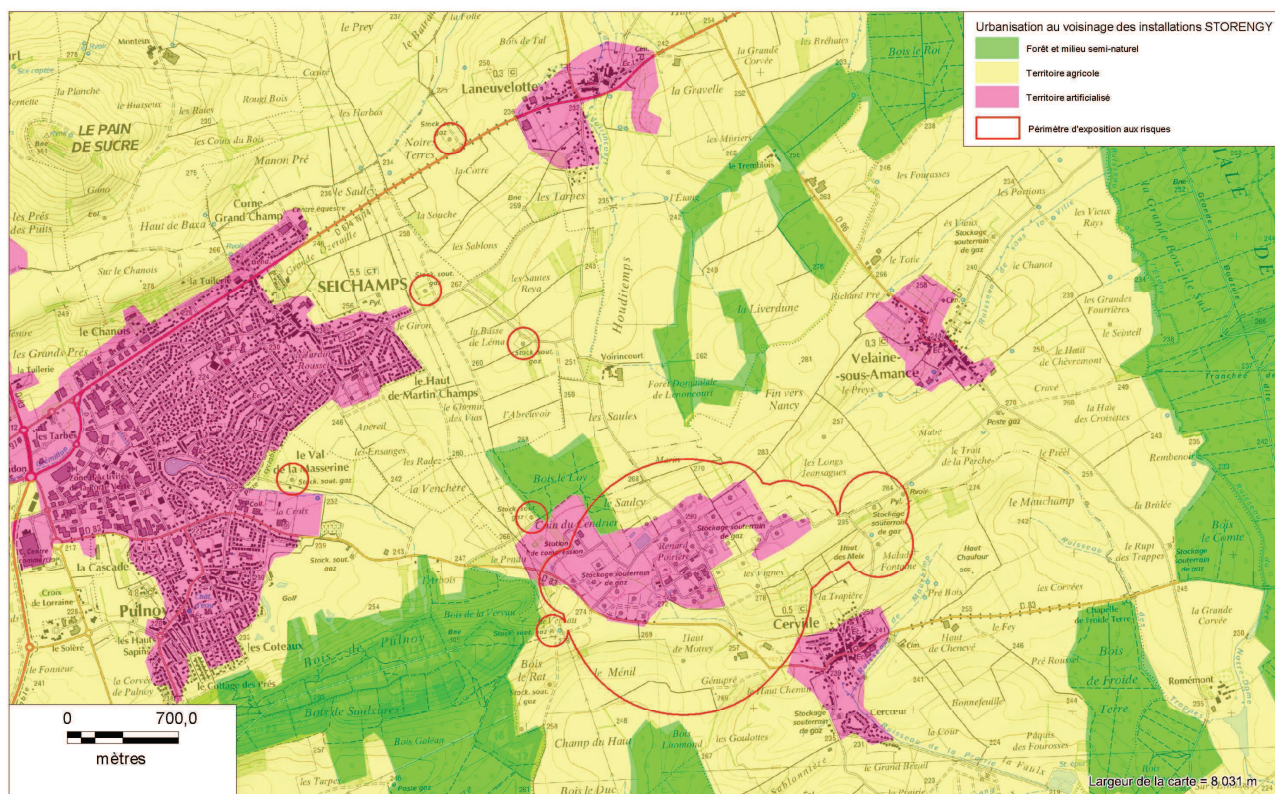
5.2.1. L'urbanisation

Le périmètre d'exposition aux risques du PPRT couvre une superficie d'environ 261 ha répartis sur les communes de Cerville, Pulnoy, Laneuvelotte, Seichamps et Velaine-sous-Amance.

L'urbanisation à proximité de la station centrale est faible. Certains puits de contrôle sont quant à eux situés à proximité de zones urbanisées ou urbanisables.

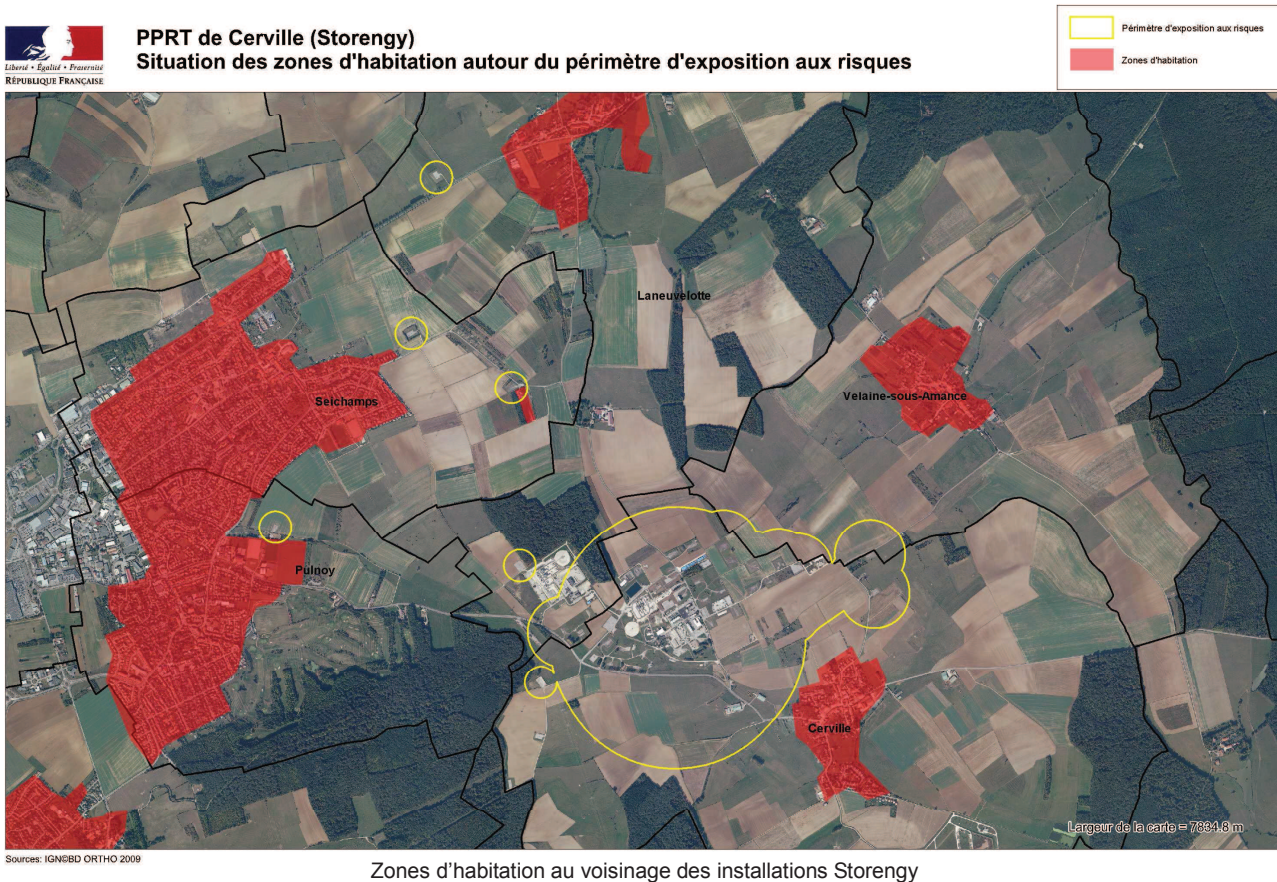


PPRT de Cerville (Storengy)
Urbanisation au voisinage des installations STORENGY



Urbanisation au voisinage des installations Storengy

5.2.2. L'habitat



Zones d'habitation au voisinage des installations Storengy

Les zones les plus urbanisées sont situées à l'ouest du périmètre d'exposition aux risques.

5.2.3. Les activités économiques

L'activité économique à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques concerne presque exclusivement les activités industrielles (dont celles liées à la plate-forme gazière). Le secteur du commerce et des services est également fortement marqué sur les communes impactées par le périmètre d'exposition aux risques ; toutefois, les implantations de ces entreprises sont hors de ce périmètre.

Sont également implantées dans le périmètre d'exposition aux risques plusieurs exploitations agricoles en polyculture (élevage et culture céréalière).

Il faut également noter la présence, non loin de la station centrale, d'un bâtiment à usage de garage au croisement de la route de Nancy et de la route départementale RD83.

5.2.4. Principaux espaces accessibles au public

a. Etablissements Recevant du Public (ERP)

Au sein du périmètre d'exposition aux risques, il n'y a aucun ERP. Il est toutefois à noter la présence d'une aire d'accueil des gens du voyage sur le territoire de la commune de Seichamps dont le déplacement est prévu.

b. Espaces publics

Il s'agit pour l'essentiel de chemins de randonnée pédestre également accessibles aux cyclistes et cavaliers. Les chemins d'exploitation agricole et forestière sont également empruntés par les promeneurs.

Sur la commune de Pulnoy, un parc urbain met à disposition des riverains des structures de jeux et bancs.

Parmi ces éléments, un « city stade » est partiellement impacté par le périmètre d'étude.

5.2.5. Les infrastructures de transport et ouvrages d'intérêt général

Le périmètre d'exposition aux risques du PPRT de STORENGY comprend des infrastructures de transport routières desservies par des lignes de transport en commun et voies de loisirs en mode doux.

a. Infrastructures routières

Le périmètre d'exposition aux risques est traversé par plusieurs infrastructures routières :

- la route D83, permettant la liaison entre Nancy et les communes de l'est nancéen,
- la route D674, permettant la liaison entre Laneuvelotte et la périphérie de Nancy,
- des routes du réseau secondaires, liaisons entre les communes situées à l'est de Nancy et les communes périphériques de Nancy dont Seichamps, Pulnoy et Saulxures-les-Nancy.

b. Transports en commun

Le périmètre est traversé par plusieurs lignes de transport en commun urbain et interurbain, détaillées comme suit :

- la ligne TED R370 qui emprunte la route D83 entre Seichamps et Cerville,
- la ligne TED R360 qui emprunte la route D674 entre les communes limitrophes de Nancy et Laneuvelotte.

c. Les ouvrages et équipements d'intérêt général

Le périmètre d'étude est traversé par les équipements et ouvrages d'intérêt général suivant :

- lignes à haute tension, en particulier la ligne Bezaumont-Houdreville (2 x 400 kV) et les lignes Essey-Laneuveville-Laneuvelotte-Champigneulles (2 x 63 kV), implantées à l'ouest des installations Storengy en secteur agricole,
- canalisations de transport de matières dangereuses : il s'agit uniquement de canalisations de transport de gaz desservant la plate-forme gazière.

5.2.6. Estimation de la population concernée

Deux types de population présente dans le périmètre d'étude sont distingués : la population liée à l'habitation et celle liée à l'emploi.

Sur la base des données INSEE disponibles, la population estimée liée à l'habitation est de l'ordre de 15 000 personnes pour l'ensemble des communes concernées par le périmètre d'étude.

Pour la partie emploi, la population estimée est de l'ordre de 3 200 personnes pour l'ensemble des communes concernées par le périmètre d'étude, y compris l'établissement à l'origine des risques qui représente 50 emplois au 1^{er} janvier 2013.

5.2.7. Synthèse des enjeux

Le périmètre d'étude relatif au PPRT de STORENGY, dominé par les zones à vocation agricole, inclut également des habitations, un terrain de sport (city stade) et commerces de proximité sans toutefois comporter d'ERP sensibles.

Les habitations et le commerce de proximité sont localisés en périphérie du périmètre d'étude. Les activités agricoles sont dispersées sur le périmètre d'étude.

En termes d'infrastructures, les routes présentes dans le périmètre d'étude permettent la desserte des communes en particulier à partir de l'agglomération nancéenne.

Les cartes de synthèse des enjeux sont jointes en annexe 5.

5.3. Superposition des aléas et des enjeux

La superposition de la carte de synthèse des enjeux et de la cartographie des aléas permet d'avoir une perception de l'impact global des aléas sur le territoire. Elle constitue le fondement technique de la démarche de finalisation des études nécessaires à l'élaboration du PPRT.

Les cartes présentant l'identification des enjeux situés sur le territoire exposé aux risques technologiques avec la superposition des aléas (tous types d'aléas confondus) sont jointes en annexe 6.

Le périmètre d'exposition aux risques (261 hectares) présente la répartition suivante (superficies données en hectare et arrondies au centième d'hectare) :

		Fai	M	M+	F	F+	TF	TF+	Total
Cerville	Zone boisée	0,08	0	0	0	0	0	0	0,08
	Zone agricole	31,48	0,57	20,31	0	52,75	21,64	20,2	146,95
	Zone urbanisée	0	0	0	0	1,09	8,24	48,02	57,35
Lenoncourt	Zone boisée								
	Zone agricole								
	Zone urbanisée								
Pulnoy	Zone boisée	0	0	0	0	0	0	0	0
	Zone agricole	1,07	0	0,75	0	0,83	0	0,40	3,05
	Zone urbanisée	0,18	0	0	0	0	0	0	0,18
Seichamps	Zone boisée	0	0	0	0	0	0	0	0
	Zone agricole	2,29	0	1,36	0	1,56	0	0,39	5,60
	Zone urbanisée	0,21	0	0,13	0	0,09	0	0	0,43
Laneuvelotte	Zone boisée	1,81	0	1,10	0	1,01	0	0	3,92
	Zone agricole	3,82	0	1,50	0	2,55	0,08	0,39	8,34
	Zone urbanisée	2,89	0	1,36	0	5,69	4,10	2,28	16,32
Velaine-sous-Amance	Zone boisée	0	0	0	0	0	0	0	0
	Zone agricole	4,44	0	2,68	0	10,17	0,76	0,13	18,18
	Zone urbanisée	0	0	0	0	0,64	0,02	0	0,66
Saulxures-les-Nancy	Zone boisée								
	Zone agricole								
	Zone urbanisée								
Total		48,27	0,57	29,19	0	76,38	34,84	71,81	261,06

Nota : Les communes de Saulxures-les-Nancy et de Lenoncourt initialement dans le périmètre d'étude sont hors périmètre d'exposition aux risques.

Les zones urbanisées (74,33 ha) le sont exclusivement du fait des équipements des sociétés Storengy et GRTGaz : bâtiments techniques et administratifs. Les zones boisées sont très peu impactées par les aléas du PPRT avec seulement 4 hectares. Ainsi, les zones agricoles (culture et élevage) sont prépondérantes dans le périmètre d'exposition au risque (182,73 ha).

Les zones d'aléas « très fort plus » (TF+) : l'emprise de ces zones reste limitée en surface au regard de celle du périmètre d'exposition au risque. Hors la propriété de l'industriel, ces terrains sont essentiellement des zones agricoles.

Les zones d'aléas « très fort » (TF) : la surface de terrains concernée par le niveau d'aléa TF est de 34,84 ha. Cette zone est en grande partie à l'extérieur du site et en zone agricole. Dans cette zone se situe un bâtiment à usage de garage.

Les zones d'aléas « fort plus » (F+) : les zones F+ concernent 76,38 ha. A noter la présence d'un bâtiment d'élevage d'une exploitation agricole ainsi que de bâtiments de la société GRTGaz. Cette zone est la plus étendue.

Les zones d'aléas « fort » (F) : cette zone est déterminée par la méthode de calcul des aléas, mais dans le cas de ce PPRT, elle est réduite à néant.

Les zones d'aléas « moyen plus » (M+) : cette zone de 29,19 ha s'étend principalement sur des terrains agricoles. Cette zone comporte un bâtiment d'élevage d'une exploitation agricole.

Les zones d'aléas « moyen » (M) : cette zone ne concerne que 0,57ha.

Les zones d'aléas « faible » (Fai) : cette zone de 48,27 ha est principalement en milieu agricole et présente une zone urbanisée du fait de la présence de la société GRTgaz. De plus, plusieurs routes la traversent.

Les principaux enjeux impactés par les aléas TF+ à M sont :

- des activités agricoles,
- les infrastructures routières.

Il n'y a pas d'habitation dans les zones d'aléas.

5.4. Zonage brut

Le zonage brut constitue une donnée d'entrée de la phase stratégie du PPRT. Il délimite à la fois les zones de principe de maîtrise de l'urbanisation future et les secteurs potentiels d'expropriation ou de délaissement (= mesures foncières) possibles inclus dans les zones.

Il est établi à partir des aléas, avec la prise en compte de l'ensemble des types d'effets (toxique, thermique, surpression). Il est conçu sur la base des principes de zonage pour la maîtrise de l'urbanisation future, tels qu'ils sont définis par le guide méthodologique « Plan de Prévention des Risques Technologiques » réalisé par le ministère en charge de l'Ecologie (cf. tableau ci-dessous) :

Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique ou de surpression sur les personnes, en un point donné		Très graves			Graves			Significatifs			Indirects par bris de vitre *	
Cumul des classes de probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux en un point donné		>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	<D
Niveaux d'aléas		TF+	TF	F+	F	M+	M	Fai				
Réglementation future	Effets toxique et thermique											
	Effets de surpression											

*uniquement pour les effets de surpression

Correspondance entre niveau d'aléas et principes de réglementation future

- les niveaux d'aléas les plus forts TF+ à F correspondent à des zones dont le principe de maîtrise de l'urbanisation future à appliquer est l'interdiction (zones rouge foncé et clair) ;
- les niveaux d'aléas les moins forts M+ à Fai correspondent à des zones dont le principe de maîtrise de l'urbanisation future à appliquer est l'autorisation sous conditions qui sont définies dans le règlement du PPRT (zones bleu foncé et clair).

À noter que le guide méthodologique des PPRT prévoit de manière générale que le niveau d'aléas faible pour les effets thermiques et toxiques ne fait l'objet d'aucun principe de réglementation sur le futur. Le chapitre « Phase de stratégie du PPRT » et le chapitre « Elaboration du PPRT » exposent les raisons qui ont conduit à imposer dans le cas présent des restrictions en zone d'aléa thermique faible.

Les principes retenus pour le zonage brut fournissent une base pour le futur zonage réglementaire. Ils permettent également d'identifier les zones où des mesures d'expropriation ou de délaissement pourraient être nécessaires selon les règles données dans le tableau ci-dessous :

Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique, ou de surpression sur les personnes, en un point donné		Très graves			Graves		
Cumul des classes de probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux en un point donné		>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E
Niveaux d'aléas		TF+	TF	F+	F	M+	
Réglementation sur l'existant Mesures foncières	Conditions d'inscription des enjeux vulnérables dans un secteur d'expropriation possible	D'office pour le bâti résidentiel. Modulable pour les activités	Selon contexte local (association)	Non proposé			
	Conditions d'inscription des enjeux vulnérables dans un secteur de délaissement possible	Pour mémoire, secteur d'expropriation possible (délaissement automatique après DUP)	D'office pour le bâti résidentiel. Modulable pour les activités			Selon contexte local (association)	Non proposé

Conditions d'inscription des enjeux vulnérables dans un secteur d'expropriation ou de délaissement possible

Il convient de noter :

- les mesures foncières potentielles peuvent être appliquées dans les zones de couleur rouge foncé et orange. Dans le cadre du PPRT de Storengy à Cerville, une mesure foncière en zone orange est nécessaire,
- les règles d'établissement du zonage brut telles qu'exposées ci-dessus sont issues du guide national d'élaboration des PPRT. Ce guide a été complété par divers documents permettant de traiter certains cas particuliers comme les activités économiques.

5.5. Investigations complémentaires

La superposition des enjeux et des aléas présentée ci-avant permet d'identifier, si nécessaire, des investigations complémentaires dont l'objectif est d'apporter des éléments permettant de mieux adapter la réponse réglementaire du PPRT, en gardant à l'esprit que le PPRT tend à protéger prioritairement les vies humaines. Ces investigations ne sont cependant pas systématiques et sont fonction du contexte local.

Les investigations complémentaires doivent permettre :

- d'estimer la valeur vénale des biens dans les secteurs d'expropriation ou de délaissement possibles : c'est l'estimation foncière, L'estimation a été demandée pour un bien à usage de garage, sur le territoire de la commune de Cerville, qui est situé en zone d'aléa Très Fort (TF) thermique et Faible (Fai) surpression.
- de déterminer si des travaux de renforcement du bâti existant sont nécessaires et, le cas échéant, possibles pour garantir la sécurité des personnes : c'est l'étude de vulnérabilité.

En effet, le bâti peut contribuer, éventuellement sous réserve de mesures spécifiques de conception, à protéger les personnes des effets d'un aléa technologique. Ainsi il est en général possible de renforcer le bâti existant ou de prévoir des mesures adaptées pour le bâti futur pour réduire la situation de vulnérabilité des personnes exposées. Cependant, cette protection n'est pas absolue car ces actions peuvent être inopérantes lorsque l'intensité de l'aléa est trop forte ; à noter aussi que certaines mesures peuvent ne pas être opérantes vis-à-vis d'effets de nature différente ou cumulés. Les prescriptions correspondantes dépendent du type d'effet (toxique, thermique ou surpression) et de ses caractéristiques (intensité, durée d'exposition, cinétique, etc.).

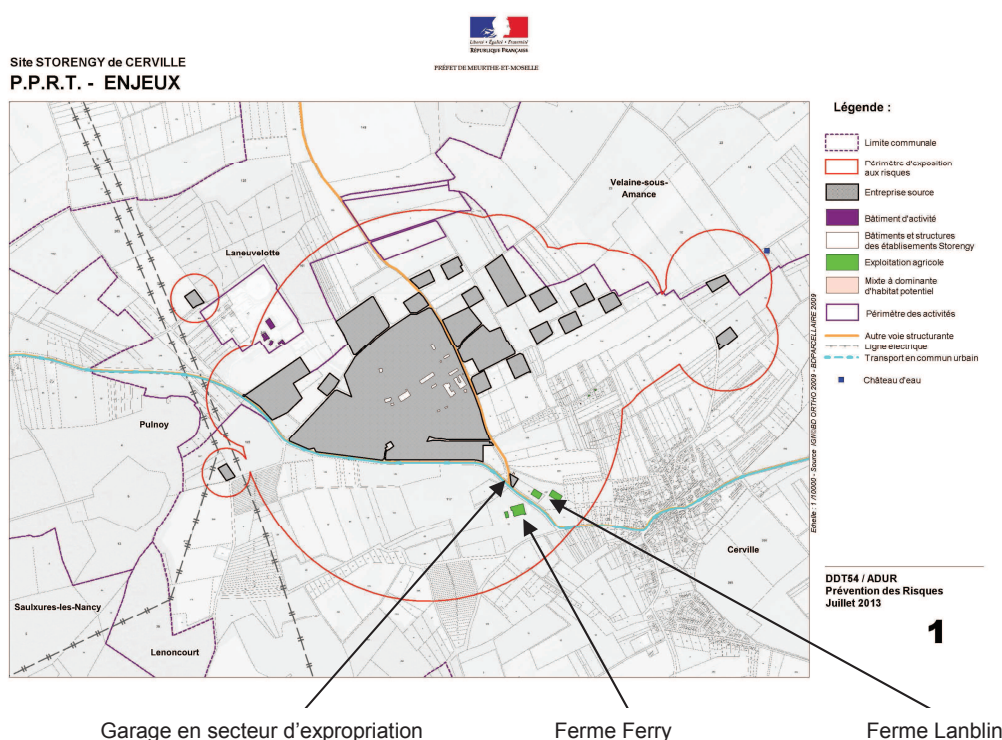
Il est rappelé que l'objectif du PPRT est la protection des personnes et non des biens. Il s'agit donc de vérifier si les bâtis permettent de protéger les personnes à l'intérieur et non de garantir un minimum de dégâts matériels. Ainsi, les bâtiments qui ne présentent pas d'occupation humaine

(bâtiment vide ou de stockage par exemple) sont recensés mais ne font pas l'objet d'une étude de renforcement.

Dans ce contexte, une étude complémentaire de « vulnérabilité » destinée à déterminer des mesures de protection des personnes ainsi que leur coût, a été réalisée sur les bâtiments situés dans des zones d'aléas moyen plus à fort plus (M+ à F+), en dehors de la zone grise, qui correspond à l'emprise foncière de l'établissement SEVESO. La réalisation de ces investigations a été confiée à un bureau d'études spécialisé, CETE de l'Est, et a porté sur les bâtiments suivants :

- Ferme Ferry : exploitation agricole avec bâtiment d'élevage et présence d'une occupation humaine permanente à des fins professionnelles, sur la commune de Cerville,
- Ferme Lanblin : exploitation agricole avec bâtiment d'élevage et présence d'une occupation humaine permanente à des fins professionnelles, sur la commune de Cerville.

Ces deux bâtiments ne sont soumis qu'à des effets de type thermiques.



Carte de localisation des enjeux dans le périmètre d'exposition aux risques (station centrale uniquement)

Le choix de ne représenter, sur la carte ci-dessus, que les enjeux présents dans le périmètre d'exposition aux risques de la station centrale permet d'illustrer la présence d'enjeux nécessitant des investigations complémentaires.

Ces investigations ont été menées en janvier et février 2013 sur la base de visites de terrains, une caractérisation des structures et une étude de leur résistance vis-à-vis des phénomènes dangereux.

L'exploitation de ces résultats dans le cadre de la phase stratégie du PPRT est détaillée au chapitre suivant. Il convient d'ores et déjà de relever qu'une protection optimale des biens présents dans les zones de mesures foncières ne peut être envisagée qu'en retenant la constitution d'un local de mise à l'abri dans chacune des 2 exploitations agricoles (compte tenu des caractéristiques des bâtiments et des activités qui y sont faites). En effet, l'élaboration du PPRT ne peut prévoir d'aménagement pour un coût supérieur à 5% du chiffre d'affaires des exploitations agricoles l'année de l'approbation du plan.

6. PHASE DE STRATEGIE DU PPRT

6.1. Objectifs et principes

La phase de stratégie vise à conduire, avec les personnes et organismes associés, la mise en forme partagée des principes de zonage du PPRT. Elle s'appuie sur l'ensemble des éléments recueillis lors de la séquence des études techniques. Elle permet de définir :

- les zones de maîtrise de l'urbanisation future (urbanisme et dispositions constructives),
- les secteurs potentiels d'expropriation et de délaissement possibles pour des biens existants dans une zone d'interdiction,
- des objectifs de performance que les bâtiments existants devront atteindre pour réduire leur vulnérabilité, ainsi que leur inscription en zones de prescription ou de recommandation,
- des règles pour les usages (infrastructures routières, transports collectifs, équipements recevant du public, ...).

Elle repose sur :

- des principes de réglementation édictés au niveau national, qui encadrent les grandes orientations du PPRT (cf. également le paragraphe 5.4 sur le zonage brut),
- les niveaux d'aléas et la vulnérabilité des personnes,
- les conclusions des études de vulnérabilité (possibilité technique de protection / coût),
- la valeur vénale estimée des biens,
- le contexte local : stratégies d'urbanisme, historique, type d'activité, contexte socio-économiques,
- la concertation avec les personnes et organismes associés.

Les principes de réglementation sont synthétisés dans le tableau en page suivante (extrait du guide méthodologique d'élaboration des PPRT). Les dispositions prévues par le PPRT sont de trois natures :

- ne pas aggraver le risque existant : le PPRT peut imposer une interdiction ou une réglementation pour toute construction nouvelle, toute extension de construction existante, toute réalisation d'aménagement ou d'ouvrages ou tout changement de destination, pour chacune des zones en fonction du type et du niveau d'aléas,
- le diminuer : le PPRT peut prescrire des mesures destinées à protéger les populations dans le périmètre d'exposition aux risques,
- le supprimer : le PPRT peut instaurer des mesures d'expropriation ou de délaissement dans les secteurs les plus exposés aux aléas.

Pour ce qui est des règles de construction ou d'amélioration du bâti existant, le règlement du PPRT fixe des objectifs de performance permettant de définir le résultat à atteindre en terme de résistance du bâti et de protection des personnes, assortis d'un délai de réalisation. Ceci permet de prendre en compte la grande variabilité de solutions techniques et architecturales, tout en laissant de la souplesse pour les évolutions techniques futures dans le domaine de la construction et en laissant le choix de la solution au propriétaire qui les met en œuvre. Dans certains cas néanmoins, des mesures génériques relevant plus du moyen que de l'objectif peuvent être prescrites.

Plan de Prévention des Risques Technologiques
Site STORENGY à CERVILLE

Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique, ou de surpression sur les personnes, en un point donné	Très grave			Grave			Significatif			Indirect par bris de vitre (uniquement effet de surpression)	
Cumul des classes de probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux en un point donné	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	<D
Niveaux d'aléas	TF+	TF	F+		F	M+		M	Fai		

Réglementation future	Mesures relatives à l'urbanisme	Effet toxique et thermique	Principe d'interdiction strict.	Principe d'interdiction avec quelques aménagements		Quelques constructions possibles sous réserve de remplir une des deux conditions suivantes : - aménagement de constructions existantes non destinées à accueillir de nouvelles populations - constructions, en faible densité, des dents creuses.	Constructions possibles sous conditions. Prescriptions obligatoires pour ERP et industries. Pas d'ERP difficilement évacuable.	Sans objet
		Effet de surpression	Principe d'interdiction strict.	Principe d'interdiction avec quelques aménagements		Ces constructions feront l'objet de prescriptions adaptées à l'aléa		Idem aléa M pour effet toxique et thermique
	Mesures physiques sur le bâti futur	Effet toxique et thermique	Aucune construction neuve n'est autorisée (sauf pour les rares exceptions évoquées dans les paragraphes précédents)	Prescriptions obligatoires pour les activités industrielles autorisées		Prescriptions obligatoires		Recommandations
		Effet de surpression	Pas de prescriptions techniques.	Prescriptions obligatoires pour les activités industrielles autorisées		Prescriptions obligatoires		Prescriptions obligatoires

Réglementation sur l'existant	Mesures foncières	Conditions d'inscription des enjeux vulnérables dans un secteur d'expropriation possible	D'office pour le bâti résidentiel. Modulable pour les activités	Selon contexte local (association)	Non proposé			
		Conditions d'inscription des enjeux vulnérables dans un secteur de délaissement possible	Secteur d'expropriation possible (délaissement automatique une fois la DUP prise)	D'office pour le bâti résidentiel. Modulable pour les activités		Selon contexte local (association)	Non proposé	
	Mesures physiques sur le bâti existant vulnérable	Effet toxique et thermique	Mesures obligatoires (prescriptions), même si ces mesures ne permettent de faire face qu'à un aléa moins important. Aucune prescription au sein d'un secteur d'expropriation possible.			Mesures obligatoires (voir prescriptions techniques pour cette zone)		Recommandations
		Effet de surpression	Mesures obligatoires (prescriptions) même si cette mesure ne permet de faire face qu'à un aléa moins important. Aucune prescription au sein d'un secteur d'expropriation possible.			Mesures obligatoires (voir prescriptions techniques pour cette zone)		Recommandations

Source : MEDDTL

Correspondance entre les niveaux d'aléas et les principes de réglementation

Des restrictions d'usage peuvent être définies par le PPRT. Ces restrictions peuvent notamment concerner les infrastructures, le transport de matières dangereuses, les transports collectifs, les équipements accueillant du public mais ne peuvent concerner des terrains nus. Sur ces derniers, seul le pouvoir de police du maire s'applique.

6.2. Orientations proposées – Les choix stratégiques

Ce chapitre expose la stratégie retenue pour chacune des zones du projet de zonage réglementaire. Le chapitre 8 explicite l'élaboration de ce zonage.

6.2.1. Zone grise

La zone grise correspond à toute ou partie de l'emprise foncière de l'établissement objet du PPRT. C'est une zone d'interdiction de tout bâtiment ou toute activité ou usage non liés à ces établissements. Les bâtiments administratifs et annexes sont intégrés à cette zone. En effet, leur accès est sécurisé et réglementé ; il se fait sous la responsabilité de l'exploitant.

La définition de cette zone grise tient compte des limites de site prises en considération par STORENGY dans ses études de dangers qui ont servi de base à la détermination des aléas (elles correspondent à l'emprise foncière des installations).

Dans cette zone, seules sont autorisées les installations en lien avec l'exploitation du stockage souterrain de gaz à l'origine des risques.

Il est précisé que les activités opérées par GRT Gaz (Station de compression de Laneuvelotte et Station d'interconnexion de Cerville) sont exclues de la zone grisée car elles ne concourent pas directement à l'activité de stockage souterrain de gaz naturel.

6.2.2. Urbanisation future

La stratégie retenue pour l'urbanisation future est le résultat d'un travail en association et d'une concertation avec les acteurs concernés, au travers des réunions des Personnes et Organismes Associés mais également au travers de rencontres individualisées avec les collectivités locales, les industriels, les gestionnaires d'infrastructures, les opérateurs économiques et les associations de riverains (cf. chapitre 7) à partir du guide méthodologique d'élaboration des PPRT et des notes de doctrine du ministère en charge de l'Ecologie.

Elle tient donc ainsi compte du contexte local et des évolutions envisagées, tout en considérant les aléas technologiques.

Les principes suivants ont été retenus par les Personnes et Organismes Associés en matière d'urbanisation future :

- la zone R (rouge foncé) est définie avec un principe d'interdiction stricte,
- les zones rs, r1 et r2 sont soumises au principe d'interdiction. Il ne peut y être envisagé la création d'activités nouvelles qui génèreraient une augmentation de la vulnérabilité c'est-à-dire une augmentation du nombre de personnes permanentes exposées.

A noter que pour les zones de type r et conformément aux principes édictés par le ministère, tout projet devra être conçu et réalisé afin d'assurer la protection des occupants et usagers vis-à-vis des effets caractéristiques de ces zones.

Chacune de ces zones fait l'objet de dispositions particulières, qui sont explicitées dans le règlement du PPRT.

6.2.3. Urbanisation existante

La stratégie retenue pour l'urbanisation existante est le résultat d'un travail en association et d'une concertation avec les acteurs concernés, qui s'appuie sur les principes du guide méthodologique d'élaboration du PPRT et les notes de doctrine du ministère en charge de l'Ecologie qui ont suivi.

a) Zones de type R et r

Les bâtis présents dans ces zones d'aléas sont les suivants :

- un bâtiment à usage de garage : ce bâtiment sera exproprié,
- deux bâtiments d'exploitation agricole : il est prescrit des mesures de renforcement du bâti pouvant porter sur la création d'un local de protection à défaut de la faisabilité d'un renforcement global du bâti,
- des bâtiments administratifs et techniques de la société GRTGaz : les mesures visant à la réduction de la vulnérabilité sont prescrites. Il est à noter que l'exploitation de la station de compression et de la station d'interconnexion présente des dangers similaires à ceux de STORENGY, pour lesquels GRTGaz doit mener une démarche Etudes de dangers et mettre en œuvre des mesures de réduction des risques.

6.2.4. Les usages (conditions d'utilisation et d'exploitation)

La stratégie retenue pour les conditions d'utilisation et d'exploitation (dénommées « usages » dans la suite du présent paragraphe) est le résultat d'un travail en association et d'une concertation avec les acteurs concernés, au travers des réunions des Personnes et Organismes Associés mais également au travers de rencontres individualisées avec les collectivités locales, les industriels, les gestionnaires d'infrastructures, les opérateurs économiques et les associations de riverains (cf. chapitre 7) à partir du guide méthodologique d'élaboration des PPRT et des notes de doctrine du ministère en charge de l'Ecologie.

Elle tient donc ainsi compte du contexte local et des évolutions envisagées, tout en considérant les aléas technologiques.

Compte tenu de la typologie des enjeux présents dans le périmètre, quatre types d'usages ont été mis en avant dans la gestion des usages :

- les activités liées aux infrastructures en général ; voiries, stationnement, équipements urbains
- les usages liés aux transports en commun,
- les usages liés à l'occupation du bâti existant,
- les usages liés à la fréquentation des espaces naturels et agricoles.

Ces quatre types d'usages sont soumis à des conditions restrictives en rapport avec les aléas et leurs niveaux d'intensité.

Ainsi, le règlement du PPRT prévoit :

- pour les infrastructures : des prescriptions relatives à des activités (réalisations de travaux) et des interdictions spécifiques essentiellement axées sur l'occupation du domaine public par des véhicules motorisés et associés en ce qui concerne les voiries et stationnements. Les équipements urbains favorisant l'arrêt des usagés doivent être supprimés à l'exception de l'aire de jeux de Pulnoy citée au paragraphe 5.2.4.b (cf nota ci-après),
- pour les transports en commun : la création de nouvelles lignes de desserte est interdite,
- pour le bâti présent : le principe retenu consiste en la mise en place de consignes de sécurité à destination des usagers des bâtiments autres que les habitations,
- pour les usages des loisirs et professionnels des espaces naturels et agricoles : le principe retenu consiste à des prescriptions relatives aux activités (réalisation de travaux), à des interdictions de tout projet visant à permettre une fréquentation facilitée des espaces (balisage

de sentiers de randonnée, ...) et à des prescriptions spécifiques pour les dispositifs existants permettant une fréquentation facilitée des espaces.

Nota : L'aire de jeux de Pulnoy se trouve partiellement impactée par le périmètre d'exposition aux risques, un « city stade » peut être impacté par des aléas de type thermique faible, c'est-à-dire un flux thermique compris entre 3 et 5 kW/m² avec une probabilité d'occurrence très faible. Ce flux thermique peut provoquer des brûlures graves mais non létales en cas d'exposition prolongée. Etant donné que ce city stade présente une issue orientée à l'opposé de l'origine du phénomène dangereux, et que le Plan Particulier d'Intervention autour de Storengy prévoit les conditions d'évacuation et de mise à l'abri des populations, il n'apparaît pas nécessaire de supprimer cette installation.

En ce qui concerne les mesures pour les infrastructures routières existantes il convient de noter qu'il ne peut y avoir de mesures foncières sur ces infrastructures car ce sont des biens publics inaliénables.

Par ailleurs, les infrastructures routières étant impactées par les 2 types d'effet (surpression et thermique) : une protection optimale serait techniquement difficile à mettre en œuvre et engendrerait un coût excédant largement la valeur vénale du bien. La circulaire du 30 mars 2012, transposable aux infrastructures routières, préconise de privilégier les dispositions réglementaires du Plan Particulier d'Intervention qui sont particulièrement adaptées pour définir les mesures organisationnelles visant à gérer le trafic en cas d'urgence (report de trafic, fermeture de l'accès, ...).

6.2.5. Mesures foncières

Dans le cas du PPRT de Storengy à Cerville, les mesures foncières retenues et proposées à l'issue de la phase stratégie relèvent de l'expropriation

a. Préemption

Conformément à l'article L. 515-16 du code de l'Environnement, le droit de préemption peut être institué dans les zones réglementant les projets (zones de type R et r), par délibération des communes dès lors qu'elles sont dotées d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), ou par l'établissement public de coopération intercommunal (EPCI) compétent, dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'Urbanisme.

Il confère à la commune concernée le droit d'acquérir un immeuble ou partie d'immeuble, nu ou bâti, ainsi que certains droits immobiliers à un prix fixé à l'amiable ou par le juge de l'expropriation. Ce droit régi par le code de l'urbanisme ne peut s'exercer que si le bien fait l'objet, de la part de son propriétaire, d'une aliénation, volontaire ou non, à titre onéreux (vente, échange, adjudication, ...). L'acquisition doit avoir pour finalité de réduire l'exposition au risque technologique.

Dans toute zone de préemption d'un PPRT, tout propriétaire immobilier ou son représentant (notaire par exemple) doit proposer à la personne publique titulaire du droit de préemption, d'acquérir son bien dans les conditions prévues par l'article L. 211-5 du code de l'Urbanisme. Cette personne publique n'est pas tenue de procéder à cette acquisition.

Les biens préemptés par la commune sont financés uniquement par cette dernière. Aucune aide financière de l'État ou de l'exploitant des établissements à l'origine des aléas n'est prévue pour l'exercice de ce droit : les biens préemptés ne font pas partie de la convention de financement tripartite évoqué ci-dessous pour les biens délaissés. En revanche, au regard du II de l'article L. 515-19 du code de l'Environnement, les terrains préemptés doivent faire partie de la convention d'aménagement et de gestion des terrains.

b. Expropriation

Le garage situé au sud du site STORENGY sur la commune de Cerville est exposé à des aléas importants : Très Fort (TF) pour les effets thermiques et Faible pour les effets de surpression.

De ce fait, tout usage doit y être proscrit.

L'expropriation est régie par le code de l'Expropriation. Elle est menée par et au profit de la collectivité. Il appartient donc à la commune de Cerville de demander l'expropriation de ce bien dès l'approbation du PPRT par le Préfet.

Il est également nécessaire que la convention tripartite de financement (ou la mise en œuvre du financement par défaut) ait été signée. Ce financement est porté par l'Etat, les collectivités locales et l'industriel à l'origine des risques selon les modalités définies à l'article L.515-19 du code de l'Environnement (annexe 2). Cette phase sera engagée après approbation du PPRT.

7. BILAN DES CONSULTATIONS

7.1. Bilan de la concertation

Conformément aux modalités de concertation fixées à l'article 5 de l'arrêté préfectoral de prescription du PPRT, et afin que les riverains du site STORENGY puissent s'exprimer sur le projet de PPRT, les comptes rendus des réunions d'association ainsi que les documents élaborés au cours de ces réunions des personnes et organismes associés (notamment cartographie et règlement) ont été mis à la disposition des riverains sur Internet et dans les mairies des communes concernées. Les documents étaient accompagnés d'un registre leur permettant d'y reporter leurs éventuelles remarques pendant la période de consultation. Ces dispositifs venaient en complément de la mise à disposition sur le site internet de la DREAL LORRAINE des documents en lien avec la phase d'association (comptes rendus de réunion, ...).

Cette mise à disposition en mairies a été initiée dès la prescription du PPRT. Il est à noter qu'il s'agissait d'une concertation précédant l'enquête publique réglementaire qui se déroulera ultérieurement. Aucune observation n'a été formulée.

La mise à disposition des différents documents d'élaboration du PPRT sur le site Internet de DREAL Lorraine n'a appelé aucune observation particulière.

Le bilan de la concertation complet se trouve en annexe 7 (Bilan de la concertation) de la présente note.

7.2. Avis des personnes et organismes associés

Conformément aux dispositions de l'article R.515-43 du code de l'environnement, les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT ont été consultés sur le projet de plan par courrier en date du 4 octobre 2013.

A défaut de réponse dans un délai de 2 mois, les avis ont été réputés favorables.

Le tableau ci-dessous reprend les avis exprimés :

Personnes et organismes associés	Avis	Suites données
Commune de Cerville	Avis favorable sous réserve du maintien de l'aire de jeux de Pulnoy. Délibération en date du 8 novembre 2013	Le projet de règlement de PPRT a été modifié pour prendre en compte cette réserve.
Commune de Laneuvelotte	Avis favorable assorti d'une demande d'exception aux dispositions du règlement du PPRT pour l'aire de jeux de Pulnoy. Délibération en date du 9 décembre 2013	Le projet de règlement de PPRT a été modifié pour prendre en compte cette demande.
Commune de Lenoncourt	Avis favorable « sous réserve du respect des engagements actés lors de la phase de concertation ». Délibération en date du 6 décembre 2013	Le projet de règlement de PPRT prend en compte les engagements actés lors de la phase de concertation avec les POA.
Commune de Pulnoy	Avis favorable sous réserve du	Le projet de règlement de PPRT

	respect des engagements actés lors de la phase de concertation et assorti d'une demande d'exception aux dispositions du règlement du PPRT pour le city stade. Délibération en date du 21 novembre 2013	prend en compte les engagements actés lors de la phase de concertation avec les POA et a été modifié pour prendre en compte la demande d'exception.
Commune de Saulxures-les-Nancy	Avis favorable Délibération en date du 5 novembre 2013	
Commune de Seichamps	Avis favorable Délibération en date du 2 décembre 2013	
Commune de Velaine-sous-Amance	Délibération acceptant le projet d'élaboration du PPRT. Délibération en date du 7 novembre 2013	
Communauté Urbaine du Grand Nancy	Avis favorable sous réserve du maintien des infrastructures existantes. Délibération en date du 29 novembre 2013	Le projet de règlement distingue les dispositions applicables aux projets des dispositions s'appliquant aux installations et activités existantes.
Storengy	Commentaires sur la rédaction ou la précision de quelques éléments du projet de règlement du PPRT. Courrier en date du 2 décembre 2013.	

Ces observations n'ont pas conduit à une modification du plan de zonage. Le projet de règlement a été modifié pour tenir compte de l'observation concernant le citystade de Pulnoy : l'aire de jeux telle qu'elle existait à la date de prescription du PPRT peut être laissée en place avec mise en place d'une signalisation claire et visible informant les usagers des risques et de la conduite à tenir en cas d'accident.

Par ailleurs, bien que non POA, certaines personnes et services avaient participé ponctuellement à la phase de concertation. Ces personnes et services ont été sollicitées pour avis sur le projet de règlement du PPRT. Par courrier en date du 29 novembre 2013, le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle a indiqué que les documents n'appelaient aucune objection de sa part. Au-delà du délai de réponse de 2 mois, l'avis des autres personnes et services a été réputé favorable.

Lors de la réunion du 4 décembre 2013, la Commission de Suivi de Sites (CSS anciennement dénommée CLIC) a été appelée à émettre un avis sur le projet de PPRT qui lui a été présenté. Le bilan de cette concertation a également été présenté à cette occasion. La CSS a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents ou représentés.

L'ensemble des avis reçus ainsi que le compte-rendu de la réunion de la CSS du 4 décembre 2013, lors de laquelle celle-ci s'est prononcée par vote sur le projet de PPRT se trouvent en annexe 8 de la présente note.

7.3. Enquête publique

Conformément à l'article R.515-44 du code de l'environnement, le projet de PPRT comprenant les pièces citées à l'article R.514-41 (présente note et ses annexes, plan de zonage réglementaire, règlement et recommandations) a été soumis dans son état d'avancement à l'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral n°2012-0169 EP en date du 5 mai 2014. Conformément à ce même

article (R.515-44), le bilan de la concertation et l'avis des personnes et organismes associés ont été intégrés au dossier mis à l'enquête publique.

L'enquête publique s'est déroulée du 2 juin au 1^{er} juillet 2014 inclus. Le périmètre d'étude du PPRT prescrit par l'arrêté préfectoral n°2011-001 du 19 avril 2011 inclut les communes de CERVILLE, LENONCOURT, VELAINES-SOUS-AMANCE, LANEUVELOTTE, SEICHAMPS, PULNOY et SAULXURES-LES-NANCY. L'enquête publique s'est déroulée dans ces communes.

7.3.1. Déroulement de l'enquête publique – Observations recueillies

Conformément à l'arrêté préfectoral portant ouverture de l'enquête publique, 10 permanences ont été tenues par le commissaire-enquêteur. Au cours de ces permanences, neuf personnes sont venues déposer des observations/questions sur les registres d'enquête des communes de CERVILLE, une personne a exprimé oralement ses observations au commissaire-enquêteur à PULNOY et une copie d'une délibération du conseil municipal de CERVILLE a été remise au commissaire-enquêteur. Aucune intervention n'a été recensée sur le registre d'enquête des autres communes.

Le commissaire-enquêteur a fait part de ces observations à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle : les services de l'Etat ont répondu à ces observations et aux interrogations du commissaire-enquêteur lors d'une réunion en date du 17 juillet 2014 et par mémoire en réponse en date du 21 juillet 2014.

Le commissaire-enquêteur a fait parvenir son rapport d'enquête et son avis au Préfet par transmission en date du 25 juillet 2014.

Les observations recueillies et réponses apportées sont détaillées ci-après

Concernant le déplacement des chemins hors des zones d'effet

- Observation de Monsieur VITON : « Voir pour déplacer partiellement hors zone de dangers et prendre les chemins déjà existants et élargir et aménager ceux-ci ».
- Eléments de réponse apportés par les services instructeurs (mémoire en réponse) : « au vu des conclusions de l'étude de dangers la suppression des chemins de randonnée ne se justifie pas. Par contre, afin de ne pas augmenter la vulnérabilité (c'est-à-dire augmenter le nombre de personnes présentes à un instant t à proximité du site industriel STORENGY), il est proposé dans le projet de règlement d'une part de ne pas favoriser les arrêts des randonneurs et de supprimer le balisage des chemins en impasse et d'autre part d'interdire la création de nouveaux itinéraires. Le déplacement des chemins ne se justifie pas. »

Concernant les lignes à haute tension et une défaillance de l'alimentation électrique du site Storengy

- Observation de Monsieur VITON : « En cas d'incendie que deviendraient les lignes à haute tension si elles étaient touchées par les flammes, que se passerait-il en cas de rupture électrique
- Eléments de réponse apportés par les services instructeurs (mémoire en réponse) : « La question de Monsieur VITON porte sur ce qu'il arrive aux lignes électriques en cas d'incendie à proximité. La gestion d'une situation de coupure d'une ligne électrique à haute tension est identique quelle que soit la cause (chute d'arbre, neige, tempête, incendie, etc) et relève des obligations du gestionnaire du réseau de transport d'électricité et/ou d'un volet du plan ORSEC départemental»
- Observation du commissaire-enquêteur : « comment serait gérée la sécurité du site dont les commandes fonctionnent électriquement »
- Eléments de réponse apportés par les services instructeurs (mémoire en réponse) : « Les lignes électriques mentionnées n'alimentent pas le site STORENGY en direct. D'autre part, STORENGY a étudié dans son étude de dangers la perte des utilités électriques, quelle qu'en soit la cause : l'exploitant a défini les moyens nécessaires à une telle gestion (notamment groupes électrogènes). Pour rappel, un PPRT a pour objectif la protection des populations exposées par la maîtrise de l'urbanisation autour des sites concernés. La mise en œuvre des mesures de gestion d'urgence dépend d'autres réglementations. »

Concernant le déplacement de la RD83 hors de la zone à risque

- Observation de Monsieur NICOLAS : « le projet de règlement PPRT Storengy prévoit (titre II articles II.2.4, II.3.4, II.4.4 et II.5.4) des dispositions ambiguës en regard des flux de déplacement collectifs des populations de CERVILLE et autres utilisateurs de la RD 83. Le réseau routier actuel ne dispose que de cette voie départementale vers le centre urbain de Nancy. Quelles dispositions de remplacement sont prévues si l'évolution des communes menait à une nécessité de création d'un nouveau transport collectif ? En effet toute création d'un mode collectif de transport routier des personnes obligerait à utiliser soit des voies non compatibles avec le tonnage des véhicules, soit des trajets alambiqués »
- Observation de Madame et Monsieur FOUGEROLLE : « la D83 étant dans une zone à risque fort doit voir son tracé modifié pour la sécurité de tous. Nous demandons une modification de son tracé en amont de cette zone à risque »
- Observation de Messieurs WOLFF et TURLOT : « compte tenu de la constante augmentation du trafic sur le CD83 (3000v/j), il paraît judicieux de créer une nouvelle voie de contournement de la zone à risque qui concernerait à la fois le transport public, collectif et voitures particulières »
- Eléments de réponse apportés par les services instructeurs (mémoire en réponse) : « si un PPRT doit prendre des mesures pour limiter les populations exposées aux risques, il doit également tenir compte de l'existant et définir des mesures proportionnelles et adaptées aux enjeux et aux risques. Au vu de l'analyse des risques, le déplacement de la RD83 ne se justifie pas. »

Concernant l'interdiction de création de nouvelles lignes de transport en commun

- Observation de Madame SCHEFFER : « le PPRT prévoit une interdiction de création de nouvelles lignes de transport en commun en zone R. La RD83 passant en zone R, la commune de Cerville serait donc condamnée à ne jamais être mieux desservie en matière de transport qu'à l'heure actuelle, c'est-à-dire pas grand-chose ? Pas très écologique. »
- Observation de Madame FROGMAGET, maire de CERVILLE et de Monsieur KIERREN, 1^{er} adjoint au maire de CERVILLE : « il est paradoxal dans une démarche d'incitation à l'utilisation des transports collectifs au titre de la préservation de l'environnement de se voir imposer des restrictions de circulation. A notre sens le paragraphe concernant les transports en commun dans la partie règlement et dans la note de présentation doit être modifié. Pour ne pas entraver les transports en commun et le développement local, nous demandons à ce que seule la création de nouveaux axes structurants soit interdite dans les zones R, rs, r1 et r2. Notre conseil municipal a délibéré dans ce sens. »
- Eléments de réponse apportés par les services instructeurs (mémoire en réponse) : « cette disposition du règlement répond à la même logique de limitation des populations exposées aux risques technologiques. Il convient donc de ne pas augmenter significativement le nombre de personnes qui seraient exposées en cas d'accident sur le site industriel ». Il a également été rappelé au Maire de CERVILLE que la disposition susvisée du règlement porte uniquement sur la création de nouvelles lignes de transport en commun, les lignes existantes pouvant être aménagées afin de répondre au mieux aux besoins des usagers desservis.

7.3.2. Avis et conclusions du commissaire-enquêteur

Vu

- le respect des prescriptions du code de l'environnement sur les PPRT
- le respect des procédures de la concertation et de l'enquête publique
- l'information et la publicité faites à destination du public
- les délibérations et avis des POA consultés
- le rapport de présentation, l'étude de dangers, le guide méthodologique d'élaboration des PPRT
- les registres d'enquête et les observations formulées par le public
- le mémoire en réponse du pétitionnaire au procès-verbal de synthèse des observations du public

considérant

- que le PPRT évite le renouvellement d'une catastrophe de type AZF

- que les mesures prises pour le zonage et le règlement sont globalement adaptées
le commissaire enquêteur émet un avis favorable sans réserve au projet de plan de prévention des risques technologiques du site Storengy de Cerville.

L'avis et le rapport d'enquête du commissaire enquêteur ainsi que les observations formulées sur le registre ouvert dans la commune de CERVILLE sont joints en annexe 9.

8. ELABORATION DU PPRT AUTOUR DE SITE STORENGY

8.1. Plan de zonage

Le périmètre d'exposition aux risques tel que défini à l'article L.515-15 du code de l'Environnement correspond à l'enveloppe des aléas. A l'intérieur de ce périmètre, le plan délimite une zone réglementée, d'interdiction ou d'autorisation sous réserve de prescriptions et un secteur d'expropriation définis en fonction du type de risques, de leur intensité, de leur probabilité et de leur cinétique.

Le zonage a été établi à partir des principes édictés par le guide d'élaboration des PPRT, sur la base du zonage brut (cf. paragraphe 5.4), des orientations définies par le ministère (guide PPRT, doctrine sur les activités économiques), de l'étude de vulnérabilité (cf. paragraphe 5.5) et de la stratégie développée avec les personnes et organismes associés (cf. chapitre 6).

Il est à noter que les zones peuvent généralement être touchées par plusieurs types d'effets. Par conséquent, chaque zone pourra potentiellement être affectée par plusieurs effets avec des niveaux d'intensité et d'aléas différents, ce qui conduit à découper certaines zones en « sous zones ». Le nombre conséquent de phénomènes dangereux pris en compte pour le PPRT de STORENGY conduit ainsi à des sous-zones distinguées par la nature et l'intensité des effets qui les impactent. Afin de rendre le plan de zonage plus facile à lire et à appliquer, des regroupements ont été opérés afin d'aboutir à des zones réglementées homogènes adaptées au niveau de chaque aléa ainsi qu'à la nature des enjeux présents.

Ces principes ont été appliqués et les points singuliers sont explicités ci-après.

8.1.1. Zones de type R

Compte tenu de la nature des aléas présents et de l'orientation urbanistique des terrains touchés par ces zones « R », le principe retenu y est l'interdiction stricte de construire à l'exception des aménagements nécessaires à l'exploitation des installations de l'entreprise à l'origine du risque.

Ces zones sont directement établies sur la base du guide précité.

La zone « R » est concernée par des aléas :

- thermique de niveau « très fort plus » (TF+) à « très fort » (TF),
- de surpression « très fort plus » (TF+) à faible (Fai).

8.1.2. Zones de type r (r1, r2 et rs)

Compte tenu de la nature des aléas présents, le principe retenu y est l'interdiction stricte avec possibilité de quelques aménagements liés à l'exploitation d'industries gazières. L'affectation des terrains concernés en zones de type r est exclusivement industrielle et/ou artisanale.

Les zones de type « r » sont concernées par des d'aléas tous types d'effet confondus allant de « Fort plus » (F+) à « Faible » (Fai). Ces aléas se décomposent ainsi :

- aléa thermique de niveau « Fort plus » (F+) à « Faible » (Fai),
- aléa de surpression de niveau faible (Fai).

Autour de la station centrale, la nature des aléas ayant une cinétique très rapide due au caractère hautement inflammable du gaz naturel ainsi que la faible urbanisation ont amené à étendre le principe d'interdiction des constructions nouvelles jusqu'à la limite du périmètre d'exposition au risque. Les enjeux déjà présents dans ces zones (en zone d'aléa M+ et F+) sont soumis à des aménagements qui leur sont prescrits. Ces prescriptions sont en tout état de cause requises pour les enjeux situés dans ces niveaux d'aléas.

Autour de chacun des puits à l'origine de phénomène dangereux, un principe similaire a été retenu. Il s'agit d'étendre le principe d'interdiction des constructions nouvelles jusqu'à la limite du périmètre d'exposition au risque. Aucun enjeu existant se trouve en zone « r » autour des puits..

L'extension de ce principe d'interdiction est motivée par un souhait d'une meilleure sécurité des personnes et a été préférée à des prescriptions concernant le bâti futur. De plus, la pression d'urbanisation est faible ou les surfaces concernées sont restreintes.

En conclusion, il a été choisi de définir trois types de zone « r » suivant le type d'aléas rencontrés:

- la zone « r1 » est concernée par des aléas de type thermiques exclusivement, de niveau « Fort plus » (F+),
- la zone « r2 » est concernée par des aléas de type thermiques exclusivement, de niveau « Moyen plus » (M+) à « Faible » (Fai),
- la zone « rs » est très similaire à la zone « r1 » mais toutefois soumise à un aléa de surpression ». Ainsi, elle est concernée par des aléas de type thermiques de niveau « Fort plus » (F+) et par des aléas de surpression de niveau « Faible » (Fai).

8.1.3. Zone grise

Comme développé au paragraphe 6.2.1, cette zone correspond à l'emprise foncière des établissements objet du PPRT et correspond à une zone d'interdiction de tout bâtiment ou toute activité ou usage non liés à ces établissements. A noter que la notion de « lieux de sommeil » mentionnée dans le règlement exclut les lieux destinés aux fonctions de garde des services de sécurité et de lutte incendie des établissements à l'origine des risques, où les personnes sont nécessairement présentes sur leur temps de travail, qui peuvent donc être maintenus ou mis en place dans cette zone.

Dans le cadre de ce PPRT, la zone grise est fortement morcelée du fait de la spécificité des installations de la société Storengy qui sont étendues. En effet, la société STORENGY a la propriété foncière de la station centrale, des puits d'exploitation et des puits de contrôle parfois éloignés de plusieurs centaines de mètres, mais sans la maîtrise des espaces intercalés.

8.2. Règlement

8.2.1. Dispositions générales

Conformément à l'article L. 515-16 du code de l'Environnement, à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, et en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique, le PPRT :

- délimite les zones dans lesquelles la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes sont interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation¹ ou à l'exploitation²,
- prescrit les mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du plan, qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants et utilisateurs dans les délais que le plan détermine.

Pour chacune des zones, le règlement définit, pour les projets nouveaux et les biens existants, les infrastructures interdites et celles autorisées avec ou sans conditions.

¹ L'utilisation correspond à la destination, à la vocation des zones. Elle regroupe les règles relatives à l'affectation et aux différents usages possibles pour les constructions.

² L'exploitation précise les conditions de fonctionnement d'une activité. Il s'agit des règles relatives aux pratiques et à la gestion des différents usages possibles.

Les prescriptions imposées dans le règlement fixent un objectif visant à assurer la sécurité des personnes soumises à un certain niveau d'aléas. En effet, le PPRT n'a pas vocation à assurer la tenue des bâtiments sans dégradation face aux aléas technologiques mais uniquement à protéger les personnes qui s'y trouvent au moment et dans les premiers temps suivants un éventuel accident technologique.

Le projet de règlement est structuré de la manière suivante :

- Titre I : Portée du PPRT – Dispositions générales
- Titre II : Réglementation des projets

Ce titre est consacré aux dispositions applicables aux projets (projets nouveaux et projets sur biens et activités existants). Un premier chapitre définit les dispositions communes. Les chapitres suivants sont consacrés à chaque zone définie sur le plan de zonage. Outre les règles d'urbanisme, ce titre définit les dispositions constructives à respecter pour les projets autorisés par le règlement.

- Titre III : Mesures foncières
- Titre IV : Mesures de protection des populations

Ce titre est consacré aux dispositions applicables aux constructions, ouvrages, installations et voies de communication existants à la date d'approbation du PPRT. Il définit en particulier les dispositions à mettre en œuvre sur le bâti existant en vue de protéger ses occupants, dans la limite de 10% de la valeur vénale ou estimée du bien ou dans la limite de 5% du chiffre d'affaires l'année de l'approbation du plan pour les activités économiques.

- Titre V : Servitudes d'utilité publique

Les données ont servi à l'élaboration de plusieurs documents cartographiques :

- le plan de zonage réglementaire issu de la phase stratégie et explicité plus haut,
- les cartes d'intensités qui doivent permettre de déterminer les objectifs de performance à atteindre en fonction du type d'effet et de la localisation du projet ou du bien existant.

Compte tenu de l'étendue du périmètre d'exposition aux risques, l'ensemble des données géographiques a été regroupé sous forme d'un atlas. Ces cartes sont annexées au présent document (annexe 10).

Des guides techniques ont été réalisés à la demande du ministère pour aider les propriétaires et leurs maîtres d'œuvre à diagnostiquer les mesures précises à mettre en œuvre afin d'atteindre les objectifs de performance relatifs aux bâtis afin de protéger les personnes. Ces guides sont notamment disponibles sur le site Internet national des installations classées : <http://www.installationsclassées.developpement-durable.gouv.fr/> (thématique « risques accidentels » puis « Plan de Prévention des Risques Technologiques »).

Ces guides sont établis par type d'effet :

Type d'effet	Guide correspondant
Thermique : - thermique continu - thermique transitoire	- Complément technique – Effet thermique - Complément technique – Effet thermique transitoire
Surpression	Complément technique – Effet de surpression et son cahier applicatif. Deux guides pédagogiques ont par ailleurs été établis pour le renforcement des fenêtres dans les zones d'aléas de niveau faible de surpression (intensité comprise entre 20 et 50 mbar) : l'un à destination des particuliers et l'autre pour les professionnels.

Ils peuvent utilement être exploités pour concevoir la protection vis-à-vis des effets thermiques ou de surpression.

8.2.2. Zone de type R

Pour ce qui concerne les règles d'urbanisme, c'est le principe d'interdiction tel qu'édicte par le guide d'élaboration du PPRT qui a été retenu. Etant donné l'absence d'enjeux recensés dans cette zone, aucune disposition ne vise à permettre un développement ultérieur de l'existant à l'exception des industries gazières.

Pour ce qui concerne les usages (conditions d'exploitation et d'utilisation), les travaux de voirie et l'entretien / exploitation des zones boisées et agricoles sont autorisés sous conditions. Des restrictions d'usage sont introduites, notamment pour le stationnement et/ou l'occupation de véhicules ainsi que pour toutes les activités et usages exposant les personnes.

8.2.3. Zones de type r (rs, r1 et r2)

Pour ce qui concerne l'urbanisation future, les règles prévues pour les zones de type r tolèrent les mêmes exceptions que pour la zone « R » ainsi que l'extension des installations agricoles déjà en place, tant que celles-ci sont compatibles avec leur environnement et n'entraînent pas une augmentation de la vulnérabilité. Il est également autorisé de créer des infrastructures concourant uniquement à la desserte des établissements à l'origine des risques.

Pour ce qui concerne les dispositions constructives, les règles suivantes sont retenues selon les principes édictés par le guide PPRT :

Zone	Prescriptions sur le bâti futur (projets)		Prescriptions sur le bâti existant	
	Suppression	Thermique	Suppression	Thermique
rs	Oui	Oui	Oui	Oui
r1	Non	Oui	Non	Oui
r2	Non	Oui	Non	Oui

Pour ce qui concerne les usages, ceux-ci sont réglementés en vue de protéger la population notamment dans les secteurs boisés, agricoles et l'usage des voiries sans que la circulation des riverains ne soit remise en cause.

8.3. Recommandations

Le PPRT comprend, en plus du règlement, un cahier de recommandations. Ces recommandations sont celles prévues par le point V de l'article L. 515-16 du code de l'Environnement. Elles complètent le règlement PPRT en apportant des éléments relatifs à des mesures qui seraient de nature à améliorer la sécurité des personnes.

La mise en œuvre des recommandations n'est pas obligatoire. Les propriétaires des biens concernés et gestionnaires des infrastructures ainsi que les autorités compétentes pourront prendre l'initiative de les adopter ou non.

Dans le cas présent, les recommandations concernent (les recommandations sont fonction des zones) :

- les biens dont les travaux de renforcement prescrits dépassent 10% de la valeur vénale ou estimée du bien ou 5% du chiffre d'affaires l'année de l'approbation du plan pour les activités économiques,
- les biens et projets qui font l'objet de prescriptions pour un type d'effet et de recommandations pour un autre type, en application des principes du guide d'élaboration d'un PPRT,
- des restrictions d'utilisation et d'exploitation relatives à (ces restrictions étant fonction des zones) :

- l'exploitation et l'entretien de forêts (recommandations visant à limiter le temps de présence humaine),
- l'organisation de rassemblements ou manifestations de nature à exposer le public (rassemblement de type rassemblement musical en plein air, concours agricole, manifestations sportives, ...),
- les usages liés aux infrastructures et notamment la problématique du stationnement des véhicules de transport de matières dangereuses,
- l'occupation de véhicules habitables,
- les travaux de voirie,
- la création de sentiers de randonnée/piste cyclables,
- la création de nouveaux tracés destinés aux transports en commun,
- l'affichage de consignes de sécurité dans les bâtiments existants,
- la vente ambulante et activités assimilées.



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Communes de

**CERVILLE, LANEUVELOTTE, PULNOY,
SEICHAMPS et VELAINES-SOUS-AMANCE**

Plan de Prévention des Risques Technologiques

Site STORENGY à CERVILLE

PARTIE 1 : Note de Présentation (Annexes)

PRESCRIPTION : arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-80 du 26 mars 2009
ENQUÊTE PUBLIQUE : du 2 juin au 1^{er} juillet 2014
APPROBATION :

PREFECTURE de MEUSE-MAOSSELLE
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY
Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour
NANCY, le 30 SEP. 2014

n° 2012-0169
A P



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Communes de

**CERVILLE, LANEUVELOTTE, PULNOY,
SEICHAMPS et VELAINES-SOUS-AMANCE**

Plan de Prévention des Risques Technologiques

Site STORENGY à CERVILLE

PARTIE 1 : Note de Présentation (Annexes)

PRESCRIPTION	: arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC- 80 du 26 mars 2009
ENQUÊTE PUBLIQUE	: du 2 juin au 1^{er} juillet 2014
APPROBATION	:

5

SOMMAIRE

ANNEXE 1 : Eléments de terminologie : – Abréviations – Glossaire des risques technologiques (extrait de la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003)	.....	5
ANNEXE 2 : Plan de Prévention des Risques Technologiques : extraits du Code de l'Environnement – Articles L. 515-15 à 25 (partie législative) et R. 515-39 à 50 (partie réglementaire) en vigueur au 1^{er} août 2013	.....	13
ANNEXE 3 : – Arrêté préfectoral n°PPRT 2011-001 du 19 avril 2011 portant prescription du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du site Storengy de Cerville – Arrêté du 18 octobre 2012 portant prolongation du délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Storengy de Cerville – Arrêté du 28 mars 2014 portant prolongation du délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Storengy à Cerville	.....	24
ANNEXE 4 : Comptes-rendus des réunions d'association à l'élaboration du PPRT	.....	35
ANNEXE 5 : Cartes de synthèse des enjeux	.....	55
ANNEXE 6 : Cartes de superposition des aléas et des enjeux	.....	67
ANNEXE 7 : Bilan de la concertation	.....	81
ANNEXE 8 : Avis des Personnes et Organismes Associés (POA)	.....	83
ANNEXE 9 : Bilan de l'enquête publique	.....	110
ANNEXE 10 : Atlas cartographique – Carte des intensités – Plans de Zonage réglementaire	.....	139

ANNEXE 1

Eléments de terminologie :

- Abréviations
- Glossaire des risques technologiques (extrait de la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003)

Abréviations :

Abréviations :

AS : Autorisation avec Servitudes

CLIC : Comité Local d'Information et de Concertation

CSS : Commission de Suivi de Site (remplaçant la CLIC)

DICRIM : Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs

DDT : Direction Départementale des Territoires

DDRM : Dossier Départemental des Risques Majeurs

DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

MEDDTL : Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement
remplacé depuis par le

MEDDE ! Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de l'Energie

PCS : Plan Communal de Sauvegarde

PLU/POS : Plan Local d'Urbanisme remplaçant le Plan d'Occupation des Sols

POA : Personnes et Organismes Associés à l'élaboration du PPRT

POI : Plan d'Opération Interne

PPI : Plan Particulier d'Intervention

PPRT : Plan de Prévention des Risques Technologiques

SIGALEA® : Outil de cartographie des risques technologiques développé par l'INERIS à destination de l'Inspection des Installations Classées afin de cartographier les aléas technologiques dans le cadre des PPRT, SIGALEA® est désormais mis à disposition des exploitants des installations classées, des collectivités et des bureaux d'études.

Glossaire des risques technologiques (extraits)

Préambule : Les termes ou expressions explicités ci-après font référence, lorsqu'elles existent, à des définitions extraites de normes ou de textes réglementaires.

1. Notions de danger, risque et corollaires

Danger

Cette notion définit une propriété intrinsèque à une substance (butane, chlore,...), à un système technique (mise sous pression d'un gaz,...), à une disposition (élévation d'une charge),..., à un organisme (microbes), etc., de nature à entraîner un dommage sur un « élément vulnérable » [sont ainsi rattachées à la notion de « danger » les notions d'inflammabilité ou d'explosivité, de toxicité, de caractère infectieux, etc inhérentes à un produit et celle d'énergie disponible (pneumatique ou potentielle) qui caractérisent le danger].

Potentiel de danger

(ou « source de danger », ou « élément dangereux », ou « élément porteur de danger ») : système (naturel ou créé par l'homme) ou disposition adoptée et comportant un (ou plusieurs) « danger(s) » ; dans le domaine des risques technologiques, un « potentiel de danger » correspond à un ensemble technique nécessaire au fonctionnement du processus envisagé.

Exemples : un réservoir de liquide inflammable est porteur du danger lié à l'inflammabilité du produit contenu, à une charge disposée en hauteur correspond le danger lié à son énergie potentielle, à une charge en mouvement celui de l'énergie cinétique associée, etc.

Aléa

Probabilité qu'un phénomène accidentel produise en un point donné des effets d'une intensité donnée, au cours d'une période déterminée. L'aléa est donc l'expression, pour un type d'accident donné, du couple (Probabilité d'occurrence * Intensité des effets). Il est spatialisé et peut être cartographié.

NB : Notion utilisée principalement pour les PPRT.

Attention aux confusions avec : « Risque », « Danger ».

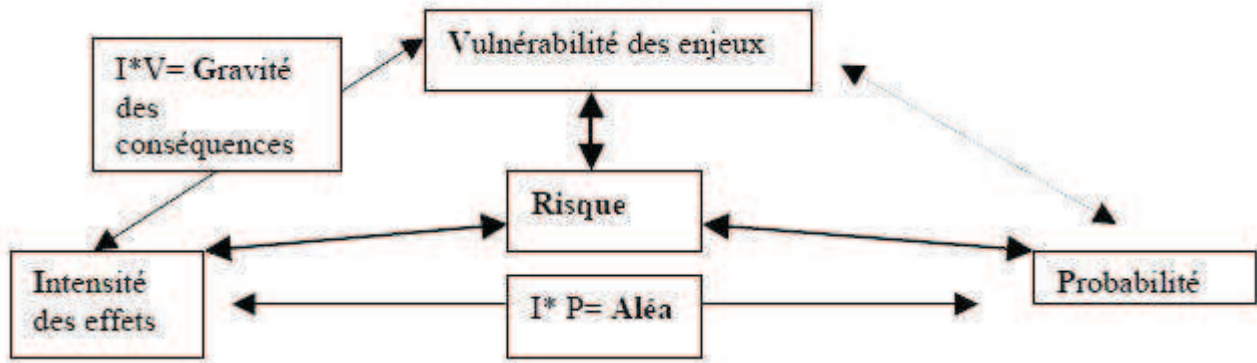
Risque

« Combinaison de la probabilité d'un événement et de ses conséquences » (ISO/CEI 73), « Combinaison de la probabilité d'un dommage et de sa gravité » (ISO/CEI 51)

- ☐ **Possibilité de survenance d'un dommage résultant d'une exposition aux effets d'un phénomène dangereux.** Dans le contexte propre au risque technologique, le risque est, pour un accident donné, la combinaison de la probabilité d'occurrence d'un événement redouté/final considéré (incident ou accident) et la gravité de ses conséquences sur des éléments vulnérables
- ☐ **Espérance mathématique de pertes en vies humaines, blessés, dommages aux biens et atteinte à l'activité économique** au cours d'une période de référence et dans une région donnée, pour un aléa particulier. Le risque est le produit de l'aléa par la vulnérabilité [ISO/CEI Guide 51]

Le risque peut être décomposé selon les différentes combinaisons de ses trois composantes que sont l'intensité, la vulnérabilité et la probabilité (la cinétique n'étant pas indépendante de ces trois paramètres) :

- ☐ Intensité * Vulnérabilité = Gravité des dommages ou conséquences
- ☐ Intensité * Probabilité = Aléa
- ☐ Risque = Intensité*Probabilité*Vulnérabilité = Aléa*Vulnérabilité = Conséquences*Probabilité



Dans les analyses de risques et les études de dangers, le risque est généralement qualifié en Gravité (des Conséquences)*Probabilité, par exemple dans une grille P*G, alors que pour les PPRT, il l'est selon les deux composantes Aléa*Vulnérabilité (par type d'effet : thermique, toxique, surpression et projection).

Réduction du risque

Actions entreprises en vue de diminuer la probabilité, les conséquences négatives (ou dommages), associés à un risque, ou les deux. [FD ISO/CEI Guide 73]. Cela peut être fait par le biais de chacune des trois composantes du risque, la **probabilité**, l'**intensité** et la **vulnérabilité** :

- ☐ **Réduction de la probabilité** : par amélioration de la prévention, par exemple par ajout ou fiabilisation des mesures de sécurité
 - ☐ **Réduction de l'intensité** :
 - ☐ par **action sur l'élément porteur de danger** (ou potentiel de danger), par exemple substitution par une substance moins dangereuse, réduction des quantités mises en œuvre, atténuation des conditions de procédés (T°, P...), simplification du système... ⇒ réduction des dangers ;
 - ☐ la réduction de l'intensité peut également être accomplie par des **mesures de limitation** (ex : rideau d'eau pour abattre un nuage toxique, limitant son extension à des concentrations dangereuses) ;
- La réduction de la probabilité et/ou de l'intensité correspond à une réduction du risque « à la source », ou réduction de l'aléa.
- ☐ **Réduction de la vulnérabilité** : par **éloignement** ou **protection des éléments vulnérables** (par exemple par la maîtrise de l'urbanisation, dont PPRT, ou par les plans d'urgence externes).

2. Evènements et accidents

Phénomène dangereux (ou phénomène redouté)

Libération d'énergie ou de substance produisant des effets, au sens de l'arrêté du 29/09/2005, susceptibles d'infliger un dommage à des cibles (ou éléments vulnérables) vivantes ou matérielles, sans préjuger l'existence de ces dernières. C'est une « Source potentielle de dommages » (ISO/CEI 51).

NB : un phénomène est une libération de tout ou partie d'un potentiel de danger, la concrétisation d'un aléa.

Ex. de phénomènes : « incendie d'un réservoir de 100 tonnes de fioul provoquant une zone de rayonnement thermique de 3 kW/m² à 70 mètres pendant 2 heures », feu de nappe, feu torche, BLEVE¹, Boil Over², explosion, (U)VCE¹, dispersion d'un nuage de gaz toxique...

¹ Boiling Liquid Expanding Vapor Explosion : vaporisation violente à caractère explosif consécutif à la rupture d'un réservoir contenant un liquide à une température significativement supérieure à sa température d'ébullition à la pression atmosphérique. Ce type de phénomène génère notamment une boule de feu dans le gaz de gaz liquéfiés inflammables.

² Le boil-over est un phénomène susceptible de se produire lorsque la surface du liquide contenu dans un bac est enflammée. La chaleur générée par cette combustion, si elle atteint une couche d'eau se situant au fond du bac, provoque la vaporisation instantanée de cette couche d'eau qui projette alors à l'extérieur les hydrocarbures en feu.

Ne pas confondre avec « accident » : Un **phénomène** produit des **effets** alors qu'un **accident** entraîne des **conséquences/dommages**.

Accident²

Événement non désiré, tel qu'une émission de substance toxique, un incendie ou une explosion résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation d'un établissement qui entraîne des conséquences/ dommages vis à vis des personnes, des biens ou de l'environnement et de l'entreprise en général. C'est la réalisation d'un phénomène dangereux, combinée à la présence de cibles vulnérables exposées aux effets de ce phénomène.

Exemple d'accident : « N blessés et 1 atelier détruit suite à l'incendie d'un réservoir de 100 tonnes de fioul ».

Confusion fréquente avec le « phénomène dangereux » correspondant : un accident entraîne des conséquences (ou dommages) alors qu'un phénomène dangereux produit des effets.

Scénario d'accident (majeur)

Enchaînement d'événements conduisant d'un événement initiateur à un accident (majeur), dont la séquence et les liens logiques découlent de l'analyse de risque. En général, plusieurs scénarios peuvent mener à un même phénomène dangereux pouvant conduire à un accident (majeur) : on dénombre autant de scénarios qu'il existe de combinaisons possibles d'événements y aboutissant. Les scénarios d'accident obtenus dépendent du choix des méthodes d'analyse de risque utilisées et des éléments disponibles.

Effets dominos

Action d'un phénomène dangereux affectant une ou plusieurs installations d'un établissement qui pourrait déclencher un autre phénomène sur une installation ou un établissement voisin, conduisant à une aggravation générale des effets du premier phénomène.

[effet domino = « accident » initié par un « accident »].

Exemple : explosion d'une bouteille de gaz suite à un incendie d'entrepôt de papier

Cinétique

Vitesse d'enchaînement des événements constituant une séquence accidentelle, de l'événement initiateur aux conséquences sur les éléments vulnérables. Cf. articles 5 à 8 de l'arrêté du 29/09/2005.

Effets d'un phénomène dangereux

Ce terme décrit les caractéristiques des phénomènes physiques, chimiques,... associés à un phénomène dangereux concerné : flux thermique, concentration toxique, surpression, etc.

Intensité des effets d'un phénomène dangereux

Mesure physique de l'intensité du phénomène (thermique, toxique, surpression, projections). Parfois appelée gravité potentielle du phénomène dangereux (mais cette expression est source d'erreur). Les échelles d'évaluation de l'intensité se réfèrent à des seuils d'effets moyens conventionnels sur des types d'éléments vulnérables [ou cibles] tels que « homme », « structures ». Elles sont définies, pour les installations classées, dans l'arrêté du 29/09/2005. L'intensité ne tient pas compte de l'existence ou non de cibles exposées. Elle est cartographiée sous la forme de zones d'effets pour les différents seuils.

¹ L'UVCE (Unconfined Vapour Cloud Explosion) est une explosion d'un nuage de vapeurs inflammables à l'air libre.

² L'arrêté ministériel du 10/05/00 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation définit la notion d'**accident majeur** ainsi : « *un événement tel qu'une émission, un incendie ou une explosion d'importance majeure résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation, entraînant, pour les intérêts visés au L. 511-1 du code de l'environnement, des conséquences graves, immédiates ou différées et faisant intervenir une ou plusieurs substances ou des préparations dangereuses.* »

Gravité

On distingue l'intensité des effets d'un phénomène dangereux de la gravité des conséquences découlant de l'exposition de cibles de vulnérabilités données à ces effets.

La gravité des conséquences potentielles prévisibles sur les personnes, prises parmi les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, résulte de la combinaison en un point de l'espace de l'intensité des effets d'un phénomène dangereux et de la vulnérabilité des cibles potentiellement exposées.

Exemple d'intensité (ou gravité potentielle) : le flux thermique atteint la valeur du seuil d'effet thermique létal à 50 mètres de la source du flux.

Exemple de gravité : 3 morts et 16 blessés grièvement brûlés par le flux thermique.

Eléments vulnérables (ou enjeux)

Eléments tels que les personnes, les biens ou les différentes composantes de l'environnement susceptibles, du fait de l'exposition au danger, de subir, en certaines circonstances, des dommages. Le terme de " cible " est parfois utilisé à la place d'élément vulnérable. Cette définition est à rapprocher de la notion « d'intérêts à protéger » de la législation sur les installations classées (art. L. 511-1 du Code de l'Environnement).

Vulnérabilité

- ☐ « **vulnérabilité d'une cible à un effet x** » (ou « sensibilité ») : facteur de proportionnalité entre les effets auxquels est exposé un élément vulnérable (ou cible) et les dommages qu'il subit.
- ☐ « **vulnérabilité d'une zone** » : appréciation de la présence ou non de cibles ; vulnérabilité moyenne des cibles présentes dans la zone.

La vulnérabilité d'une zone ou d'un point donné est l'appréciation de la sensibilité des éléments vulnérables [ou cibles] présents dans la zone à un type d'effet donné.

Par exemple, on distinguera des zones d'habitat, des zones de terres agricoles, les premières étant plus vulnérables que les secondes face à un aléa d'explosion en raison de la présence de constructions et de personnes.

(NB : zone d'habitat et zone de terres agricoles sont deux types d'enjeux. On peut différencier la vulnérabilité d'une maison en parpaings de celle d'un bâtiment largement vitré)

Probabilité d'occurrence

Au sens de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, la probabilité d'occurrence d'un accident est assimilée à sa fréquence d'occurrence future estimée sur l'installation considérée. Elle est en général différente de la fréquence historique et peut s'écarter, pour une installation donnée, de la probabilité d'occurrence moyenne évaluée sur un ensemble d'installations similaires.

Attention aux confusions possibles :

- ☐ **assimilation entre probabilité d'un accident et celle du phénomène dangereux correspondant**, la première intégrant déjà la probabilité conditionnelle d'exposition des cibles. L'assimilation sous-entend que les cibles sont effectivement exposées, ce qui n'est pas toujours le cas, notamment si la cinétique permet une mise à l'abri.
- ☐ **probabilité d'occurrence d'un accident x sur un site donné et probabilité d'occurrence de l'accident x**, en moyenne, **dans l'une des N installations du même type** (approche statistique)

3. Fonctions de sécurité

NB : dans ce chapitre, le vocabulaire utilisé en risques technologiques ne peut pas être comparé à celui des risques naturels, car il n'est pas possible d'agir à la source du danger en risques naturels alors que c'est souvent possible en matière de risques technologiques.

Prévention

Mesures visant à prévenir un risque en réduisant la probabilité d'occurrence d'un phénomène dangereux.

Protection

Mesures visant à limiter l'étendue ou/et la gravité des conséquences d'un accident sur les éléments vulnérables, sans modifier la probabilité d'occurrence du phénomène dangereux correspondant.

NB : des mesures de protection peuvent être mises en œuvre « à titre préventif », avant l'accident, comme par exemple un confinement. La maîtrise de l'urbanisation, visant à limiter le nombre de personnes exposées aux effets d'un phénomène dangereux, et les plans d'urgence visant à mettre à l'abri les personnes sont des mesures de protection.

Mesure de maîtrise des risques (ou barrière de sécurité)

Ensemble d'éléments techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité. On distingue parfois :

- ☐ les mesures (ou barrières) de prévention : mesures visant à éviter ou limiter la probabilité d'un événement indésirable, en amont du phénomène dangereux
- ☐ les mesures (ou barrières) de limitation : mesures visant à limiter l'intensité des effets d'un phénomène dangereux
- ☐ les mesures (ou barrières) de protection : mesures visant à limiter les conséquences sur les cibles potentielles par diminution de la vulnérabilité.

Mesures « complémentaires » - « supplémentaires »

Dans les textes réglementaires, on distingue les mesures de sécurité complémentaires, mises en place par l'exploitant à sa charge dans le cadre de l'application normale de la réglementation, des mesures supplémentaires éventuellement mises en place dans le cadre des PPRT, faisant l'objet d'un financement tripartite tel que mentionné à l'article L. 515-19 du code de l'environnement.

ANNEXE 2

Plan de Prévention des Risques Technologiques : extraits du Code de l'Environnement

Articles :

- L. 515-15 à 25 : partie législative
 - R. 515-39 à 50 : partie réglementaire
- en vigueur au 1^{er} août 2013

Partie législative

Article L. 515-15 du code de l'environnement

(Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, article 213)

« L'Etat élabore et met en œuvre des plans de prévention des risques technologiques qui ont pour objet de délimiter les effets d'accidents susceptibles de survenir dans les installations figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 et qui y figuraient au 31 juillet 2003, et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publiques directement ou par pollution du milieu.

« L'Etat peut élaborer et mettre en œuvre de tels plans pour les installations mises en service avant le 31 juillet 2003 et ajoutées à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 postérieurement à cette date. »

" Ces plans délimitent un périmètre d'exposition aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de dangers et des mesures de prévention mises en œuvre. "

Article L. 515-16 du code de l'environnement

(Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, article 214 et Loi n°2013-629 du 16 juillet 2013, articles 4, 7 et 8)

A l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, les plans de prévention des risques technologiques peuvent, en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique :

" I. Délimiter les zones dans lesquelles la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes sont interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation.

" Dans ces zones, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme.

" II. Délimiter, à l'intérieur des zones prévues au I, des secteurs où, en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger grave pour la vie humaine, « les propriétaires des biens concernés peuvent mettre en demeure la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme de procéder à l'acquisition de leur bien, pendant une durée de six ans à compter de la date de signature de la convention prévue à l'article L. 515-19 ou de la mise en place de la répartition par défaut des contributions mentionnées à ce même article », dans les conditions définies aux articles L. 230-1 et suivants du code de l'urbanisme. Toutefois, pour la détermination du prix d'acquisition, la valeur du bien est appréciée sans tenir compte de la dépréciation supplémentaire éventuelle apportée par l'intervention de la servitude instituée en application du I. La commune ou l'établissement public de coopération intercommunale peut, par convention passée avec un établissement public, lui confier le soin de réaliser l'acquisition des biens faisant l'objet du délaissement. Pour les plans approuvés avant le 30 juin 2013, la durée durant laquelle les propriétaires des biens peuvent mettre en demeure est étendue au 30 juin 2020.

" III. Délimiter, à l'intérieur des zones prévues au I, des secteurs où, en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger très grave pour la vie humaine, l'Etat peut déclarer d'utilité publique l'expropriation, au profit des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme, dans les conditions prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, des immeubles et droits réels immobiliers. « L'enquête publique mentionnée à l'article L. 515-22 du présent code vaut toutefois également enquête publique au titre de l'article L. 11-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. La déclaration d'utilité publique est prononcée par le représentant de l'Etat dans le département à l'issue de l'approbation du plan de prévention des risques technologiques. »

" La procédure prévue par les articles L. 15-6 à L. 15-8 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique est applicable lorsque la gravité des risques potentiels rend nécessaire la prise de possession immédiate.

" Pour la détermination du prix d'acquisition ou du montant des indemnités, il n'est pas tenu compte de la dépréciation supplémentaire éventuelle apportée au bien par l'intervention de la servitude instituée en application du I.

" **IV.** Prescrire les mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du plan, qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants et utilisateurs dans les délais que le plan détermine. Ces mesures peuvent notamment comprendre des prescriptions relatives aux mouvements et au stationnement des véhicules de transport de matières dangereuses.

« Lorsque des travaux de protection sont prescrits en application du premier alinéa du présent IV, ils ne peuvent porter que sur des aménagements dont le coût n'excède ni des limites fixées par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 515-25 ni, en tout état de cause :

« - 20 000 €, lorsque le bien concerné est la propriété d'une personne physique ;

« - 5 % du chiffre d'affaires de la personne morale l'année de l'approbation du plan, lorsque le bien est la propriété d'une personne morale de droit privé ;

« - 1 % du budget de la personne morale l'année de l'approbation du plan, lorsque le bien est la propriété d'une personne morale de droit public.

« - Pour les plans approuvés avant le 30 juin 2013, les dispositions des règlements prises en application du présent IV sont à comprendre comme plafonnées par les montants indiqués ci-dessus. »

" **V.** Définir des recommandations tendant à renforcer la protection des populations face aux risques encourus et relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des voies de communication et des terrains de camping ou de stationnement de caravanes, pouvant être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants et utilisateurs.

« Les plans peuvent par ailleurs prévoir, sans préjudice des obligations mises à la charge de l'exploitant par le représentant de l'Etat dans le département en application des articles L. 512-1 à L. 512-5 et de l'article L. 512-7, des mesures supplémentaires de prévention des risques permettant de réduire le périmètre des secteurs susceptibles de faire l'objet des mesures prévues aux II et III du présent article lorsque le coût de ces mesures supplémentaires est inférieur à celui des mesures prévues à ces mêmes II et III qu'elles permettent d'éviter.

« De telles mesures supplémentaires doivent faire l'objet de la convention prévue au IV de l'article L. 515-19 avant l'approbation des plans. »

Article L. 515-16-1 du code de l'environnement

(Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, article 216)

« Au vu de la notification mentionnée à l'article 18 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, le représentant de l'Etat dans le département peut déclarer l'expropriation des immeubles et droits réels immobiliers non délaissés d'utilité publique lorsque les charges nécessaires à l'entretien des lots délaissés sont, pour les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme, disproportionnées au regard de l'intérêt qui s'attache à cet entretien.

« L'utilité publique de l'expropriation est prononcée dans les conditions prévues au III de l'article L. 515-16.

« Pour la fixation du prix d'acquisition, la valeur du bien est déterminée sans tenir compte de la dépréciation supplémentaire qui résulte de la servitude instituée par le I de l'article L. 515-16. »

Article L. 515-17 du code de l'environnement

(Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003, article 5)

Les mesures visées aux II et III de l'article L. 515-16 ne peuvent être prises qu'à raison de risques créés par des installations existant à la date de publication de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.

Article L. 515-18 du code de l'environnement

(Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003, article 5)

Les mesures prévues par les plans de prévention des risques technologiques, en particulier au II et au III de l'article L. 515-16, sont mises en œuvre progressivement en fonction notamment de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels ainsi que du rapport entre le coût des mesures envisagées et le gain en sécurité attendu.

Article L. 515-19 du code de l'environnement

(Ordonnance n° 2009-663 du 11 juin 2009, article 19, loi de finances pour 2010 n° 2009-1673 du 30 décembre 2009, article 3, Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, articles 214 et 216 et Loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011, article 125 et Loi n° 2013-629 du 16 juillet 2013, articles 5 et 9)

I. L'Etat, les exploitants des installations à l'origine du risque et les collectivités territoriales compétentes ou leurs groupements compétents, dès lors qu'ils perçoivent la contribution économique territoriale dans le périmètre couvert par le plan, assurent le financement des mesures prises en application du II et du III de l'article L. 515-16 et de l'article L. 515-16-1 « ainsi que des dépenses liées à la limitation de l'accès et à la démolition éventuelle des biens exposés afin d'en empêcher toute occupation future ». A cet effet, ils concluent une convention fixant leurs contributions respectives.

Lorsque le coût des mesures prises en application des II et III des mêmes articles L. 515-16 et L. 515-16-1 « , additionné au montant des dépenses liées à la limitation de l'accès et à la démolition éventuelle des biens exposés afin d'en empêcher toute occupation future » est inférieur ou égal à trente millions d'euros et que la convention qui prévoit le financement de ces mesures n'est pas signée dans un délai de douze mois après l'approbation du plan, ce délai pouvant être prolongé de quatre mois par décision motivée du préfet en ce sens, les contributions de chacun, par rapport au coût total, sont les suivantes :

- a) L'Etat contribue à hauteur d'un tiers ;
- b) Les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents percevant la contribution économique territoriale contribuent à hauteur d'un tiers, au prorata de la contribution économique territoriale qu'ils perçoivent des exploitants des installations à l'origine du risque ;
- c) Les exploitants des installations à l'origine du risque contribuent à hauteur d'un tiers, selon une répartition que le préfet fixe par arrêté lorsque plusieurs exploitants figurent dans le périmètre couvert par le plan.

Lorsque le coût des mesures prises en application des II et III des mêmes articles L. 515-16 et L. 515-16-1 « , additionné au montant des dépenses liées à la limitation de l'accès et à la démolition éventuelle des biens exposés afin d'en empêcher toute occupation future » est supérieur à trente millions d'euros et que la convention qui prévoit le financement de ces mesures n'est pas signée dans un délai de douze mois après l'approbation du plan, ce délai pouvant être prolongé de six mois par décision motivée du préfet en ce sens, les contributions de chacun, par rapport au coût total, sont les suivantes :

- a) Les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents percevant la contribution économique territoriale contribuent à hauteur d'un tiers, au prorata de la contribution économique territoriale qu'ils perçoivent des exploitants des installations à l'origine du risque. La contribution due par chaque collectivité territoriale ou groupement compétent est néanmoins limitée à 15 % de la contribution économique territoriale totale perçue sur l'ensemble de son territoire au titre de l'année d'approbation du plan ;
- b) L'Etat contribue à hauteur de la moitié du coût résiduel des mesures, une fois déduite la contribution due par les collectivités au titre du a ;
- c) Les exploitants des installations à l'origine du risque contribuent à la même hauteur que la contribution de l'Etat prévue au b, selon une répartition que le préfet fixe par arrêté lorsque plusieurs exploitants figurent dans le périmètre couvert par le plan.

Avant la conclusion de cette convention ou la mise en place de la répartition par défaut des contributions, le droit de délaissement mentionné au II de l'article L. 515-16 ne peut être instauré et l'expropriation mentionnée au premier alinéa du III du même article ne peut être déclarée d'utilité publique que si la gravité des risques potentiels rend nécessaire la prise de possession immédiate selon la procédure mentionnée au deuxième alinéa du même III.

« I bis. Les exploitants des installations à l'origine du risque et les collectivités territoriales ou leurs groupements, dès lors qu'ils perçoivent tout ou partie de la contribution économique territoriale dans le périmètre couvert par le plan, participent au financement des diagnostics préalables aux travaux et des travaux prescrits aux personnes physiques propriétaires d'habitation au titre du IV de l'article L. 515-16, sous réserve que ces dépenses de travaux soient payées dans un délai de cinq ans à compter de l'approbation du plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15.

« Cette participation minimale, répartie en deux parts égales entre les exploitants des installations à l'origine du risque, d'une part, et les collectivités territoriales ou leurs groupements, d'autre part, finance 50 % du coût des travaux prescrits. Si le coût des travaux excède 20 000 €, la participation minimale est fixée à 10 000 €.

« En l'absence d'accord des collectivités territoriales ou de leurs groupements sur leur contribution respective à cette participation, la contribution leur incombant est répartie au prorata de la part de contribution économique territoriale qu'ils perçoivent des exploitants des installations à l'origine du risque au titre de l'année d'approbation du plan.

« Lorsque plusieurs exploitants figurent dans le périmètre couvert par le plan et en l'absence d'accord sur leur contribution respective à cette participation, le préfet fixe, par arrêté, la répartition de la contribution leur incombant.

« Ces différentes contributions sont versées aux propriétaires des habitations au plus tard deux mois après présentation des factures correspondant au montant des travaux prescrits. »

II. Une convention conclue entre les collectivités territoriales compétentes ou leurs groupements et les exploitants des installations à l'origine du risque, dans le délai d'un an à compter de l'approbation du plan de prévention des risques technologiques, précise les conditions d'aménagement et de gestion des terrains situés dans les zones mentionnées au I et dans les secteurs mentionnés aux II et III de l'article L. 515-16.

III. Une convention définit, le cas échéant, un programme de relogement des occupants des immeubles situés dans les secteurs mentionnés au III de l'article L. 515-16 ou faisant l'objet de mesures prévues à l'article L. 515-16-1.

Cette convention est conclue entre les collectivités territoriales compétentes ou leurs groupements, les exploitants des installations à l'origine du risque et les bailleurs des immeubles mentionnés à l'alinéa précédent, notamment les organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation.

IV. Une convention conclue entre les personnes et organismes cités au I fixe leurs contributions respectives dans le financement des mesures supplémentaires mentionnées aux deux derniers alinéas de l'article L. 515-16.

NB : (Loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011, article 125-II) Les dispositions pour les plans de prévention des risques technologiques approuvés avant le 1er octobre 2010, le délai mentionné au deuxième alinéa du I de l'article L. 515-19 du code de l'environnement expire le 1er avril 2012.

Article L. 515-20 du code de l'environnement

(Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003, article 5 et L. n° 2013-619 du 16 juillet 2013, article 4)

Les terrains situés dans le périmètre du plan de prévention des risques technologiques que les communes ou leurs groupements et les établissements publics mentionnés à l'avant-dernière phrase du II de l'article L. 515-16 ont acquis par préemption, délaissement ou expropriation peuvent être cédés à prix coûtant aux exploitants des installations à l'origine du risque.

" L'usage de ces terrains ne doit pas aggraver l'exposition des personnes aux risques. "

Article L. 515-21 du code de l'environnement

(Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003, article 5)

Le plan de prévention des risques technologiques mentionne les servitudes d'utilité publique instituées en application de l'article L. 515-8 autour des installations situées dans le périmètre du plan.

Article L. 515-22 du code de l'environnement

(Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, articles 240 et 247)

Le préfet définit les modalités de la concertation relative à l'élaboration du projet de plan de prévention des risques technologiques dans les conditions prévues à l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme.

" Sont notamment associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques les exploitants des installations à l'origine du risque, les communes sur le territoire desquelles le plan doit s'appliquer, les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme et dont le périmètre d'intervention est couvert en tout ou partie par le plan ainsi que « la commission de suivi de site¹ créée en application de l'article L. 125-2-1 ».

" Le préfet recueille leur avis sur le projet de plan, qui est ensuite soumis à enquête publique « réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier ».

" Le plan de prévention des risques technologiques est approuvé par arrêté préfectoral.

" Il est révisé selon les mêmes dispositions.

Article L. 515-23 du code de l'environnement

(Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003, article 5)

Le plan de prévention des risques technologiques approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est porté à la connaissance des maires des communes situées dans le périmètre du plan en application de l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme. Il est annexé aux plans locaux d'urbanisme, conformément à l'article L. 126-1 du même code.

Article L. 515-24 du code de l'environnement

(Ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005, article 34 et Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, article 214)

I. Les infractions aux prescriptions édictées en application du I de l'article L. 515-16 du présent code sont punies des peines prévues à l'article L. 480-4 du code de l'urbanisme.

" II. Les dispositions des articles L. 460-1, L. 480-1, L. 480-2, L. 480-3 et L. 480-5 à L. 480-12 du code de l'urbanisme sont également applicables aux infractions visées au I, sous la seule réserve des conditions suivantes :

" 1° Les infractions sont constatées, en outre, par les fonctionnaires et agents commissionnés à cet effet par l'autorité administrative compétente en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement et assermentés ;

" 2° Le droit de visite prévu à l'article L. 461-1 dudit code est également ouvert aux représentants de l'autorité administrative compétente en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement.

« III. Le non-respect des mesures prévues à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 515-16 fait l'objet des sanctions administratives et pénales prévues pour le non-respect des prescriptions prises en application de l'article L. 512-7. »

Article L. 515-25 du code de l'environnement

(Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003, article 5)

Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application des articles L. 515-15 à L. 515-24 et les délais d'élaboration et de mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques. Pour les installations classées relevant du ministère de la défense et les dépôts de munitions anciennes, ce décret peut, en tant que de besoin, prévoir des modalités de consultation et d'information du public adaptées aux exigences de la défense nationale ou spécifiques aux dépôts de munitions anciennes. "

¹ NDLR : Le décret n°2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site (Journal officiel du 9 février 2012) précise que les comités locaux d'information et de concertation ou les commissions locales d'information et de surveillance existant au 9 février 2012 remplissent les attributions des commissions de suivi de site prévues à l'article 2 du décret jusqu'au renouvellement de leur composition.

Partie réglementaire

Article R. 515-39 du Code de l'environnement

(Décret n°2011-208 du 24 février 2011, article 2)

Dans chaque département, le préfet recense « les installations mentionnées au premier alinéa de l'article L. 515-15 » et les stockages souterrains mentionnés à l'article 3-1 du code minier, dans lesquels sont susceptibles de survenir des accidents pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publiques, directement ou par pollution du milieu.

Un plan de prévention des risques technologiques est établi pour chaque installation ou stockage mentionné au premier alinéa, ou pour chaque site comportant plusieurs de ces installations ou stockages.

Article R. 515-40 du Code de l'environnement

(Décret n°2012-616 du 2 mai 2012, articles 2 et 7)

I. L'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques est prescrite par un arrêté du préfet qui détermine :

1° Le périmètre d'étude du plan ;

2° La nature des risques pris en compte ;

3° Les services instructeurs ;

4° La liste des personnes et organismes associés définie conformément aux dispositions de l'article L. 515-22, ainsi que les modalités de leur association à l'élaboration du projet.

« I bis. — Il mentionne si une évaluation environnementale est requise en application de l'article R. 122-18. Lorsqu'elle est explicite, la décision de l'autorité de l'Etat compétente en matière d'environnement est annexée à l'arrêté. »¹

II. L'arrêté fixe également les modalités de la concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées. Les dispositions correspondantes de l'arrêté préfectoral doivent être soumises préalablement au conseil municipal de chaque commune dont tout ou partie du territoire est compris dans le périmètre du plan. L'avis du conseil municipal est réputé émis à défaut de réponse dans le mois qui suit la saisine. Le bilan de la concertation est communiqué aux personnes associées et rendu public dans des conditions que l'arrêté détermine.

III. Lorsque le périmètre d'étude du plan de prévention des risques technologiques s'étend sur plusieurs départements, les arrêtés prévus à la présente sous-section sont pris conjointement par les préfets de ces départements. Le préfet du département le plus exposé est chargé de conduire la procédure.

IV. Le plan de prévention des risques technologiques doit être approuvé dans les dix-huit mois qui suivent l'intervention de l'arrêté prescrivant son élaboration. Si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations, le préfet peut, par arrêté motivé, fixer un nouveau délai.

Article R. 515-41 du Code de l'environnement

(Décret n°2011-208 du 24 février 2011, article 3)

I. Le plan de prévention des risques technologiques comprend :

1° Une note de présentation décrivant les installations ou stockages à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques. Il peut être tenu

¹ NB : Ces dispositions ne sont pas applicables aux projets de plan, schéma, programme ou document de planification pour lesquels l'avis d'enquête publique ou de mise à disposition du public a été publié au 1^{er} janvier 2013, ni aux chartes de parcs naturels régionaux dont l'élaboration ou la révision a été prescrite au 1^{er} janvier 2013 par délibération du conseil régional en application des dispositions du I de l'article R. 333-5 du code de l'environnement, ni aux projets de plans de prévention des risques prescrits avant cette date en application des articles R. 515-40 et R. 562-1 du même code ou de l'article L. 174-5 du code minier. (Décret n° 2012-616 du 2 mai 2012, article 7, modifié par le décret n° 2013-4 du 2 janvier 2013, article 2)

compte, pour la délimitation des périmètres, zones et secteurs et pour la définition des mesures qui y sont applicables, des travaux et mesures déjà prescrits aux exploitants en application des articles L. 512-3 et L. 512-5, ou des articles 79 et 83 du code minier, dont le délai de réalisation est inférieur à cinq ans « ainsi que des mesures prévues à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 515-16 » ;

2° Des documents graphiques faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L. 515-15 et L. 515-16 du présent code ;

3° Un règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur :

- a) Les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L. 515-16 ;
- b) Les servitudes d'utilité publique instituées en application de l'article L. 515-8 et les servitudes instaurées par les articles L. 5111-1 à L. 5111-7 du code de la défense ;
- c) L'instauration du droit de délaissement ou du droit de préemption, de la mise en œuvre de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- d) Les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L. 515-16 du présent code ;
- e) L'échéancier de mise en œuvre des mesures prévues par le plan, conformément aux dispositions de l'article L. 515-18 ;

4° Les recommandations tendant à renforcer la protection des populations formulées en application du V de l'article L. 515-16 ;

« 5° Le cas échéant, les mesures supplémentaires de prévention des risques prévues par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 515-16. »

II. Au plan de prévention des risques technologiques sont jointes, le cas échéant, des informations portant sur :

« 1° Le coût des mesures supplémentaires de prévention des risques prévues par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 515-16 et l'estimation du coût des mesures prévues par les II et III de l'article L. 515-16 qu'elles permettent d'éviter ; »

2° L'estimation du coût des mesures « qui restent » susceptibles d'être prises en application du II et du III de l'article L. 515-16 ;

3° L'ordre de priorité retenu pour la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan.

Article R. 515-42 du Code de l'environnement

Les travaux de protection prescrits en application du IV de l'article L. 515-16 ne peuvent porter que sur des aménagements dont le coût n'excède pas 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien avant l'intervention de l'arrêté prévu à l'article R. 515-40.

Article R. 515-43 du Code de l'environnement

(Décret n°2011-208 du 24 février 2011, article 4)

I. Si les éléments contenus dans les études de dangers se révèlent insuffisants, le préfet peut, pour l'élaboration du projet de plan, prescrire aux exploitants la communication des informations nécessaires en leur possession, dans les conditions prévues à l'article R. 512-31.

II. Le projet de plan, élaboré selon les modalités définies par l'arrêté prévu à l'article R. 515-40, est soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

« **III.** Lorsque le projet comporte des mesures supplémentaires de prévention des risques prévues par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 515-16, la convention de financement prévue au IV de l'article L. 515-19 est conclue avant le début de l'enquête publique. »

Article R. 515-44 du Code de l'environnement

(Décret n°2011-208 du 24 février 2011, article 5 et Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011, article 8 I)

I. Le projet de plan, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de la concertation et des avis émis par les personnes et organismes associés, est soumis à une enquête publique organisée dans les formes prévues « par la section 2 du chapitre III du titre II du livre 1er ».

Le dossier de l'enquête comprend les documents et informations mentionnés à l'article R. 515-41, les documents établis à l'issue de la concertation et les avis émis en application du II de l'article R. 515-43. « Lorsque le projet comporte des mesures supplémentaires de prévention des risques, le dossier est complété par une note indiquant les mesures prévues aux I, II, III et IV de l'article L. 515-16 qu'elles permettent d'éviter et par les documents graphiques mentionnés au 2° du I de l'article R. 515-41 tels qu'ils se présenteraient en l'absence de mesures supplémentaires. »

La durée de l'enquête publique est d'un mois. Elle peut éventuellement être prorogée une fois pour la même durée.

II. A l'issue de l'enquête publique, le plan éventuellement modifié est approuvé par arrêté préfectoral dans un délai de trois mois à compter de la réception en préfecture du rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête. Si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte l'importance des remarques formulées, le préfet peut, par arrêté motivé, fixer un nouveau délai.

Article R. 515-45 du Code de l'environnement (Décret n°2011-208 du 24 février 2011, article 6)

Le cas échéant, le préfet prescrit à l'exploitant, par arrêté pris sur le fondement de l'article L. 512-3, la mise en œuvre des mesures supplémentaires de prévention des risques mentionnées au « 5° du I » de l'article R. 515-41, lorsqu'elles figurent dans le plan approuvé et ont fait l'objet d'une convention de financement en application du deuxième alinéa du « IV » de l'article L. 515-19.

Article R. 515-46 du Code de l'environnement

Un exemplaire des arrêtés prévus aux articles R. 515-40 et R. 515-44 est adressé aux personnes et organismes associés. Chaque arrêté est affiché pendant un mois dans les mairies des communes et au siège des établissements publics de coopération intercommunale concernés en tout ou partie par le plan de prévention des risques technologiques. Mention de cet affichage est insérée, par les soins du préfet, dans un journal diffusé dans le département ou les départements intéressés.

Ces arrêtés sont, en outre, publiés au recueil des actes administratifs de l'Etat de chaque département.

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public à la préfecture, en mairie, au siège des établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de plans locaux d'urbanisme concernés en tout ou partie par le plan de prévention des risques technologiques, ainsi que par voie électronique.

Article R. 515-47 du Code de l'environnement

I. Le plan de prévention des risques technologiques est révisé dans les formes prévues par la présente sous-section pour son élaboration.

II. L'approbation du nouveau plan emporte abrogation des dispositions correspondantes de l'ancien plan.

III. Lorsque la révision est partielle et n'est pas motivée par une aggravation du risque, la concertation et l'enquête publique ne sont organisées que dans les communes sur le territoire desquelles les modifications proposées seront applicables. Le dossier de l'enquête publique comprend alors, outre l'avis des personnes et organismes associés :

1° Une note synthétique présentant l'objet des modifications envisagées ;

2° Les documents graphiques et le règlement mentionnés au I de l'article R. 515-41 tels qu'ils se présenteraient après modification avec l'indication des dispositions faisant l'objet d'une modification et le rappel, le cas échéant, de la disposition précédemment en vigueur.

Article R. 515-48 du Code de l'environnement

Dans le cas où les installations classées à l'origine du risque ne figureraient plus sur la liste établie en application du IV de l'article L. 515-8, ou en cas de disparition totale et définitive du risque, le préfet, après consultation de la commission départementale mentionnée à l'article L. 512-2, abroge le plan de prévention des risques technologiques.

L'arrêté d'abrogation est notifié aux maires des communes et aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale dont le territoire est couvert en tout ou partie par ce plan.

L'arrêté d'abrogation fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R. 515-46 pour l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques technologiques.

Article R. 515-49 du Code de l'environnement

En application de l'article L. 515-25, le projet de plan de prévention des risques technologiques pour un dépôt de munitions anciennes n'est pas soumis à enquête publique.

Article R. 515-50 du Code de l'environnement

I. L'élaboration du plan de prévention des risques technologiques concernant une installation mentionnée à l'article L. 517-1 et relevant du ministre de la défense est prescrite par arrêté de ce ministre.

Cet arrêté fixe les modalités particulières de la concertation.

Les autres procédures prévues par la présente sous-section sont accomplies à la diligence du préfet.

II. A la demande du ministre de la défense, le préfet disjoint du dossier soumis à l'enquête publique et aux consultations les éléments de nature à entraîner la divulgation de secrets de défense nationale dans le domaine militaire ou industriel. Les résultats de l'enquête publique ainsi que les avis recueillis sont transmis par le préfet au ministre de la défense.

Lorsque le périmètre du plan de prévention des risques technologiques ne s'étend pas au-delà des limites de l'emprise relevant du ministre de la défense, un arrêté de ce ministre approuve le plan. Cet arrêté est communiqué au préfet pour l'information des tiers en application de la présente sous-section.

Dans le cas contraire, un arrêté conjoint du préfet et du ministre de la défense approuve le plan de prévention des risques technologiques.

III. Pour les installations relevant du ministre de la défense ayant fait l'objet d'une décision ministérielle en matière de protection du secret de la défense nationale, le projet de plan de prévention des risques technologiques n'est pas soumis à enquête publique et les mesures d'information et de consultation mentionnées à la présente sous-section ne sont pas effectuées.

ANNEXE 3

Arrêté préfectoral n°PPRT 2011-001 du 19 avril 2011 portant prescription du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du site Storengy de Cerville

Arrêté du 18 octobre 2012 portant prolongation du délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du site
Storengy de Cerville

Arrêté du 28 mars 2014 portant prolongation du délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du site
Storengy à Cerville

Arrêté Préfectoral de prescription


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE



Préfecture
Direction de l'Action Locale
Bureau des Procédures Environnementales
Section ICPE et Loi sur l'eau
N° PPRT 2011-001

ARRETE PREFECTORAL
portant prescription
du plan de prévention des risques technologiques
du site Storengy de Cerville

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles - L. 123-1 à L. 123-16, L. 515-8 et L. 515-15 à L. 515-25, R. 511-9 et annexe, R. 511-10, R. 512-1 à R. 512-46, R. 512-67 à R. 512-74, R. 513-1 et R. 513-2, R. 514-1 à R. 514-4, - R. 515-39 à R. 515-50, - L. 125-2-1 et D. 125-29 à D. 125-34 ;

Vu le code minier et notamment ses articles 3-1 et 104-3-1 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 126-1, L. 211, L. 230.1 et L. 300-2 et R. 126-1 et R. 126-2 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 8 décembre 1972 autorisant « Gaz de France » à exploiter un stockage souterrain de gaz combustible dans la région de Cerville, Velaine sous Amance en Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du 25 mars 2003 portant renouvellement de l'autorisation de stockage souterrain de gaz combustible de Cerville – Velaine accordé à « Gaz de France » ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 janvier 2003 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les stockages souterrains de gaz, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, modifié par l'arrêté du 29 septembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2006-622 du 8 décembre 2006 modifié autorisant la poursuite de l'exploitation des installations de surface du stockage souterrain de gaz naturel combustible sur le territoire de la commune de Cerville ;

Vu le récépissé du 7 avril 2009 donnant acte du changement d'exploitant au profit de la société « STORENGY » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 mars 2008 modifié portant création du comité local d'information et de concertation (CLIC) autour du centre de stockage de gaz naturel exploité par la société GDF à Cerville ;

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle - 1 rue Préfet Claude Erignac - CO 56031 - 54038 NANCY CEDEX
Téléphone 03 83 34 26 26 - Serveur vocal 03 83 34 22 44 - Fax 03 83 30 52 34

Accueil du public : 8, rue Sainte-Catherine 54000 NANCY

Vu l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2009 portant renouvellement de la composition du CLIC autour du centre de stockage de gaz naturel exploité par la société STORENGY à Cerville ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL en date du 4 janvier 2011 proposant de prescrire un PPRT autour du centre de stockage de gaz naturel exploité par la société STORENGY sur les territoires des communes de Cerville, Lenoncourt, Velaine sous Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Saulxures les Nancy ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Cerville en date du 21 février 2011 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Lenoncourt en date du 28 janvier 2011 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Velaine sous Amance en date du 19 janvier 2011 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Laneuvelotte en date du 1er février 2011 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Seichamps en date du 21 février 2011 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Pulnoy en date du 27 janvier 2011 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Saulxures les Nancy en date du 15 février 2011 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL en date du 15 avril 2011 ;

Considérant la circulaire ministérielle du 26 avril 2005 relative à la création des Comités Locaux d'Information et de Concertation ;

Considérant la circulaire ministérielle du 15 septembre 2009 définissant les règles méthodologiques relatives aux études de dangers, à l'acceptabilité de la démarche de maîtrise des risques et aux PPRT des stockages souterrains de gaz ;

Considérant la circulaire ministérielle du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) ;

Considérant que les activités et les installations de stockage gaz naturel de la société STORENGY à Cerville appartiennent aux stockages définis à l'article 3-1 du Code Minier ;

Considérant la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets des phénomènes dangereux ;

Considérant la liste des phénomènes dangereux à retenir pour le périmètre d'étude du PPRT de la société STORENGY à Cerville proposée par l'inspection des installations classées dans son rapport en date du 4 janvier 2011 établi en application de la circulaire ministérielle du 10 mai 2010 susvisée ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1 : Périmètre d'étude

Un Plan de Prévention des Risques Technologiques doit être prescrit autour des installations de stockage souterrain de gaz naturel de la société STORENGY sur les communes de Cerville, Lenoncourt, Velaine-sous-Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Saulxures-les-Nancy.

Le périmètre d'étude du plan est délimité par la carte figurant à l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 : Nature des risques pris en compte

Les risques pris en compte sont ceux générés par les effets thermiques et de surpression en cas d'accidents susceptibles de survenir sur les installations de l'établissement STORENGY à Cerville.

Article 3 : Services instructeurs

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Lorraine et la Direction Départementale des Territoires (DDT) de Meurthe-et-Moselle sont chargées conjointement et chacune pour ce qui la concerne de l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques sous l'autorité du Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Personnes et organismes associés

En plus des services de l'État, les personnes et organismes associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques sont :

- les représentants de la société STORENGY à Cerville ;
- les maires des communes de Cerville, Lenoncourt, Velaine-sous-Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Saulxures-les-Nancy ou leurs représentants, pouvant être accompagnés par une personne des services de la ville ;
- le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ou son représentant, pouvant être accompagnés par une personne des services ;
- les représentants du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) créé en application de l'article L.125-2 du Code de l'Environnement autour de l'établissement STORENGY à Cerville et désignés lors de sa séance du 3 décembre 2010 à savoir :
 - M. Damien HANRIOT, du Gaec d'Ouches, riverain et membre du CLIC ;
 - M. Gérard FERRY, habitant à Cerville, riverain et membre du CLIC.

Les réunions de ces personnes et organismes associés sont présidées par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant. Le cas échéant, des réunions peuvent être organisées, soit sur l'initiative du Préfet de Meurthe-et-Moselle ou des services chargés de l'élaboration, soit à la demande des personnes et organismes associés.

Les personnes et organismes associés seront convoqués au moins 10 jours avant la date de réunion.

Ces réunions porteront notamment sur :

- les études techniques du PPRT ;
- les différentes propositions d'orientation du plan établies avant enquête publique ;
- les principes sur lesquels se fonde l'élaboration du projet de plan de zonage réglementaire et de règlement.

Le secrétariat technique des réunions est assuré par la DREAL.

Les comptes-rendus des réunions d'associations sont adressés sous quinzaine pour observations, aux personnes et organismes cités ci-dessus. Ne peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au plus tard dans les 30 jours suivant la réception du rapport.

Avant enquête publique, le projet de plan est soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

Article 5 : Concertation

La concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées sera organisée pendant toute la durée d'élaboration du PPRT, selon les modalités suivantes :

- les documents d'élaboration (arrêté préfectoral de prescription, comptes-rendus des réunions d'associations, projet de règlement) du projet de PPRT sont tenus à la disposition du public en mairie de Cerville, Lenoncourt, Velaine sous Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Saulxures les Nancy, pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public ;

- ces documents sont également consultables sur le site internet de la DREAL Lorraine ;
- les observations du public sont recueillies sur un registre prévu à cet effet en mairies de Cerville, Lenoncourt, Velaine sous Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Saulxures les Nancy, pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- le cas échéant, une ou plusieurs réunions d'informations pour les personnes concernées par le périmètre d'étude pourront être organisées.

Le bilan de la concertation sera communiqué aux personnes et organismes associés et rendu public sur le site internet de la DREAL Lorraine. Il pourra être consulté en mairies de Cerville, Lenoncourt, Velaine-sous-Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Saulxures-les-Nancy, pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public.

Article 6

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Il sera affiché pendant un mois en mairies de Cerville, Lenoncourt, Velaine sous Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Saulxures les Nancy.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et fait mention dans le quotidien l'Est Républicain.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Lorraine et le directeur départemental des territoires (DDT) de Meurthe-et-Moselle sont, chacun pour ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 19 AVR. 2011

Le préfet,

Pour le préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire général

François MALHANCHE

Annexe 2 : Périmètres d'étude du Plan de Prévention des Risques Technologiques autour de l'établissement STORENGY à Cerville



PPRT de Cerville (Storengy)
Périmètre d'étude



Source :
Dossier : Storengy / Cerville - SIGALEX - Storengy - Cerville - 2011/10
Rédaction / Schéma : D.M. CT - 2011/2010 - MAPINFO 8 V9 - SIGALEX 8 V3 2014 - 01/07/2010

SIGALEX

Arrêté Préfectoral de prolongation du délai d'approbation



PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture
Direction de l'Action Locale
Bureau des Procédures Environnementales

ARRETE PREFECTORAL

portant prolongation du délai d'approbation
du plan de prévention des risques technologiques
du site Storengy de Cerville

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles - L. 123-1 à L. 123-16, L. 515-8 et L. 515-15 à L. 515-25, R. 515-39 à R. 515-50 ;

Vu le code minier et notamment ses articles 3-1 et 104-3-1 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 126-1, L. 211, L. 230-1 et L. 300-2 et R. 126-1 et R. 126-2 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2011-001 du 19 avril 2011 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) du site de stockage souterrain de gaz naturel combustible exploité par la société Storengy sur le territoire de la commune de Cerville ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article R 515-40 IV du code de l'environnement, le PPRT précité doit être approuvé dans un délai de 18 mois après la date de prescription du PPRT ;

Considérant que le projet de PPRT est actuellement en phase d'examen par les personnes et organismes associés et que le périmètre d'études du PPRT s'étend sur le territoire de 7 communes ;

Considérant que les personnes et organismes associés disposeront d'un délai de deux mois pour formuler leurs observations sur le projet de PPRT et que ce projet devra ensuite être soumis à une enquête publique d'une durée de un mois ;

Considérant qu'en conséquence, le délai d'approbation du PPRT cité précédemment ne pourra être respecté et qu'il y a lieu de proroger ce délai ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1 :

Le délai d'approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques du site de stockage souterrain de gaz naturel de la société STORENGY est prorogé jusqu'au 30 avril 2014.

Article 2 : Diffusion et publications

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle - 1 rue Préfet Claude Ennassé - CD 54031 - 54038 NANCY CEDEX
Téléphone 03 83 34 26 26 - Serveur vocal 03 83 34 22 44 - Fax 03 83 36 52 34

Accueil du public : 6, rue Sainte-Catherine 54000 NANCY

Il sera affiché pendant un mois en mairies de Cerville, Lenoncourt, Velaine sous Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Saulxures les Nancy.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et fait mention dans le quotidien l'Est Républicain.

Article 3

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Lorraine et le directeur départemental des territoires (DDT) de Meurthe-et-Moselle sont, chacun pour ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 OCT. 2012

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté préfectoral de prolongation du délai d'approbation



PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture
Direction de l'Action Locale
Bureau des Procédures Environnementales
N° 2012-0169 P2

ARRETE PREFECTORAL

portant prolongation du délai d'approbation
du plan de prévention des risques technologiques
du site Storengy de Cerville

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles - L. 123-1 à L. 123-16, L. 515-8 et L. 515-15 à L. 515-25, R. 515-39 à R. 515-50 ;

Vu le code minier et notamment ses articles 3-1 et 104-3-1 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 126-1, L. 211, L. 230.1 et L. 300-2 et R. 126-1 et R. 126-2 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2011-001 du 19 avril 2011 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) du site de stockage souterrain de gaz naturel combustible exploité par la société Storengy sur le territoire de la commune de Cerville ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2012 prolongeant le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du site STORENGY de Cerville jusqu'au 30 avril 2014 ;

Considérant que la phase de consultation des personnes et organismes associés à l'élaboration du projet de PPRT, prévue par l'article R 515-43 du code de l'environnement, a été menée du 4 octobre au 4 décembre 2013 ;

Considérant que la synthèse des observations recueillies lors de cette consultation est en cours de rédaction et que le projet de plan éventuellement modifié devra faire l'objet d'une enquête publique d'une durée de un mois ;

Considérant qu'en conséquence, le délai d'approbation du PPRT cité précédemment ne pourra être respecté et qu'il y a lieu de proroger ce délai ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1 :

Le délai d'approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques du site de stockage souterrain de gaz naturel de la société STORENGY est prorogé jusqu'au 30 avril 2015.

.../...

Article 2 : Diffusion et publications

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Il sera affiché pendant un mois en mairies de Cerville, Lenoncourt, Velaine-sous-Amance, Laneuvelotte, Seichamps, Pulnoy, Saulxures-les-Nancy.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et fait mention dans le quotidien l'Est Républicain.

Article 3

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Lorraine et le directeur départemental des territoires (DDT) de Meurthe-et-Moselle sont, chacun pour ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 28 MARS 2014

Le préfet,

Fouad Le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY

ANNEXE 4

Comptes-rendus des réunions d'association à l'élaboration du PPRT

Réunion des POA du 29 juin 2009



PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture
Direction de l'Action Locale
Bureau des Procédures Environnementales

STORENGY A CERVILLE

Compte-rendu de la réunion des personnes et organismes associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques réunion du 29 juin 2011

Les personnes et organismes associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'établissement Storengy à Cerville, classé SEVESO seuil haut, se sont réunis à la préfecture de Meurthe-et-Moselle le mercredi 29 juin 2011.

Étaient présents :

- M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, représentant M. le Préfet,
- M. Christophe TEJEDO, inspecteur des installations classées à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine,
- M. Alexandre GELIN, ingénieur à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine,
- Mme Liliane LIOUVILLE, direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine,
- Mme Annie LEBEL, préfecture de Meurthe-et-Moselle, chef du bureau des procédures environnementales,
- M. Francis PIEKARSKI, préfecture de Meurthe-et-Moselle, bureau des procédures environnementales,
- M. Mickael VILLEMINE, direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle,
- Mme Angélique MASSON, direction départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle,
- M. Michel CANDAT, vice-président de la communauté urbaine du grand Nancy et Maire de Saulxures-les-Nancy,
- Mme Gisèle FROMAGET, maire de Cerville,
- M. Jean-Marie HEINLY, adjoint au maire de Pulnoy,
- M. Gilbert VISINE, maire de Laneuvelotte,

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle - 1 rue Préfet Claude Erignac - CO 60031 - 54038 NANCY CEDEX
Téléphone 03 83 34 26 26 - Serveur vocal 03 83 34 22 44 - Fax 03 83 30 62 34

Accueil du public : 6, rue Sainte-Catherine 54000 NANCY

- M. Philippe THIRY, maire de Lenoncourt,
- M. Claude BARTHELEMY, adjoint au maire de Velaine-sous-Amance,
- M. Sylvain PELTIER, communauté urbaine du grand Nancy – service urbanisme,
- M. Johan OHLING, services techniques de la ville de Seichamps,
- M. Michel VUILLEMIN, service urbanisme de la ville de Pulnoy,
- M. Jacques SIMONIN, STORENGY - direction des opérations,
- Mme Coralie CROISSANT, STORENGY - direction technique,
- Mme Sarah MESSENGER, STORENGY - direction technique.

M. MALHANCHE ouvre la séance. Il rappelle l'obligation faite à l'État d'élaborer autour de la société STORENGY, ainsi qu'autour des sites industriels classés au titre de la directive SEVESO, un plan de prévention des risques technologiques (P.P.R.T.). Il précise que ce PPRT a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de prescriptions le 19 avril 2011 et rappelle l'ordre du jour de la réunion qui consiste à décrire les travaux à réaliser dans les mois à venir avant d'arriver à la phase finale d'approbation du PPRT.

M. TEJEDO expose le contexte réglementaire du PPRT et propose la diffusion d'un film réalisé par l'INERIS pour le compte du ministère chargé du Développement Durable présentant les différentes étapes d'un PPRT à titre d'information pour les non initiés.

M. TEJEDO indique que, dans le cas de STORENGY, les phénomènes dangereux sont liés à l'utilisation et au stockage de gaz naturel, il s'agit de risques thermiques et de surpression en cas d'explosion.

M. TEJEDO précise que l'étude de danger est en phase finale d'analyse. Les spécificités des stockages souterrains ont conduit à de nombreux échanges entre les services centraux de Storengy d'une part et le ministère chargé du Développement Durable et son appui technique, l'INERIS, d'autre part.

Ces échanges ont nécessité beaucoup de travail et de temps, la dernière circulaire en résultant est datée du 25 mars 2011.

M. SIMONIN indique que les calculs de STORENGY sont basés sur des codes réalisés par STORENGY utilisés depuis de nombreuses années, et considère que c'est un modèle majorant par rapport aux données de l'INERIS.

M. TEJEDO présente schématiquement la principale mesure de sécurité : des vannes d'isolement permettent de circonscrire la fuite en l'isolant, une deuxième étape consiste à connecter les circuits à l'évent afin de permettre au gaz de s'échapper dans l'atmosphère. L'évent est une évacuation dédiée éloignée de tout point chaud.

A ce titre, M. TEJEDO indique que le survol du site est interdit, l'arrêté préfectoral autorisant le signalement a été prescrit courant 2011.

Mme Gisèle FROMAGET demande à M. TEJEDO de préciser sur quel site le signallement est positionné.

M. TEJEDO précise qu'il s'agit bien du site de stockage mais également de la station de compression de Laneuvelotte. Bien qu'il s'agisse de deux entités distinctes, ce sont deux installations relativement proches, les pilotes auront un seul point à éviter.

La définition du périmètre d'études a fait l'objet d'un dialogue technique approfondi avec l'exploitant, celui-ci est presque terminé. La demande du ministère chargé du développement durable étant de faire aboutir les PPRT le plus rapidement possible, un rayon théorique forfaitaire et majorant de 1 500 mètres a été validé autour de l'installation du site.

M. TEJEDO tient à préciser que les restrictions d'urbanisme porteront sur les zones concernées par les dangers qui seront définis dans l'étude de dangers définitive ; de larges zones figurant dans le périmètre d'étude ne seront donc pas concernées par le PPRT.

M. MALHANCHE souligne ce point important et précise que le périmètre du PPRT est susceptible d'être modifié au fur et à mesure des investigations : la zone retenue finalement sera celle des dangers, réduisant ainsi les espaces concernés.

M. TEJEDO indique, à titre d'exemple, qu'actuellement la commune de Saulxures les Nancy est concernée par une faible partie du périmètre d'étude, mais elle ne sera vraisemblablement plus impactée par le périmètre du PPRT.

M. HEINLY souhaite évoquer la problématique des puits de contrôle car il existe un projet d'extension du golf de Pulnoy et les dangers représentés par un puits conduisent à impacter 3 hectares de construction.

Il rappelle que la commune de Pulnoy est concernée par deux puits, dont un qui ne présente aucun phénomène dangereux. Il demande s'il serait possible d'intervenir ces deux puits.

M. SIMONIN indique que ces deux puits n'ont pas la même fonction et ne sont pas positionnés au même endroit ; les intervenir serait donc impossible.

M. HEINLY demande la confirmation des propos de M. SIMONIN.

M. TEJEDO confirme globalement la démonstration de M. SIMONIN. Il précise que la définition de l'emplacement des puits de contrôle a été menée en 1973, qu'il ne connaît pas les raisons de leur localisation mais que ces deux puits sont très différents : l'un est aveugle et ne permet aucune communication entre la bulle de gaz et l'atmosphère, tandis que l'autre est muni d'une crépine permettant au gaz de remonter. Intervenir les deux puits serait analogue à en creuser deux nouveaux.

M. HEINLY, suite à cet exposé propose de saisir officiellement STORENGY par courrier dans le cadre de l'élaboration du PPRT.

M. MALHANCHE précise que, concernant l'élaboration du PPRT, il faut attendre de disposer d'une étude de danger finalisée pour déterminer le périmètre sur lequel porteront les restrictions à l'urbanisme. Il allègue que cette étude nous indiquera précisément les dangers et nous informera des impacts réels sur les terrains.

M. TEJEDO indique que certains projets d'urbanisme peuvent être tout-à-fait compatibles dans le cadre d'un PPRT.

M. VILLEMEN indique que la direction départementale des territoires s'est penchée sur l'urbanisation future de la commune, dans le cadre d'un aménagement ou d'une extension du golf notamment. La connaissance des aléas est indispensable afin de déterminer une marge de manœuvre. Les dangers ont été pris en compte lors de la modification d'une aire dédiée aux gens du voyage.

M. HEINLY confirme l'extension du golf et souhaite développer une zone d'habitation agrémentée d'un hôtel et de commerces. L'orientation du coteau au sud fait l'objet actuellement d'une forte demande de constructions, projet de lotissements.

M. MALHANCHE rappelle que dans le cadre de l'élaboration du PPRT, les mairies sont naturellement associées. Il indique qu'un équilibre doit être recherché entre les besoins de développement de la commune et la sécurité de la population.

M. TEJEDO aborde une carte d'aléas et présente à l'assemblée l'outil informatique qui a permis son élaboration.

Il détaille les étapes suivantes de l'élaboration du PPRT :

- Ce qui est déjà réalisé :

- l'information du CLIC a eu lieu le 2 décembre 2011,
- l'arrêté préfectoral de prescriptions date du 19 avril 2011, dont le périmètre d'étude a été défini de manière forfaitaire.

- Ce qui reste à réaliser :

- la définition des aléas est en cours de finalisation,
- l'étude des enjeux est commencée,
- les règles d'urbanisme.

Il conviendra de mettre en place la stratégie du PPRT en fonction des projets des communes.

M. MALHANCHE se fait l'interprète des maires qui, en cette période d'incertitude liée à l'élaboration du PPRT, doivent répondre aux questions de leurs administrés. Il précise toutefois qu'il faut se donner le temps afin d'analyser l'ensemble des problématiques en sachant que le droit à l'erreur n'est pas de mise aujourd'hui. Il rappelle les conséquences dramatiques de l'absence de prise en compte de ces installations qui peuvent présenter un certain nombre de dangers. L'administration a une obligation de résultat.

M. MALHANCHE demande un engagement de M. TEJEDO sur le délai nécessaire du PPRT qui nécessite 4 phases de réalisation pour l'information des maires présents. Il désire connaître la date à laquelle seront terminées les cartes d'aléas et des enjeux.

Mme FROMAGET confirme la nécessité pour les communes de disposer d'une visibilité sur les délais de réalisation du PPRT.

M. TEJEDO ne peut pas prendre d'engagement à son niveau, les délais étant également dépendants de la réactivité de l'industriel.

M. TEJEDO ajoute que le dossier du PPRT de STORENGY constitue sa priorité numéro une, tout en indiquant que la liste des phénomènes dangereux envoyée à la société STORENGY n'est pas validée à ce jour.

M. OHLING désire connaître la réglementation qui s'applique en termes d'information des riverains ; par ailleurs il existe une aire dédiée aux gens du voyage dans le périmètre d'étude, faut-il envisager de la déplacer ?

M. VILLEMEN indique que l'information des administrés, qu'ils soient locataires ou acquéreurs est obligatoire dès lors que le PPRT est prescrit. Une solution a été trouvée pour les gens du voyage lors de l'élaboration du Plan Particulier d'Intervention (P.P.I.), il suffit de ne pas laisser stationner les gens du voyage dans un cercle de 100 mètres de rayon autour du puits de contrôle.

M. OHLING, récemment nommé, se pose la question d'informer une population qui n'est pas concernée par le périmètre.

M. VILLEMEN insiste sur l'obligation de mettre à disposition de la population les informations communiquées par M. le Préfet en avril 2011, notamment lors de la rédaction d'actes notariés. Il rappelle que ces renseignements sont présents sur le site internet de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle à la rubrique "Prévention des Risques". Cette obligation ne s'applique pas aux biens situés à l'extérieur du périmètre.

M. PELTIER demande si des améliorations apportées par l'exploitant aux puits de contrôle pourraient permettre de diminuer les zones d'effets.

M. TEJEDO répond que les zones d'effets sont liées au diamètre du puits, tel qu'il a été foré, et que des dispositifs de protection ne sont pas envisageables face à un tel phénomène dangereux.

Mme FROMAGET fait part de ses doutes non pas sur l'exploitation minière mais sur la concession de sel se trouvant dans le périmètre (NOVACARB, SOLVAY) et rappelle l'incident survenu en 1997 avec l'apparition d'une source au centre du village.

M. TEJEDO indique que la méthode d'exploitation utilisée à l'époque, avec injection d'eau sous pression, n'est plus pratiquée.

Par ailleurs, il précise que la tenue de la "bulle de gaz" a été le premier point étudié lors de l'examen de l'étude de danger par les services de la DREAL, en particulier par le département Mines et Sous-sol et par un expert au ministère chargé du Développement Durable. Deux questions ont été posées : le gaz envoyé par STORENGY peut-il être à une pression supérieure à la pression de tenue mécanique des roches et l'exploitation du sel peut-elle avoir un impact ?

L'étude des dangers a montré que les pompes d'injection du gaz présentent une pression maximale inférieure à celle de tenue des roches. Par ailleurs, le sel est exploité à une profondeur de 200 m alors que le stockage de gaz est à environ 600 m ; dans la mesure où la pression dans les roches augmente avec la profondeur, toute fissure se propagerait préférentiellement vers le haut, il est invraisemblable qu'elle parte des couches salines pour endommager la couverture du stockage de gaz.

M. TEJEDO précise ensuite le rôle fondamental des personnes et organismes associés dans l'élaboration du PPRT. Cette assemblée est chargée de définir un règlement d'urbanisme à instaurer autour du site STORENGY destiné à éviter les effets des accidents sur les êtres humains et leur santé.

M. TEJEDO détaille également la phase de concertation avec le public.

M. MALHANCHE revient sur la question de délai évoquée précédemment, à savoir si les cartes d'aléas seront prêtes pour fin d'année 2011, début 2012.

M. TEJEDO répond qu'elles seront produites le plus vite possible. Ce devrait être rapidement disponible étant donné que les services centraux du ministère chargé du Développement Durable et les services centraux de STORENGY ont défini les phénomènes dangereux et leurs effets d'un commun accord.

M. MALHANCHE lève la séance en remerciant les membres de l'assemblée pour leur participation.

M; le secrétaire général,
président de séance


François MALHANCHE

Réunion des POA du 14 décembre 2012



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Lorraine

NANCY, le

15 AVR. 2013

Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle/Meuse
8bis, Rue Pierre Fourier - BP 12247
54022 NANCY Cedex

Nos réf. : CT/NW/1154/2012
Affaire suivie par : Christophe TEJEDO
christophe.tejedo@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 03.83.36.55.12 Fax : 03.83.37.63.66

STORENGY A CERVILLE

Compte rendu de la réunion des personnes et organismes associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques en date du 14 décembre 2012

Les personnes et organismes associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour du stockage souterrain de gaz naturel exploité par la société STORENGY à CERVILLE, classé Seveso seuil haut, se sont réunis à la préfecture de Meurthe-et-Moselle le vendredi 14 décembre 2012.

Etaient présents :

- M. Jean François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, représentant Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
- M. Dimitri BOCQUET, chef du bureau des procédures environnementales à la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- M. Francis PIEKARSKI, agent au bureau des procédures environnementales à la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- M. Pascal PELINSKI, chef de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse de la DREAL Lorraine,
- M. Christophe TEJEDO, inspecteur des installations classées à l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse de la DREAL Lorraine, chargé du suivi du stockage souterrain de gaz naturel exploité par la société STORENGY à CERVILLE,
- M. Alexandre GELIN, inspecteur des installations classées au service prévention des risques (division risques technologiques et industriels) de la DREAL Lorraine,
- Mme Christelle MEIRISONNE, inspecteur des installations classées au service prévention des risques (division risques technologiques et industriels) de la DREAL Lorraine,
- Mme Stéphanie DUMONT, ingénieure au service prévention des risques (division risques miniers et sous sol) de la DREAL Lorraine,
- Mme Angélique MASSON, chef du service de prévention des risques à la DDT de Meurthe-et-Moselle,
- M. Gilbert VISINE, maire de la commune de Laneuvelotte,
- M. Jean Marie HEINLY, adjoint au maire de la commune de Pulnoy,

- M. Michel CHARPENTIER, adjoint au maire de la commune de Seichamps,
- Mme Cesminaz KELES, responsable de l'urbanisme à la mairie de Seichamps,
- M. Etienne BAROTTIN, maire de la commune de Velaine-sous-Amance,
- M. Michel NICOLAS, conseiller municipal de la commune de Cerville,
- Mme Gisèle FROMAGET, maire de la commune de Cerville,
- M. Sylvain PELTIER, Communauté Urbaine du Grand Nancy,
- Mme Céline KALTENBACH, représentant M. FERRY, fermier dont l'exploitation se situe en zone d'aléa,
- M. Christophe VENNER, société GRT Gaz, département compression,
- Mme Coralie CROISSANT, société STORENGY, direction technique,
- M. Xavier MANDLE, société STORENGY, directeur du site de Cerville,
- M. Benoît FRETILLE, société STORENGY, directeur régional,
- M. Jean-Pierre JOUTARD, société STORENGY, chargé de mission auprès de la direction.

M. RAFFY ouvre la séance. Après un tour de table où chacun a pu se présenter, il donne la parole à M. TEJEDO pour présenter les aléas, conformément au premier point inscrit à l'ordre du jour de la réunion.

M. TEJEDO rappelle l'origine des plans de prévention des risques technologiques, qui sont une décision législative votée après l'accident de Toulouse afin de résorber les situations où les risques industriels sont incompatibles avec l'usage des sols et de préserver l'avenir en interdisant les constructions dans les zones concernées par les accidents potentiels.

Le plan de prévention des risques technologiques autour du stockage souterrain de gaz naturel exploité par la société STORENGY à CERVILLE a été prescrit par arrêté préfectoral du 19 avril 2011, qui a défini un périmètre d'étude.

Les phénomènes dangereux retenus à l'issue de l'examen de l'étude des dangers sont des fuites de 12 et 50 mm de diamètre, sur 10 % de la section et rupture totale de tuyauterie, chaque type de phénomène étant associé à une probabilité d'occurrence spécifique. Le gaz est susceptible de générer des effets thermiques en cas d'inflammation et de surpression en cas d'explosion. Le seul cas où la rupture totale d'une tuyauterie est envisagée est l'effet domino suite à une première fuite enflammée, si bien que dans ce cas, aucun effet de surpression ne serait à redouter du fait de l'inflammation immédiate du gaz. Le phénomène de rupture totale de tuyauterie est donc associé uniquement à un effet thermique, tandis que la perforation d'une tuyauterie sur 10 % de sa section est associée à des effets thermiques et de surpression. En effet, ce dernier phénomène dangereux peut se produire en absence d'effet domino.

M. BAROTTIN demande jusqu'à quelles distances portent les effets sur l'homme en cas d'incident.

M. TEJEDO répond que cela dépend du diamètre des conduites et de la pression du gaz. Sur le site de CERVILLE, les effets de blessures irréversibles peuvent porter jusqu'à 750 m pour les tuyauteries de plus fort diamètre (600 mm).

M. BAROTTIN indique que des tuyaux de diamètre 900 mm sont installés sur le site de CERVILLE.

M. TEJEDO précise que ces tuyaux sont en cours de démantèlement dans le cadre de la mise en service de la station d'interconnexion. Quand les travaux seront terminés, la tuyauterie de plus grand diamètre sur le site sera de 600 mm. D'autres canalisations, de plus grand diamètre, pourront être mises en œuvre par GRT Gaz, mais à l'extérieur du site.

M. MANDLE indique que des tubes de diamètre 1 200 mm sont actuellement visibles à proximité de la station de CERVILLE, car elles servent à la construction de la station d'interconnexion.

M. TEJEDO poursuit son exposé en expliquant les phénomènes dangereux qui ont été exclus de l'étude sur la base de la réglementation. Tout d'abord le phénomène d'effondrement du stockage n'a pas été retenu car aucune matière n'a été retirée du sous-sol, il est donc physiquement impossible. Le stockage étant en nappe aquifère, le gaz chasse l'eau en période d'injection, mais l'eau reprend sa place en période de soutirage.

M. RAFFY demande où passe l'eau.

M. TEJEDO répond qu'elle est repoussée dans la nappe phréatique, qui est d'un très grand volume.

M. BAROTTIN confirme en indiquant que la pression relevée dans les captages d'eau potable de la communauté de communes du Grand Couronné est maximale quand le stockage est rempli de gaz.

M. TEJEDO s'étonne de ce lien, car il est peu probable que la communauté de commune prélève son eau potable dans l'aquifère du stockage, à plus de 500 m de profondeur, alors que plusieurs aquifères sont moins profonds et ne sont pas en lien avec l'aquifère du stockage de gaz.

M. TEJEDO poursuit son exposé en indiquant que le phénomène d'éruption brutale du stockage n'a pas non plus été retenu du fait de la limitation de pression à l'intérieur de la bulle.

Le phénomène de remontée de gaz à travers les terrains a été exclu du fait de l'étanchéité de la couverture du stockage et des mesures prises pour contrôler la qualité de la cimentation des puits, à la construction et en exploitation.

M. TEJEDO présente ensuite les mesures de maîtrise des risques identifiés dans le cadre de l'examen de l'étude des dangers. Elles consistent en la prescription d'un examen décennal de la cimentation des puits, la protection mécanique des tuyauteries, le renforcement du contrôle des canalisations et de leur protection cathodique, la démonstration de la tenue au séisme des conduites les plus importantes.

Il présente ensuite les accidents potentiels les plus sensibles : éruption du puits de contrôle VA5 avec présence humaine sur l'aire d'accueil des gens du voyage et rupture de la canalisation collectant tous les puits avec circulation sur la route départementale entre CERVILLE et PULNOY. Ces phénomènes ne sont pas inacceptables, tout de même très sensibles.

Les cartes des aléas de surpression, des aléas thermiques puis de tous les aléas ainsi que le périmètre d'exposition au risque sont ensuite présentés. Les sols situés à l'extérieur du périmètre d'exposition aux risques, qui ne sont concernés par aucun phénomène dangereux, ne pourront faire l'objet d'aucune prescription au titre du plan de prévention des risques technologiques.

Mme MASSON présente ensuite les enjeux identifiés par la DDT. Tout d'abord, elle précise que seules les communes de CERVILLE, LANEUVELOTTÉ, VELAINES-SOUS-AMANCE, PULNOY et SEICHAMPS sont visées par les aléas. Les communes de SAULXURES-LES-NANCY et LENONCOURT, qui figuraient dans le périmètre d'étude, sont exclues du périmètre d'exposition aux risques. Par ailleurs toute la partie urbanisée de la commune de CERVILLE est également exclue du périmètre d'exposition aux risques.

Plusieurs enjeux ont été identifiés :

- des routes, qui nécessiteront des panneaux d'interdiction de stationner,
- deux fermes, auxquelles il conviendra d'imposer qu'elles résistent aux phénomènes dangereux auxquelles elles sont soumises afin de protéger le personnel,
- l'aire d'accueil des gens du voyage, qui devra être déplacée à l'extérieur des zones d'aléas,
- un bâtiment à usage de garage et d'entrepôt, qui devra être exproprié.

Un projet de cimetière sur la commune de SEICHAMPS et un projet d'urbanisation sur la commune de PULNOY sont également concernés par les aléas.

M. CHARPENTIER précise qu'il est prévu de déménager l'aire d'accueil des gens du voyage et demande s'il est bien raisonnable d'implanter la nouvelle aire à proximité immédiate des zones d'aléas, car les effets sur les personnes ne sont pas beaucoup plus faibles qu'à l'intérieur du périmètre des aléas.

M. RAFFY répond qu'il faut bien définir des limites. Evidemment les dangers diminuent progressivement avec l'éloignement du puits, mais il faut bien définir une limite qui sépare les zones qui sont constructibles de celles qui ne le sont pas.

M. HEINLY demande si des prescriptions frapperont les constructions en projet à proximité du puits de contrôle implanté sur sa commune.

M. PELINSKI répond que le plan de prévention des risques technologiques ne concerne que les espaces situés à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques. A l'intérieur, il sera interdit de construire des habitations ; à l'extérieur, il n'y aura aucune contrainte.

Mme FROMAGET demande pourquoi le garage devrait être exproprié.

M. TEJEDO répond que ce bâtiment appartenait, à sa construction, à un ensemble d'habitations. En conséquence, il est craint qu'il soit possible à un particulier de venir y habiter légalement, sans nécessité de déposer une demande au titre de l'urbanisme (permis de construire, déclaration de travaux, déclaration de changement d'usage). Aussi, en tant qu'habitation potentielle, il est proposé à titre de précaution de retenir un principe d'expropriation.

M. RAFFY rappelle que les expropriations sont financées de manière tripartite par l'Etat, les collectivités percevant les taxes locales des industriels à l'origine du risque et l'exploitant, chacune de ces trois parties versant un tantième des sommes nécessaires. Elles nécessitent une convention de financement qui sera prise après approbation du plan de prévention des risques technologiques.

M. JOUTARD confirme que la société STORENGY contribuera à hauteur de ce que la réglementation lui impose.

Mme FROMAGET demande ce qu'il en est des deux fermes.

M. RAFFY répond que les fermes sont situées dans une zone d'aléas plus faible que le garage et qu'elles ne peuvent manifestement pas être dévolues à un usage d'habitation de manière légale sans passer par des documents d'urbanisme qui devraient l'interdire. L'usage agricole peut perdurer, en s'assurant toutefois que les personnes à l'intérieur ne sont pas exposées à un phénomène dangereux qui pourrait menacer leur sécurité, c'est-à-dire qu'il convient de vérifier la résistance du bâti et, le cas échéant envisager son renforcement.

Mme MASSON précise qu'il a été examiné la nature de l'activité agricole. En l'occurrence, il s'agit d'un élevage de bovins à viande, qui réclame une présence humaine plus faible que l'élevage laitier.

M. BAROTTIN demande si des chemins VTT pourront être implantés dans les zones d'aléas, alors que le projet de règlement d'urbanisme prévoit d'interdire les pistes cyclables.

Mme MASSON répond qu'il s'agit d'interdire des infrastructures nouvelles pouvant accueillir un nombre conséquent d'usagers. Flécher un chemin existant, sur lequel la circulation n'est pas interdite, comme étant un chemin de randonnée ou un sentier VTT n'est en l'état actuel du projet pas interdit.

Mme KALTENBACH demande si des extensions de la ferme pourront être réalisées.

M. TEJEDO répond que des extensions de bâtiment s'inscrivant dans une logique d'entretien de l'immobilier et modernisation de l'exploitation sont acceptables si elles ne conduisent pas à augmenter la présence humaine. Par contre s'il s'agit d'ajouter un grand nombre de têtes de bétail, amenant le personnel à passer plus de temps sur l'exploitation ou à augmenter le personnel, ce projet ne serait pas accepté.

Mme KALTENBACH s'insurge de devoir payer des améliorations du bâti alors que c'est la société STORENGY qui est à l'origine des dangers.

M. RAFFY répond qu'il s'est agi d'un choix politique après l'accident de Toulouse, voté par la représentation nationale. Les députés ont fait le choix d'assumer le passé industriel de la France ; les industriels sont mis à contribution pour exproprier les biens situés dans les zones d'aléas les plus forts, mais pas si l'usage peut perdurer moyennant quelques mesures d'amélioration des bâtiments. Il précise cependant que les travaux prescrits ne doivent pas dépasser 10 % de la valeur du bâti. Par ailleurs un organisme technique devra examiner le bâti et déterminer si des travaux sont nécessaires et en déterminer le cas échéant l'ampleur. Il est par ailleurs possible que les bâtiments soient suffisamment résistants en l'état, cette information n'est pour l'instant pas disponible.

M. PELTIER demande si des expropriations sont possibles sur des terrains nus.

M. PELINSKI répond que cette question a déjà été posée par la CUGN, et que le Préfet de Meurthe-et-Moselle a déjà répondu par la négative. Le contexte réglementaire n'ayant pas évolué, cette réponse est toujours négative. Les terrains nus se voient frappés d'interdiction de construire sans aucune indemnisation pour le propriétaire qui envisageait un gain financier potentiel dans le cas d'une urbanisation future hypothétique.

M. RAFFY demande que le projet de règlement soit rappelé, afin d'épuiser l'ordre du jour.

Mme MASSON indique que les principes de ce projet sont fort simples : interdiction généralisée de toute nouvelle construction dans les zones d'aléas, évacuation de l'aire d'accueil des gens du voyage, expropriation du garage à usage potentiel d'habitation (usages situés dans une zone dite « R »), renforcement potentiel des deux fermes afin de protéger le personnel qui y travaille (usage situé dans une zone « r »), interdiction de stationner sur les voiries situées dans les zones d'aléas (zones « R » et « r »).

Ces éléments n'appelant pas de remarque de la part des participants à la réunion, M. RAFFY demande que soient rappelées les étapes à venir.

M. TEJEDO indique que des études de la vulnérabilité des deux fermes doivent être menées, puis un projet de règlement finalisé pourra être discuté lors d'une prochaine réunion des personnes et organismes associés (POA) à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques. Ensuite, une consultation du public sera menée, ces mêmes POA seront formellement consultées sur le projet de plan de prévention des risques technologiques, l'avis du CLIC sera demandé et enfin une enquête publique sera réalisée. L'arrêté de prescription du plan de prévention des risques technologiques ayant été prorogé jusqu'en avril 2014, cette date semble cohérente avec les étapes restant à franchir.

M. RAFFY en prend bonne note et fixe la date de la prochaine réunion des personnes et organismes associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques autour du stockage souterrain de gaz naturel exploité par la société STORENGY à CERVILLE au 19 mars 2013 à 10h00 en préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il demande que les études soient terminées à cette date et qu'un projet de règlement d'urbanisme puisse être examiné.

M. le secrétaire général de la préfecture,
président de séance



Jean-François RAFFY

Réunion des POA du 19 mars 2013



PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture
Direction de l'Action Locale
Bureau des Procédures Environnementales

STORENGY A CERVILLE

Compte-rendu de la réunion des personnes et organismes associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques réunion du 29 juin 2011

Les personnes et organismes associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'établissement Storengy à Cerville, classé SEVESO seuil haut, se sont réunis à la préfecture de Meurthe-et-Moselle le mercredi 29 juin 2011.

Étaient présents :

- M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, représentant M. le Préfet,
- M. Christophe TEJEDO, inspecteur des installations classées à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine,
- M. Alexandre GELIN, ingénieur à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine,
- Mme Liliane LIOUVILLE, direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine,
- Mme Annie LEBEL, préfecture de Meurthe-et-Moselle, chef du bureau des procédures environnementales,
- M. Francis PIEKARSKI, préfecture de Meurthe-et-Moselle, bureau des procédures environnementales,
- M. Mickael VILLEMINE, direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle,
- Mme Angélique MASSON, direction départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle,
- M. Michel CANDAT, vice-président de la communauté urbaine du grand Nancy et Maire de Saulxures-les-Nancy,
- Mme Gisèle FROMAGET, maire de Cerville,
- M. Jean-Marie HEINLY, adjoint au maire de Pulnoy,
- M. Gilbert VISINE, maire de Laneuvelotte,

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle - 1 rue Préfet Claude Erignac - CO 60031 - 54038 NANCY CEDEX
Téléphone 03 83 34 26 26 - Serveur vocal 03 83 34 22 44 - Fax 03 83 30 62 34

Accueil du public : 6, rue Sainte-Catherine 54000 NANCY

- M. Philippe THIRY, maire de Lenoncourt,
- M. Claude BARTHELEMY, adjoint au maire de Velaine-sous-Amance,
- M. Sylvain PELTIER, communauté urbaine du grand Nancy – service urbanisme,
- M. Johan OHLING, services techniques de la ville de Seichamps,
- M. Michel VUILLEMIN, service urbanisme de la ville de Pulnoy,
- M. Jacques SIMONIN, STORENGY - direction des opérations,
- Mme Coralie CROISSANT, STORENGY - direction technique,
- Mme Sarah MESSENGER, STORENGY - direction technique.

M. MALHANCHE ouvre la séance. Il rappelle l'obligation faite à l'État d'élaborer autour de la société STORENGY, ainsi qu'autour des sites industriels classés au titre de la directive SEVESO, un plan de prévention des risques technologiques (P.P.R.T.). Il précise que ce PPRT a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de prescriptions le 19 avril 2011 et rappelle l'ordre du jour de la réunion qui consiste à décrire les travaux à réaliser dans les mois à venir avant d'arriver à la phase finale d'approbation du PPRT.

M. TEJEDO expose le contexte réglementaire du PPRT et propose la diffusion d'un film réalisé par l'INERIS pour le compte du ministère chargé du Développement Durable présentant les différentes étapes d'un PPRT à titre d'information pour les non initiés.

M. TEJEDO indique que, dans le cas de STORENGY, les phénomènes dangereux sont liés à l'utilisation et au stockage de gaz naturel, il s'agit de risques thermiques et de surpression en cas d'explosion.

M. TEJEDO précise que l'étude de danger est en phase finale d'analyse. Les spécificités des stockages souterrains ont conduit à de nombreux échanges entre les services centraux de Storengy d'une part et le ministère chargé du Développement Durable et son appui technique, l'INERIS, d'autre part.

Ces échanges ont nécessité beaucoup de travail et de temps, la dernière circulaire en résultant est datée du 25 mars 2011.

M. SIMONIN indique que les calculs de STORENGY sont basés sur des codes réalisés par STORENGY utilisés depuis de nombreuses années, et considère que c'est un modèle majorant par rapport aux données de l'INERIS.

M. TEJEDO présente schématiquement la principale mesure de sécurité : des vannes d'isolement permettent de circonscrire la fuite en l'isolant, une deuxième étape consiste à connecter les circuits à l'évent afin de permettre au gaz de s'échapper dans l'atmosphère. L'évent est une évacuation dédiée éloignée de tout point chaud.

A ce titre, M. TEJEDO indique que le survol du site est interdit, l'arrêté préfectoral autorisant le signalement a été prescrit courant 2011.

Mme Gisèle FROMAGET demande à M. TEJEDO de préciser sur quel site le signallement est positionné.

M. TEJEDO précise qu'il s'agit bien du site de stockage mais également de la station de compression de Laneuvelotte. Bien qu'il s'agisse de deux entités distinctes, ce sont deux installations relativement proches, les pilotes auront un seul point à éviter.

La définition du périmètre d'études a fait l'objet d'un dialogue technique approfondi avec l'exploitant, celui-ci est presque terminé. La demande du ministère chargé du développement durable étant de faire aboutir les PPRT le plus rapidement possible, un rayon théorique forfaitaire et majorant de 1 500 mètres a été validé autour de l'installation du site.

M. TEJEDO tient à préciser que les restrictions d'urbanisme porteront sur les zones concernées par les dangers qui seront définis dans l'étude de dangers définitive ; de larges zones figurant dans le périmètre d'étude ne seront donc pas concernées par le PPRT.

M. MALHANCHE souligne ce point important et précise que le périmètre du PPRT est susceptible d'être modifié au fur et à mesure des investigations : la zone retenue finalement sera celle des dangers, réduisant ainsi les espaces concernés.

M. TEJEDO indique, à titre d'exemple, qu'actuellement la commune de Saulxures les Nancy est concernée par une faible partie du périmètre d'étude, mais elle ne sera vraisemblablement plus impactée par le périmètre du PPRT.

M. HEINLY souhaite évoquer la problématique des puits de contrôle car il existe un projet d'extension du golf de Pulnoy et les dangers représentés par un puits conduisent à impacter 3 hectares de construction.

Il rappelle que la commune de Pulnoy est concernée par deux puits, dont un qui ne présente aucun phénomène dangereux. Il demande s'il serait possible d'intervenir ces deux puits.

M. SIMONIN indique que ces deux puits n'ont pas la même fonction et ne sont pas positionnés au même endroit ; les intervenir serait donc impossible.

M. HEINLY demande la confirmation des propos de M. SIMONIN.

M. TEJEDO confirme globalement la démonstration de M. SIMONIN. Il précise que la définition de l'emplacement des puits de contrôle a été menée en 1973, qu'il ne connaît pas les raisons de leur localisation mais que ces deux puits sont très différents : l'un est aveugle et ne permet aucune communication entre la bulle de gaz et l'atmosphère, tandis que l'autre est muni d'une crépine permettant au gaz de remonter. Intervenir les deux puits serait analogue à en creuser deux nouveaux.

M. HEINLY, suite à cet exposé propose de saisir officiellement STORENGY par courrier dans le cadre de l'élaboration du PPRT.

M. MALHANCHE précise que, concernant l'élaboration du PPRT, il faut attendre de disposer d'une étude de danger finalisée pour déterminer le périmètre sur lequel porteront les restrictions à l'urbanisme. Il allègue que cette étude nous indiquera précisément les dangers et nous informera des impacts réels sur les terrains.

M. TEJEDO indique que certains projets d'urbanisme peuvent être tout-à-fait compatibles dans le cadre d'un PPRT.

M. VILLEMEN indique que la direction départementale des territoires s'est penchée sur l'urbanisation future de la commune, dans le cadre d'un aménagement ou d'une extension du golf notamment. La connaissance des aléas est indispensable afin de déterminer une marge de manœuvre. Les dangers ont été pris en compte lors de la modification d'une aire dédiée aux gens du voyage.

M. HEINLY confirme l'extension du golf et souhaite développer une zone d'habitation agrémentée d'un hôtel et de commerces. L'orientation du coteau au sud fait l'objet actuellement d'une forte demande de constructions, projet de lotissements.

M. MALHANCHE rappelle que dans le cadre de l'élaboration du PPRT, les mairies sont naturellement associées. Il indique qu'un équilibre doit être recherché entre les besoins de développement de la commune et la sécurité de la population.

M. TEJEDO aborde une carte d'aléas et présente à l'assemblée l'outil informatique qui a permis son élaboration.

Il détaille les étapes suivantes de l'élaboration du PPRT :

- Ce qui est déjà réalisé :

- l'information du CLIC a eu lieu le 2 décembre 2011,
- l'arrêté préfectoral de prescriptions date du 19 avril 2011, dont le périmètre d'étude a été défini de manière forfaitaire.

- Ce qui reste à réaliser :

- la définition des aléas est en cours de finalisation,
- l'étude des enjeux est commencée,
- les règles d'urbanisme.

Il conviendra de mettre en place la stratégie du PPRT en fonction des projets des communes.

M. MALHANCHE se fait l'interprète des maires qui, en cette période d'incertitude liée à l'élaboration du PPRT, doivent répondre aux questions de leurs administrés. Il précise toutefois qu'il faut se donner le temps afin d'analyser l'ensemble des problématiques en sachant que le droit à l'erreur n'est pas de mise aujourd'hui. Il rappelle les conséquences dramatiques de l'absence de prise en compte de ces installations qui peuvent présenter un certain nombre de dangers. L'administration a une obligation de résultat.

M. MALHANCHE demande un engagement de M. TEJEDO sur le délai nécessaire du PPRT qui nécessite 4 phases de réalisation pour l'information des maires présents. Il désire connaître la date à laquelle seront terminées les cartes d'aléas et des enjeux.

Mme FROMAGET confirme la nécessité pour les communes de disposer d'une visibilité sur les délais de réalisation du PPRT.

M. TEJEDO ne peut pas prendre d'engagement à son niveau, les délais étant également dépendants de la réactivité de l'industriel.

M. TEJEDO ajoute que le dossier du PPRT de STORENGY constitue sa priorité numéro une, tout en indiquant que la liste des phénomènes dangereux envoyée à la société STORENGY n'est pas validée à ce jour.

M. OHLING désire connaître la réglementation qui s'applique en termes d'information des riverains ; par ailleurs il existe une aire dédiée aux gens du voyage dans le périmètre d'étude, faut-il envisager de la déplacer ?

M. VILLEMEN indique que l'information des administrés, qu'ils soient locataires ou acquéreurs est obligatoire dès lors que le PPRT est prescrit. Une solution a été trouvée pour les gens du voyage lors de l'élaboration du Plan Particulier d'Intervention (P.P.I.), il suffit de ne pas laisser stationner les gens du voyage dans un cercle de 100 mètres de rayon autour du puits de contrôle.

M. OHLING, récemment nommé, se pose la question d'informer une population qui n'est pas concernée par le périmètre.

M. VILLEMEN insiste sur l'obligation de mettre à disposition de la population les informations communiquées par M. le Préfet en avril 2011, notamment lors de la rédaction d'actes notariés. Il rappelle que ces renseignements sont présents sur le site internet de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle à la rubrique "Prévention des Risques". Cette obligation ne s'applique pas aux biens situés à l'extérieur du périmètre.

M. PELTIER demande si des améliorations apportées par l'exploitant aux puits de contrôle pourraient permettre de diminuer les zones d'effets.

M. TEJEDO répond que les zones d'effets sont liées au diamètre du puits, tel qu'il a été foré, et que des dispositifs de protection ne sont pas envisageables face à un tel phénomène dangereux.

Mme FROMAGET fait part de ses doutes non pas sur l'exploitation minière mais sur la concession de sel se trouvant dans le périmètre (NOVACARB, SOLVAY) et rappelle l'incident survenu en 1997 avec l'apparition d'une source au centre du village.

M. TEJEDO indique que la méthode d'exploitation utilisée à l'époque, avec injection d'eau sous pression, n'est plus pratiquée.

Par ailleurs, il précise que la tenue de la "bulle de gaz" a été le premier point étudié lors de l'examen de l'étude de danger par les services de la DREAL, en particulier par le département Mines et Sous-sol et par un expert au ministère chargé du Développement Durable. Deux questions ont été posées : le gaz envoyé par STORENGY peut-il être à une pression supérieure à la pression de tenue mécanique des roches et l'exploitation du sel peut-elle avoir un impact ?

L'étude des dangers a montré que les pompes d'injection du gaz présentent une pression maximale inférieure à celle de tenue des roches. Par ailleurs, le sel est exploité à une profondeur de 200 m alors que le stockage de gaz est à environ 600 m ; dans la mesure où la pression dans les roches augmente avec la profondeur, toute fissure se propagerait préférentiellement vers le haut, il est invraisemblable qu'elle parte des couches salines pour endommager la couverture du stockage de gaz.

M. TEJEDO précise ensuite le rôle fondamental des personnes et organismes associés dans l'élaboration du PPRT. Cette assemblée est chargée de définir un règlement d'urbanisme à instaurer autour du site STORENGY destiné à éviter les effets des accidents sur les êtres humains et leur santé.


M. TEJEDO détaille également la phase de concertation avec le public.

M. MALHANCHE revient sur la question de délai évoquée précédemment, à savoir si les cartes d'aléas seront prêtes pour fin d'année 2011, début 2012.

M. TEJEDO répond qu'elles seront produites le plus vite possible. Ce devrait être rapidement disponible étant donné que les services centraux du ministère chargé du Développement Durable et les services centraux de STORENGY ont défini les phénomènes dangereux et leurs effets d'un commun accord.

M. MALHANCHE lève la séance en remerciant les membres de l'assemblée pour leur participation.

M; le secrétaire général,
président de séance



François MALHANCHE

ANNEXE 5

Cartes de synthèse des enjeux

Nota : L'échelle des cartes est respectée sur un tirage papier au format A3.

Site STORENGY de CERVILLE P.P.R.T. - ENJEUX

Direction départementale des Territoires
de Meurthe-et-Moselle

DDT54 / ADUR / Prévention des Risques / Juillet 2013

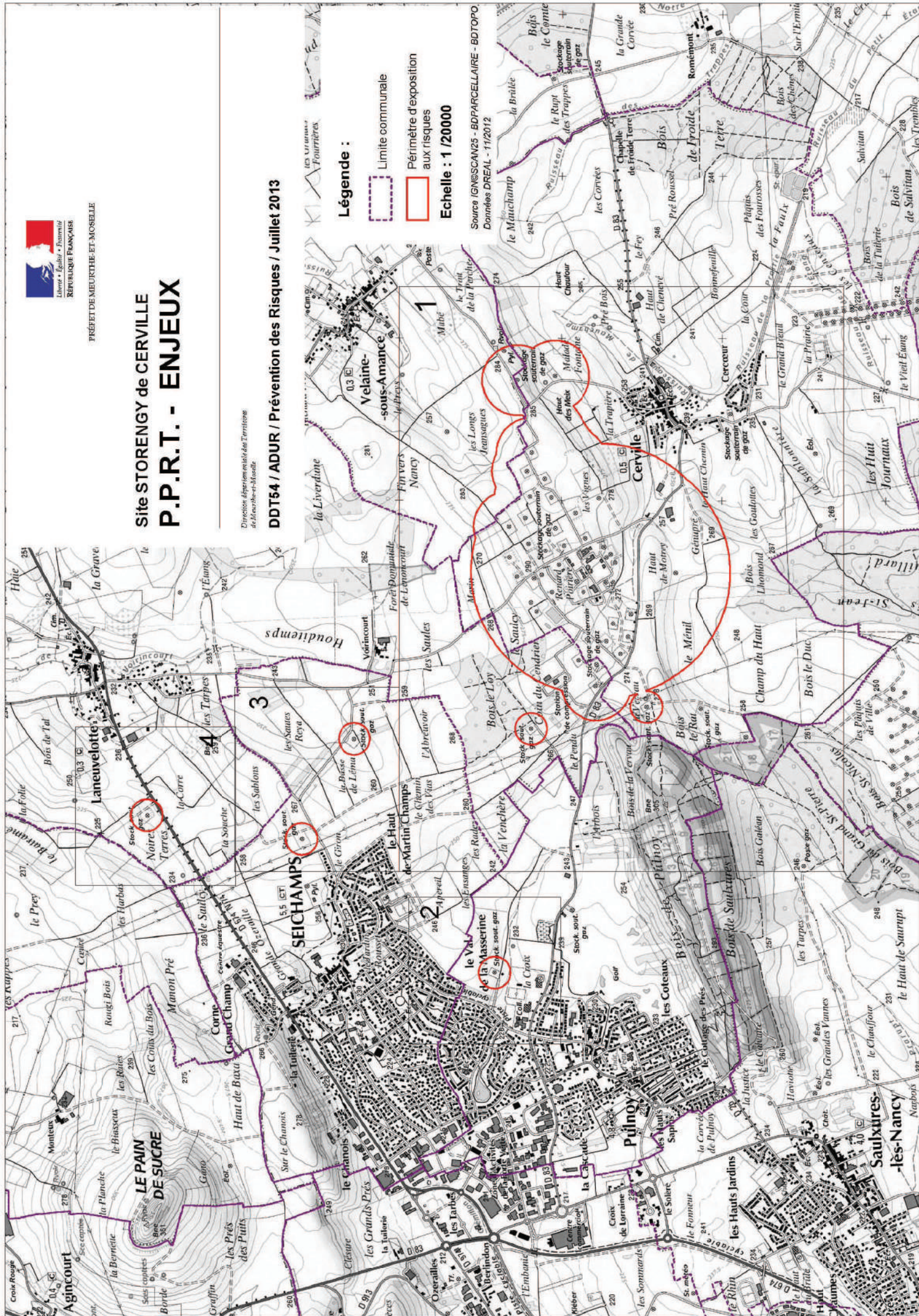
Légende :

Limite communale

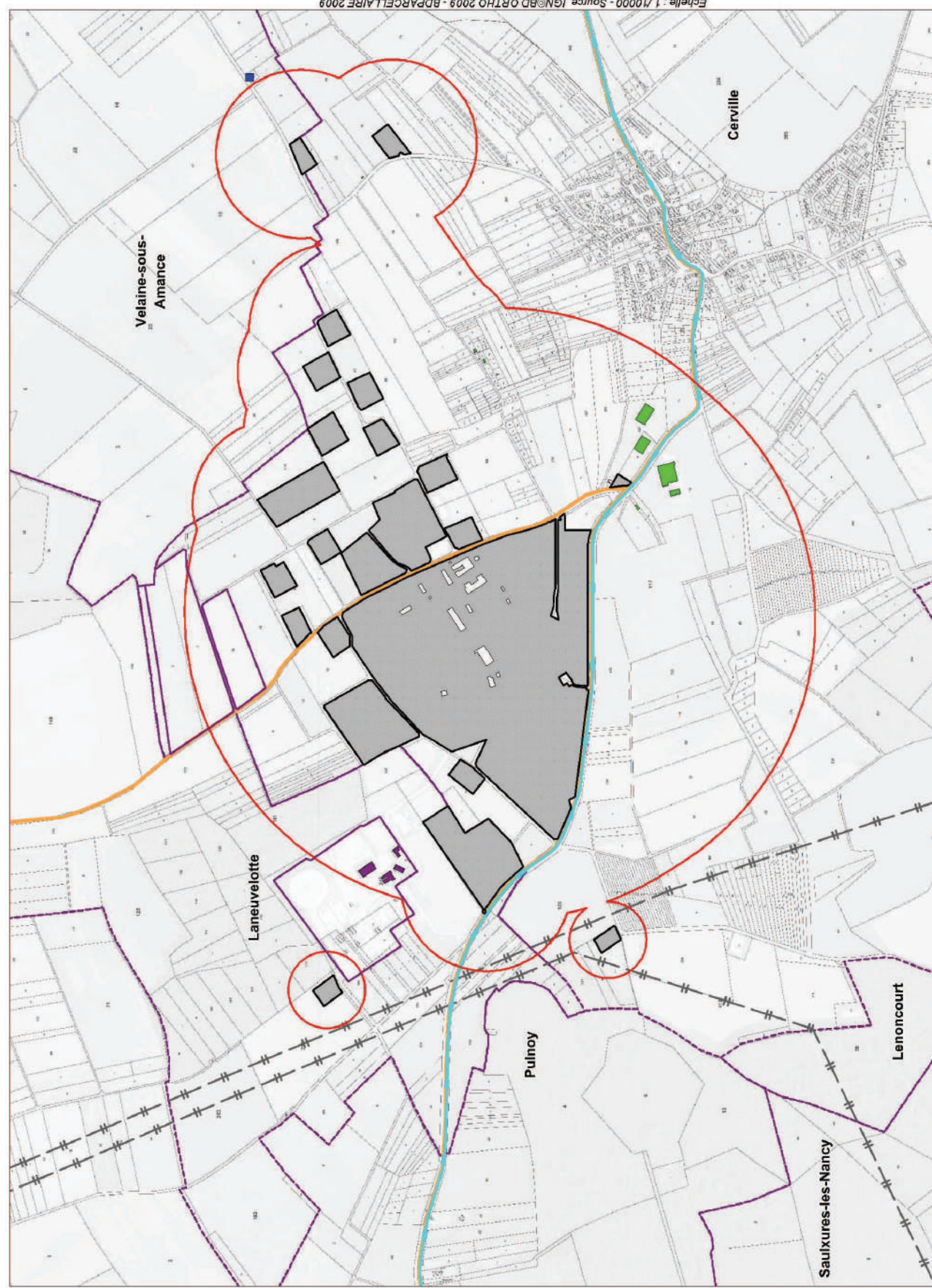
Périmètre d'exposition
aux risques

Echelle : 1 / 20000

Source IGN/SCAN25 - BD/PARCELLAIRE - BOTOPO
Données DREAL - 11/2012















Site STORENGY de CERVILLE
P.P.R.T. - ENJEUX



Echelle : 1/10000 - Source IGN@BD ORTHO 2009 - BD PARCELLAIRE 2009









Légende :

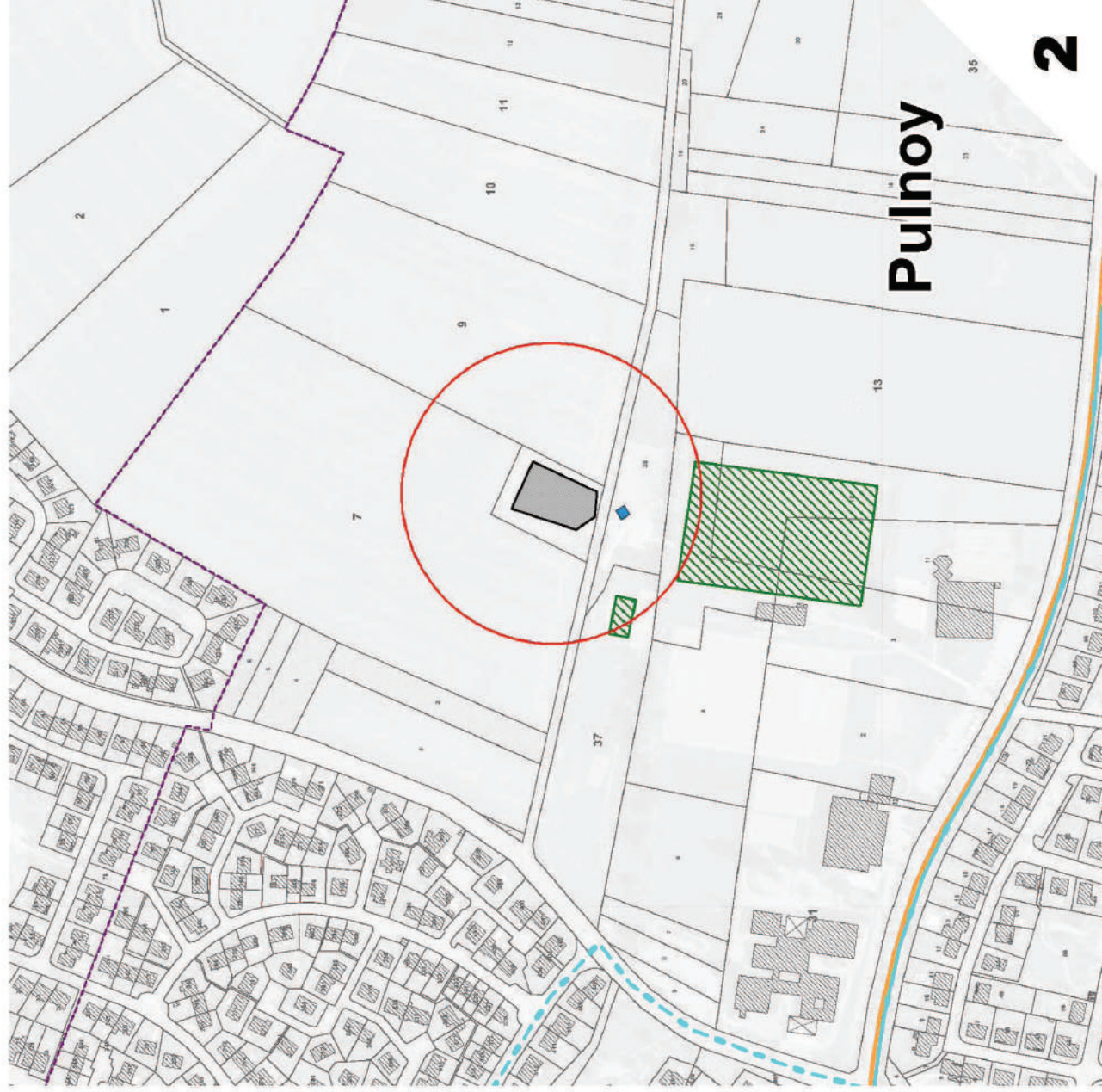
- | | |
|---|---|
|  | Limite communale |
|  | Périmètre d'exposition aux risques |
|  | Entrepise source |
|  | Bâtiment d'activité |
|  | Bâtiments et structures des établissements Storengy |
|  | Exploitation agricole |
|  | Mixte à dominante d'habitat potentiel |
|  | Périmètre des activités |
|  | Autre voie structurante |
|  | Ligne électrique |
|  | Transport en commun urbain |
|  | Château d'eau |

DDT54 / ADUR
Prévention des Risques
Juillet 2013

Site STORENGY de CERVILLE
P.P.R.T. - ENJEUX
Commune de Pulnoy









Légende :

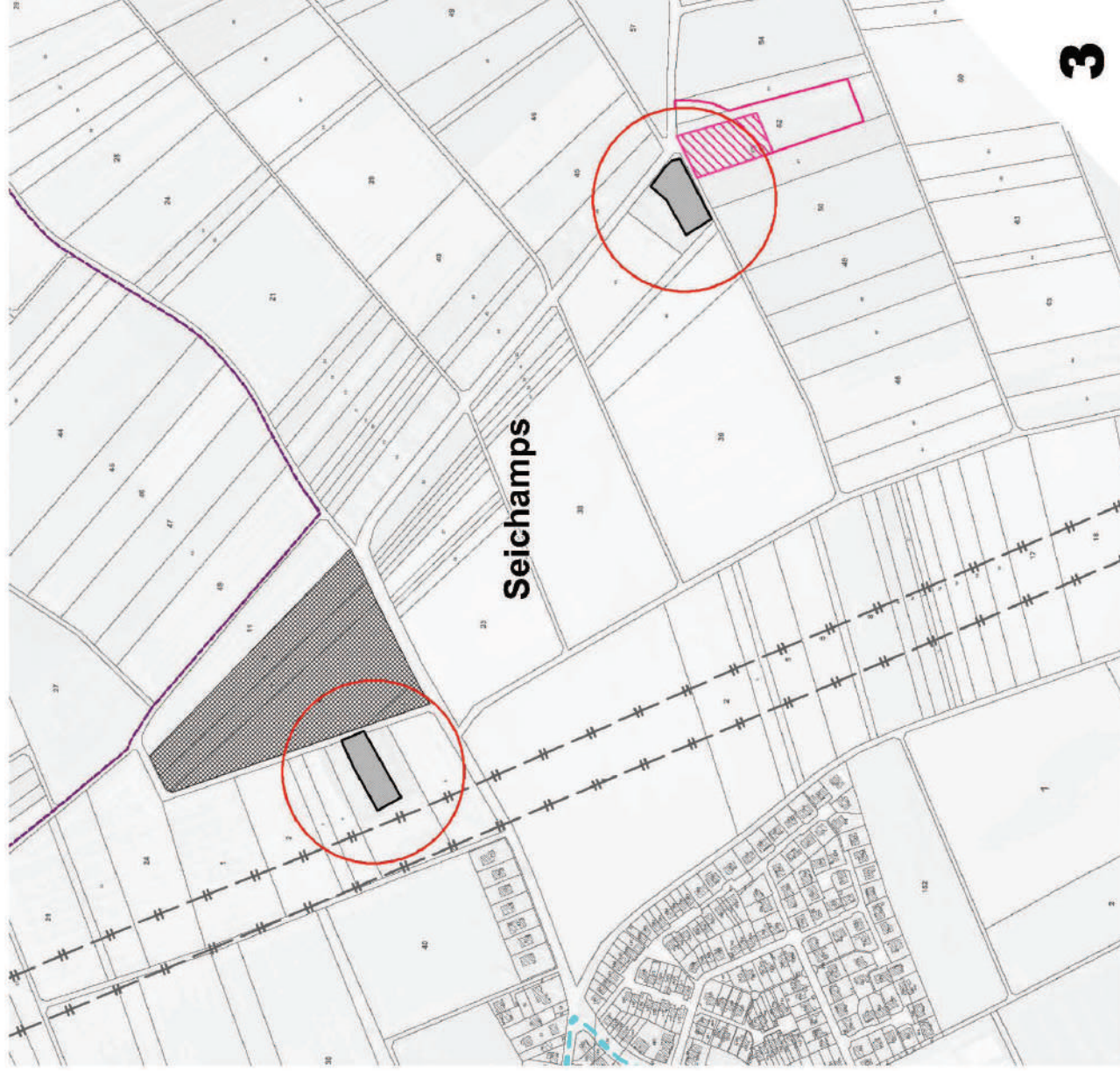
-  Limite communale
-  Périmètre d'exposition aux risques
-  Entreprise source
-  Equipement
-  Terrains de sport
-  Autre voie structurante
-  Ligne bus
-  Transport en commun urbain



Site STORENGY de CERVILLE
P.P.R.T. - ENJEUX
Commune de Seichamps







Légende :

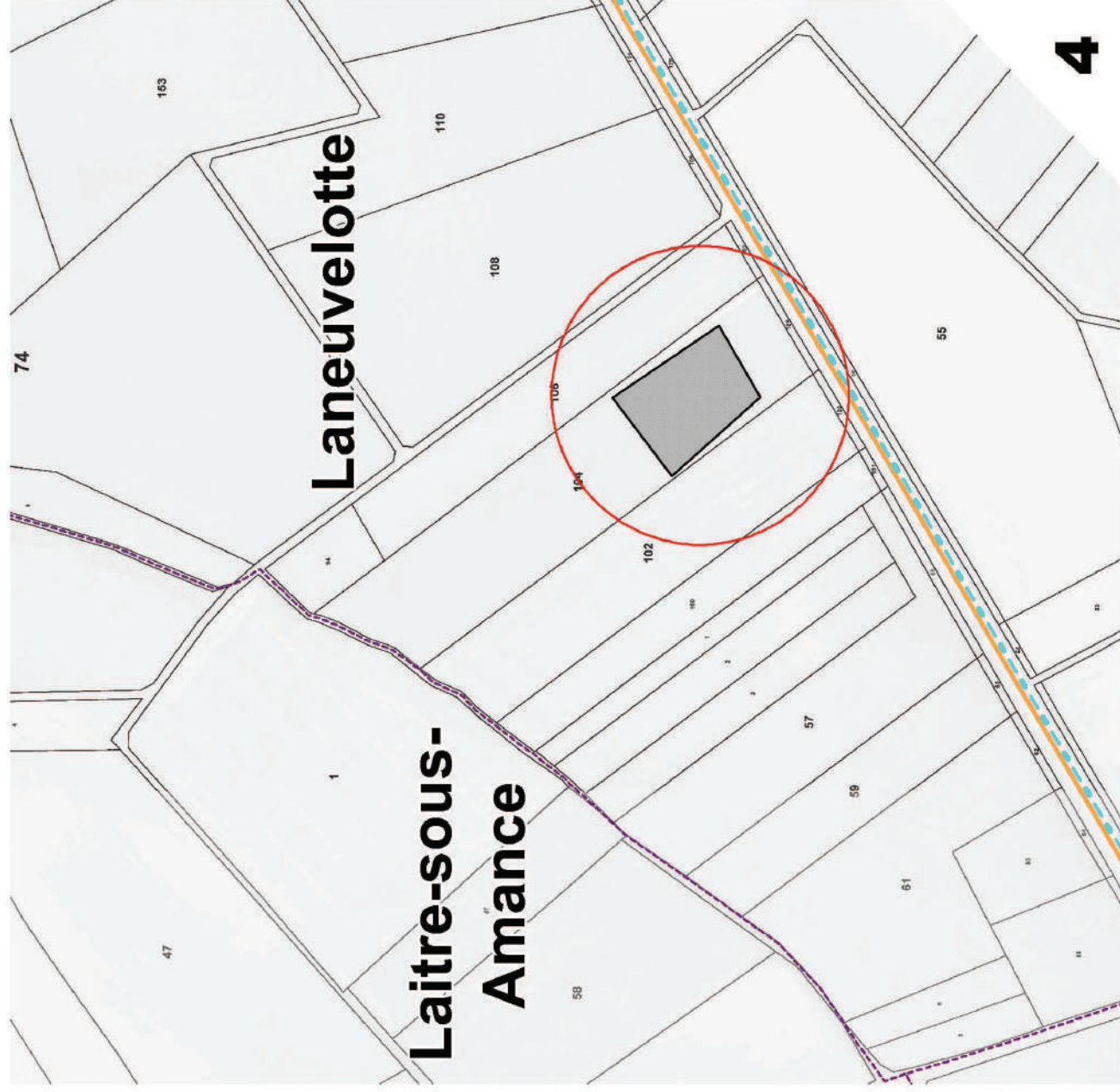
-  Limite communale
-  Périmètre d'exposition aux risques
-  Entreprise source
-  Aire d'accueil
-  Aire d'accueil projet
-  Emplacement réservé
-  Ligne bus
-  Ligne électrique



Site STORENGY de CERVILLE
P.P.R.T. - ENJEUX
Commune de Laneuvelotte

Légende :

-  Limite communale
-  Périmètre d'exposition aux risques
-  Entreprise source
-  Autre voie structurante
-  Ligne bus
-  Ligne électrique

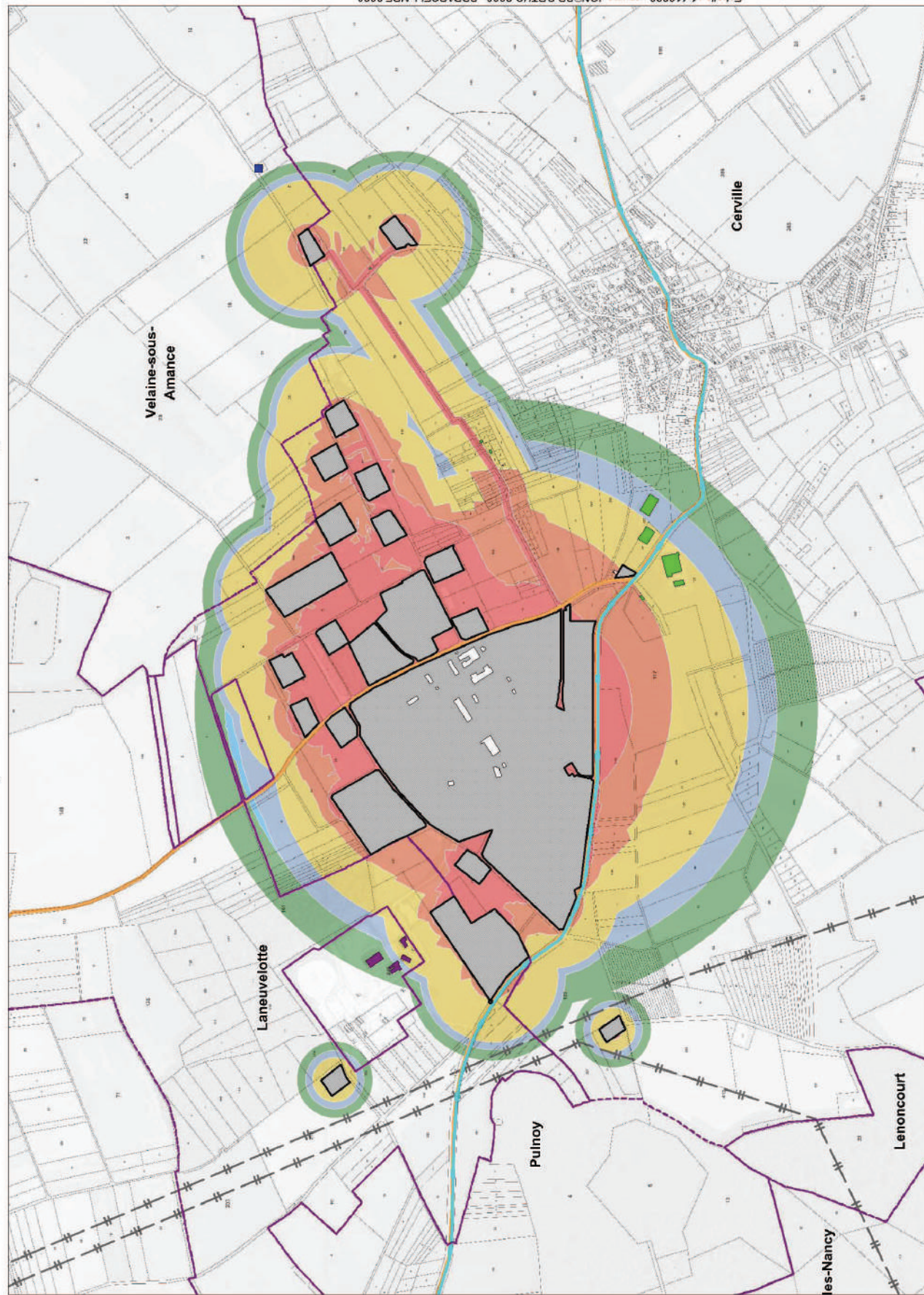


ANNEXE 6

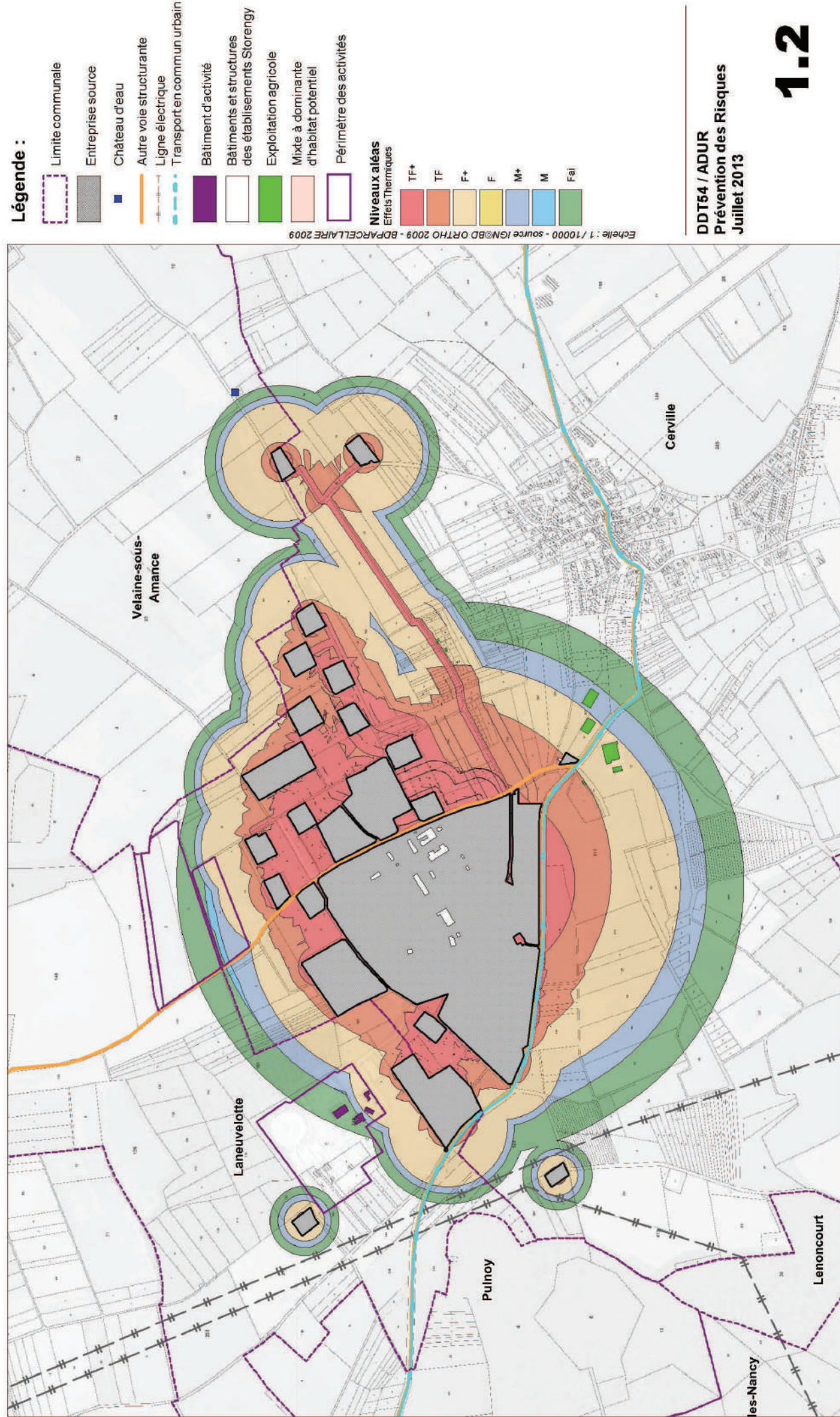
Cartes de superposition des alea et des enjeux

Nota : L'échelle des cartes est respectée sur un tirage papier au format A3.

P.P.R.T. - SUPERPOSITION ALEAS (Tous effets confondus) ET ENJEUX



Site STORENGY de CERVILLE P.P.R.T. - CARTE D'ALEA - Effets thermiques












P.P.R.T. - SUPERPOSITION ALEAS (Tous effets confondus) ET ENJEUX

Site STORENGY de CERVILLE





Commune de Pulnoy

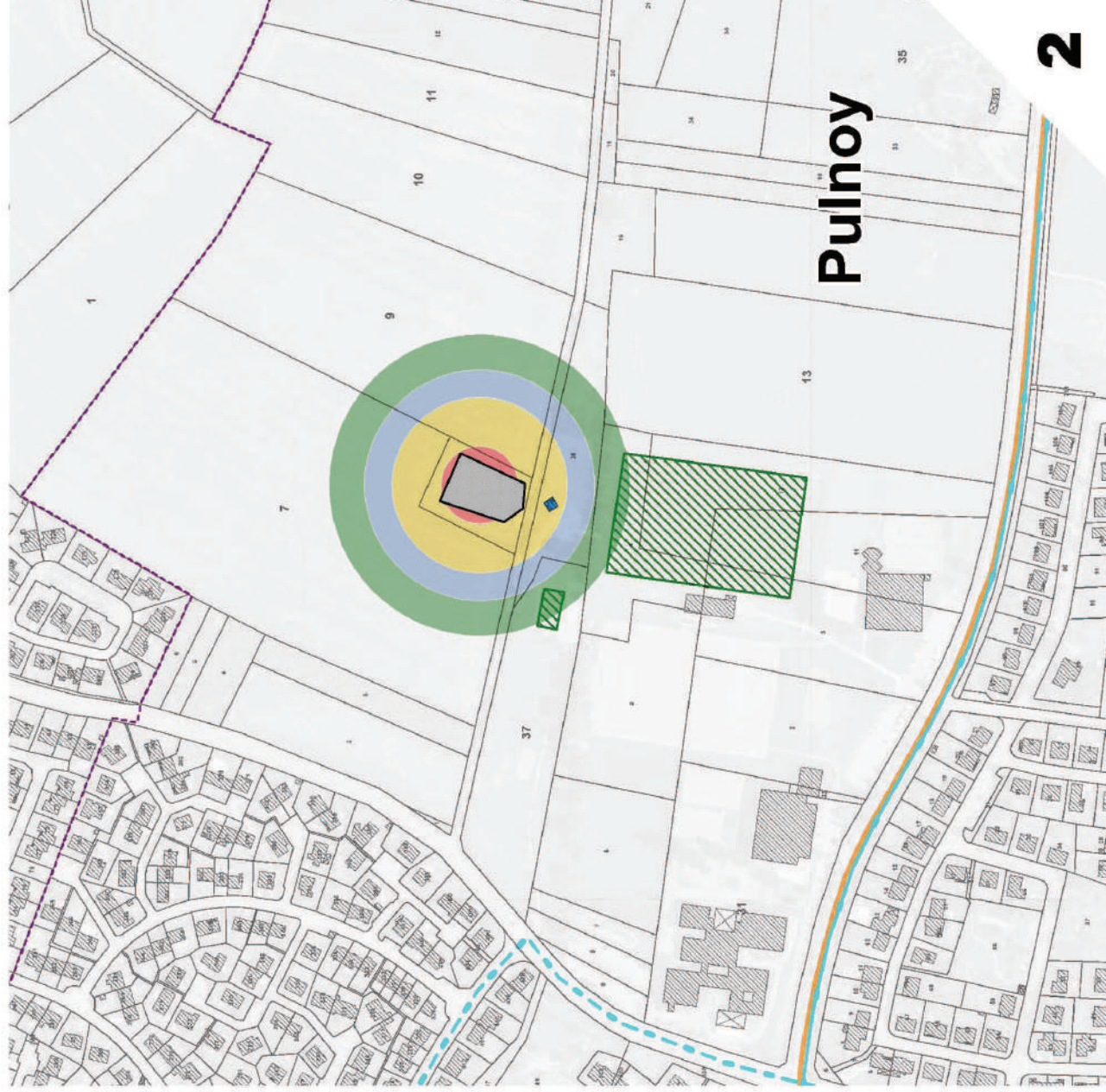
Légende :

-  Limite communale
-  Entrepise source
-  Autre voie structurante
-  Ligne bus
-  Transport en commun urbain
-  Equipement
-  Terrains de sport

Niveau d'aléa

Donnée DREAL - 02/2013

-  TF+
-  F+
-  M+
-  Fei




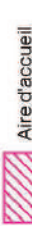





P.P.R.T. - SUPERPOSITION ALEAS (Tous effets confondus) ET ENJEUX

Site STORENGY de CERVILLE





Commune de Seichamps

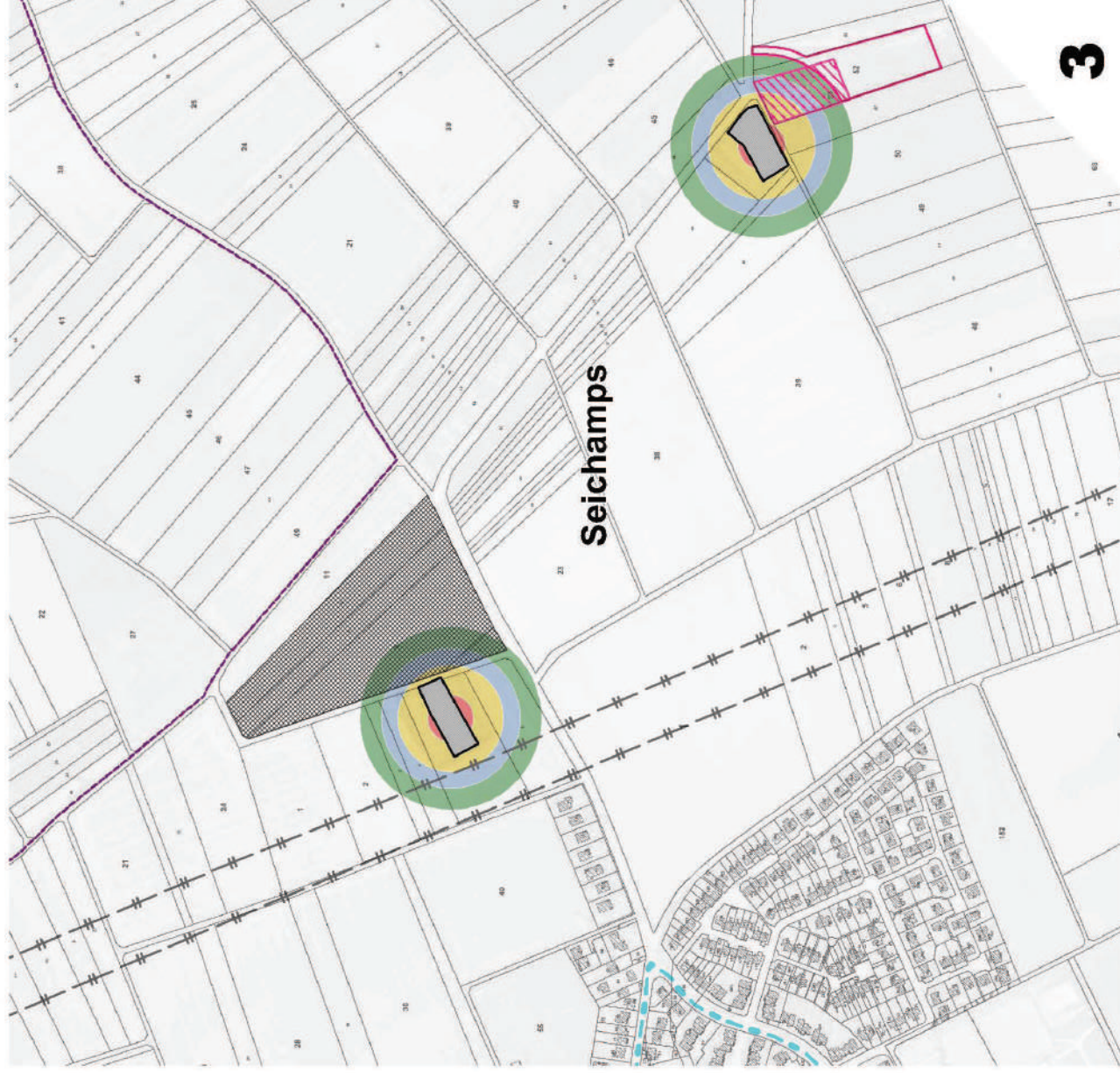
Légende :

-  Limite communale
-  Entrepise source
-  Ligne bus
-  Ligne électrique
-  Aire d'accueil
-  Aire d'accueil projet
-  Emplacement réservé

Niveau d'aléa

Donnée DREAL - 02/2013

-  TF+
-  F+
-  M+
-  Fai












P.P.R.T. - SUPERPOSITION ALEAS (Tous effets confondus) ET ENJEUX

Site STORENGY de CERVILLE

Commune de Laneuvelotte

Légende :

-  Limite communale
-  Entreprise source
-  Autre voie structurante
-  Ligne bus
-  Ligne électrique
- Niveau d'aléa**
Donnée DREAL - 02/2013
-  TF+
-  F+
-  M+
-  FeI



ANNEXE 7

Bilan de la concertation

Conformément aux modalités de concertation fixées à l'article 5 de l'arrêté préfectoral de prescription du PPRT, et afin que les riverains du site STORENGY puissent s'exprimer sur le projet de PPRT, les comptes rendus des réunions d'association ainsi que les documents élaborés au cours de ces réunions des personnes et organismes associés (notamment cartographie et règlement) ont été mis à la disposition des riverains sur Internet et dans les mairies des communes concernées. Les documents étaient accompagnés d'un registre leur permettant d'y reporter leurs éventuelles remarques pendant la période de consultation. Ces dispositifs venaient en complément de la mise à disposition sur le site internet de la DREAL LORRAINE des documents en lien avec la phase d'association (comptes rendus de réunion, ...).

Les registres en mairies ont été mis à disposition du public dès la signature de l'arrêté préfectoral de prescription du PPRT en avril 2011.

En absence d'observation formulée durant la phase de concertation, celle-ci a été considérée comme close lors de la réunion de la CSS de décembre 2013.

La mise à disposition des documents n'a appelé aucune observation ni sur les registres en mairies, ni auprès de la DREAL Lorraine.

ANNEXE 8

Avis des Personnes et Organismes Associés (POA)

Conformément aux dispositions de l'article R.515-43 du code de l'environnement, les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT ont été consultés sur le projet de plan par courrier en date du 4 octobre 2013.

A défaut de réponse dans un délai de 2 mois, les avis ont été réputés favorables.

Le tableau ci-dessous reprend les avis exprimés :

Personnes et organismes associés	Avis	Suites données
Commune de Cerville	Avis favorable sous réserve du maintien de l'aire de jeux de Pulnoy. Délibération en date du 8 novembre 2013	Le projet de règlement de PPRT a été modifié pour prendre en compte cette réserve.
Commune de Laneuvelotte	Avis favorable assorti d'une demande d'exception aux dispositions du règlement du PPRT pour l'aire de jeux de Pulnoy. Délibération en date du 9 décembre 2013	Le projet de règlement de PPRT a été modifié pour prendre en compte cette demande.
Commune de Lenoncourt	Avis favorable sous « réserve du respect des engagements actés lors de la phase de concertation ». Délibération en date du 6 décembre 2013	Le projet de règlement de PPRT prend en compte les engagements actés lors de la phase de concertation avec les POA
Commune de Pulnoy	Avis favorable sous réserve du respect des engagements actés lors de la phase de concertation et assorti d'une demande d'exception aux dispositions du règlement du PPRT pour le city stade. Délibération en date du 21 novembre 2013	Le projet de règlement de PPRT prend en compte les engagements actés lors de la phase de concertation avec les POA et a été modifié pour prendre en compte la demande d'exception.
Commune de Saulxures-les-Nancy	Avis favorable Délibération en date du 5 novembre 2013	
Commune de Seichamps	Avis favorable Délibération en date du 2 décembre 2013	
Commune de Velaine-sous-Amance	Délibération acceptant le projet d'élaboration du PPRT. Délibération en date du 7 novembre 2013	
Communauté Urbaine du Grand Nancy	Avis favorable sous réserve du maintien des infrastructures existantes. Délibération en date du 29 novembre 2013	Le projet de règlement distingue les dispositions applicables aux projets des dispositions s'appliquant aux installations et activités existantes.
GAEC d'Ourche	N'a pas répondu	
Gérald Ferry	N'a pas répondu	
Storengy	Commentaires sur la rédaction ou la précision de quelques éléments du projet de règlement du PPRT. Courrier en date du 2 décembre 2013.	

Par ailleurs, bien que non POA, certaines personnes et services avaient participé ponctuellement à la phase de concertation. Ces personnes et services ont été sollicitées pour avis sur le projet de règlement du PPRT.

Par courrier en date du 29 novembre 2013, le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle a indiqué que les documents n'appelaient aucune objection de sa part. Au-delà du délai de réponse de 2 mois, l'avis des autres personnes et services a été réputé favorable.

Lors de la réunion du 4 décembre 2013, la Commission de Suivi de Sites (anciennement CLIC) a été appelée à émettre un avis sur le projet de PPRT qui lui a été présenté. Le bilan de cette concertation a également été présenté à cette occasion. La CSS a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents ou représentés.

L'ensemble des avis reçus ainsi que le compte-rendu de la réunion de la CSS du 4 décembre 2013, lors de laquelle celle-ci s'est prononcée par vote sur le projet de PPRT se trouvent à la suite du présent document.

Avis des POA : commune de CERVILLE

DEPARTEMENT DE
MEURTHE & MOSELLE

ARRONDISSEMENT
DE NANCY

CANTON DE
TOMBLAINE

MAIRIE DE
CERVILLE

Nombre de conseillers :

En exercice 15

Présents 10

Votants 11

COMMUNE DE CERVILLE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 08 novembre 2013
N° 69-2013

L'an deux mil treize, le huit novembre, à vingt heures et trente minutes, les membres du conseil municipal de la commune de Cerville se sont réunis sur la convocation du maire, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient présents : Gisèle FROMAGET - Philippe KIERREN - Claude MANGIN - Jean-Paul MOUREAUX adjoints - Yves COQUERON - Véronique SCHEFFLER - Fabrice DEMANGE - Michel NICOLAS - Michel CONTANT - Philippe FAIVRE

Procuration : Guillaume ARTIS a donné procuration à Philippe KIERREN ;

Absentes : Sandrine DURAND - Blandine FERRY - Nadia SIMONIN - Magali LANG.

Il a été procédé conformément à l'article L.2121-15 du Code des collectivités territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil Véronique SCHEFFLER ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées. Le Maire certifie que la convocation du conseil avait été faite le 04 novembre 2013 et que le compte-rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 18 novembre 2013.

Vu la demande de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle de soumettre le projet du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du site de stockage souterrain de gaz Storengy, à Cerville.

Vu la délibération n°5-2011 du 21 février 2011.

Objet :

Elaboration du PPRT, site
Storengy de Cerville

Vu le courrier de la mairie de Pulnoy en daté du 23 octobre 2013 à l'attention de Monsieur le Préfet, alertant sur des modifications du règlement.

Considérant que cette démarche consiste en la saisine officielle des P.O.A (Personnes et Organismes Associés) prévue par l'article R515-43 du code de l'environnement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **EMET** un avis favorable au projet de règlement de PPRT, sous réserve du maintien des infrastructures existantes (aires de jeux de Pulnoy) comme acté par l'Etat lors des phases de concertation.
- **DECIDE** que dans le cas où l'aire de jeux devrait être déplacée, les frais devront être pris en charge par les services de l'Etat ou l'entreprise exploitante (Site Storengy) - article IV.2.4 du projet de règlement du PPRT.

Fait et délibéré le 08 novembre 2013.

Pour extrait certifié conforme

Le Maire - Gisèle FROMAGET



Avis des POA : commune de Laneuvelotte

DEPARTEMENT Meurthe et Moselle
ARRONDISSEMENT Nancy
CANTON Seichamps

Nombre de conseillers en exercice	11
de présents	10
de votants	11

Dispositif ACTES 3.5.2
N° 27/12/2013

Commune de LANEUVELOTTE
EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
Du 9 décembre 2013

L'an deux mille treize, le neuf décembre, le Conseil Municipal de la commune de LANEUVELOTTE étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale sous la présidence de Monsieur Gilbert VISINE, Maire.

Etaient présents : Francis GENAY, Rémy BAROTTIN et Isabelle LHUILLIER, Adjoint

Patrick GROSS, Germaine BERTRAND, Valérie BEGE, Marcel ESCAL, Carole JACOB et Cyril ROSSIGNOL.

Absents excusés : Gérard MANGIN ayant donné procuration à Francis GENAY.

Secrétaire de séance : Carole JACOB

OBJET
DOMAINE ET PATRIMOINE
STOCKAGE SOUTERRAIN DE GAZ STORENGY.
Plan de Prévention des Risques Technologiques du site.

NOTA. Le Maire certifie que la convocation du conseil a été faite le 2 décembre 2013.
Délibération certifiée exécutoire : publication le 12 décembre 2013.
Le Maire

La loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a instauré le plan de prévention des risques technologiques (PPRT). Cet outil réglementaire de prévention des risques, renforcé par la loi Grenelle 2 de 2010 a pour finalité de maîtriser l'urbanisation autour des sites dits "Seveso" et de limiter l'exposition des populations, aux aléas liés aux exploitations industrielles existantes.

Le PPRT définit des règles d'utilisation des sols, conciliant un objectif de protection avec l'activité de l'installation industrielle classée, les projets locaux de développement et les intérêts des riverains.

Le site STORENGY est basé à Cerville. Cet établissement exploite le stockage de gaz souterrain, anciennement géré par GRdF, dont 3 puits de contrôle sont situés sur le territoire du Grand Nancy : 2 à Seichamps et 1 à Pulnoy. Ces puits sont inclus dans le périmètre d'étude d'un PPRT prescrit par arrêté préfectoral en date du 19 avril 2011.

Les services de l'Etat, à savoir la DDT de Meurthe-et-Moselle et la DREAL de Lorraine, ont mené des travaux de réflexion et des études préalables (étude de dangers, carte des aléas, carte des enjeux urbains, etc ...) nécessaires à l'élaboration du PPRT de ce site, en lien avec les collectivités notamment.

Sur la base des études de danger établies par l'industriel, 3 périmètres circulaires de 100 mètres de rayon, ayant pour centre les puits de contrôle, ont été retenus, au lieu des 70 m anciennement en vigueur dans les PLU. Sous l'égide de la DREAL, des cartes d'aléas sur les phénomènes dangereux ont été établies. Elles ont permis de définir les différentes zones d'exposition aux risques ou zones d'aléas, en tenant compte de leur nature (effets thermiques et de surpression), ainsi que de leur niveau de gravité.

Au terme de la phase d'élaboration et de concertation, le projet de PPRT (plan de zonage réglementaire, note de présentation, règlement et cahier de recommandations) a été présenté pour avis à la réunion des Personnes et Organismes Associés (PAO), réunie le 19 mars 2013, et à laquelle la commune est représentée car impactée par le périmètre.

Le projet de règlement tel que transmis par M. Le Préfet le 7 octobre dernier, comporte autour de chaque puits, 3 zones d'aléa, correspondant à 3 zones de risque concentriques : zone R (aléa très fort + et fort +), zone r1 (aléa fort +) et zone r2 (aléa moyen à faible) pour lesquelles un principe d'interdiction totale de construction, à l'exception des installations nécessaires à STORENGY, de circulation, de stationnement, d'activité de loisirs ou bien encore d'installation de mobiliers urbains favorisant l'arrêt de usagers, a été retenu.

Autrement dit, en l'état actuel du projet de règlement, l'aire de jeux libres et le city stade situés à proximité du collège devront être déplacés sans qu'aucune contrepartie et aucun accompagnement ne soient prévus ou proposés par les services de l'Etat ou l'entreprise exploitante.

Pour entrer en application, ce projet de PPRT doit faire l'objet d'une enquête publique. Préalablement à cela et conformément à l'article R.515-43 du code de l'environnement, le Conseil Municipal doit donner un avis motivé sur ce dossier dans un délai de 2 mois à compter de la réception du dossier. A défaut, celui-ci sera réputé favorable.

Une fois cette phase réglementaire épuisée et l'arrêté préfectoral pris, le PPRT sera opposable aux tiers. Il s'imposera donc à tous travaux et interventions dans les périmètres qu'il définit. A ce titre, il devra être annexé aux documents d'urbanisme.

Au vu des contraintes formulées par la ville de Pulnoy, sans aucune contrepartie, Il est proposé au Conseil Municipal, qui après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité :

- **D'EMETTRE** un avis favorable. La commune demande donc que le city stade soit intégré à l'article IV.2.4 du projet de règlement du PPRT, au titre des exceptions, puisqu'il s'agit d'un accueil de loisirs occasionnel, ouvert, faiblement impacté par le périmètre du PPRT et dont les entrées et sorties sont implantées en limite dudit périmètre. A défaut de l'acceptation de ces dispositions, la ville Pulnoy demande que les frais de déplacement du city stade soient partagés entre toutes les institutions bénéficiaires de l'activité STORENGY, ainsi que cette dernière.
- **DE MANDATER** Monsieur Le Maire ou son représentant, à adresser les éventuelles observations de la commune au commissaire enquêteur au moment de l'enquête publique.

Pour extrait conforme,
A Laneuvelotte, le 9 décembre 2013
Le Maire,

Gilbert VISINE.

The block contains a handwritten signature of Gilbert VISINE and a circular official stamp of the Municipality of Laneuvelotte. The stamp features the text 'MUNICIPALITE DE LANEUVELLOTTE' around the perimeter and a central emblem.

Avis des POA : commune de LENONCOURT

DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE
Arrondissement de NANCY
CANTON DE TOMBLAINE
COMMUNE DE LENONCOURT

Nombre de membres en
Exercice : 12
Présents : 8
Votants : 10

Délibération N° 01

OBJET

Stockage souterrain
de gaz STORENGY
à Cerville -
Plan de Prévention
des Risques
Technologiques du
site - avis du
Conseil Municipal

Le Maire certifie que le compte rendu
de cette délibération a été affiché à la
porte de la Mairie le : 09/12/2013

Et que la délibération a été transmise
à la Préfecture le : 09/12/2013

Et que la convocation a été faite le :
02/12/2013

Le Maire,
Philippe THIRY

COMMUNE DE LENONCOURT

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 6 DECEMBRE 2013

L'an deux mil treize, le 6 décembre à 20H30
Le conseil municipal de la commune de LENONCOURT étant assemblé en
session ordinaire au lieu habituel de ses séances, après convocation légale,
sous la présidence de M. Philippe THIRY, Maire.

Etaient présents : Madame Yvonne FILLION ;
Messieurs Patrick BRISSE ; Emmanuel DELAUTRE ; André
HUMBERT ; Pascal JEANMAIRE ; Pascal MARCHAND ; Philippe
THIRY ; Michel SECKINGER ;

Etaient absents : Françoise VISINE ; Guy ZAFFAGNI ; Pascal
DOYEN ; Patricia BABIAU

Ont donné pouvoir : Guy ZAFFAGNI à Philippe THIRY

Françoise VISINE à Patrick BRISSE

Formant la majorité des membres en exercice.

Il a été procédé à l'élection d'un secrétaire de séance, pris au sein du
conseil municipal ; Mme Yvonne FILLION ayant obtenu la majorité
des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a
acceptées.

La loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques
technologiques et naturels et à la réparation des dommages a instauré
le plan de prévention des risques technologiques (PPRT). Cet outil
réglementaire de prévention des risques, renforcé par la loi Grenelle 2
de 2010 a pour finalité de maîtriser l'urbanisation autour des sites dits
"Seveso" et de limiter l'exposition des populations, aux aléas liés aux
exploitations industrielles existantes.

Le PPRT définit des règles d'utilisation des sols, conciliant un
objectif de protection avec l'activité de l'installation industrielle
classée, les projets locaux de développement et les intérêts des
riverains.

Le site STORENGY est basé à Cerville. Cet établissement exploite le
stockage de gaz souterrain, anciennement géré par GRdF, dont 3
puits de contrôle sont situés sur le territoire du Grand Nancy : 2 à
Seichamps et 1 à Pulnoy. Ces puits sont inclus dans le périmètre
d'étude d'un PPRT prescrit par arrêté préfectoral en date du 19 avril
2011.

Les services de l'Etat, à savoir la DDT de Meurthe-et-Moselle et la
DREAL de Lorraine, ont mené des travaux de réflexion et des études
préalables (étude de dangers, carte des aléas, carte des enjeux urbains,
etc ...) nécessaires à l'élaboration du PPRT de ce site, en lien avec les
collectivités notamment.

Sur la base des études de danger établies par l'industriel, 3 périmètres
circulaires de 100 mètres de rayon, ayant pour centre les puits de

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

054-215403114-20131206-2013120601-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/12/2013
Publication : 10/12/2013

contrôle, ont été retenus, au lieu des 70 m anciennement en vigueur dans les PLU. Sous l'égide de la DREAL, des cartes d'aléas sur les phénomènes dangereux ont été établies. Elles ont permis de définir les différentes zones d'exposition aux risques ou zones d'aléas, en tenant compte de leur nature (effets thermiques et de suppression), ainsi que de leur niveau de gravité.

Au terme de la phase d'élaboration et de concertation, le projet de PPRT (plan de zonage réglementaire, note de présentation, règlement et cahier de recommandations) a été présenté pour avis à la réunion des Personnes et Organismes Associés (POA), réunie le 19 mars 2013, et à laquelle la commune est représentée car impactée par le périmètre.

Le projet de règlement tel que transmis par M. Le Préfet le 7 octobre dernier, comporte autour de chaque puits, 3 zones d'aléa, correspondant à 3 zones de risque concentriques : zone R (aléa très fort + et fort +), zone r1 (aléa fort +) et zone r2 (aléa moyen à faible) pour lesquelles un principe d'interdiction totale de construction, à l'exception des installations nécessaires à STORENGY, de circulation, de stationnement, d'activité de loisirs ou bien encore d'installation de mobiliers urbains favorisant l'arrêt de usagers, a été retenu.

Pour entrer en application, ce projet de PPRT doit faire l'objet d'une enquête publique. Préalablement à cela et conformément à l'article R.515-43 du code de l'environnement, le Conseil Municipal doit donner un avis motivé sur ce dossier dans un délai de 2 mois à compter de la réception du dossier. A défaut, celui-ci sera réputé favorable.

Une fois cette phase réglementaire épuisée et l'arrêté préfectoral pris, le PPRT sera opposable aux tiers. Il s'imposera donc à tous travaux et interventions dans les périmètres qu'il définit. A ce titre, il devra être annexé aux documents d'urbanisme.

Après en avoir délibéré et à la majorité (2 abstentions : Patrick BRISSE et Francine VISINE), le Conseil Municipal décide :

- **D'EMETTRE un avis favorable** sous réserve du respect des engagements actés lors de la phase de concertation avec les personnes et organismes associés (POA).
- **DE MANDATER** Monsieur Le Maire ou son représentant, à adresser les éventuelles observations de la commune au commissaire enquêteur au moment de l'enquête publique.

FAIT ET DELIBERE LES JOURS, MOIS ET AN SUSDBITS

Pour extrait conforme

Le Maire, Philippe THIRIA



Avis des POA : commune de PULNOY

MCC - 11/2013 - 78

DEPARTEMENT
Meurthe et Moselle
ARRONDISSEMENT
NANCY
CANTON
SEICHAMPS

Nombre de Conseillers :

en exercice : 27
présents : 24
votants : 26
pour : 26
contre : 0
abstention : 0

OBJET
Stockage souterrain de gaz STORENGY à Cerville - Plan de Prévention des Risques Technologiques du site : avis du Conseil Municipal

Nomenclature des actes :
8.8 - Environnement

Le Maire certifie que le compte-rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le 27/11/2013 et que la convocation a été faite le 15/11/2013.

Le Maire,



EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
du 21 NOVEMBRE 2013

L'An deux mil treize, le vingt et un novembre, le Conseil Municipal de la Commune de PULNOY étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Mr Gérard ROYER.

Etaient présents : MM ROYER FEULTAINE PICCOLI HEINLY ROYER PICCOLI PERROLLAZ ANDRE HOUDRY BOISSEZ NICOLA BROUSSIER WEHRLIN PELTIER CASTELA VULCANO DUSSIAUX VAGUENEZ OGIEZ MARCHAL-BATT DEVITERNE GOUDOUT MILLOT MARCHAL

Absentes excusées :

G. SIMON a donné pouvoir à M. PICCOLI
S. GEORGES a donné pouvoir à G. ROYER

Absent :

A. FROMENT

Il a été procédé conformément à l'article L. 2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, M. MARCHAL-BATT ayant obtenu la majorité de suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Rapporteur : JM HEINLY

La loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a instauré le plan de prévention des risques technologiques (PPRT). Cet outil réglementaire de prévention des risques, renforcé par la loi Grenelle 2 de 2010 a pour finalité de maîtriser l'urbanisation autour des sites dits "Seveso" et de limiter l'exposition des populations, aux aléas liés aux exploitations industrielles existantes.

Le PPRT définit des règles d'utilisation des sols, conciliant un objectif de protection avec l'activité de l'installation industrielle classée, les projets locaux de développement et les intérêts des riverains.

Le site STORENGY est basé à Cerville. Cet établissement exploite le stockage de gaz souterrain, anciennement géré par GRDF, dont 3 puits de contrôle sont situés sur le territoire du Grand Nancy : 2 à Seichamps et 1 à Pulnoy. Ces puits sont inclus dans le périmètre d'étude d'un PPRT prescrit par arrêté préfectoral en date du 19 avril 2011.

Les services de l'Etat, à savoir la DDT de Meurthe-et-Moselle et la DREAL de Lorraine, ont mené des travaux de réflexion et des études préalables (étude de dangers, carte des aléas, carte des enjeux urbains, etc ...) nécessaires à l'élaboration du PPRT de ce site, en lien avec les collectivités notamment

Sur la base des études de danger établies par l'industriel, 3 périmètres circulaires de 100 mètres de rayon, ayant pour centre les puits de contrôle, ont été retenus, au lieu des 70 m anciennement en vigueur dans les PLU. Sous l'égide de la DREAL, des cartes d'aléas sur les phénomènes dangereux ont été établies. Elles ont permis de définir les différentes zones d'exposition aux risques ou zones d'aléas, en tenant compte de leur nature (effets thermiques et de suppression), ainsi que de leur niveau de gravité.

Au terme de la phase d'élaboration et de concertation, le projet de PPRT (plan de zonage réglementaire, note de présentation, règlement et cahier de recommandations) a été présenté pour avis à la réunion des Personnes et Organismes Associés (POA), réunie le 19 mars 2013, et à laquelle la commune est représentée car impactée par le périmètre.

Le projet de règlement tel que transmis par M. Le Préfet le 7 octobre dernier, comporte autour de chaque puits, 3 zones d'aléa, correspondant à 3 zones de risque concentriques : zone R (aléa très fort + et fort +), zone r1 (aléa fort +) et zone r2 (aléa moyen à faible) pour lesquelles un principe d'interdiction totale de construction, à l'exception des installations nécessaires à STORENGY, de circulation, de stationnement, d'activité de loisirs ou bien encore d'installation de mobiliers urbains favorisant l'arrêt de usagers, a été retenu.

Autrement dit, en l'état actuel du projet de règlement, l'aire de jeux libres et le city stade situés à proximité du collège devront être déplacés sans qu'aucune contrepartie et aucun accompagnement ne soient prévus ou proposés par les services de l'Etat ou l'entreprise exploitante.

Pour entrer en application, ce projet de PPRT doit faire l'objet d'une enquête publique. Préalablement à cela et conformément à l'article R.515-43 du code de l'environnement, le Conseil Municipal doit donner un avis motivé sur ce dossier dans un délai de 2 mois à compter de la réception du dossier. A défaut, celui-ci sera réputé favorable.

Une fois cette phase réglementaire épuisée et l'arrêté préfectoral pris, le PPRT sera opposable aux tiers. Il s'imposera donc à tous travaux et interventions dans les périmètres qu'il définit. A ce titre, il devra être annexé aux documents d'urbanisme.

Au vu des contraintes formulées par la ville de Pulnoy, sans aucune contrepartie, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'EMETTRE un avis favorable sous réserve du respect des engagements actés lors de la phase de concertation avec les personnes et organismes associés (POA). La commune demande donc que le city stade soit intégré à l'article IV.2.4 du projet de règlement du PPRT, au titre des exceptions, puisqu'il s'agit d'un accueil de loisirs occasionnel, ouvert, faiblement impacté par le périmètre du PPRT et dont les entrées et sorties sont implantées en limite dudit périmètre. A défaut de l'acceptation de ces dispositions, la ville de Pulnoy demande que les frais de déplacement du city stade soient partagés entre toutes les institutions bénéficiaires de l'activité STORENGY, ainsi que cette dernière.
- DE MANDATER Monsieur Le Maire ou son représentant, à adresser les éventuelles observations de la commune au commissaire enquêteur au moment de l'enquête publique.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal confirme son accord sur la proposition susvisée.

Fait et délibéré, en séance, les jour, mois et en susdits et ont signé au registre les membres présents.

POUR COPIE CONFORME
PULNOY, le 27 NOVEMBRE 2013
Le Maire,



Gérard ROYER

Avis des POA : commune de SAULXURES-LES-NANCY

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

054-216404855-20131105-DEL-2013-1105-2-DE

Accusé certifié exécutoire

REPUBLIQUE FRANÇAISE Le préfet : 13/11/2013

DEPARTEMENT
MEURTHE ET MOSELLE

ARRONDISSEMENT
NANCY

CANTON
SEICHAMPS

COMMUNE
SAULXURES LES NANCY

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : 5 NOVEMBRE 2013
Délibération n° : 2

Rapporteur : F. NOVIANT

Nombre :

de conseillers en exercice :

26

de présents

20

de votants

26

L'an deux mil treize, le cinq novembre,
Le Conseil Municipal de la commune de SAULXURES LES NANCY
étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation
légal, sous la présidence de M. Michel CANDAT.

Etaient présents :

Objet de la délibération :

PROJET DE PLAN DE
PREVENTION DES
RISQUES
TECHNOLOGIQUES
(P.P.R.T.) DU SITE
STORENGY DE
CERVILLE

Monsieur le Maire, J. DEWIDHEM, P. CHANET, F. NOVIANT, A.
QUERCIA, J.F. GABRIEL, D. KRIER, P. MONGE, G. PLAID, M.
SAUGET, J. LHUILLIER, E. BISTORY, P. NICOLLE, S. GABAY,
M.B. WELSCH-THOMAS, N. BLANPAIN, C. LAROPPE, F.
THIEBAUT, M. FIX, C. HAUSERMANN.

Etaient absents, excusés et avaient donné pouvoir à :

L. BONTEMS a délégué son mandat à A. QUERCIA
E. CHAUVELOT a délégué son mandat à J.F. GABRIEL
O. LEGAY a délégué son mandat à P. CHANET
S. VATOT a délégué son mandat à D. KRIER
L. SIMEON a délégué son mandat à J. DEWIDHEM

Etait absent, excusé :

Le Maire certifie que le compte
rendu de cette délibération a été
affiché à la porte de la mairie le :

M. VOIRIOT

13 novembre 2013

Un scrutin a eu lieu, Mme CHANET a été nommée pour
remplir les fonctions de secrétaire.

et que la convocation du Conseil
avait été faite le :

29 octobre 2013

Le Maire,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

054-215404955-20131105-DEL-2013-1105-2-DE

Accusé certifié exécutoire

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du conseil du : 5 novembre 2013

Délibération n° : 2

Objet : PROJET DE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (P.P.R.T.) DU SITE
STORENGY DE CERVILLE

Lors de sa séance du 15 février 2011, le conseil municipal avait pris acte du projet d'arrêté préfectoral prescrivant l'élaboration du PPRT du site Storengy de Cerville.

Dans le cadre de cet arrêté, une infime partie boisée du territoire de Saulxures-lès-Nancy faisait partie du périmètre d'étude quant à l'élaboration du PPRT (voir annexe).

Le secteur délimité par le périmètre d'étude du PPRT, prescrit par l'arrêté préfectoral du 18 avril 2011, couvrait une zone plus large que les surfaces touchées par les phénomènes dangereux induits par la société Storengy. En effet, au moment de la prescription de l'élaboration du PPRT, l'étude de danger n'était pas totalement finalisée.

A ce jour, l'étude de danger est totalement terminée, elle a permis de réduire (comme illustré dans l'annexe) le périmètre d'exposition aux risques, c'est à dire le périmètre réglementé par le PPRT.

En conséquence, la commune de Saulxures-lès-Nancy ne fait pas partie des communes soumises au PPRT.

Aussi, la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, conformément à l'article R 515-43 du code de l'environnement, soumet, pour avis, le projet de plan de prévention des risques technologiques du site de Storengy à l'ensemble des personnes et organismes associés qui ont contribué à l'élaboration du document.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité, décide :

- De prendre acte que le territoire de la commune de Saulxures-lès-Nancy ne fait pas partie du périmètre d'exposition aux risques, et par voie de conséquence du périmètre réglementé par le PPRT,
- D'émettre un avis favorable sur le projet de PPRT transmis en date du 4 octobre 2013 par la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

DELIBERATION RENDUE EXECUTOIRE

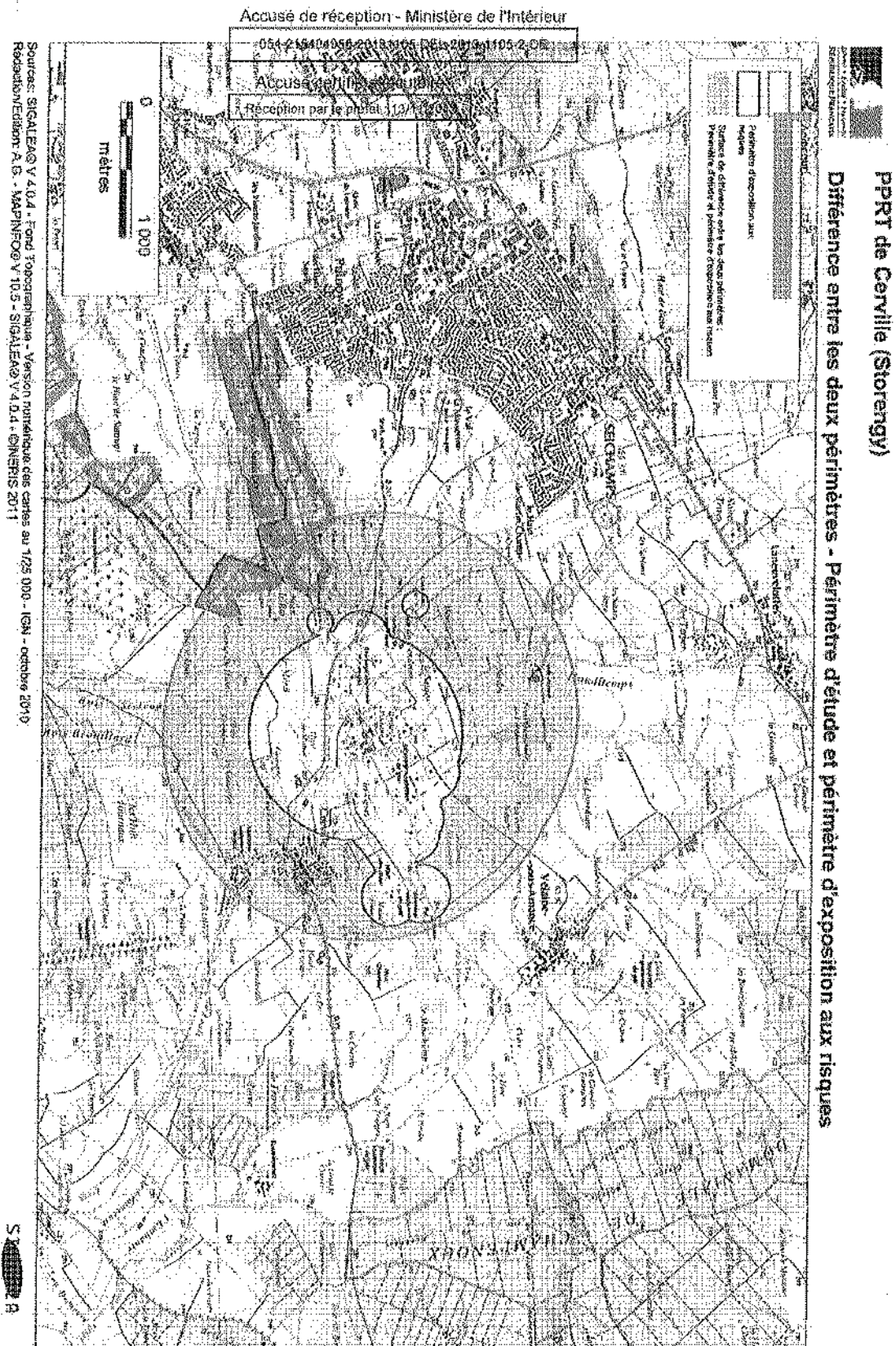
Transmise à la Préfecture le 3 NOV. 2013...

Publiée ou notifiée le 13 NOV. 2013.....

Document certifié conforme,

Le Maire,

Michel CANDAT



Avis des POA : commune de VELAINES-SOUS-AMANCE

07/11/2013
12:11:13

DEPARTEMENT
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

COMMUNE DE VELAINES-SOUS-AMANCE

ARRONDISSEMENT
DE NANCY

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

CANTON
DE SEICHAMPS

DU JEUDI 7 NOVEMBRE 2013

NOMBRE

de conseillers en exercice : 11

de présents : 9

de votants : 9

L'an deux mil treize, le sept novembre
le Conseil Municipal de la commune de Velaines-sous-Amance, étant
réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la
présidence de Monsieur BAROTTIN Etienne, Maire.

Etaient présents : BARBIER B., BAROTTIN M,
BARTHELEMY C., BOTTELIN C., DION P., DOYEN G.,
LINTZ J-M., PERRIN J-P.

Etaient excusés : ANTOINE S., PARMENTIER P.

Les conseillers ci-après avaient délégué leur mandat respectivement à :

OBJET :

Plan de Prévention des Risques
Technologiques du site
STORENGY de CERVILLE

Un scrutin a eu lieu, M BARTHELEMY Claude a été nommé pour
remplir les fonctions de secrétaire.

Le Conseil Municipal accepte le projet d'élaboration du plan de
prévention des risques technologiques du site de stockage
souterrain de gaz STORENGY de CERVILLE.

Le Maire certifie que le compte-rendu de
cette délibération a été affiché à la porte de
la mairie le 07/11/2013
et que la convocation du Conseil avait été
faite le 02/11/2013

FAIT ET DELIBERE LES JOURS, MOIS ET AN SUSDITES
POUR EXTRAIT CONFORME,
LE MAIRE

	Extrait de l'original	Attesté par celles
DAL1		
DAL2		
DAL3		
Cab.		
DLP		
DDCS		
DDT		
DDPP		
O.N.F.		
SDIS		



Avis des POA : Communauté Urbaine du Grand Nancy



EXTRAIT

**DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
DE COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY**

POLITIQUE PUBLIQUE :
LA QUALITÉ URBAINE ET RÉSIDENTIELLE
AU SERVICE DE TOUS

SEANCE DU : 29 NOVEMBRE 2013

DELIBERATION N° : 24

OBJET :
AVIS SUR LE PROJET DE PLAN DE
PRÉVENTION DES RISQUES
TECHNOLOGIQUES (P.P.R.T.) DU SITE
STORENGY À CERVILLE

RAPPORTEUR : M. CANDAT, M. HUSSON

EXPOSE DES MOTIFS

La loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a instauré le plan de prévention des risques technologiques (P.P.R.T.). Cet outil réglementaire de prévention des risques, renforcé par la loi Grenelle 2 de 2010 a pour finalité de maîtriser l'urbanisation autour des sites dits "Seveso" et de limiter l'exposition des populations, aux aléas liés aux exploitations industrielles existantes.

Le P.P.R.T. définit des règles d'utilisation des sols, conciliant un objectif de protection avec l'activité de l'installation industrielle classée, les projets locaux de développement et les intérêts des riverains.

Dès son approbation, le P.P.R.T. est opposable aux tiers. Il s'imposera donc à tous travaux et interventions dans les périmètres qu'il définit. A ce titre, il devra être annexé aux documents d'urbanisme.

Le site STORENGY est basé à Cerville. Cet établissement exploite le stockage de gaz souterrain, anciennement géré par GRdF, dont 3 puits de contrôle sont situés sur le territoire du Grand Nancy : 2 à Seichamps et un à Pulnoy. Ces puits sont inclus dans le périmètre d'étude d'un P.P.R.T. prescrit par arrêté préfectoral en date du 19 avril 2011.

Les services de l'Etat, à savoir la D.D.T. de Meurthe-et-Moselle et la DREAL de Lorraine ont initié et mené, en concertation avec les collectivités, les travaux de réflexion et les études préalables (étude de dangers, carte des aléas, carte des enjeux urbains, etc ...) nécessaires à l'élaboration du P.P.R.T. de ce site.

Sur la base des études de danger établies par l'industriel, 3 périmètres circulaires de 100 mètres de rayon, ayant pour centre les puits de contrôle, ont été retenus, au lieu des 70 m anciennement en vigueur dans les P.L.U. Sous l'égide de la DREAL, des cartes d'aléas sur les phénomènes dangereux ont été établies. Elles ont permis de définir les différentes zones d'exposition aux risques ou zones d'aléas, en tenant compte de leur nature (effets thermiques et de surpression) ainsi que de leur niveau de gravité.

Au terme de la phase d'élaboration et de concertation, le projet de P.P.R.T. (plan de zonage réglementaire, note de présentation, règlement et cahier de recommandations) ont été présentés pour avis à la réunion des Personnes et Organismes Associés (P.A.O.), réunie une dernière fois le 19 mars 2013.

Préalablement à l'engagement de l'enquête publique, ce projet de P.P.R.T. doit être soumis à l'avis de ces personnes dont la Communauté urbaine fait partie au titre de sa compétence en matière d'élaboration des documents d'urbanisme.

Les communes de Pulnoy et Seichamps sont aussi associées à la démarche, en tant que communes impactées par le périmètre. Conformément à l'article R.515-43.II du code de l'environnement, le conseil communautaire doit donner un avis motivé sur ce dossier dans un délai de 2 mois à compter de la réception du dossier. A défaut, celui-ci sera réputé favorable.

Le projet, tel que transmis par Monsieur le Préfet le 4 octobre 2013, comporte autour de chaque puits, 3 zones d'aléa, correspondant à 3 zones de risque concentriques : zone R (aléa très fort + et fort), zone r1 (aléa fort + et fort) et zone r2 (aléa moyen + et moyen) pour lesquelles un principe d'interdiction des constructions futures, à l'exception des installations nécessaires à STORENGY, a été retenu dans le cadre de l'élaboration du règlement du P.P.R.T.

Concernant le puits de contrôle de Seichamps en contiguïté avec l'aire d'accueil des gens du voyage : la modernisation et l'extension de l'aire, en dehors du périmètre de danger, est programmée et le P.L.U. de Seichamps est en cours de révision simplifiée en ce sens. Le Grand Nancy s'est donc assuré de la compatibilité entre le projet d'extension et le projet de P.P.R.T. : une parcelle a été achetée, pour permettre un accès des nomades et des personnels communautaires en dehors de la zone r2. Par ailleurs, le projet de règlement du P.P.R.T. prévoit explicitement la possibilité de réaliser des ouvrages d'assainissement et un paysagement succinct de la partie de l'aire qui est impactée par les zones r1 et r2.

Concernant le puits de contrôle de Seichamps en contiguïté avec l'emplacement réservé au P.L.U. pour la réalisation d'un éventuel cimetière : ce projet non encore abouti, est susceptible d'être déplacé. Cependant et dans le cas où il serait maintenu, ce projet devra tenir compte des zones de danger identifiées dans le P.P.R.T. ; ce qui est techniquement réalisable. Le P.L.U. de Seichamps ne nécessite pas de modification sur ce secteur.

Concernant le puits de contrôle situé à Pulnoy : le puits est situé en zone d'urbanisation future (2AU) du P.L.U. . Lors du passage en phase opérationnelle du projet urbain, à moyen terme, il s'agira d'adapter le P.L.U. avec des mesures de recul du bâti, des équipements et des infrastructures nouvelles. Un paysagement de la zone proche du puits est d'ores et déjà tout à fait possible.

Il est à noter, que pour les gestionnaires des voiries, l'approbation du P.P.R.T., entraînera des obligations de signalisation routière relative à la présence du danger potentiel, ainsi qu'une interdiction de stationner, même provisoirement, à proximité des puits.

Cependant et contrairement au compte rendu de la réunion des personnes associées à l'élaboration du P.P.R.T. du 19 mars 2013, le projet transmis exige le démantèlement sous un an des aires de jeux existantes.

Enfin, la possibilité d'une expropriation, successivement à l'approbation d'un P.P.R.T., est réservée aux sites habités ou dont la surveillance ou la maintenance nécessite une présence humaine. Localement, ce ne sera pas le cas dans les périmètres concernés autour des puits de contrôle situés sur le territoire du Grand Nancy, qui sont inhabités, à l'exception de l'aire d'accueil des gens du voyage, dont l'extension et la modernisation protégeront les nomades et les sédentarisés de tout danger.

Le projet de P.P.R.T. est donc compatible avec :

- les plans et programmes qui relèvent de sa responsabilité ;
- les projets d'installations ou de travaux qui relèvent de sa maîtrise d'ouvrage.

Mais il ne respecte pas les engagements pris par l'Etat sur le maintien de l'aire de jeux de Pulnoy.

DELIBERATION

En conséquence et après avis de la commission "Qualité de l'espace public et déplacements" réunie le 14 novembre et de la commission "Qualité environnementale et écologie urbaine" réunie le 15 novembre 2013, il vous est proposé :

- d'émettre un avis favorable, sous réserve du maintien des infrastructures existantes, comme acté par l'Etat lors des phases de concertation, quant au projet de plan de prévention des risques technologiques de STORENGY, tel que transmis pour avis par Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle,
- de mandater le Président ou son représentant pour adresser les éventuelles observations du Grand Nancy au commissaire enquêteur au moment de l'enquête publique.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire n° 24 CONSEIL DE COMMUNAUTE DU vendredi 29 novembre 2013 15h00

PRESIDENCE : André ROSSINOT

ÉTAIENT PRÉSENTS

Mr ALLÉ	Paul	Vandœuvre	Mr BÉGORRE	Henri	Maxéville
Mr BERLEMONT	Jean-Michel	Nancy	Mr BERNARD	Jean-Paul	Vandœuvre
Mr BERTAUD	Philippe	Nancy	Mr BOILEAU	Pierre	Ludres
Mr BOULY	Serge	Lanueville	Mr CANDAT	Michel	Saulxures
Mme CARRARO	Chantal	Nancy	Mr CHANUT	Henri	Seichamps
Mr COULOM	Thierry	Nancy	Mme DATI	Malika	Nancy
Mr DESSEIN	Jean-Pierre	Art-sur-Meurthe	Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy
Mr FRANOUX	Jean-Pierre	Malzéville	Mr GARCIA	Laurent	Laxou
Mme GAVRILOFF	Anne-Sophie	Saint-Max	Mme GAZIN	Mireille	Maxéville
Mme GIUSSANI	Fanny	Nancy	Mme GRANDCLAUDE	Marie-Jeanne	Jarville
Mr GRANDEMANGE	Claude	Nancy	Mme GUIDAT	Claudine	Nancy
Mr GUYOT	Jean-Jacques	Nancy	Mr HATZIG	Patrick	Nancy
Mr HURPEAU	Jean-Pierre	Jarville	Mr HUSSON	Jean-François	Nancy
Mr JARRY	Daniel	Vandœuvre	Mme JURIN	Valérie	Nancy
Mr KIELISZEK	Jean-Daniel	Ludres	Mr KLING	Bertrand	Malzéville
Mme LAITHIER	Elisabeth	Nancy	Mr LECA	Dominique	Laxou
Mme LEROY	Marie-Christine	Dommartemont	Mme MAIRE	Aline-Sophie	Nancy
Mr MASSON	Bertrand	Nancy	Mr MERGAUX	Olivier	Nancy
Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy	Mr MOUGIN	Daniel	Villers-lès-Nancy
Mr PANNIER	Nicolas	Vandœuvre	Mr PENSALFINI	Eric	Saint-Max
Mr RONGEOT	Gérard	Nancy	Mr ROSSINOT	André	Nancy
Mr ROYER	Gérard	Pulnoy	Mr SARTELET	Didier	Hellecourt
Mr SCHLÉRET	Jean-Marie	Nancy	Mme SIMONNET	Christine	Essey-lès-Nancy
Mme TALLOT	Marie-Catherine	Nancy	Mme VALTON	Anne	Houdemont
Mr VERGNAT	Pierre	Hellecourt	Mr WERNER	François	Villers-lès-Nancy
Mme WIESER	Laurence	Laxou	Mme ZABÉ	Renée	Nancy

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mr BAUDOT	Patrick	Nancy	Mme CHRISMONT	Carole	Laxou
Mr DONATI	Patrice	Vandœuvre	Mr FAIQ	Abder Rahim	Vandœuvre
Mr FÉRON	Hervé	Tomblaine	Mr HABLOT	Stéphane	Vandœuvre
Mr HÉNART	Laurent	Nancy	Mr JACQUEMIN	Pascal	Villers-lès-Nancy
Mme KHIROUNI	Chaynesse	Nancy	Mr LAURENCY	Jean-Pierre	Tomblaine
Mme MARNIER	Marie-Christine	Villers-lès-Nancy	Mme MAYEUX	Sophie	Nancy
Mr PONCELET	Philippe	Vandœuvre			

AVAIENT DONNÉ POUVOIR :

Mr BOULANGER	Alain	Fléville	à	Mr BOILEAU	Pierre	Ludres
Mr CALISESI	Jean-Claude	Saint-Max	à	Mr PENSALFINI	Eric	Saint-Max
Mr CHENUT	Eric	Nancy	à	Mr KLING	Bertrand	Malzéville
Mme CREUSOT	Nicole	Nancy	à	Mr BERNARD	Jean-Paul	Vandœuvre
Mme DEBORD	Valérie	Nancy	à	Mme GIUSSANI	Fanny	Nancy
Mme EVROT	Florence	Vandœuvre	à	Mr GUYOT	Jean-Jacques	Nancy
Mr GERARDOT	Christophe	Laxou	à	Mr MONIN	Jean-Paul	Essey-lès-Nancy
Mr GRANDJEAN	Denis	Nancy	à	Mr DUFRAISSE	Michel	Nancy
Mme HERMOUET-PAJOT	Jacqueline	Villers-lès-Nancy	à	Mr MOUGIN	Daniel	Villers-lès-Nancy
Mr KLEIN	Mathieu	Nancy	à	Mme ZABÉ	Renée	Nancy
Mr MARCHAND-ARVIER	Jérôme	Nancy	à	Mr COULOM	Thierry	Nancy
Mr MULLER	François	Vandœuvre	à	Mr PANNIER	Nicolas	Vandœuvre
Mr PARRA	Christian	Nancy	à	Mr HUSSON	Jean-François	Nancy
Mr THIÉBERT	Jean-Louis	Nancy	à	Mme MAIRE	Aline-Sophie	Nancy
Mr WEIBEL	Roland	Jarville	à	Mme GRANDCLAUDE	Marie-Jeanne	Jarville

le présent acte a été publié le :

- 2 DEC. 2013

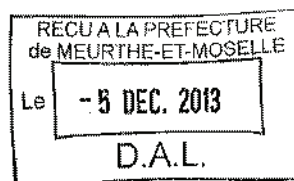


Pour extrait, le président,
pour le président, le vice-président délégué :

[Signature]

Avis des POA : STORENGY

storengy



RECOMMANDE AVEC AR

Préfecture de Meurthe et Moselle
1 rue du Préfet Claude Erignac
54000 NANCY

Nos Réf : SCV/CCR-LHI/230-2013
Interlocuteur : X. MANDLE (☎ : 03.83.18.37.02)
Objet : Projet de règlement du PPRT de Cerville

Cerville, le 02 décembre 2013

Monsieur le Préfet,

Veuillez trouver ci-joint, les commentaires de Storengy concernant le projet de règlement du PPRT de Cerville.

Nous vous informons que nous faisons parvenir une copie de ce courrier à l'inspecteur DREAL en charge de ce dossier.

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de notre haute considération.

P.O.

Benoit FRETILLE
Directeur du pôle Nord Est

P.J. : - commentaires de Storengy concernant le projet de règlement du PPRT
- copie du courrier à la DREAL

direction des Opérations :
Immeuble Djinn - 12 rue Raoult Nordling - CS 70001 92270 BOIS-COLOMBES
Tél +33 (0)1 46 52 34 00 - www.storengy.com
SA au capital de 1 043 977 330 euros - R.C.S. 487 650 632 Nanterre

Une société de **GDF SUEZ**

SYNTHESE DES COMMENTAIRES DE STORENGY SUR LE PROJET DE PPRT DE CERVILLE DU 4/10/13

§2.1.1 :

- 3^{ème} paragraphe : « [...] ; de part ces propriétés, cette couche abrite également généralement un aquifère. Cette couche est appelée « réservoir » »
- 4^{ème} paragraphe : « Le volume de gaz stocké à Cerville est de 1,5 milliards de mètre cubes, dont 650 millions de volume utile, et 850 millions de gaz coussin. »
- Dernier paragraphe : la pression maximale des tuyauteries et équipements est de 67,7 barg et non 67 barg.

§2.1.2 :

Tableau des rubriques ICPE : la rubrique 2920 a été modifiée et ne concerne plus les installations de compression d'air mais les « Installations de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa, comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW ».

- < 10MW : non concerné
- > 10 MW : Autorisation

§2.2.2 d) :

Il semble que les mesures décrites dans ce paragraphe ne prennent pas en compte les remarques sur le projet d'arrêté préfectoral que Storengy a envoyé à l'administration par mail du 10/12/12.

Proposition de rédaction du paragraphe « Mesures de maîtrise des risques mises en place » :

« A l'issue de la démarche, des mesures de maîtrise des risques ont été identifiées mais ne sont pas encore prescrites à l'exploitant :

- Limitation physique de la pression du gaz dans le **réservoir**
 - Recherche décennale des défauts sur la protection passive contre la corrosion.
 - Protection contre les agressions mécaniques des tuyauteries aériennes.
 - *Le contrôle de la protection cathodique est réalisé par du personnel disposant d'une certification en application de la norme NF EN 15257 (mars 2007 ou postérieure) en cours de validité. En outre, en cas de pollution industrielle des sols, l'exploitant devra vérifier que la protection cathodique reste efficace.*
 - *Pour l'ensemble des équipements susceptibles de conduire, en cas de séisme, à un ou plusieurs phénomènes dangereux dont les zones de dangers irréversibles dépassent les limites du site, la société Storengy élaborera une étude permettant de déterminer les moyens techniques nécessaires à leur protection parasismique.*
- Les études devront être réalisées 18 mois après la notification de l'arrêté, et les éventuels travaux de mise en conformité des équipements devront être terminés 5 ans après la notification de l'arrêté.*

231/2013

§ 3.3.3 :

Proposition de rédaction du 4^{ème} paragraphe :

« [...] aussi il est proposé de lui imposer par arrêté préfectoral qu'il justifie la tenue au séisme de l'ensemble des équipements susceptibles de conduire, en cas de séisme, à un ou plusieurs phénomènes dangereux dont les zones de dangers irréversibles dépassent les limites du site, la société Storengy élaborera une étude permettant de déterminer les moyens techniques nécessaires à leur protection parasismique [...] »

§3.3.4 :

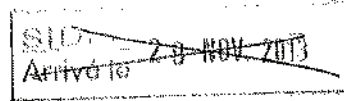
Proposition de rédaction du paragraphe : « Exclusion du phénomène d'UVCE en cas de rupture franche des tuyauteries et rejet horizontal »

« [...] sous réserve du respect des dispositions suivantes :

- Les agressions mécaniques susceptibles d'atteindre les tuyauteries *aériennes* sont étudiées soigneusement [...]. L'exploitant indique que les canalisations sont protégées suivant les cas, par une ou plusieurs des dispositions suivantes : glissière de sécurité, bloc béton, équipement en fosse, merlon... *Il en conclut que les possibilités d'agression mécanique pouvant entraîner une rupture ont été supprimées.*
- (Suppression du 2^{ème} alinéa : pas de scénario d'UVCE sur les canalisations enterrées du fait du rejet vertical).
- Les installations sont construites dans des nuances d'acier compatibles avec les températures des fluides transportés [...]
- *Les tuyauteries font l'objet d'un plan d'inspection compatible avec les exigences du guide professionnel d'établissement de plans d'inspection de Gaz de France approuvé par la décision DM-T/P n° 33058 du 9 juillet 2004.*

Compte tenu de ces dispositions de conception prises par l'exploitant, le phénomène de rupture franche suivie d'un UVCE ne sera pas retenu dans le cadre des études de l'évaluation des dangers du site ni pour l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques. En lieu et place de ce phénomène, une fuite d'une section égale à 10% [...] »

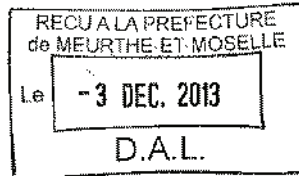
Autres avis recueillis



DAL

Nancy, le 20 NOV. 2013
BC/PH

Direction de l'Aménagement
Direction de l'Appui aux Territoires,
de l'Espace et de l'Environnement



Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle
1, rue Préfet Claude Erignac
CS 60031

54038 - NANCY CEDEX

Objet : Stockage souterrain de gaz STORENGY à Cerville --
Elaboration du plan de prévention des risques technologiques du site

Monsieur le Préfet,

Par courrier en date du 04 octobre 2013, vous sollicitez notre avis sur l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques du site concernant le stockage souterrain de gaz STORENGY à Cerville.

Au vu des documents que vous nous avez transmis, l'élaboration du PPRT ne soulève aucune objection ni remarque particulière de notre part.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression ma considération la plus distinguée.

Pour le président du conseil général
le vice-président délégué

Olivier TRITZ

48, rue du Sergent Blandan - Esplanade Jacques Baudot - C.O. 19 - 54035 NANCY Cédex
Téléphone : 03.83.94.54.54

Avis de la CSS

CSS – Société STORENGY à CERVILLE

Compte-rendu de la réunion du 4 décembre 2013

Membres présents :

Administration de l'Etat

M. Jean-François RAFFY - Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Président de la CSS

M. Pascal PELINSKI - Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse de la DREAL Lorraine

M. Daniel GIRAL - Représentant de l'Agence Régionale de Santé

M. Damien CUNAT - Représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle (SDIS 54)

M. Pascal SEYLLER - Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile à la préfecture de Meurthe-et-Moselle (SIDPC 54)

Mme Angélique MASSON - Représentante de la Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle

Collectivités territoriales

Mme Gisèle FROMAGET - Maire de la commune de CERVILLE

M. Gilbert VISINE - Maire de la commune de LANEUVELOTTE

M. Jean-Marie HEINLY - Adjoint au maire de la commune de PULNOY

M. Michel CHARPENTIER - Adjoint au maire de la commune de SEICHAMPS

M. Etienne BAROTTIN - Maire de la commune de VELAINES-SOUS-AMANCE

M. Gérard ROYER - Vice-président de la Communauté Urbaine du GRAND NANCY

M. Christian GUILLAUME - Représentant de la Communauté de Communes du GRAND COURONNE

M. Jean-Pierre LAURENCY - Conseiller Général

Exploitant :

M. Benoît FRETILLE - Représentant de la société STORENGY

M. Xavier MANDLE - Représentant de la société STORENGY

Riverain et association de défense de l'environnement

M. Christophe VENNEN - Représentant de la société GRTGaz

Salariés :

M. Julian PLEUT - Secrétaire du CHSCT du site STORENGY de CERVILLE

Personnalité qualifiée

M. Jack-Pierre FIGUET - Ecole des Mines de Nancy

Autres personnes présentes :

M. Christophe TEJEDO-CRUZ - Ingénieur divisionnaire de l'industrie et des Mines à la DREAL Lorraine

M. Brice DELIME - Inspecteur des installations classées à l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse de la DREAL Lorraine

M. Stéphane IMBERT - SDIS 54

Mme Agathe ANDRE - SIDPC 54

M. Christophe TORLOTIN - Communauté de Communes du GRAND COURONNE

M. Michel NICOLAS - Commune de CERVILLE

M. Francis PIEKARSKI - Préfecture de Meurthe-et-Moselle

M. RAFFY, Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-Moselle, préside la séance. Il rappelle que les règles de vote au sein de la Commission de Suivi de Site sont fixées de telle manière que chacun des cinq collèges bénéficie du même poids dans la prise de décision.

M. RAFFY demande à connaître le représentant de chaque collège au bureau de cette Commission de Suivi de Site. Il lui est répondu que :

- le collège « administrations de l'Etat » sera représenté par la DREAL Lorraine ;
- le collège « élus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale » sera représenté par Mme FROMAGET, maire de la commune de CERVILLE ;
- le collège « exploitant » sera représenté par M. MANDLE de la société STORENGY ;
- le collège « riverain et association de protection de l'environnement » sera représenté par la société GRT Gaz ;
- le collège « salariés » sera représenté par M. PLEUT.

M. RAFFY annonce l'ordre du jour et cède la parole à M. MANDLE, directeur du site STORENGY de CERVILLE, pour la présentation du bilan de son établissement de l'année 2012.

Présentation du bilan 2012 par la société STORENGY (cf. le diaporama joint en annexe 1 de ce compte-rendu) :

M. MANDLE rappelle tout d'abord que la société STORENGY exploite 22 sites de stockage de gaz en Europe, dont les 13 situés en France se répartissent de la façon suivante :

- 9 stockages en nappe aquifère, dont le site de CERVILLE,
- 3 stockages en cavité saline,
- 1 gisement déplété à TROIS FONTAINES dans la Haute-Marne.

M. MANDLE détaille ensuite le bilan d'activité 2012 du site de CERVILLE. Il annonce notamment qu'il ne s'est produit aucun accident ou potentiel accident majeur dans les installations au cours de l'année 2012.

M. MANDLE indique qu'un exercice « Plan d'Opération Interne » simulant une fuite de gaz avec inflammation a été réalisé le 26 juin 2013 en collaboration avec les pompiers du SDIS 54, en dehors des heures ouvrables.

Un représentant de la Communauté de Communes du GRAND COURONNE s'inquiète de l'impact que pourrait avoir le stockage souterrain de gaz naturel de CERVILLE sur la ressource en eau potable prélevée pour alimenter les administrés de la communauté de communes, et plus précisément de l'influence de l'injection de gaz dans le réservoir de ce stockage sur la teneur en chlorure de l'eau potable. Il ajoute que GDF aurait mené à ce sujet une étude il y a une dizaine d'années et que les conclusions de cette étude n'auraient jamais été communiquées aux élus locaux.

M. MANDLE répond qu'il y a bien eu une étude réalisée par GDF à l'époque et s'engage à la retrouver et à la transmettre aux personnes intéressées.

M. PELINSKI précise qu'il pourrait potentiellement s'agir des études réalisées initialement par l'entreprise afin d'obtenir l'autorisation d'exploiter le stockage souterrain de gaz naturel. Notamment, il a dû être examiné les risques potentiels d'interaction entre l'extraction de la saumure dans les mines de sel et le stockage souterrain de gaz naturel qui, pour rappel, a été autorisé au titre du code minier par décret ministériel. Les interrogations soulevées à ce sujet seront relayées à la division de la DREAL Lorraine spécialisée dans le domaine minier.

Le représentant de la Communauté de Communes du GRAND COURONNE ajoute que l'étude en question est venue après l'autorisation d'exploiter le stockage et concerne bien l'impact de l'injection de gaz dans ce stockage sur les nappes d'eaux souterraines.

M. RAFFY donne ensuite la parole à M. DELIME, inspecteur de l'environnement, pour présenter le bilan des actions menées par la DREAL Lorraine vis-à-vis de cette installation à hauts risques en 2012.

Présentation du bilan des actions menées par la DREAL Lorraine en 2012 (cf. le diaporama joint en annexe 2 de ce compte-rendu) :

M. DELIME indique que l'installation de stockage souterrain de gaz naturel a fait l'objet de deux visites d'inspection par la DREAL Lorraine en 2012. La première visite qui a été effectuée le 11 mai 2012, a consisté à contrôler le respect des dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 17 janvier 2003 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les stockages souterrains de gaz, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés. En particulier, il a été vérifié les procédures de maintenance des systèmes de sécurité des puits et la disponibilité des moyens réservés à la cellule de crise. Le principal écart relevé est l'absence d'un exemplaire du Plan Particulier d'intervention en cellule de crise.

La seconde visite d'inspection s'est déroulée le 10 décembre 2012. Elle a été déclenchée par la déclaration faite par l'exploitant auprès de la DREAL Lorraine le 6 décembre, conformément aux prescriptions de l'article 51 de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2006 encadrant l'exploitation du stockage de gaz, de l'atteinte du 1^{er} seuil fixé à 265 mètres sous le niveau de la mer au puits « VA 16 » pour le niveau de l'interface gaz/eau de l'aquifère du stockage de gaz. Pour rappel, cet article 51 prévoit que « l'injection sera ralentie par le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé du contrôle, informé immédiatement dès que l'on pourra déduire des mesures effectuées dans les puits [...] VA16, que l'interface eau/gaz atteindra la cote de -265 m/mer dans le puits VA16 [...] » et qu'à partir d'un second seuil fixé à 270 mètres sous le niveau de la mer, d'arrêter cette injection. La seconde visite d'inspection a bien permis de conclure qu'il s'agissait bien d'une situation d'alerte sans danger immédiat pour l'homme et son environnement, pendant toute la durée de laquelle l'exploitant devait rester vigilant.

M. ROYER demande à la société STORENGY de montrer sur une carte où se trouve le puits VA16.

Puis, M. GIRAL déclare que de l'eau d'un forage aurait été mise sous pression, sans indiquer précisément l'endroit où est implanté ledit forage, ni à la date laquelle cet événement s'est produit. Il se demande s'il ne peut pas y avoir un lien de causalité avec l'exploitation du stockage souterrain de gaz naturel.

M. FRETILLE répond que le gaz naturel injecté est stocké dans une couche aquifère non utilisée pour le prélèvement d'eau potable et que les couches supérieures du stockage sont surveillées par l'intermédiaire des puits de contrôle.

M. RAFFY passe ensuite la parole à M. TEJEDO-CRUZ de la DREAL Lorraine pour la présentation du projet de règlement du « Plan de Prévention des Risques Technologique » autour du stockage souterrain de gaz naturel exploité par la société STORENGY à CERVILLE, dénommé « règlement PPRT du site de STORENGY ».

Présentation du projet de règlement du PPRT par la DREAL Lorraine (cf. le diaporama joint en annexe 3 de ce compte-rendu) :

M. TEJEDO-CRUZ indique que le périmètre d'exposition aux risques, à l'intérieur duquel s'appliquent les restrictions d'urbanisme, est nettement inférieur au périmètre d'étude retenu pour la prescription du PPRT.

Il a été retenu le principe général d'interdiction de construction de nouveaux bâtiments dans toutes les zones d'aléas.

Au niveau des mesures foncières, il est prévu l'expropriation d'un garage à usage potentiel d'habitation située dans une zone d'aléa « très fort » et le renforcement du bâti de 2 exploitations agricoles afin de protéger les salariés régulièrement présents.

M. TEJEDO-CRUZ précise qu'une seule remarque a été formulée jusqu'à présent sur le projet de règlement du PPRT, par le maire de la commune de PULNOY en ce qui concerne l'obligation de démanteler un city stade partiellement présent dans la zone d'effets liée à un puits de contrôle.

M. TEJEDO-CRUZ répond que la demande d'assouplissement de cette mesure sera prise en compte.

M. PELINSKI rappelle toutefois au maire de la commune de PULNOY qu'il incombera à la commune d'implanter sur l'aire du city stade un panneau d'affichage décrivant explicitement les risques accidentels potentiels et la conduite à tenir pour les usagers de l'aire en question en cas de déclenchement d'alerte. Cette exigence figurera dans le règlement du PPRT.

M. RAFFY souhaite que soient rappelées les dernières étapes restant à franchir pour aboutir à l'approbation finale du PPRT. M. TEJEDO-CRUZ précise ces étapes, à savoir :

- le recueil de l'avis de la Commission de Suivi de Site,
- l'enquête publique sur le projet de PPRT,
- la signature d'approbation du PPRT par le Préfet de département.

M. RAFFY demande alors aux membres de la commission s'il y a des oppositions ou des abstentions vis-à-vis du projet de règlement du PPRT. L'assistance restant muette, M. RAFFY acte le fait que tous les membres de la Commission de Suivi de Site sont favorables au projet de règlement PPRT.

L'ordre du jour étant épuisé, M. RAFFY clôt la séance à 11h00.

Le Président
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

ANNEXE 9

Bilan de l'enquête publique

Conformément à l'arrêté préfectoral portant ouverture de l'enquête publique, 10 permanences ont été tenues par le commissaire-enquêteur. Au cours de ces permanences, neuf personnes sont venues déposer des observations/questions sur les registres d'enquête des communes de CERVILLE, une personne a exprimé oralement ses observations au commissaire-enquêteur à PULNOY et une copie d'une délibération du conseil municipal de CERVILLE a été remise au commissaire-enquêteur. Aucune intervention n'a été recensée sur le registre d'enquête des autres communes.

Le commissaire-enquêteur a fait part de ces observations à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle : les services de l'Etat ont répondu à ces observations et aux interrogations du commissaire-enquêteur lors d'une réunion en date du 17 juillet 2014 et par mémoire en réponse en date du 21 juillet 2014.

Le commissaire-enquêteur a fait parvenir son rapport d'enquête et son avis au Préfet par transmission en date du 25 juillet 2014.

Procès-verbal de l'enquête publique

L'an deux mille quatorze
le deux juillet

A Nancy, 6 rue Sainte Catherine, dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Direction de l'action locale, Bureau des procédures environnementales,
Jean-François REGNARD, commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique préalable à l'approbation du plan de prévention des risques technologiques autour du site de Storengy à Cerville, ordonnée par M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle par arrêté préfectoral du cinq mai deux mille quatorze,
après avoir constaté la clôture de l'enquête publique le premier juillet deux mille quatorze, dresse ainsi qu'il suit le

PROCES VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

En conséquence, le commissaire enquêteur a présenté à Mme GILLET Martine, ajointe au chef du bureau des procédures environnementales, déléguée par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, ici présente,

- les registres d'enquête déposés en mairie de Laneuvelotte, Velaine-sous-Amance, Pulnoy et Seichamps, qui ne contiennent aucune observations,
- le registre d'enquête déposé en mairie de Cerville contenant sept observations sur trois pages du registre
- lettres reçues : NEANT

Madame GILLET a déclaré que ces photocopies sont bien la reproduction fidèle et intégrale des observations du public et que Monsieur le Préfet ou son représentant fera parvenir au commissaire enquêteur un mémoire en réponse à ses observations sous quinzaine.

En foi de quoi il a été dressé le présent procès-verbal, à quinze heure quarante cinq, sur une page, comportant une annexe de quatre pages, en double exemplaire, dont un est remis sur le champ à Mme GILLET, es-qualité qui le reconnaît, le second exemplaire devant être annexé au rapport d'enquête publique à intervenir.

Le commissaire enquêteur



JF REGNARD

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle
l'adjoint du chef de bureau



Martine GILLET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE de Maine-et-Moselle

COMMUNE de Beicelle

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

relatif à

l'approbation du plan de prévention
des risques technologiques autour du
site Storengy de Beicelle

JED

3

ENQUÊTE RELATIVE

A

l'approbation du plan de prévention des
risques technologiques du site Storengy de
Cerville

En exécution de l'arrêté du 5/5/2014 de Monsieur le Préfet

de _____, je, soussigné, M. ~~FRANCOIS~~ FROMAGET Maire de Cerville

ai ouvert, ce jour, le présent registre coté et paraphé, contenant 7 feuillets, pour recevoir pendant une durée de

30 jours du 2/06/2014 au 02/07/2014

les 3 juin 2014 de 14 heures 00 à 16 heures 00

16 juin 2014 de 14 heures 00 à 16 heures 00

19 juin 2014 de 14 heures 00 à 19 heures 00

de _____ heures à _____ heures

les observations du public.

A CERVILLE le 2/6/2014

Première journée :

Le 3/6/2014 de 14 heures 00 à 16 heures 00

1. - Observations de M. Aucun

Le 15/6/2014,

VITON Bernard 2, rue des Prayès CERVILLE 54 420

Voir pour déplacer partiellement hors zone de
danger et prendre les chemins déjà existants et
élargir et aménager ceux-ci, ceci constituerait une
excellente barrière passive

En cas d'incendie que dévieraient les lignes à
haute tension si elles étaient touchées par les
flamme, que de paraître en cas de rupture électrique.

JFD
4

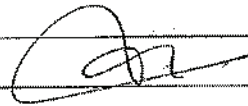
Michel NICOLAS - 10 Rue des Meix - CERVILLE

Le projet de règlement PPR Storengy prévoit (Titre II articles II.2.4 / II.3.4 / II.4.4 / II.5.4) des dispositions ambiguës en regard des flux de déplacement collectifs des populations de CERVILLE et autres utilisateurs de la RD 83.

Le réseau routier actuel ne dispose que de cette voie départementale vers le centre urbain de Nancy.

Quelles dispositions de remplacement sont prévues si l'évolution des communes menait à une nécessité de création d'un nouveau transport collectif ?

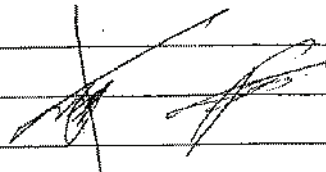
B. Effet, toute création d'un mode collectif de transport routier des personnes obligerait à utiliser dans soit des voies non compatibles avec le tonnage des véhicules, soit des trajets dangereux.



M. M^{re} FOUGEROLLE 14 rue des Princes
54 CERVILLE.

La D 83 étant dans une zone à risque fort doit voir son tracé modifié pour la sécurité de tous.

Nous demandons une modification de son tracé en amont de cette zone à risque.

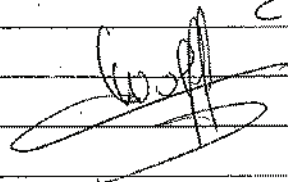


JFD

5

Compte tenu de la constante augmentation du trafic sur le CD83 (3000 V/j) il paraît judicieux de créer une nouvelle voie de contournement de la zone à risque qui concernerait à la fois le transport public, collectif et voitures particulières

Thomas WOLFF René 12 rue des Prayes
CERVILLE



ARTHUR ROBERT

Je suis d'accord avec M. WOLFF

Jérôme SCHOFFER 11 Rue de Volaine 54420 CERVILLE

Le PRT prévoit une interdiction de création de nouvelles lignes de transport en commun en zone R. Le RD83 passant en zone R, la commune de Cerville serait donc condamnée à ne jamais être mieux desservie en matière de transport qu'à l'heure actuelle, c'est à dire pas grand chose. Pas très écologique.

le 14 juillet 2014

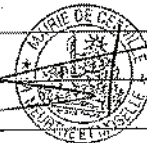
Il est paradoxal dans une démarche d'initiation à l'utilisation des transports collectifs au titre de la préservation de l'environnement de se voir imposer des restrictions de circulation. A noter sous le paragraphe concernant les transports en commun dans la partie règlement et dans la note de présentation doit être modifiée. Pour ne pas entraver les transports en commun et le développement local, nous demandons à ce que seule la création de nouveaux axes structurants soit interdite dans les zones R, RS, RS1, RS2

Notre conseil municipal a délibéré dans ce sens.

ci joint. Délibération du 27 juin 2014.

Philippe KIERREN 1^{er} adjoint

Gisèle FRONAGET maire



Rapport du commissaire enquêteur

1 AVANT PROPOS

Le travail du commissaire enquêteur chargé de procéder à l'enquête publique relative à l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques technologiques (PPRT) sur le site Storengy de Cerville, est relaté dans deux documents qui, pour satisfaire aux dispositions du Code de l'Environnement, doivent être séparés, savoir :

- le présent rapport sur le déroulement de l'enquête publique
- un avis motivé sur l'objectif du projet soumis à enquête.

2 OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE - CONTEXTE

2.1 Rappel de l'objet de l'enquête

La société anonyme Storengy, filiale à 100% de GDF-SUEZ, au capital de 1 043 077 330€, dont le siège social est situé à Bois Colombes (92) 12 rue Raoul Nordling (RCS Nanterre 487 650 632), exploite un stockage souterrain de gaz naturel qui s'étend principalement sur les territoires des communes de Cerville, Laneuvelotte, Velaine sous Amance, Seichamps et Pulnoy.

Ce site étant susceptible d'engendrer des effets dangereux à l'extérieur de ses limites est classé SEVESO seuil haut avec servitudes (AS).

Par suite de ce classement, l'Etat doit élaborer et mettre en œuvre un PPRT (article L 515-15 du Code de l'Environnement) pour renforcer la maîtrise des risques.

2.2 Historique - Contexte réglementaire

Ce site a été créé pour satisfaire aux besoins énergétiques du Grand Est.

07/02/1966 : autorisation de recherche souterraine

08/12/1972 : décret autorisant l'exploitation pour 30 ans

25/03/2003 : décret renouvelant l'autorisation jusqu'au 18/12/2018 au profit de GDF SUEZ

25/01/2010 : présentation de l'étude des dangers réalisée par l'exploitant

19/04/2011 : arrêté préfectoral fixant le périmètre d'étude du PPRT, la nature des risques pris en compte, les services instructeurs, les personnes et organismes associés, les modalités de la concertation ainsi que les mesures de publicité

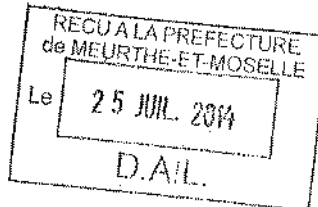
12/12/2011 : arrêté ministériel autorisant l'amodiation du stockage souterrain détenu par GDF SUEZ au profit de la société Storengy

Le bilan de la concertation avec le public et les POA a été établi.

Au cours de son fonctionnement, cet établissement a dû faire face à quatre incidents sans gravité :

- le 28 janvier 1992 : feu sur une turbine solar 2 ; ces types de turbine ont été démontées depuis.
- le 12 décembre 1995 : explosion d'une cuve recevant des effluents : cette cuve a été remplacée.
- le 15 février 2007 : éjection de débris du silencieux d'échappement de la cheminée Dresser 4 : elle a été mise hors service.

DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE



Rapport d'enquête publique portant sur le projet de
Plan de Prévention des Risques Technologiques
Du site de stockage souterrain de gaz naturel exploité par la société
STORENGY à Cerville

Du 2 juin 2014 au 1^{er} juillet 2014

En mairies de
Laneuvelotte
Velaine sous Amance
Seichamps
Pulnoy
Cerville

Jean-François REGNARD
Commissaire enquêteur

RAPPORT D'ENQUETE PUBLIQUE

1 AVANT PROPOS	p 3
2 OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE	p 3
2.1 Rappel de l'objet de l'enquête	p 3
2.2 Historique – Contexte	p 3
2.3 Particularité et but du PPRT	p 4
<u>2.3.1 Mission du commissaire enquêteur</u>	p 5
<u>2.3.2 Phase préparatoire du PPRT</u>	p 5
<u>2.3.3 Arrêté préfectoral – Textes réglementaires</u>	p 5
2.4 Situation et description du site de Cerville	p 6
2.5 Risques associés et mesures mises en place	p 7
3 ORGANISATION DE L'ENQUETE	p 8
3.1 Désignation du commissaire enquêteur	p 8
3.2 Mesures de publicité	p 8
<u>3.2.1 Publications légales dans les journaux régionaux</u>	p 8
<u>3.2.2 Affichage public</u>	p 9
<u>3.2.3 Autre mode de publicité</u>	p 9
3.3 Préparation de l'enquête	p 9
<u>3.3.1 Contacts</u>	p 9
<u>3.3.2 Visite des lieux</u>	p 9
<u>3.3.3 Permanences</u>	p 9
4 DEROULEMENT DE L'ENQUETE	p 10
4.1 Informations légales Registres	p 10
4.2 Climat social durant l'enquête et incidents	p 10
4.3. Analyse des observations du public	p 11
5 AVIS DES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIES	p 12
6 PV DE SYNTHESE ET REPONSE DU M.O.	p 13
6.1 Discussion	p 14

JFR

1

7 ANNEXES

7.1. Procès verbal de synthèse des observations du public

7.2. Mémoire en réponse du pétitionnaire

JFR

2

demeure pas moins que des munitions de toute nature sont périodiquement retrouvées à l'occasion de travaux en fouille, et encore récemment à l'occasion de la création de la station d'interconnexion.

Afin d'en maîtriser les risques, un protocole de gestion de cette situation serait le bien venu.

2/ Le vandalisme, c'est à dire la destruction volontaire de biens sans autre but que le plaisir de la casse, se généralise dans notre société ; son caractère irrationnel le rend totalement imprévisible, ce qui explique sans doute qu'il ne soit pas pris en compte pour l'établissement des PPRT. Cette situation de fait devrait cependant faire l'objet d'une étude : en effet la simple clôture grillagée qui entoure le site et les puits ne saurait constituer un réel obstacle.

L'enjeu justifierait de la remplacer par une clôture comparable à celle des établissements militaires, beaucoup plus efficace, et d'équiper les puits éloignés de la station centrale d'un système de vidéo surveillance dont le caractère dissuasif n'est plus à démontrer.

3/ Afin de ne pas transformer les abords du site en désert, il a été décidé, à juste titre, de maintenir l'activité agricole : sur les terrains dont elle est propriétaire, la société Storengy a donc donné à bail, gratuitement, aux agriculteurs locaux dont elle a acheté les terres en les laissant libres de leurs choix et de leur mode de production.

Toutefois, cette bienveillance paraît contraire au bon sens qui veut réduire la circulation dans la zone de dangers des engins susceptibles de provoquer des étincelles : limiter l'agriculture à l'élevage présenterait le double avantage de diminuer la présence humaine et l'utilisation de machines à moteur.

Cependant, la société Storengy n'est pas propriétaire de toute la zone de danger ; aussi, pour éviter toute rupture d'égalité de traitement, il est envisageable de procéder de la manière suivante :

- pour les terrains agricoles propriété de la société Storengy : il appartiendrait à cette société d'inclure cette restriction dans les conventions de jouissance.
- quant aux autres terrains, propriété d'agriculteurs ou de bailleurs privés, ils pourraient faire l'objet d'une servitude particulière dans le cadre du PPRT au titre de la réglementation du foncier et de son usage.

4/ Si l'étude des dangers relate bien l'existence d'un câble téléphonique de France Télécom longeant la RD 83 et traversant donc la zone des dangers, elle ne fait nullement mention du poste « SHELTER » installé en 2005 pour assurer le haut débit d'Orange.

Pourtant cet équipement est situé sur un terrain propriété de la commune de Cerville au bord du chemin communal n° 5 reliant Laneuvelotte à Cerville à proximité immédiate du grillage de clôture de la station centrale.

Espérons que cette lacune de l'étude de dangers restera sans conséquence.

Fait à Nancy
Le 25 juillet 2014

Le commissaire enquêteur
Jean-François REGNARD



- le 25 avril 2014 une explosion s'est produite sur une canalisation gaz traversant un terrain, occasionnant un cratère ; une enquête a été diligentée dont les résultats ne sont pas connus à ce jour.

2. 3 Particularités et buts du PPRT

Le PPRT a été institué par la loi n° 2003-699 du 30 juin 2003, après l'accident survenu sur le site exploité par la société AZF, afin d'éviter tout renouvellement de cette catastrophe. Il s'articule autour des principes suivants :

- réduction maximum des risques à la source, la sécurité s'exerçant d'abord au sein de l'entreprise
- maîtrise de l'urbanisation par :
 - l'interdiction de constructions nouvelles à l'intérieur du périmètre dangereux
 - le délaissement et l'expropriation pour les immeubles existants dans ce même périmètre
- l'établissement de plans d'urgence
- l'information du public et la concertation

Le PPRT délimite des périmètres d'exposition aux risques ; il été précédé par un périmètre d'étude établi en 2011, suite à l'étude de dangers remise par l'exploitant aux services préfectoraux le 25 janvier 2010.

Cependant cette étude des dangers a été affinée postérieurement : notamment les phénomènes d'incendie de nuage gazeux consécutifs à la rupture totale d'une tuyauterie de gaz ont été exclus, ce qui a conduit à réduire de zonage initialement prévu de 525 ha.

Après avoir défini le périmètre d'exposition aux risques, le PPRT régit l'utilisation du foncier existant et futur dans un souci de protection des populations mais non des biens, sauf les cas où ces biens contribuent à la sauvegarde des habitants.

Toutefois, le PPRT a des limites :

- les chutes de météorites et d'avions
- les séismes d'amplitude supérieure aux séismes de référence
- les événements climatiques d'intensité supérieure aux événements historiquement connus ou prévisibles et en particuliers les crues
- la rupture de barrage ou de digue
- les actes de malveillance

La DREAL et la DDT sont chargées de mener la démarche permettant de passer de l'étude des dangers à la cartographie des aléas qui désignent la probabilité qu'un phénomène dangereux produise en un endroit donné des effets caractérisés par leur gravité et leur durée.

L'enquête publique est l'étape qui marque la fin du processus d'élaboration du projet de PPRT.

Une fois approuvé par le préfet, le PPRT vaut servitude d'utilité publique. Il s'impose aux documents d'urbanisme.

JFR

2.3.1 Mission du commissaire enquêteur

La mission du commissaire enquêteur est de :

- recueillir les remarques, observations et suggestions du public sur l'ensemble des mesures élaborées, de les prendre en compte et d'y apporter les réponses
- donner son avis motivé sur le projet de zonage et le règlement élaboré.

2.3.2 Phase préparatoire du PPRT

L'élaboration du PPRT, prérogative de l'Etat, se réalise en association et collaboration avec les services de la DREAL et de la DDT, les communes, l'exploitant et la Commission Locale d'Information et de Concertation (CLIC).

Les choix réalisés conduisent à la mise en forme des zonages et à l'identification des solutions les mieux adaptées.

Plusieurs zones de réglementation différente sont définies en fonction du type de risque, de leur gravité, de leur probabilité, de leur cinétique et des enjeux en présence :

- zone « R » (rouge foncé) interdiction totale de construire (aléa thermique et de surpression très forts)
- zones « r » (r1, r2, et rs) : principe d'interdiction de nouvelles constructions avec cependant une possibilité d'autorisation limitée sous condition d'assurer la protection des occupants (aléa thermique de niveau fort à faible, et aléa de surpression de niveau faible)
- zone grise : elle correspond à l'emprise foncière de l'établissement ; y sont seules autorisées les constructions de Storengy sur son emprise foncière et nécessaires à l'exploitation.
- zone de recommandations non obligatoires

2.3.3 Arrêté préfectoral- Textes réglementaires

Par son arrêté du 5 mai 2014, Monsieur le préfet de Meurthe et Moselle (M. et M.) a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative à l'élaboration du PPRT relatif au stockage souterrain de gaz naturel exploité par Storengy à Cerville.

Cet arrêté fixe les modalités de l'enquête, notamment :

- la durée de l'enquête publique
- les dates et lieux de permanence du commissaire enquêteur
- la procédure de consultation du dossier

Textes réglementaires

- Code l'environnement, notamment les articles L 515-15 et suivants, R 515-22, R 515-39 et suivants, R 123-1 à R 123-33.
- Décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif aux PPRT
- Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.

2.4 Situation géographique - Description du site

Le stockage souterrain de gaz naturel exploité par Storengy est implanté à une dizaine de kilomètres à l'est de Nancy sur le territoire des communes de Cerville, Laneuvelotte, Velaine sous Amance, Pulnoy et Seichamps.

Il a été conçu pour répondre aux besoins de modulation saisonnière et de continuité d'approvisionnement en gaz naturel.

La station centrale est située à proximité de :

- la route départementale RD 674 qui relie Nancy à Château Salins (plus de 7000 véhicules par jour)
- la route départementale RD 83 qui relie Pulnoy à Cerville (plus de 3000 véhicules par jour)
- la voie communale VC 5 qui relie Cerville à Laneuvelotte et sert de voie principale d'accès à la station centrale (évaluation du nombre de véhicules par jour 600)
- la voie communale VC 6 qui relie Cerville à Velaine sous Amance (évaluation du nombre de véhicules par jour : 500).

Le site de stockage comprend :

- des installations de surface (comptage, unités de traitement, compression) regroupées dans une station centrale d'environ 10ha50 ; elle est distante d'environ 1km du centre du village de Cerville ; aucune habitation ne se trouve implantée dans un rayon inférieur à 700m.
- des équipements souterrains : le gaz naturel est stocké à une profondeur d'environ 450m dans des roches poreuses de la nappe aquifère qui constituent un contexte géologique favorable ; 38 puits permettent tour à tour d'injecter le gaz dans le stockage et de le soutirer pour le renvoyer à destination des clients ; 5 puits servent au contrôle du niveau de l'interface eau/gaz, 8 puits sont installés à la périphérie de l'aquifère et 3 puits contrôlent la pression du gaz. Chaque puits d'exploitation, de contrôle en gaz ou susceptible de passer en gaz, dispose d'une vanne de sécurité située à 30m sous terre qui peut être actionnée depuis la salle de contrôle du centre.

- un réseau dit de collecte : les puits d'exploitation sont reliés à la station centrale par un réseau de canalisations en acier d'un diamètre de 200mm ; la pression maximale est 67,7bars.

Ces canalisations sont enterrées à une profondeur d'environ un mètre.

La surveillance et le pilotage sont assurés en permanence jour et nuit, sans interruption.

La capacité de stockage est d'environ 1,5 milliards de m³; une quarantaine de personnes travaillent dans cet établissement.

Storengy gère une douzaine de sites de stockage souterrain en France.

Il n'est pas sans intérêt de noter qu'il existe, à côté du site exploité par Storengy, une station dite d'interconnexion, ICPE créée en 2012 par GRT gaz, non concernée par la réglementation SEVESO : il n'y a donc pas lieu d'élaborer un PPRT pour cette installation. Quoiqu'il en soit de cette curiosité, le présent projet de PPRT, qui n'interdit pas les exploitations gazières, concerne, de fait, à la fois le site de Storengy et celui de

GRT gaz : en effet en raison même de la proximité de ces deux établissements, les dispositions qu'il prévoit profiteront aux mêmes populations.

2.5 Risques associés et mesures mises en place

Les phénomènes dangereux sont essentiellement des fuites de gaz suivies d'une inflammation en présence d'oxygène et d'étincelle ; ils sont susceptibles de générer des effets thermiques significatifs à des distances de plusieurs centaines de mètres et des effets de surpression.

Ce sont les effets thermiques qui sont le plus à craindre, la surpression nécessitant des conditions d'allumage particulières ; pour un incident donné, les distances des effets thermiques sont toujours supérieures aux effets de surpression.

Pour faire face aux risques d'accident, la société Storengy a mis en place un Système de Gestion de la Sécurité (SGS), un Plan de Surveillance et d'Intervention (PSI) et un Plan d'Opération Interne (POI) : ces derniers définissent sur la base de scénarios possibles, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens que la société se propose de mettre en œuvre en cas d'accident pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.

En outre, par arrêté en date du 31 décembre 2002, le préfet de M. et M. a établi un Plan Particulier d'Intervention (PPI), qui est un volet du plan ORSEC, au cas où les effets d'un accident dépasseraient les limites de l'installation. Il décrit les dispositions particulières, les mesures à prendre et les moyens de secours pour faire face aux risques. Ce plan a un périmètre beaucoup plus large que celui du PPRT ; toutefois l'articulation du PPI et du PPRT est nécessaire pour assurer la réduction du risque en cas de crise : elle suppose la réunion de trois conditions :

- l'information préalable de la population pour qu'elle sache comment réagir en cas d'accident
- l'alerte doit être donnée rapidement et être parfaitement reçue
- les exercices doivent être régulièrement effectués pour vérifier l'efficacité du matériel et de l'organisation ainsi que la réactivité des secours et de la population.

Le dernier exercice POI a été effectué il y a un an

Le dernier exercice PPI a été effectué réalisé le

Ce PPI est en cours de révision en raison du décret du 13/9/ 2005 (pris en application de l'article 15 de la loi du 13/8/ 2004 relatif à la modernisation de la sécurité civile.) et de l'arrêté du 5/1/2006.

2.6 Composition du dossier

Le dossier mis à la disposition du public pour l'enquête publique comprend

- une note de présentation sur 74 pages
- ses annexes au nombre de 10 soit 130 pages, savoir :
- un glossaire

JFR

7

- les textes réglementaires
- l'arrêté préfectoral du 19 avril 2011 portant prescription du PPRT, ainsi que deux arrêtés portant prolongation du délai
- différentes cartes illustrant notamment les périmètres des enjeux
- un projet de règlement
- un projet de cahier des recommandations

L'étude des dangers réalisée par l'exploitant en 2010 n'est pas jointe au dossier. Ce document de 236 pages, (auquel s'ajoute 9 annexes) qui

- expose les risques que peut présenter l'installation en cas d'accident
- justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets d'un accident

a servi à la réalisation du périmètre d'étude du PPRT : il a donc été remis au commissaire enquêteur soussigné qui l'a tenu à la disposition du public.

Il est à noter qu'il serait utile de joindre à la note des présentation les références des sites internet où l'on peut prendre connaissance du Guide méthodologique d'élaboration des PPRT et du Guide des bonnes pratiques de consultation et concertation.

3 ORGANISATION DE L'ENQUETE

3.1 Désignation du commissaire enquêteur

Par ordonnance n° 14000048/54 en date du 9 avril 2014 le président du tribunal administratif de Nancy a désigné le soussigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. FOTRE en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

A cette occasion le commissaire enquêteur soussigné a déclaré sur l'honneur ne pas être intéressé à l'opération à titre personnel ou en raison de ses fonctions.

3.2 Mesures de publicité

3.2.1 Publications légales dans les journaux régionaux

Première insertion :

- L'Est Républicain : le 12 mai 2014
- Le Républicain Lorrain : le 8 mai 2014

Ces avis ont bien été publiés quinze jours avant le début de l'enquête

Deuxième insertion :

- L'Est Républicain : le 8 juin 2014
- Le Républicain Lorrain : le 3 juin 2014

Ces avis ont bien été publiés dans les huit premiers jours de l'enquête.

Les délais légaux ont donc bien été respectés.

JFR

3.2.2 Affichage public

L'affichage réglementaire a été effectué dans chacune des communes concernées et sur le site de stockage, ainsi que j'ai pu m'en assurer à l'occasion de mes passages.
Les maires ont délivré un certificat attestant que la formalité a bien été effectuée.

3.2.3. Autres modes d'information du public

La préfecture de M. et M. a publié sur son site internet l'arrêté préfectoral et le dossier mis en enquête.

La commune de Velaine sous Amance a relaté dans son bulletin de mai 2014 les dates de l'enquête et le jour de permanence du commissaire enquêteur.

Compte tenu de ces éléments, il est permis d'affirmer que le public a pu avoir connaissance de l'existence de l'enquête publique.

3.3 Préparation de l'enquête

3.3.1 Contacts

Avant l'ouverture de l'enquête publique, le commissaire enquêteur soussigné a rencontré le fonctionnaire délégué par le préfet pour le suivi du dossier le 17 avril 2014.
Cette réunion avait pour objectif :

- de finaliser la procédure d'enquête publique en particulier pour la publicité réglementaire et les permanences
- de se faire expliquer la genèse du dossier
- d'appréhender les difficultés éventuelles pouvant surgir lors de l'enquête.

Le commissaire enquêteur soussigné a ainsi pu prendre connaissance de la nature du projet, de valider les éléments constitutifs du dossier et de préciser les détails de l'organisation de l'enquête.

3.3.2 Visite des lieux

En raison de contraintes de temps il n'a pas été possible de rencontrer le responsable du site, Monsieur Xavier Mandl et d'effectuer une visite des lieux avant le 1^{er} juillet 2014, soit le jour de clôture de l'enquête.

Néanmoins, cette visite et cet entretien ont permis de prendre la dimension réelle des enjeux.

3.3.3 Permanences

Conformément aux dispositions de l'article R 123-9 du code de l'environnement et de l'arrêté préfectoral du 5 mai 2014, le commissaire enquêteur soussigné a assuré les permanences comme suit :

le mardi 3 juin 2014

en mairie de Laneuvelotte de 10h00 à 12h00

en mairie de Cerville de 14h00 à 16h00

JFR

le jeudi 12 juin 2014

en mairie de Seichamps de 8h00 à 10h00

en mairie de Pulnoy de 10h30 à 12h30

le samedi 14 juin 2014

en mairie de Velaine sous Amance de 10h00 à 12h00

en mairie de Cerville de 14h00 à 16h00

le jeudi 19 juin 2014

en mairie de Pulnoy de 14h30 à 16h30

en mairie de Cerville de 17h00 à 19h00

le mardi 1^{er} juillet 2014

en mairie de Seichamps de 13h00 à 15h00

en mairie de Cerville de 16h00 à 18h00

Ces dix permanences ont été fixées à des jours et heures ne correspondant nécessairement aux jours et heures habituels d'ouverture au public des mairies, notamment le matin et en fin de journée ainsi que le samedi, afin de faciliter l'accès de la population au dossier et aux registres d'enquête.

Elles ont toutes eu lieu en dehors de la période des vacances scolaires. Dans ces conditions, il est permis d'affirmer qu'avant et pendant l'enquête publique, l'information du public a bien été effectuée.

4 DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 2 juin 2014 au mardi 1^{er} juillet 2014, conformément à l'arrêté préfectoral.

4.1 Information légale au public et registres

L'enquête publique a été annoncée comme il est dit ci-dessus.

Les registres déposés dans les cinq mairies concernées ont bien été tenus à la disposition de la population.

En conséquence, il est permis d'affirmer que le public a été correctement informé avant et pendant l'enquête publique et qu'il a eu toutes les facilités nécessaires pour s'exprimer.

4.2 Climat de l'enquête - Incidents

Le personnel communal et les élus ont apporté leur concours matériel au commissaire enquêteur.

Le public, au demeurant peu nombreux, a formulé quelques remarques sans laisser apparaître une hostilité au projet.

L'ancienneté de l'installation et l'absence d'accidents contribuent à la sérénité d'une population pourtant exposée à un risque majeur.

Aucun incident n'a été relevé.

JFR

10

4.3 Analyse des observations du public

Aucun courrier

4.3.1 Analyse comptable des visites reçues au cours des permanences.

Les habitants des communes de Pulnoy, Laneuvelotte, Velaine sous Amance ne se sont manifestés à aucune des permanences.

A la permanence de Seichamps en date du 1^{er} juillet 2014, une personne s'est présentée pour s'informer sur les raisons d'être du PPRT, sans formuler d'observation.

A la permanence de Pulnoy en date du 12 juin 2014

Monsieur l'ancien maire a rendu visite au commissaire enquêteur soussigné pour lui expliquer les démarches entreprises auprès des services préfectoraux en vue d'obtenir

- le maintien d'une aire de jeux sise à côté d'un puits
- et préserver le projet de ZAC en cours d'élaboration dont la surface risquait d'être réduite par le PPRT.

Un accord est, semble-t-il, intervenu sur ces deux sujets.

Les seules remarques formulées concernent les permanences de Cerville ; compte tenu de leur nombre restreint, elles sont ici littéralement rapportées :

Le 3 juin 2014 : aucune visite

Le 14 juin 2014 :

- observation de M. VITON Bernard de Cerville

« Voir pour déplacer partiellement hors zone de dangers et prendre les chemins déjà existants et élargir et aménager ceux-ci en route les chemins existants, ceci constituerait une barrière passive.

En cas d'incendie que deviendraient les lignes à haute tension si elles étaient touchées par les flammes, que se passerait-il en cas de rupture électrique ».

En fait derrière cette dernière question Monsieur VITON se demande comment serait gérée la sécurité du site dont les commandes fonctionnent électriquement.

- M. Michel NICOLAS de Cerville

« le projet de règlement PPRT de Storengy prévoit (Titre II article II.3.4 /II.3.4/II.4.4/II.5.4) des dispositions ambiguës en regard des flux de déplacement collectifs des populations de Cerville et autres utilisateurs de la RD 83.

« Le réseau routier actuel ne dispose que de cette voie départementale vers le centre urbain de Nancy.

« Quelles dispositions de remplacement sont prévues si l'évolution des communes menait à une nécessité de création d'un nouveau transport collectif ?

« En effet, toute création d'un mode collectif de transport routier des personnes obligerait alors soit des voies non compatibles avec le tonnage des véhicules, soit des trajets alambiqués. »

- M. et Mme FOUGEROLLE de Cerville ;

TFR

« La D 83 étant dans une zone à risque fort doit voir son tracé modifié pour la sécurité de tous. Nous demandons une modification de son tracé en amont de cette zone à risque ».

- M. WOLFF René de Cerville

« Compte tenu de la constante augmentation du trafic sur le CD 83 (3000v/j), il paraît judicieux de créer une nouvelle voie de contournement de la zone à risque qui concernerait à la fois le transport public, collectif, et voitures particulières. »

- M. TURLOT Robert, qui accompagnait M. WOLFF, a déclaré partager son point de vue et soutenir sa demande.

- Mme Véronique SCHEFFLER de Cerville :

« Le PPRT prévoit une interdiction de création de nouvelles lignes de transport en commun en zone R. La RD 83 passant en zone R, la commune de Cerville serait donc condamnée à ne jamais être mieux desservie en matière de transport qu'à l'heure actuelle, c'est à dire pas grand chose ? Pas très écologique ».

Le 1^{er} juillet 2014

M. Philippe KIERREN, 1^{er} adjoint au maire de Cerville et Mme Cécile FROMAGET, maire de Cerville :

« Il est paradoxal dans une démarche d'incitation à l'utilisation de transports collectifs au titre de la préservation de l'environnement de se voir imposer des restrictions de circulation. A mon sens sous le paragraphe concernant les transports en commun et le développement local dans la partie règlement et dans la note de présentation doit être modifié. Pour ne pas entraver les transports en commun et le développement local, nous demandons à ce que seule la création de nouveaux axes structurants soit interdite dans les zones r, rs, r1, r2. Notre conseil municipal a délibéré en ce sens. »

En dehors de ces permanences, le commissaire enquêteur soussigné a interrogé les consommateurs du restaurant de Cerville les 3 juin et 1^{er} juillet 2014 sur le projet de PPRT.

Si la majorité avait connaissance de l'enquête publique, en revanche ils méconnaissaient la raison d'être du PPRT, croyant qu'il s'agissait d'une autorisation de poursuite d'exploitation. Et de rappeler l'explosion du 25 avril écoulé, qui s'est traduite par un cratère d'un mètre de profondeur pour un diamètre de trois mètres, explosion relatée par le journal « L'Est Républicain ». En conséquence leurs propos portaient davantage sur les risques inhérents à cette exploitation et ses nuisances que sur les restrictions à l'urbanisation et la maîtrise du foncier. Quoiqu'il en soit, plusieurs personnes ont déclaré que la société Storengy avait diminué son caractère bruyant, sauf à l'occasion des purges de puits effectuées 5/6 fois par an.

5 AVIS DES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIES

Les personnes et organismes associés sont favorables au projet de PPRT dans son ensemble.

Cependant, quelques communes se sont opposées au projet sur deux points précis :

TFR

12

- la commune de Pulnoy a refusé le déplacement d'une aire de jeux située à proximité d'un puits exploité par la société Storengy et fait valoir son projet de ZAC ; en définitive, une solution a été trouvée à la satisfaction des parties.
- la commune de Cerville, dont le maire déclare ne pas avoir été informé du projet d'interdiction de nouvelles lignes de transports collectifs, a formulé, lors de l'enquête publique, son opposition catégorique à cette interdiction au motif qu'il freinerait son développement ; le conseil municipal de Cerville a délibéré en ce sens, ainsi qu'il a été dit plus haut.

6 PROCES VERBAL DE SYNTHESE ET MEMOIRE EN REPONSE DU PETITIONNAIRE

Le procès verbal de synthèse a été remis à la préfecture de M. et M le 2 juillet 2014 ; il comportait toutes les observations formulées au cours de l'enquête. Il figure en annexe sous le N° 1.

Une réunion avec les services instructeurs a eu lieu en préfecture le 17 juillet 2014 : à cette occasion différents éléments de réponse ont été verbalement apportés.

Le mémoire définitif a été envoyé au commissaire enquêteur soussigné le 21 juillet 2014. ; il est ici littéralement rapporté :

« A l'issue de l'enquête publique concernant le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du site Storengy à Cerville vous m'avez communiqué le 2 juillet 2014, les observations recueillies lors de l'enquête en application des dispositions de l'article R 123-18 du code de l'environnement ;

« Ces observations appellent de ma part les remarques suivantes :

« ° Remarque n° 1 : déplacement des chemins hors des zones d'effet

« Au vu des conclusions de l'étude de dangers la suppression des chemins de randonnées ne se justifie pas. Par contre, afin de ne pas augmenter la vulnérabilité (c'est à dire augmenter le nombre des personnes présentes à un instant t à proximité du site industriel STORENGY) il est proposé dans le projet de règlement d'une part de ne pas favoriser les arrêts de randonneurs et de supprimer le balisage des chemins en impasse et d'autre part d'interdire la création de nouveaux itinéraires. Le déplacement des chemins ne se justifie pas.

« ° Remarque n° 2 : conséquence d'un incendie sur les lignes électriques à proximité du site.

« La question de Monsieur VITON porte sur ce qu'il arrive aux lignes électriques en cas d'incendie à proximité. La gestion d'une situation de coupure d'une ligne électrique à haute tension est identique quelle que soit la cause (chute d'arbre, neige, tempête, incendie) et relève des obligations du gestionnaire du réseau de transport d'électricité et/ou d'un volet du plan ORSEC départemental.

TFR

13

« Le commissaire enquêteur a également interrogé l'Administration sur les conséquences d'une défaillance de l'alimentation électrique sur le site STORENGY. D'une part, les lignes électriques mentionnées n'alimentent pas le site STORENGY en direct. D'autre part, STORENGY a étudié dans son étude de dangers la perte des utilités électriques, qu'elle qu'en soit la cause : l'exploitant a défini les moyens nécessaires à une telle gestion (notamment groupes électrogènes).

« Pour rappel, un PPRT a pour objectif la protection des populations exposées par la maîtrise de l'urbanisation autour des sites concernés. La mise en œuvre des mesures de gestion d'urgence dépend d'autres réglementations en vigueur.

« ° Remarque n° 3 : Déplacement de la RD 83 hors de la zone à risque.

« Si un PPRT doit prendre des mesures pour limiter les populations exposées aux risques, il doit également tenir compte de l'existant et définir des mesures proportionnelles et adaptées aux enjeux et aux risques. Au vu de l'analyse des risques, le déplacement de la RD83 ne se justifie pas.

« ° Remarque n° 4 : interdiction de la création de nouvelles lignes de transports en commun.

« Cette disposition du règlement répond à la même logique de limitation des populations exposées aux risques technologiques. Il convient donc de ne pas augmenter significativement le nombre de personnes qui seraient exposées en cas d'accident sur le site industriel.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée. »

Pour le préfet
Le secrétaire général

Jean-François RAFFY

Ce mémoire en réponse figure en annexe 2.

6.1 Discussion

La réponse des services préfectoraux est tout à fait conforme à la position de l'administration et au guide méthodologique établi par le ministère.
Elle appelle toutefois quelques observations :

La fréquentation des chemins de randonnées étant peu importante et l'absence d'équipements tels que parkings, aires de pique nique ne favorisant pas les regroupements, il paraît effectivement possible de les maintenir ; la signalisation de la traversée d'une zone dangereuse devant par ailleurs être réalisée.

La réponse à la première interrogation de Monsieur VITON concernant la rupture des lignes haute tension est pertinente ; derrière cette question se profilait également une interrogation verbale formulée devant le commissaire enquêteur sur les

conséquences relatives à la commande des instruments de sécurité du site fonctionnant à l'électricité.

En fait, le surplomb du site par des lignes haute tension installées en 1988 puis en 1998, c'est à dire postérieurement à la création du stockage souterrain de gaz naturel, n'est qu'un aspect d'un problème plus vaste, savoir l'incompatibilité de coexistence entre un site classé SEVESO risque haut avec servitudes et un puissant transport d'électricité lui-même générateur de servitudes : il y a là, semble-t-il, une incohérence : qui pourrait croire qu'il n'existait pas d'autre possibilité que la traversée du site industriel le plus dangereux du secteur ? Les riverains conscients des dangers liés au stockage souterrain qui acceptent les contraintes liées au PPR'T risquent de s'interroger sur les raisons d'une tolérance consentie à RTE susceptible de générer des incidents. Quant à la société Storengy qui multiplie les efforts pour réduire les risques et investit en conséquence, elle se trouve indirectement pénalisée par cette situation.

Cette question est évidemment en dehors du champ du projet de PPR'T et ne saurait le remettre en cause : mais c'est une occasion d'attirer l'attention de RTE sur ce problème que la simple prudence recommande de solutionner dans les meilleurs délais.

Quant à la demande de déplacement de la RD 83 elle résulte d'une crainte diffuse liée à la traversée de la zone dangereuse et mérite donc d'être prise en considération. Cet axe structurant connaît une augmentation sensible du trafic qui, en quelques années est passé à plus de 3000 véhicules/jour.

Or cet aménagement ne concernerait que la partie située à l'intérieur de la zone. Quoiqu'il en soit, d'autres mesures de protection ne pourraient-elles pas être envisagées ? Alors qu'on est capable d'édifier des murs anti bruit, la réalisation d'un mur anti-incendie est-elle impossible ?

Quant au contournement de la zone dangereuse par l'utilisation du réseau routier existant (VC 5 et RD 674), il poserait le double problème de la sécurité routière et d'un allongement du trajet très pénalisant.

Enfin, l'opposition de la commune de Cerville à l'interdiction de création de nouvelles lignes de transports en commun procède effectivement de la même logique. Le développement local est un impératif auquel les élus sont particulièrement sensibles et justifie leur demande.

Ainsi qu'on l'a vu plus haut, les services préfectoraux suivent rigoureusement les recommandations du ministère contenues dans le guide méthodologique d'élaboration des PPRT qui est appliqué uniformément à l'échelon national : il n'en demeure pas moins que ces directives n'ont pas de valeur réglementaire et que la situation particulière de Cerville mérite d'être prise en considération ; d'ailleurs cette demande des élus rejoint le souhait d'un aménagement de la RD 83 exprimé par la population.

Pour terminer, qu'il soit permis au commissaire enquêteur soussigné de formuler quelques remarques personnelles qui ne sont pas en rapport direct avec le projet de PPRT mais qui interpellent la sécurité et méritent de retenir l'attention des pouvoirs publics.

1/ Au cours du mois d'août 1914, le secteur a été le théâtre de violents combats entre les armées françaises et allemandes, dits du Grand Couronné, où l'artillerie de campagne a joué un rôle décisif ; selon les déclarations des élus des communes concernées, le secteur de Cerville n'aurait pas été au cœur de cette bataille mais il n'en

Avis du commissaire enquêteur

Vu le mémoire en réponse du pétitionnaire au procès-verbal de synthèse des observations du public.

Considérant que

- ce PPRT évitera le renouvellement d'une catastrophe de type AZF
- les mesures prises pour le zonage et le règlement sont globalement adaptées

le commissaire enquêteur soussigné donne un

AVIS FAVORABLE

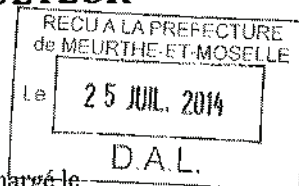
au projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques du site Storengy à Cerville.

Fait à NANCY,
le 25 juillet 2014
Le commissaire enquêteur

Jean-François REGNARD



AVIS MOTIVE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR



RAPPEL DU PROJET SOUMIS A ENQUETE

Monsieur le Président du Tribunal administratif de Nancy a chargé le commissaire enquêteur soussigné de conduire l'enquête publique portant sur le projet de plan de prévention des risques technologiques (PPRT) du stockage souterrain de gaz naturel sis à Cerville exploité par la société Storengy, classé SEVESO risque haut avec servitude (AS).

Ce projet a été élaboré par l'Etat, représenté par M. le Préfet de Meurthe et Moselle (M. et M.).

Le PPRT a pour objet de limiter les conséquences d'un accident par la maîtrise de l'urbanisation environnante : en conséquence, il délimite un périmètre d'exposition aux risques et prévoit un règlement de la zone ainsi définie ; il s'impose aux documents d'urbanisme.

Dans le cadre de cette enquête publique, le commissaire enquêteur soussigné a :

- étudié le dossier d'enquête
- visité les lieux
- obtenu des informations sur le fonctionnement des installations
- rencontré les fonctionnaires chargés de l'instruction du dossier
- reçu et entendu le public
- transmis les observations du public au pétitionnaire
- pris connaissance de son mémoire en réponse.

CONCLUSIONS

Sur le dossier d'enquête

Il est complet et conforme au Code de l'Environnement

Le rapport de présentation est conforme au guide méthodologique mis au point par le Ministère que le commissaire enquêteur a dû se procurer faute d'être joint au dossier ; même si ce n'est pas obligatoire, il aurait été utile également de joindre l'étude des dangers qui influe directement sur la détermination de la zone des dangers.

La légende des cartes pourrait être améliorée en faisant ressortir les puits d'exploitation, les puits de contrôle susceptibles de passer en gaz et les simples puits de contrôle.

Sur l'information et la concertation préalable à l'enquête publique

Pour satisfaire à cette obligation, différentes actions ont été entreprises :

- les documents d'élaboration du projet ont été tenus à la disposition du public dans les mairies concernées ainsi qu'un registre destiné à recueillir ses observations.
- des affiches annonçant l'élaboration du PPRT ont été apposées dans chacune des communes concernées
- les conseils municipaux ont délibéré sur le sujet
- les Personnes et Organismes Associés (POA) ont été consultés
- le dossier a été mis en ligne sur le site internet de la préfecture de M. et M.
- le bilan de cette concertation a été mis à la disposition du public via internet

JFR

1

Sur les observations formulées

Huit personnes se sont exprimées sur le registre de Cerville, le seul ayant été utilisé. Aucune ne s'oppose formellement au projet de PPRT.

Il est à noter que l'explosion accidentelle du 25 avril 2014, pourtant relatée par la presse locale n'a pas suscité d'émotion.

En revanche, elles expriment une crainte relative à deux objets :

- M. VITON s'inquiète d'une éventuelle rupture des lignes électriques haute tension consécutive à l'incendie des puits d'exploitation,
- toutes les autres sont préoccupées par l'utilisation de la RD 83 qui traverse la zone de dangers, tant pour les transports collectifs qu'individuels.

Sur le but de l'enquête publique

Le commissaire enquêteur soussigné est appelé à se prononcer sur la question suivante :

Les mesures préconisées pour le zonage et son règlement sont-elles adaptées, exagérées ou insuffisantes ?

On remarquera tout d'abord que la réduction du risque à la source relève de l'étude des dangers et non du PPRT même si cette réduction pourrait se concrétiser par un rétrécissement de son périmètre de protection.

Les restrictions à l'urbanisation ne sont pas ressenties comme un handicap pour le développement ultérieur des communes voisines, exception faite pour l'interdiction de création de nouvelles de transports collectifs ; observation étant faite qu'un accord a été trouvé entre les services instructeurs et la commune de Pulnoy quant au maintien de son aire de jeux et du périmètre de sa ZAC.

La seule expropriation envisagée est justifiée par la proximité du bâtiment ; il est à noter que le propriétaire concerné ne s'est pas manifesté.

Le propriétaire d'un Immeuble plus éloigné a été informé des mesures de renforcement de son bâtiment ; là non plus, ce propriétaire ne s'est pas présenté aux permanences et n'a pas adressé de courrier au commissaire enquêteur soussigné. Cette situation peut s'expliquer par le contact que les services instructeurs entretiennent avec lui pour étudier la formule la plus adaptée.

On regrette toutefois que le coût de ces opérations ne soit pas mentionné au dossier ni leur financement, l'expérience ayant montré que ce point suscite fréquemment des difficultés et constituent un frein à la mise en place des PPRT : il serait donc judicieux de faire toute la lumière sur ce sujet.

AVIS

- Vu le respect des prescriptions du Code de l'Environnement sur les PPRT
- Vu le respect des procédures de la concertation et de l'enquête publique
- Vu l'information et la publicité faites à destination du public
- Vu les délibérations et avis des POA consultés
- Vu le rapport de présentation, l'étude des dangers, le guide méthodologique d'élaboration des PPRT
- Vu les registres d'enquête et les observations formulées par le public

7FR

2

ANNEXE 10

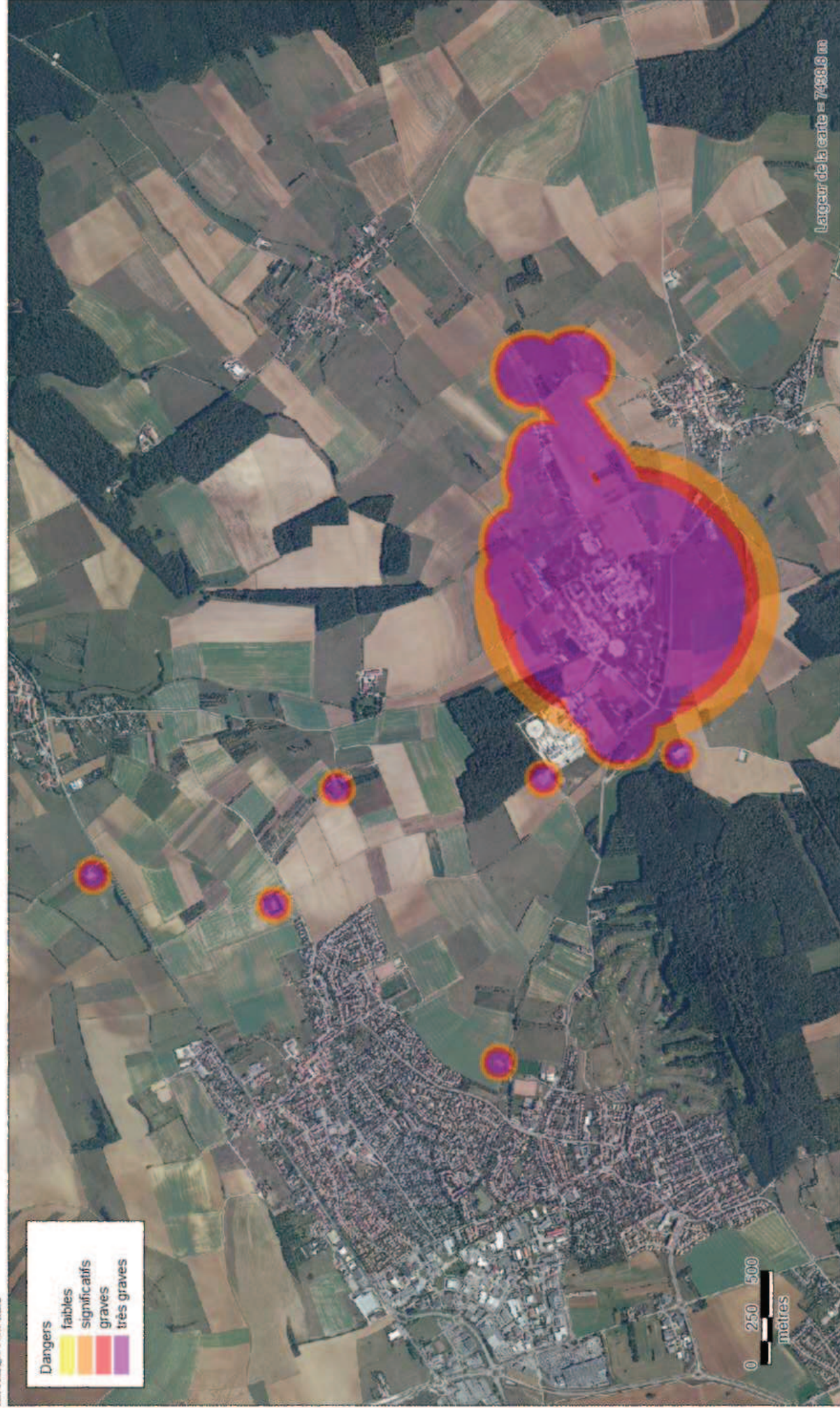
Atlas cartographique

Cartes des intensités

Plans de zonage

Cartes des intensités

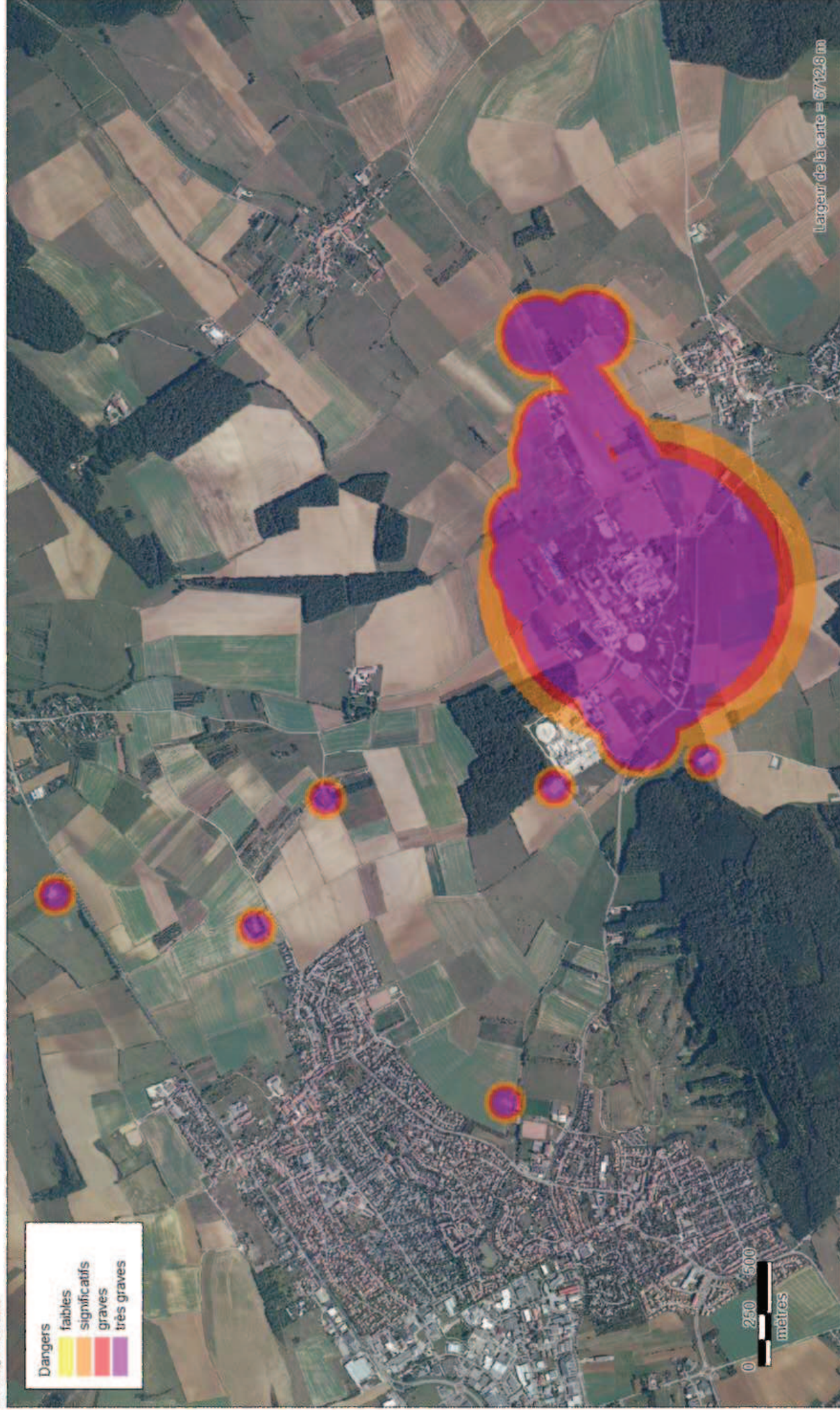
PPRT de Cerville (Storengy) Enveloppes des intensités tous types d'effets à cinétique rapide confondus



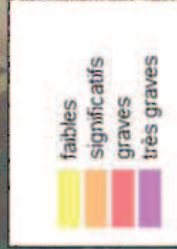
Dangers

faibles
significatifs
graves
très graves

PPRT de Cerville (Storengy) Enveloppes des effets thermiques à cinétique rapide potentiels

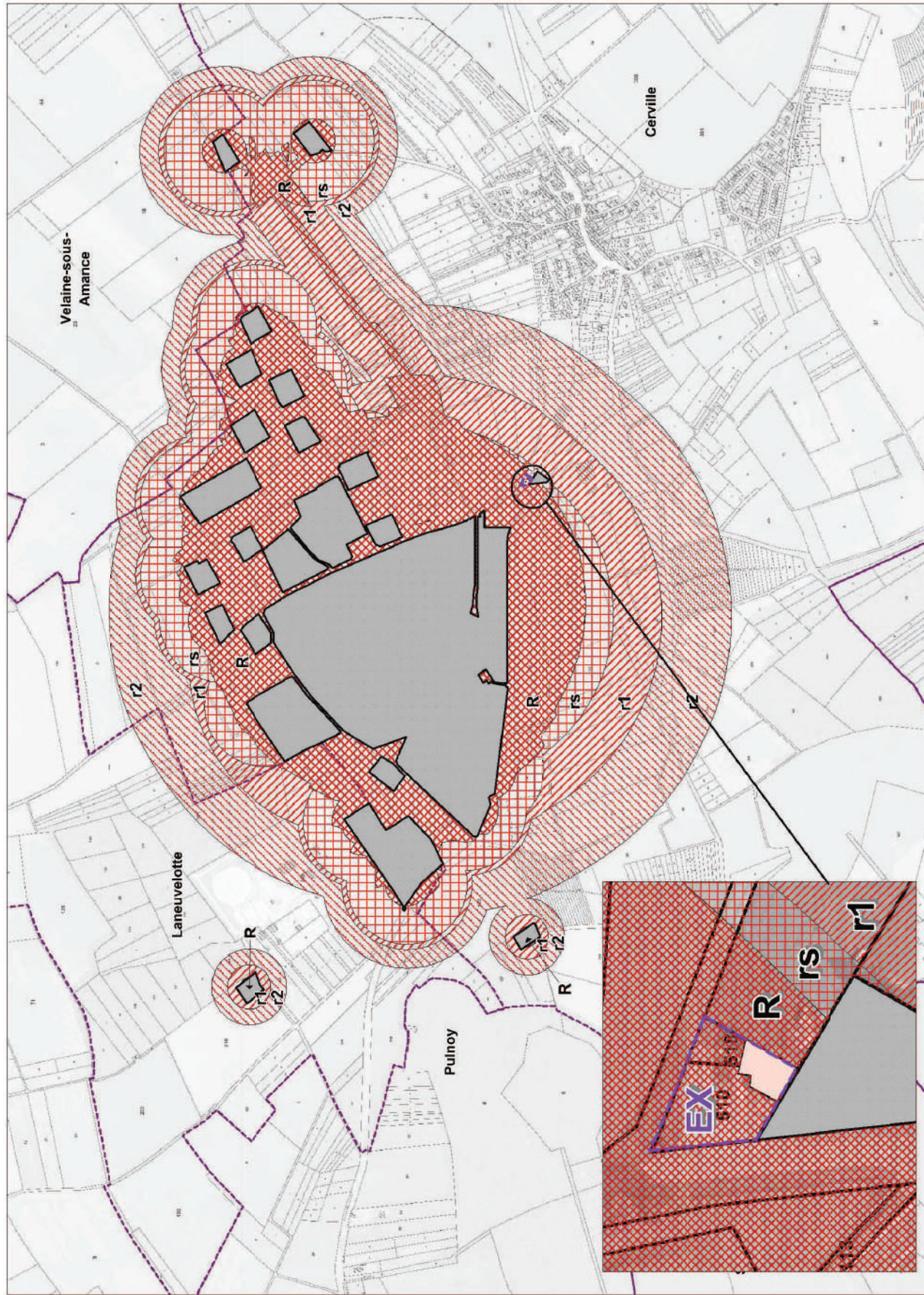


PPRT de Cerville (Storengy) Enveloppes des effets de surpression à cinétique rapide potentiels



Plan de zonage réglementaire

Site de STORENGY de CERVILLE P.P.R.T. - Plan de zonage



Légende :



Zone grisée



Limite communale



Secteur d'expropriation

Zonage

Source données DREAL - 02/2013



R



rs



r1

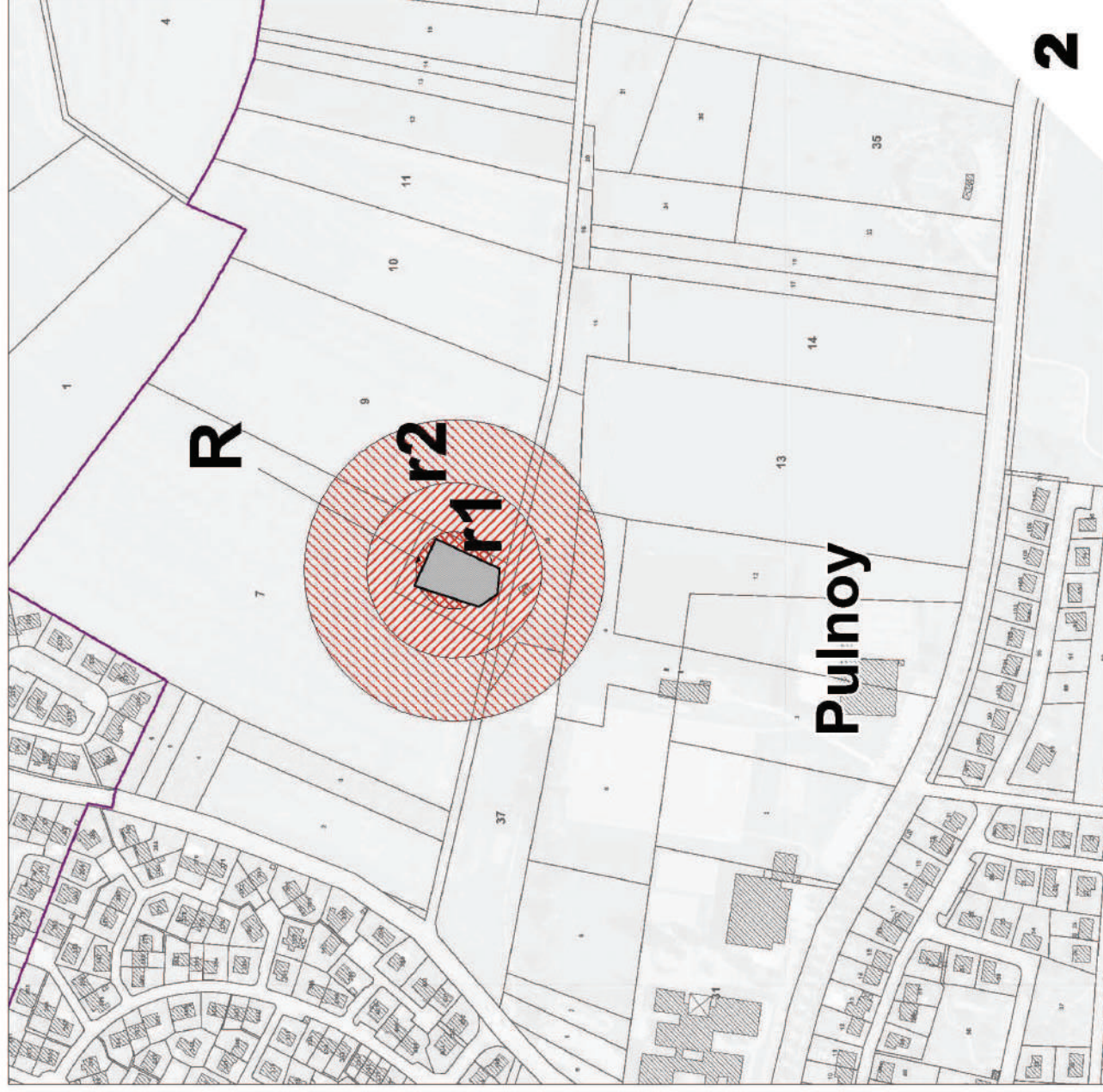
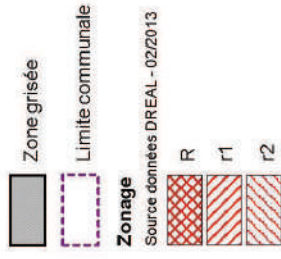


r2

Echelle : 1 / 10000 - Source IGM@BD ORTHO 2009 - BD PARCELLAIRE 2009

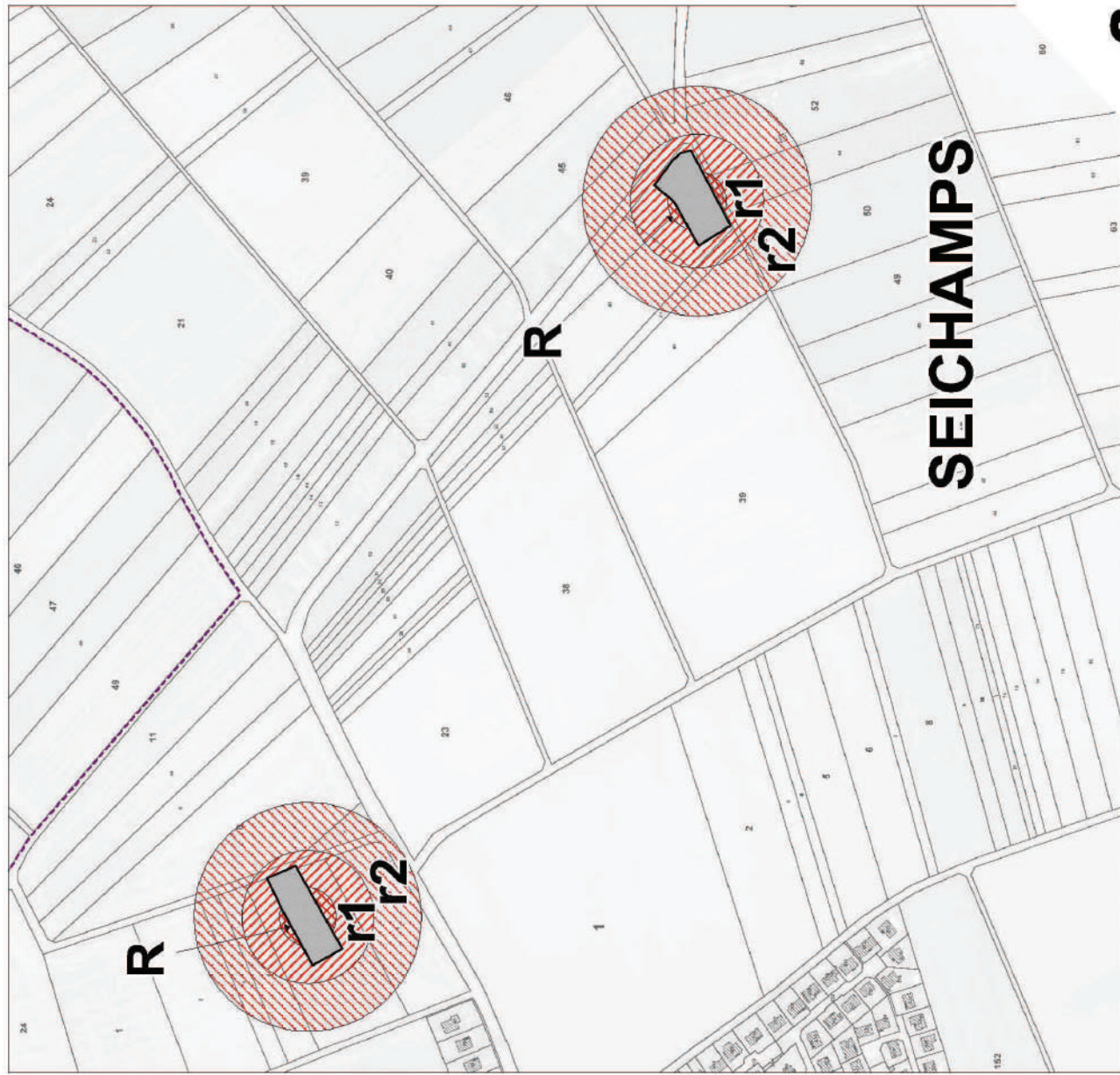
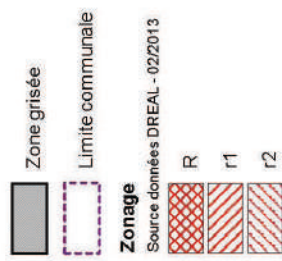
P.P.R.T. - Plan de zonage **Site STORENGY de CERVILLE** **Commune de Pulnoy**

Légende :



P.P.R.T. - Plan de zonage Site STORENGY de CERVILLE Commune de Seichamps

Légende :



P.P.R.T. - Plan de zonage

Site STORENGY de CERVILLE

Commune de Laneuvelotte

Légende :

